

Joseph FONTAINE

Histoire
de
L'Ouest-Eclair

fac-similés des pages parues dans *Le Relais*

5

Centimes



Première année. — N° 1

L'Ouest-Éclair

Journal Quotidien d'Informations

POLITIQUE — LITTÉRAIRE — COMMERCIAL

RENNES — 4, Rue de la Chalotais, 4 — RENNES

5

Centimes



Mercredi 2 Août 1899

ABONNEMENTS:

En France, par An, 10 fr. 50
 En France, par Trimestre, 3 fr. 50
 En France, par Mois, 1 fr. 25
 En France, par Jour, 40 centimes

DIRECTEUR

Emmanuel DESGRÉES du LOU

De 9 à 11 heures du matin et de 9 à 6 heures du soir

ADMINISTRATEUR

Alfred PERRIN

De 9 à 11 heures du matin et de 9 à 6 heures du soir

TARIF DES INSERTIONS:

1ère ligne, 10 centimes la ligne
 2ème ligne, 8 centimes la ligne
 3ème ligne, 6 centimes la ligne
 4ème ligne, 4 centimes la ligne
 5ème ligne, 2 centimes la ligne
 6ème ligne, 1 centime la ligne
 7ème ligne, 1 centime la ligne
 8ème ligne, 1 centime la ligne
 9ème ligne, 1 centime la ligne
 10ème ligne, 1 centime la ligne

ON TRAITÉ AÉSSI À FORFAIT

Le 2 août 1899, **L'Ouest-Éclair** paraît. Pour la première fois. Coïncidence voulue, c'est le jour où commence à Rennes, dans la grande salle du lycée, devant le tribunal militaire, le procès du capitaine Alfred Dreyfus. Les reporters du **Petit Parisien**, du **Petit Journal**, du **Journal de Rennes**, du **Phare de Nantes**, de **La Dépêche de Brest**, etc., suivent les débats. Ceux du nouveau quotidien, dirigé par Emmanuel Desgrées du Lou, « font, à cette occasion, leur premier grand procès ».

L'Affaire Dreyfus empoisonne la vie politique de la III^e République. Elle est encore jeune, cette Troisième. Officiellement, elle n'a pas encore 25 ans. Historiquement, elle a été proclamée en février 1871. Constitutionnellement, c'est le 30 janvier 1875 qu'elle a été instituée à une voix de majorité par un vote des sénateurs et des députés sur un texte dit « amendement Wallon ». Réunis en Assemblée nationale, 353 parlementaires ont adopté ce texte, 352 l'ont repoussé.

Ceux des 5 départements bretons, à l'exception de 4 absents, ont voté en majorité contre ; 42 ont répondu « non » et 13 seulement ont dit « oui ».

L'Œuvre parlementaire, c'est évident, ne faisait pas confiance à cette République, pas plus qu'il n'avait sympathisé avec la Première dite de l'An I fondée le 22 septembre 1792 par la Convention, ni avec la Deuxième lancée le 24 février 1848 à Paris en pleine Révolution qui mit fin au règne de Louis-Philippe.

Bizarrie ! Le maréchal de MacMahon succède à Thiers à la présidence de cette Troisième République. C'est un monarchiste. La chambre des députés, elle, a une majorité républicaine, celle du Sénat est conservatrice. En décembre 1876, le président du Conseil qui est choisi dit être « tantôt républicain, tantôt conservateur ». Il s'appelle Jules Simon. Il a eu maints imitateurs politiques depuis.

Un grand débat sur le Ralliement

En 1899, un autre débat d'importance plus grande encore que l'Affaire Dreyfus est toujours en cours et divise l'ensemble des catholiques

français, en majorité monarchistes. Le pape Léon XIII, élu en 1876, à l'âge de 68 ans, souhaite mettre un terme aux luttes qui opposent les catholiques au pouvoir républicain, sous prétexte que « tout régime inspiré de la Révolution est incompatible avec le catholicisme ». Difficile à faire accepter ce qui sera appelé « Le Ralliement ». C'est-à-dire demander aux catholiques de ne plus refuser systématiquement le régime en place. C'est pour l'Église de France un changement de front important, la fin d'une confusion qui identifie catholicisme et monarchie.



Emmanuel Desgrées du Lou

Le Pape cherche en France un cardinal qui dans une lettre épiscopale expliquerait sa pensée et indiquerait « aux catholiques leur nouvelle ligne de conduite ». Au début de 1890, il choisit le cardinal Placé, archevêque de Rennes, puis il s'adresse au cardinal Lavignerie, archevêque d'Alger et de Carthage, primat d'Afrique, fondateur de la congrégation des Pères Blancs. Le 12 novembre de la même année, l'archevêque d'Alger, à la fin d'un banquet donné en présence de l'amiral Duperré, d'officiers de marine, monarchistes la plupart, lit un discours, entièrement écrit. Il déclare : « **Lorsqu'un peuple a nettement affirmé sa volonté en faveur d'un régime et d'un gouvernement, qui n'ont rien de contraire aux principes qui font**

vivre les nations chrétiennes et civilisées, y adhérer sans réserve s'impose ».

Ce discours déclenche de vigoureuses protestations dans la presse parisienne monarchiste. L'épiscopat français, à de rares exceptions près, garde le silence. Le cardinal Lavignerie a-t-il été inspiré par le Pape, a-t-il dépassé sa pensée ? On attend de Léon XIII qu'il s'exprime lui-même, on le presse de parler. Le 17 février 1892, dans une interview donnée au **Petit Journal**, il répond à une question sur le Ralliement : « **Chacun peut garder ses préférences intimes, mais dans le domaine de l'action il n'y a que le gouvernement que la France s'est donnée. La République est une forme de gouvernement aussi légitime que les autres.** »

Le 20 février, dans l'encyclique « **Au milieu des sollicitudes** », le Pape explicite sa pensée. « **L'Église, dit-il en substance, est indépendante de tous les régimes. Elle ne peut se rallier à aucun d'eux.** » Il ajoute : « **La nécessité sociale impose la création de nouveaux gouvernements. Il est permis et même imposé par la nécessité du bien social de les accepter.** »

« Deux « ralliés » :
 les abbés Trochu
 et Crublet

Ces précisions n'incitent pas tous les catholiques, clergé et laïcs, à se rallier à la République. Pas davantage tous n'ont pas accepté l'encyclique *Rerum Novarum*, publié en 1891 sur la condition des ouvriers. Un certain nombre, les plus jeunes, exaltent les directives pontificales prennent des initiatives qui s'insèrent dans la démocratie chrétienne sociale.

En Ille-et-Vilaine, deux jeunes prêtres, les abbés Crublet et Trochu, sont des « ralliés », peut-être même avant l'heure. Ils le sont à la République autant qu'à Léon XIII, et à l'amélioration de la condition ouvrière et paysanne. Le premier, vicaire à Notre-Dame de Vitré, a créé une coopérative d'ouvriers chaussonniers pour donner du travail à ceux qui n'en ont pas. Le second, vicaire à Saint-Laurent de Rennes, a fondé la première caisse rurale de la région

pour aider artisans et agriculteurs. L'un et l'autre se rencontrent pour acheter **Le Journal de Vitré**, hebdomadaire local, auquel collaborait l'abbé Crublet. Leur objectif : changer la ligne politique, qui est celle du député conservateur le comte Le Gonidec de Tressan. L'imprimeur leur cède titres, fonds de commerce et matériel pour 8 000 F. Ils sont maîtres du journal qui rend compte de manière sympathique des conférences données à Vitré et à La Guerche par l'abbé Naudet, prêtre bordelais, engagé avec l'historien Georges Goyau dans les cercles catholiques ouvriers et d'action sociale.

Tollé dans certains presbytères et protestations à l'archevêché. Mgr Labouré éloigne l'abbé Trochu à Rennes qu'il avait quitté et quelques mois plus tard, l'abbé Crublet, à Dol-de-Bretagne.

L'un et l'autre sont propriétaires du **Journal de Vitré**. Ils ont le virus de la presse. A Rennes, l'abbé Trochu fonde avec l'aide financière d'un avocat, Jean Salmon, et d'un négociant, Emile Cary, un hebdo sous le titre **Echo du Travail** et en sous-titre **Organe des Intérêts populaires**.

A Dol, l'abbé Crublet crée **Le Dolois**, dans lequel il exprime ses convictions sociales et républicaines.

Nouvelles protestations auprès de l'archevêque. Un oratorien, l'abbé Robert publie une brochure-pamphlet intitulé **Les abbés socialistes en Ille-et-Vilaine**, dans lequel il s'oppose au « Ralliement » des catholiques. L'abbé Cruchet est muté par l'archevêque à Piélan-le-Grand, l'abbé Trochu à Tinténiac, réputée pour être une paroisse républicaine et anti-cléricale. A Piélan, le premier fonde le **Montfortais**, le second **l'Echo de la Mer**, à Saint-Servan, deux nouveaux hebdomadaires d'arrondissement.

Les voici à la tête de cinq hebdomadaires d'arrondissement. Pourquoi ne pas les fusionner et éditer un hebdomadaire départemental. Excellente ambition. Encore faut-il aux deux abbés, toujours vicaires de paroisse, trouver un directeur-rédacteur en chef et aussi des moyens financiers. De l'argent, ils en ont un peu. **Le Journal de Vitré** a été de nouveau vendu par l'imprimeur au comitè conservateur, cette fois. Bonne affaire, 30 000 F tombent dans la caisse des abbés.

Plus difficile pour eux de trouver un directeur-rédacteur en chef catholique « Rallié », et attaché au nouvel ordre social suggéré par Léon XIII.

1897, élection partielle dans la 3^e circonscription de Brest. Le député titulaire, Mgr d'Hulst était décédé. L'abbé Gayraud, républicain, profes-

seur à l'Université catholique de Toulouse se présente, malgré l'évêque du lieu, Mgr Dubillard. Il a comme principal adversaire le comte de Blois, monarchiste. L'abbé est élu le 7 janvier. Mais son élection est invalidée par la Chambre pour « ingérence » du clergé et de Rome dans son élection. Nouvelle élection le 29 août 1897, l'abbé, de nouveau est élu et siégera à la Chambre jusqu'en 1910.

Emmanuel Desgrées du Lou

L'affaire a un très grand retentissement. Les deux campagnes électorales sont très animées. Les abbés Trochu et Crublet viennent s'informer sur place. Ils rencontrent Henri Tremaudan, directeur du tri-hebdomadaire **l'Etoile de la Mer**, qui mène campagne pour l'abbé Gayraud. Ils s'ouvrent à lui de leur projet d'un hebdo départemental, de leur recherche d'un animateur et responsable. Henri Tremaudan les oriente vers un jeune avocat brestois, signa-

taire dans **l'Univers** de Louis et François Veuillot, d'articles remarqués en faveur du « Ralliement ». Il s'agit d'Emmanuel Desgrées du Lou issu d'une famille de Saint-Léry (Morbihan). Contact est pris avec lui, un accord est conclu. Le jeune avocat, devient directeur et rédacteur en chef d'un hebdo départemental **l'Echo de l'Ouest**, qui paraît le 4 juillet 1897 et tire à 6 000 exemplaires. Mais il a en charge de préparer le lancement d'un quotidien **L'Ouest-Éclair**. Rude tâche et lourdes responsabilités. Emmanuel Desgrées du Lou, en deux années, avec l'aide des deux abbés, la participation de trois Rennais, Emile Cary commerçant, Jean Salmon avocat, Charles Bodin professeur d'économie politique à la Faculté de Droit, réussit à mener à bien la fondation prévue. Non sans difficultés de capitaux, de trésorerie, de recrutement, puis un jour de concurrence.

Joseph FONTAINE.



L'Ouest-Eclair



Première année. — N° 1

POLITIQUE — LITTÉRAIRE — COMMERCIAL

RENNES — 4, Rue de la Chalotais, 4 — RENNES

Mardi 2 Août 1930

ABONNEMENTS		DIRECTEUR		ADMINISTRATEUR		TARIF DES INSERTIONS	
1 an	100 fr.	Emmanuel DESGRÈS du LOU	Alfred PERRIN	Alfred PERRIN	50 francs le ligne	1 an	100 fr.
6 mois	55 fr.	Sur PP à 15 francs de moins et de 2 à 8 francs de plus	Sur PP à 15 francs de moins et de 2 à 8 francs de plus	Sur PP à 15 francs de moins et de 2 à 8 francs de plus	50 francs le ligne	6 mois	55 fr.
3 mois	30 fr.	Tous autres tarifs d'abonnement sur demande spéciale. — Les annonces sont payées au comptant.				3 mois	30 fr.
						OU TRAITÉ AUBRI À FORFAIT	

② Des débuts difficiles dans la tourmente politique

Le 2 août 1899, **L'Ouest-Eclair** paraît. La vente de ce premier numéro est faible. Les fondateurs sont décus. Ils espéraient que l'ouverture du procès Dreyfus à Rennes permettrait à leur quotidien de faire une entrée spectaculaire dans le monde de la presse locale et nationale. Ils s'attendaient à battre sur le terrain des informations nationales, aussi bien le **Petit Parisien** que le **Petit Journal**, l'un et l'autre assez lus dans le département. Ils étaient convaincus de pouvoir les « griller », c'est-à-dire de publier avant eux des informations et des reportages d'actualité, parce que ces « parisiens » étaient rédigés l'après-midi, tirés avant 6 heures du soir pour être mis en vente dans la matinée du lendemain à Rennes. **L'Ouest-Eclair**, journal de nuit, composé et tiré entre minuit et deux heures, 4, rue de la Chalotais, pouvait facilement enrichir ses pages d'informations « fraîches », grâce aux dépêches d'Havas, reçus pendant la première partie de la nuit.

Bien raisonné. Mais des lecteurs grognent. Le nouveau quotidien, à propos de l'affaire Dreyfus, ne leur donne pas satisfaction. Pour cause ! Dans la salle du procès, **L'Ouest-Eclair** n'a qu'un seul rédacteur. Peut-il, comme les autres quotidiens, qui en ont plusieurs, rendre compte des débats d'une affaire compliquée, rédiger des impressions d'audience, faire un commentaire ? En outre, Havas, au long des jours, ne tient pas ses engagements. L'agence transmet, parfois avec deux heures de retard, des informations non sélectionnées. La rédaction manque de moyens. Le lancement n'est pas réussi.

Une échéance difficile

Les fonds (86 000 F) recueillis par Emmanuel Desgrées du Lou, les abbés Trochu et Crublet et leurs amis Jean Salmon, Émile Cary, Charles Bodin, Émile Arthur, sont vite épuisés. En octobre, **Alfred Perrin**, ancien directeur de l'**Avranchin**, recruté comme administrateur, ne peut faire face à une échéance de 6 000 F. Un ami du directeur, **Étienne**

Isabelle, polytechnicien et jeune silonniste, propose de la prendre à son compte. Emmanuel Desgrées du Lou, de nouveau, fait, à bicyclette, le tour des presbytères, rencontre ses amis « ralliés ». Lui-même et sa famille participent à ce second appel de capitaux. 100 000 F sont recueillis assez rapidement.

Trois mois passent, le tirage augmente légèrement. Mars 1900, **L'Ouest-Eclair** a 700 abonnés. Mai de la même année, 4 000 exemplaires sont vendus à Rennes. Les fondateurs respirent. Ils ne crient pas victoire. C'est trop tôt. Mais ils ont eu raison de s'obstiner, de battre la campagne pour créer des dépôts, mettre en place des correspondants, recruter des porteurs, pénétrer dans le Morbihan, les Côtes-du-Nord. L'enfement de leur quotidien a été cependant laborieux.

Directeur et fondateur à 30 ans

Le directeur, Emmanuel Desgrées du Lou, a, heureusement pour lui et **L'Ouest-Eclair**, d'être jeune, tenace, et, comme ses amis, d'avoir foi dans l'avenir de leur journal. Né le 28 février 1867 à Vannes, ayant fait ses études secondaires dans cette ville, puis à Redon et à Rennes, il les a poursuivies à la Faculté catholique d'Angers. Il a accompli son service militaire à Brest dans les services du commissariat de la Marine. Cette obligation terminée, il a ouvert au même lieu un cabinet d'avocat. Pendant six années, dans le Finistère, il batailla pour « l'idée démocratique et républicaine ».

Il n'a pas trente ans, lorsqu'il prend la direction de **L'Echo de l'Ouest** et prépare la fondation de **L'Ouest-Eclair**. « *Grand de taille, l'œil vif, la voix claire, il inspire la sympathie* » (**Le Ploërmelais** du 29 décembre 1895).

Il est issu d'une famille bretonne dont il écrit en 1901 pour répondre à un confrère des **Nouvelles Rennaises** qu'elle a toujours bien servi la Bretagne et la France, et qu'elle a fait partie de « la noblesse en sabots ». L'histoire bretonne a retenu dans ses pages quelques Desgrées,

habitant d'abord au XIV^e siècle au château de la Touraille en Augan (Morbihan), puis au début du XVII^e siècle au château du Lou en Saint-Léry (Morbihan). Citons : Mathurin Desgrées qui fut écuyer, chevalier et cousin de Duguesclin ; Jean, écuyer, capitaine de François, duc de Bretagne en 1470 ; Jean-Hyacinthe, comte du Lou, sénéchal de Ploërmel de 1723 à 1732 ; Jacques Bertrand Colomban, président de l'Ordre de la noblesse aux Etats de Bretagne de 1769 à 1772...

Un chrétien généreux

Emmanuel Desgrées du Lou était « un chrétien généreux, professant pour l'argent un mépris souverain. Il portait en lui un idéal auquel l'attachaient toutes les fibres de son âme. Il appartenait à une génération de jeunes que la parole de Léon XIII avait subitement illuminés ». Nul autre que Paul Delourme, alias l'abbé Trochu, ne pouvait mieux le dire dans : « **Trente-cinq années de politique religieuse** » publié en 1936. Il faut compléter. Le directeur de **L'Ouest-Eclair**, « **rallié** » comme le fut Albert de Mun, député de Pontivy de 1877 à 1883, puis de Morlaix de 1894 à 1914, « se rattachait à l'ancienne société par ses origines, il tenait à la nouvelle par ses idées. Loïn de maudire l'évolution sociale... il la saluait avec ses tentations et ses périls, comme offrant aux chrétiens le magnifique espoir d'une libre conquête des cœurs, des intelligences et des âmes ». (Jacques Piou).

Lui-même, Emmanuel Desgrées du Lou, accusé par **La Résistance de Morlaix**, « de n'être pas Républicain parce que catholique », et inquiet de découvrir à son égard de l'antipathie dans le milieu monarchiste confirme qu'il est républicain catholique. Dans un très long article publié le 19 janvier 1901, il ajoute : « **J'aime passionnément l'Eglise... Il me semble que c'est à ma liberté personnelle, à mon honneur d'homme lui-même que l'on s'attaque quand on attaque l'honneur et la liberté de l'Eglise.** »



L'Ouest-Éclair



Journal Quotidien d'Informations

POLITIQUE — LITTÉRAIRE — COMMERCIAL

RENNES — 4, Rue de la Chalotais, 4 — RENNES

5 Centimes
Première année. — N° 1

5 Centimes
Mercredi 2 Août 1933

ABONNEMENTS	DIRECTEUR	ADMINISTRATEUR	TARIF DES INSERTIONS
1 an 120 fr. (hors taxes) 6 mois 65 fr. (hors taxes) 3 mois 35 fr. (hors taxes)	Emmanuel DESGRÈES du LOU (De 12 à 17 heures du matin et de 2 à 6 heures du soir)	Alfred TROUCHEN (De 9 à 11 heures du matin et de 2 à 6 heures du soir)	1 ligne 100 lettres la ligne 100 lettres la ligne 100 lettres la ligne 100 lettres la ligne
1 an 120 fr. (hors taxes) 6 mois 65 fr. (hors taxes) 3 mois 35 fr. (hors taxes)	Les lettres ont préférence sur les renseignements ordinaires. Les publicités sont reçues au seul cas mentionné.		100 lettres la ligne 100 lettres la ligne 100 lettres la ligne 100 lettres la ligne

③ Une rapide évolution

Le 2 août 1899, **L'Ouest-Éclair** paraît pour la première fois. Ses débuts sont difficiles. Un an plus tard, Emmanuel Desgrées du Lou, directeur général, peut espérer que le quotidien a surmonté les inévitables épreuves du lancement.

Charles Bodin, président du Conseil d'administration, et, à ses heures disponibles, rédacteur et secrétaire de rédaction, lui rend un hommage chaleureux. Le 4 août 1900, il lui écrit et publie en première page : « Vous avez créé « un journal d'information rapide », défendu « une politique fermement républicaine, sincèrement catholique, sagement patriote. » Il ajoute : « **L'Ouest-Éclair** a un rôle important à remplir en Bretagne et dans l'ouest de la France. »

Le 18 août, Emmanuel Desgrées du Lou répond : « Mon but est de servir de mon mieux, avec toute l'énergie et toute la persévérance d'un Breton, le peuple exploité par les politiciens, la France affaiblie par les querelles des anciens partis, et les libertés religieuses odieusement persécutées par les loges. »

Tout est dit. L'accord est parfait entre le président et le directeur, les objectifs bien précisés, le champ d'action aussi et la personnalité bretonne affirmée.

Un concurrent dangereux

Mais la fondation d'un autre quotidien qui s'installera d'abord dans les locaux du **Journal de Rennes**, 25, rue du Champ-Jacquet, est annoncée. Il s'agit du **Nouvelliste de Bretagne** qui porte en sous-titre « **Journal politique quotidien** ». Eugène Brager de la Villemoisan en est le directeur. C'est un conservateur. Au second tour d'une élection dans le canton nord-est de Rennes en juillet 1901, il l'a emporté contre Charles Bodin puis contre Janvier, candidat dit « ministériel ». Il devint sénateur en 1904 et le demeura jusqu'en 1933.

Le **Nouvelliste de Bretagne**, paru en décembre 1901, a tout pour réussir et inquiéter **L'Ouest-Éclair**, déjà malmené par le « Bloc des gauches ».

Il a l'appui de l'archevêque de Rennes, le cardinal Laboulaye, d'esprit conservateur, qui supporte mal de voir l'abbé Trochu et l'abbé Crublet, prêtres de son diocèse, s'intéresser

de très près, en y collaborant, à **L'Ouest-Éclair** ; l'appui aussi d'une partie du clergé et des monarchistes du diocèse ; celui, très important, du **Nouvelliste de Lyon**, qui fondé en 1879, met à sa disposition capitaux, techniciens, agence télégraphique, correspondants parisiens, puis plus tard en 1905, les services de la **Presse régionale** que fonda un industriel du Nord, Paul Féron-Vrau, propriétaire de **La Croix**.

Plus de peur que de mal

Les administrateurs de **L'Ouest-Éclair** craignent, un instant, que leur quotidien puisse être menacé dans son existence. L'abbé Trochu en témoigne dans son livre « **Trente-cinq années de politique religieuse** », mais longtemps après.

Dans les éditoriaux du directeur,

tout au long de l'année 1902, riche en polémiques contre celui qu'il appelle « l'abbé Combes », pas une ligne ne signale l'existence du nouveau quotidien et l'inquiétude qu'il fit naître. Il n'est question de lui que le 13 décembre 1902, en page une, sous la plume d'Emmanuel Desgrées du Lou, qui écrit de manière ironique : « Un membre du conseil d'administration d'un confrère rennais avait, à trois reprises, et inutilement, sollicité **L'Ouest-Éclair** en vue d'une fusion. Entré depuis un an dans le monde, il annonçait qu'il allait révolutionner la Bretagne. Il n'a rien révolutionné du tout. » C'était dur.

Une course contre la montre

Ce concurrent est, néanmoins, redoutable. Il paraît le matin, crée 5 éditions rapidement, tire son premier numéro à 12 000 exemplaires, emploie quatre rédacteurs et un rédacteur principal, possède une rotative produisant 15 000 exemplaires à l'heure. **L'Ouest-Éclair** doit réagir. Les administrateurs et le directeur multiplient les initiatives. Elles concernent le matériel, la diffusion, la rédaction, la recherche d'hebdomadaires de bi-hebdomadaires et de tri-hebdomadaires à lier au quotidien.

Il faut vite changer la rotative qui produit 3 000 exemplaires à l'heure, acheter des linotypes, prévoir la construction d'un nouvel atelier, ouvrir d'autres rubriques d'information, repérer des titres à vendre... Les administrateurs, le directeur donnent l'impression de pratiquer une course contre la montre. Une rotative d'occasion est achetée au **Petit Parisien**. Elle ne tire qu'à 4 pages. Il faut l'échanger contre une autre à 4, 6 et 8 pages. En 1904, grâce à la générosité de deux armateurs de Saint-Servan, six machines à composer Typograph sont acquises puis revendues contre des Linotypes. La lecture du **Phare** de Nantes, de la **Dépêche de Brest** révèle que les familles des pêcheurs, des marins de la Royale et du Commerce suivent de très près les mouvements des bateaux. Celle du **Réveil de Cherbourg** montre que les chroni-

3 janvier 1903

Notre service de Primes

— Toute personne déjà abonnée à **L'Ouest-Éclair**, a droit, moyennant 1 fr. 75 pour frais de port, emballage et droit de régie à deux **Bouteilles** de **excellent apéritif : St-Raphaël Quinquina**.

— Toute personne non encore abonnée, mais qui souscrit un abonnement d'un an ou six mois, a droit à l'une ou l'autre des primes suivantes, absolument gratuites :

1° Un abonnement d'un an au **Petit Echo de la Mode**, paraissant tous les dimanches, avec un patron découpé et illustrations ;

2° Un abonnement d'un an à **L'Ouest-Éclair Illustré**, journal humoristique, avec gravures en couleurs ;

Du vin en prime ! Et de l'anjou Théo Botrel Qui fait cru !

3° Un abonnement d'un an à **La Vraie Mode**, journal illustré de modes, avec un patron découpé ;

4° UN SERVICE RUSSE se composant : d'une nappe pour six couverts et six serviettes, damassée, bordure rouge et dessins variés, d'une valeur de 7 fr. 50, sortant des Importants Magasins **LE BOUL**, place de Bretagne, à Rennes, franco de port. Se hâter, car nous ne disposons que d'un nombre limité de toutes ces primes.

5° Un panier de vins fins contenant 1 bouteille vin rouge, Bordeaux, Châteauneuf du Pape ; 1 bouteille vin blanc, Langostan ; 2 bouteilles vin Anjou mousseux (marque Th. Botrel), sortant de la Maison **Izard et Briet**, 7, quai d'Ille-et-Rance, Rennes.

ques des foires et marchés sont très lues dans la Manche et le Calvados. La direction prend bonne note de ces constatations. Elle ouvre ses pages d'informations locales à des rubriques maritimes et agricoles.

Nouvelles éditions et fusions

Puis vient l'heure des fusions et des nouvelles éditions. Juin 1901, L'Ouest-Eclair pénètre dans la Mayenne et la Manche. Le 15, il annonce pour le 30 deux éditions destinées à la région comprise entre Rennes, Granville, Laval et Châteaubriant. Il envisage d'y lancer une troisième.

1^{er} janvier 1902, il crée en fusionnant avec L'Étoile de la Mer de Brest, une édition du Finistère.

Le 23 mars, il unit sous le titre **La Revue de la semaine**, les trois hebdomadaires fondés par les abbés Trochu et Crublet : L'Écho de l'Ouest, le Docteur et le Montfortais. « C'est, écrit la direction, le journal préféré du cultivateur qui n'a guère que le dimanche pour lire, mais qui n'en veut pas moins savoir tout ce qui se passe autour de lui. Qu'il y ait un peu de politique - le moins possible - et beaucoup de nouvelles en même temps que des renseignements industriels, commerciaux et agricoles ».

19 octobre (toujours 1902) autre accord avec L'Avenir républicain des Côtes-du-Nord. Le 26 du même mois, lancement de L'Ouest-Eclair du Dimanche.

Ouf ! Quelle activité !

Ouf ! Quelle activité et quel développement en moins de trois années ! Pour quel résultat ? Une pénétration de plus en plus importante dans les quatre départements bretons actuels, une ouverture vers la Normandie et le Maine. L'extension définitive dans ces deux régions viendra un peu plus tard en 1912-1913 et après...

Ce développement coïncide avec la progression aux élections législatives des partisans de la République dans l'Ouest... L'Ouest-Eclair a-t-il influencé cette progression ou en a-t-il bénéficié ? Emmanuel Desgrées du Lou, dans ses éditoriaux d'un style incisif, est fidèle à la ligne politique définie avec ses amis administrateurs. Il polémiquait avec vigueur contre ceux qui attaquent les

congrégations, expulsent les religieux, préparent la séparation de l'Église et de l'Etat. Il s'en prend à Combes, Waldeck-Rousseau et autres adversaires de l'Église et de ses propres convictions. Mais en même temps, il soutient la République et ses institutions, souhaite qu'elle soit plus sociale, plus démocratique, plus populaire. L'Ouest-Eclair se situe entre deux courants politiques qui lui sont hostiles. Ils sont soutenus en Bretagne par trois quotidiens et une dizaine d'hebdomadaires : celui dit des conservateurs, celui du Bloc des gauches qui sont au gouvernement. Les résultats des élections législatives dans les cinq départements entre 1898 et 1910 montrent qu'une évolution se produit en faveur de la République. Mais les votes exprimés par les dé-

putés de la région sur les projets de loi relatifs aux associations (1901), à l'abrogation de la loi Falloux (1902), à l'interdiction de l'instruction religieuse en breton (1902), à l'autorisation refusée aux congrégations d'exister (1903), à la séparation de l'Église et de l'Etat (1905)... indiquent qu'à l'exception d'une très petite minorité, les élus des cinq départements, anciens ou nouveaux républicains, repoussent tous ces projets adoptés cependant à la Chambre par une bonne majorité.

L'Ouest-Eclair est-il pour beaucoup dans cette évolution et ces résultats paradoxaux en Bretagne ? A l'époque on le dit avec raison.

Joseph FONTAINE.

(A suivre : Vers les 250 000 exemplaires en 1924.)

9 août 1903

« L'Ouest-Eclair » à six et huit pages

A partir d'aujourd'hui 9 août, L'Ouest-Eclair paraîtra à six pages tous les jours et parfois à huit.

Un simple mot, à ce sujet.

Ayant à faire face au grand développement de l'Ouest-Eclair en Bretagne et dans les départements circonvoisins — développement dont la rapidité nous a même pris un peu de court — nous actions le choix entre deux solutions.

Où bien multiplier nos éditions en affectant une troisième page différente à chaque région.

Où bien ne faire en quelque sorte qu'une édition, mais en lui donnant, selon la plus ou moins grande abondance des matières, six ou huit pages...

C'est à ce dernier parti que nous nous sommes arrêtés.

Il est clair que des deux solutions la seconde est de beaucoup la plus coûteuse. Sans compter qu'elle impliquait le renouvellement complet de tout le matériel, installation, moteur, machines — et les machines Derrrey spécialement faites pour nos sous-sole; les merveilleuses rotatives qui impriment, coupent, collent, plient uniformément à quatre, six ou huit pages ne se donnent pas précisément — elle nous impose, pour un tirage de trente à quarante mille au minimum, une dépense supplémentaire considérable rien qu'en papier et transport.

Nous avons cependant adopté cette solution, notre système d'éditions ayant dans la pratique, des inconvénients par trop graves.

Pour n'en citer qu'un : nous donnons bien à Brest, des nouvelles de Brest aux Brestois, mais nous ne pouvons donner des nouvelles de Rennes aux Rennais habitant Brest.

De même. Nous donnons bien des nouvelles de Brest aux Brestois et des nouvelles de Lorient aux Lorientais, mais nous ne pouvons donner des nouvelles de Brest aux Brestois habitant Lorient, ni des nouvelles de Lorient aux Lorientais habitant

Brest, alors que c'est un os et c'est continué entre ces deux ports de guerre.

Le Rennais habitant Brest et le Brestois habitant Lorient étaient obligés de se faire adresser les éditions de Rennes et de Brest; d'où, pour eux, deux journaux pour un. Et, comme beaucoup de personnes se trouvaient embarrassées, surtout dans les petites localités, pour désigner l'édition qu'il leur fallait, nous perdions ainsi un nombre considérable de lecteurs.

Désormais, tout lecteur de l'Ouest-Eclair aura, chaque matin, l'exposé complet de tout ce qui se sera passé partout, en Bretagne, dans la région, en France et dans le monde entier.

Ce n'est pas tout.

Nos annonces d'action n'avaient naturellement d'action que dans le rayon desservi par l'édition qui la contenait. Désormais, la plus petite annonce sera lue par tout, de la Manche en Vendée, et de la Sarthe au Finistère. Nous occupons ainsi son pouvoir de publicité.

Restait à faire en sorte qu'on continuât à trouver dans cette énorme quantité de matière, ce qui intéresse chacun aussi facilement que par le passé. Nous y sommes arrivés, nous l'espérons, en nous efforçant de consacrer au journal le classement et l'apparence auxquels nos lecteurs sont habitués, tout en perfectionnant certains de ses détails.

Ceci dit, nous ne croyons pas la nécessité d'insister sur les nouvelles et nombreuses améliorations à l'étude, améliorations qui sont, du reste, la conséquence forcée de la prospérité de notre œuvre et de la transformation qui vient de s'opérer.

Ceuz de nos amis qui suivent nos efforts depuis les tâtonnements du début ont pu constater que, si nous ne nous pressions pas, et avons toujours dédaigné le geste impropre et inélegant qu'on nomme le bluff, nous ne nous sommes jamais arrêtés dans la recherche du mieux.

Le pasteur répond de l'avenir.

La Direction.

④ Les libertés religieuses dans la tempête politique

Le 2 août 1899, L'Ouest-Eclair paraît pour la première fois. L'ambition de ses fondateurs est d'en faire un quotidien d'informations vendu dans tout l'Ouest. Février 1904, l'objectif est-il atteint ? Le directeur Emmanuel Desgrées du Lou écrit : « Nous imprimons sur une rotative à 6 et 8 pages ; elle tire 25 000 à 30 000 exemplaire à l'heure. La vente a été multipliée par cinq. Ceux de nos concitoyens rennais qui voyagent dans notre région ont pu constater qu'à cette heure on nous trouve partout dans les plus petites bourgades de l'intérieur et tout le long de la côte bretonne. »

Le directeur, s'identifiant avec raison à son journal, qui tire à 60 000 exemplaires, est heureux du résultat obtenu en moins de cinq années. Les difficultés financières sont-elles toutes levées ? Pas encore, semble-t-il. Les administrateurs Desgrées du Lou, Cary, Bodin, de Vulpien et d'autres ont dû faire des apports de fonds personnels pour réaliser des investissements en matériel d'impression. Le capital de la société passe de 76 000 F à 560 000 F, grâce à la conversion de ces apports en actions. Importante augmentation.

Elle confirme la solidité de l'entreprise, la confiance faite par les administrateurs aux dirigeants. Les premiers bénéfices n'apparaissent pas tout de suite, cependant, au bilan. Il faut attendre l'exercice de 1908, soit plus de huit années après la fondation, pour qu'ils figurent dans la présentation annuelle des comptes. Ils sont de 31 000 F cette année-là, de 80 000 F en 1909, de 150 000 F en 1910. (Faites le calcul en francs actuels, en prenant comme base de comparaison le prix de L'Ouest-Eclair (5 centimes le n° en 1901) et celui de Ouest-France aujourd'hui). Pas de quoi illuminer. Les actionnaires n'avaient certainement pas pour but de rentabiliser au plus haut leur apport de capital. Percurent-ils des dividendes ?

Un fourre-tout

Vu et lu aujourd'hui, L'Ouest-Eclair était un peu un « fourre-tout ». Sa première page, celle de ses concurrents aussi, n'attirait pas beaucoup l'œil. A l'exception des jours où un événement national ou international obligeait le secrétaire de rédaction à faire un titre sur 6 colonnes. Ce fut

le cas, pour la première fois, le 15 juin 1902, pour protester contre l'interdiction à Nantes de la procession de la Fête-Dieu ; puis le 21 juillet de la même année pour faire part du décès de Léon XIII. « Le pape est mort », écrivait Emmanuel Desgrées du Lou. En traçant ces mots ma main tremble et des larmes montent à mes yeux. »

Autres occasions d'un « 6 colonnes » : l'élection de Pie X le 5 août, une émeute à Paris le 30 octobre.

Ces « 6 colonnes » donnaient de l'air et de l'attrait à la première page qui, ordinairement, présentait en « paquets » des colonnes de textes tombant sur un feuilleton mis en rampe sur toute la largeur. A l'exception de l'éditorial, en moyenne de deux et trois colonnes, l'ensemble des informations d'actualité (comptes rendus des deux Chambres, dépêches de l'étranger, faits divers régionaux et locaux importants) se suivaient de manière serrée d'une colonne à l'autre. Le secrétaire de rédaction, limité par le nombre de pages (4, 6, 8), bousculé par un trop-plein d'informations transmises par les correspondants de Paris et de l'Ouest, ne pouvait « éclaircir sa page », « introduire des blancs ». Il « bourrait ». Lui manquait, il est vrai, la photo pour illustrer. Elle vint, mais avant elle parut, pour la première fois en 1904, un dessin au trait, celui d'un homme politique tombé dans l'oubli.

La vraie richesse de L'Ouest-Eclair était dans les éditoriaux, les commentaires des faits politiques, de la vie économique et sociale, de l'évolution des mœurs, le nombre et la variété de ses informations. La pensée des éditorialistes et des commentateurs allait de pair avec une écriture claire, vive, soignée, n'ex-



Emmanuel Desgrées du Lou.

cluant pas dans la polémique l'expression vigoureuse.

La politique Combes

En ce début de siècle, les politiques du Bloc de gauche affrontaient les républicains libéraux et les monarchistes. Après Waldeck-Rousseau, Emile Combes s'attaquait aux ordres religieux, à l'enseignement congréganiste, voire à la langue bretonne utilisée dans les prédications et les leçons de catéchisme. Il préparait la séparation de l'Église et de l'État.

Tollé des catholiques, particulièrement dans l'Ouest. Manifestations et même émeutes au moment des expulsions des religieux cloîtrés, des pères et frères des écoles, des inventaires dans les églises. Les politiques du Bloc rêvaient de s'emparer d'un mythe « milliard des congrégations ».

L'Ouest-Eclair pendant les années difficiles de cette lutte antireligieuse raconte en détail les manifestations qui éclatent dans toute la Bretagne, à Ploërmel, Vitré, Fougères, Timardeuc, Concarneau, Kerbeneuc, Roscoff, etc ; les démissions d'officiers qui refusent de participer aux expulsions, à la fermeture de couvents, de chapelles, etc.

Emmanuel Desgrées du Lou, d'une plume qui ne manque pas de vigueur et d'ironie, traite Emile Combes de :

**« Cesarion de Bas-Empire »
« d'imbécile défrôlé qui gouverne
actuellement la France »
« d'apostat qui a lancé sur les che-
mins tous les argousins de la Répu-
blique »
« de saint Combes »
« de M. Combes, son bloc et ses
apaches, etc. »**

Cet Émile Combes, qui était-il donc pour justifier l'envoi contre lui de tant de traits ? Fils d'un tailleur de la région de Castres, né en 1835, il fait des études au petit séminaire de cette ville et les poursuit au grand séminaire d'Albi. Professeur à Nîmes, puis à Pons (Charente-Maritime), il enseigne dans des collèges religieux. Docteur es lettres et en droit, il renonce à l'état ecclésiastique, s'inscrit en faculté de médecine, passe son doctorat, exerce à Pons. Élu maire de cette ville, puis sénateur, il adhère à la franc-maçonnerie. Nommé ministre de l'Instruction publique, des Beaux-Arts et de la Culture, il devient Président du Conseil le 7 juin 1902 ; il est renversé le 18 janvier 1905, meurt en 1921.

Lecteurs et électeurs :
même combat

Le lecteur de **L'Ouest-Éclair** n'est pas surpris par la vigueur de la polémique et le ton employé. Au contraire. L'augmentation du tirage et des ventes en témoigne. La ligne **« libérale, sociale et républicaine »** suivie par les fondateurs, défendue par le directeur, est adoptée par de plus en plus d'électeurs : deux élections législatives en témoignent.

En 1902, celles du 27 avril et du 11 mai, la Bretagne des cinq départements élit 33 députés dits de droite et 10 de gauche. Ceux de droite sont en majorité des républicains libéraux (17) et des monarchistes qui acceptent le gouvernement républicain (5).

En 1906, celles des 6 et 20 mai, 37 des députés de 1902 sont réélus sur 45 (deux de plus). Ils sont répartis politiquement de la même manière. Mais la campagne s'étant faite sur la loi de séparation de l'Église et de l'État, 32 ont été élus contre et 13 pour.

« L'influence de L'Ouest-Éclair, écrit un sénateur, Jean Pascal, est devenue grandissante. Les idées de démocratie chrétienne qui sont les siennes progressent dans l'opinion bretonne. » Le Sillon de Marc Sanguier trouve en Bretagne un terrain

tout préparé, un clergé favorable et de nombreux militants. Mais grâce à l'éloignement, à l'influence de **L'Ouest-Éclair**, à leur caractère plus indépendant et plus accentué, les sillonnistes bretons se montrèrent toujours favorables à une certaine autonomie régionale. La Fédération des républicains démocrates, présidée par Paul Simon, avocat, député de Brest de 1913 à 1942, puis un jour directeur politique de **L'Ouest-Éclair**, en est issue.

La loi de séparation de l'Église et de l'État, votée en 1905, son application poursuivie dans l'agitation, il fallait orienter les esprits vers la paix. Emmanuel Desgrées du Lou, le 8 décembre 1905, eut le courage d'écrire à ses lecteurs, à propos de cette loi

dont il avait tant combattu le projet écrit :

« Nous souhaitons de tout cœur que des complications ne se produisent pas. Malgré ses défauts, ses incohérences, malgré le caractère agressif et l'origine sectaire de plusieurs de ses dispositions, nous pensons qu'il faut faire de la loi un essai loyal. S'il arrive alors que les inquiétudes que nous a fait concevoir l'initiative des séparatistes de gauche ne sont pas justifiées par les événements, l'on nous connaît assez pour savoir que nous n'aurons pas la mauvaise foi de crier à la persécution. »

Magnifique hauteur d'âme !

Joseph FONTAINE.

⑤ Seul contre tous

Le 2 août 1899, L'Ouest-Eclair paraît. Il subit des tempêtes de plus en plus violentes. Républicain et catholique, il dresse contre lui monarchistes, radicaux, socialistes, francs-maçons, des ecclésiastiques et des évêques. Ses fondateurs, son directeur Emmanuel Desgrées du Lou, ses administrateurs tiennent bon. Ils engagent leurs propres fonds dans ce quotidien dont ils ont l'ambition de faire celui du Grand-Ouest.

En 1905, au terme d'une lutte engagée dès 1900 contre les congrégations et l'enseignement religieux, une loi, celle du 9 novembre, consacre la séparation des Églises et de l'État. Elle est votée le 3 juillet de la même année, par 341 députés contre 233 (dix Bretons ont voté pour, 32 contre). « Il n'y a plus de budget des cultes, plus d'évêques nommés par le gouvernement, plus de rang officiel pour le clergé ». Les églises, les temples, les synagogues doivent être gérés par des « associations, dites cultuelles ».

Les protestants et les juifs acceptent cette loi. Les catholiques, dans leur majorité, la refusent ! Ils auraient souhaité que des négociations aient lieu entre Paris et Rome pour dénoncer le Concordat signé le 15 juillet 1801 entre Bonaparte, premier consul, et le cardinal Consalvi, secrétaire du Pape Pie VII.

Émile Combes, le président du Conseil, mène la guerre contre l'Église avec acharnement. Il a fermé l'ambassade française au Vatican le 29 juillet 1904. Cette décision n'ouvre pas la porte à une négociation. Son successeur, Maurice Rouvier, ancien ministre des Finances, plus réaliste et moins anticlérical, n'envisage pas, non plus, d'engager des pourparlers avec Rome. Le ministère Combes, mis en minorité en janvier 1905, c'est lui qui prend en charge la loi sur la séparation, ainsi que les débuts de son application. Sarrien lui succède le 14 mars 1906, puis 7 mois plus tard vient Clemenceau. Le nouveau président a 65 ans. Il l'est pour la première fois. Il le restera jusqu'au 20 juillet 1909.

Un essai loyal ?

Rétrospective. Elle est nécessaire pour comprendre mieux dans quel climat politique naissent les difficul-



A Nantes, le 22 février 1906, manifestation à l'occasion des inventaires : la foule devant la cathédrale.

tés auxquelles doit faire face le jeune L'Ouest-Eclair. Son directeur, fidèle à la doctrine du Ralliement, à l'amélioration de la condition des ouvriers et des agriculteurs, l'est aussi au Pape. En décembre 1905, il écrit :

« Malgré ses défauts, ses incohérences, le caractère agressif et l'origine sectaire de plusieurs de ses dispositions, nous pensons qu'il faut faire de la loi de séparation un essai loyal. »

Cet appel à un essai est lancé aussi par le Sillon de Marc Sangnier, qui en 1898, jeune sous-lieutenant du génie, a démissionné pour se consacrer totalement à l'éducation populaire. Démocrate chrétien, il fonde des cercles d'études, qui réunissent des jeunes de toutes conditions sociales. Il en attend « une élite éclairée et agissante ». De meeting en meeting, tenus dans les principales villes de France, il recrute rapidement des adhérents. Il réunit à Paris, en février 1904, 4 000 délégués ; son hebdomadaire l'Éveil démocratique tire à 50 000 exemplaires. Ce n'est pas un parti, pas même une association, encore moins une ligue. On y entre et on en sort comme l'on veut. Au Sillon, l'essentiel est de vivre le catholicisme, de pratiquer l'amitié et le dévouement.

Emmanuel Desgrées du Lou dit de lui : « C'est une œuvre résolument républicaine et démocratique qui ne saurait se prêter ni à droite ni à gauche à aucune compromission, à aucune déviation. » Il annonce : « Sur les décombres des partis surannés et des coalitions éphémères, le jeune arbre s'élève plein de sève et de force. Avant qu'il soit longtemps, vous serez étonnés de la surface que ses branches recouvrent. »

On attend Pie X

Une question court dans les milieux catholiques : « Qu'attend le Pape pour se prononcer sur la loi de séparation et sur les associations cultuelles ? » Surgissent les rumeurs. Pie X hésiterait, consulterait. La loi, elle, est entrée en application. Les premiers inventaires des biens d'Église donnent lieu à la violence, à des échauffourées, parfois sanglantes, comme à Sainte-Clothilde à Paris, début février 1906. « Nous ne savons pas encore si le Pape, juge souverain en la matière, ordonnera ou n'ordonnera pas l'essai loyal de la séparation », écrit le directeur de L'Ouest-Eclair, un peu impatient. Trois semaines plus tôt, la suggestion d'un tel essai de la loi l'a fait accuser « de schisme et d'hérésie » par un assez grand nombre de ses coreligionnaires en catholicisme ». Il leur avoue : « Je ne manque pas la messe le dimanche et il m'arrive quelquefois d'assister à la grand-messe. »

Voici que se répand l'idée de créer un parti catholique. Marc Sangnier dit non. Emmanuel Desgrées du Lou aussi. Pourquoi ? Parce qu'une foule de catholiques refuseront d'y entrer et s'opposeront à sa formation. Naît, néanmoins, sans obtenir beaucoup d'audience, « la ligue de résistance des catholiques français » fondée par Paul et Guy de Cassagne.

Dans l'attente des législatives

Pie X garde toujours le silence. Il a bien promulgué le 11 février l'encyclique « Vehementer » qui condamne le principe de la séparation mais il réserve l'attitude pratique

que prendra le Saint-Siège sur son acceptation ou son refus.

Vingt-trois personnalités libérales décident d'adresser une supplique aux évêques de France. Ces derniers sont divisés. Les uns proposent de « s'aménager avec la loi ». D'autres, comme l'évêque de Quimper, Mgr Dubillard, sont franchement contre. Cinq cardinaux, dont Mgr Richard, de Paris, et Mgr Labouré, de Rennes, estiment que la loi peut être acceptée si le Pape en donne l'autorisation.

Que dit la supplique des 23 personnalités libérales ? Elle recommande l'obéissance à la loi, sauf si son application viole les droits de la conscience et les règles de la religion catholique.

Tout est donc bien qui devrait finir bien, si le Pape le veut. Mais Pie X attend. Il ne veut pas intervenir avant les élections législatives prévues les 6 et 20 mai 1906, au scrutin d'arrondissement. La campagne est centrée sur la question religieuse : **pour ou contre les curés**. La gauche, formant bloc, est victorieuse : elle obtient 414 sièges, la droite 172. En Bretagne : 29 élus sont conservateurs, libéraux ou républicains libéraux ; 13 sont du bloc de gauche, des républicains radicaux. La gauche, en Bretagne, a légèrement progressé. Malgré la loi de séparation, les inventaires, la campagne anticléricale.

Le quotidien progresse

Ouest-Éclair néanmoins poursuit son extension géographique et augmente son tirage, qui dépasse les 60 000 exemplaires. Les concurrents, les adversaires ne lui manquent pas. Conservateurs liés à l'Action française, radicaux et radicaux-socialistes, socialistes, prennent à partie aussi bien Emmanuel Desgrées du Lou que l'abbé Trochu. Le jour va

venir où, suscité par le groupe local de l'Action française, un rédacteur de la **Libre Parole**, Albert Monniot, publiera contre l'un et l'autre une brochure de 70 pages intitulée « *Bas les masques ! L'Ouest-Éclair et ses dirigeants* », très largement diffusée en Bretagne et en Vendée par les Camelots du Roy.

« L'Ouest-Éclair, y lit-on, n'est pas un journal catholique. Il combat à outrance tous les défenseurs de la foi... Il est pour l'école laïque... la restriction des droits du père de famille... »

« L'Ouest-Éclair n'est pas républicain, il est ministériel, gouvernemental, blocart ; il est avec le pouvoir judéo-maçonnique... »

Brèves citations. Pour illustrer la violence de la campagne qui s'annonce et qui jusqu'en 1910 se poursuivra devant les tribunaux... qui condamneront l'auteur du pamphlet pour diffamation.

Question ? Comment expliquer la progression des ventes de **L'Ouest-Éclair** dans un tel climat ? Techniquement, administrativement, rédactionnellement, mais pas financièrement, il domine ses concurrents de Rennes et de Nantes. Il a, selon le langage journalistique actuel, des « grandes signatures » qui complètent celles d'Emmanuel Desgrées du Lou et de Charles Bodin. Apparaissent à la « une » celles des historiens Louis Madelin, Ernest Lavisse, du philosophe Franz Brentano, de Boissard, Leroy-Beaulieu, Paul Bureau, Georges Goyau... Les sujets qu'ils traitent sur 2, 4, et même parfois (exceptionnellement) 6 colonnes et qui concernent la politique intérieure, la politique étrangère et la politique sociale, ne sont pas de ceux qui atteignent le maximum de lecteurs. La diversité des éditions, la valorisation du fait divers, l'ouverture des chroniques traitant du mouve-

ment des bateaux, des foires et marchés, de la marine et de l'agriculture, de l'artisanat, expliquent mieux le développement de la vente et l'attrait que **L'Ouest-Éclair** exerce sur de nouveaux lecteurs. Mais encore ? Il y a l'évolution lente et continue d'une population qui prend conscience de droits qui ont trait à sa vie quotidienne à son travail à sa famille, à sa sécurité, à sa santé, à son vieillissement. **L'Ouest-Éclair** en fait état, les défend dans sa première page, qu'il s'agisse de la journée de travail, des organisations ouvrières syndicales, du repos familial pour le travailleur le dimanche, du droit de grève et de ses limites... des retraites ouvrières. Le programme social que Georges Clemenceau, président du Conseil, présente en octobre 1906, est très proche de celui qu'expose Emmanuel Desgrées du Lou. Sauf peut-être sur un point. Clemenceau parle de ramener la journée de travail à 10 heures, le directeur de **L'Ouest-Éclair** la fixe à 8 heures. Il devance une loi qui sera votée après la Grande Guerre.

Une épreuve

Pie X enfin parle. Le 15 août 1906, il fait publier une instruction destinée aux évêques de France. Surprise ! Il condamne la loi de séparation, estime impossible toute conciliation sur les dispositions prévues pour les associations cultuelles, appelle les catholiques à l'union.

Rude coup pour ceux qui proposaient un essai de la loi. Emmanuel Desgrées du Lou, le 17 août, fidèle à lui-même, s'incline devant la décision du Pape : « **La décision prise, écrit-il, n'est pas conforme à la solution conciliatrice vers laquelle nous inclinons. Nous avions cru que l'Église pourrait, sans rien sacrifier de ses principes essentiels, faire l'essai de la loi dite de séparation... La parole du Saint-Père sera entendue, comprise et fidèlement observée.** »

« Sacrifiant allégrement nos opinions particulières sur une question où nous ne pouvons donner qu'un simple avis, nous nous inclinons sans récrimination ni arrière-pensée d'aucune sorte devant la décision du Saint-Siège. »

Les réactionnaires irréductibles se réjouissent. Ils mettent au point une campagne de dénigrement qui, selon leurs vœux, devrait aboutir, par l'archevêque, de faire nommer l'abbé Trochu dans une petite paroisse rurale, celle de Saint-Domineuc, à lui interdire d'exercer toute fonction au journal, enfin de mettre en garde le clergé et les catholiques contre la lecture de **L'Ouest-Éclair**.

Joseph FONTAINE.



En 1910, grève des cheminots ; pour la distribution d'Ouest-Éclair, on utilisera l'automobile.

⑥ 57 années à l'imprimerie

Le 2 août 1899, **L'Ouest-Eclair** paraît, rue de La Chalotais, dans l'immeuble de l'ancien dépôt du Caïfa. Il tire à 1 800 exemplaires. Quinze mois plus tard, un jeune homme de 16 ans entre à l'atelier d'imprimerie comme apprenti typographe. Il vient de **L'Avenir de Rennes**, un quotidien républicain, fidèle à Waldeck-Rousseau, ancien député d'Ille-et-Vilaine. Ce garçon, 53 années plus tard, prendra sa retraite, fêté par le personnel, dont il est à **Ouest-France**, après l'avoir été à **L'Ouest-Eclair**, le directeur de l'imprimerie depuis 1913. Il s'appelle **Francis Rallier**.

Chance ! **Francis Rallier** a écrit « ses souvenirs », puis dans une interview les a complétés. Un ami m'a autorisé à les lire. J'y ai glané, faute de pouvoir tout cueillir, l'essentiel, le piquant et l'anecdotique, que voici résumés.



La rue du Pré-Botté en 1900

1901, rue de La Chalotais, l'imprimerie de **L'Ouest-Eclair** est modeste, pauvre en mètres carrés (une centaine) de superficie, en matériels et en hommes. Située au rez-de-chaussée de l'ex-magasin, elle a comme effectif 9 typos et un metteur en pages, le père Desnos. L'administrateur siège au même niveau dans un minuscule bureau. Le tirage du journal quatre pages est fait sur une presse double à plat. Depuis le lancement, le jeune quotidien évolue entre 900 à 1 000 exemplaires jour.

La rédaction est au premier étage.

Le directeur **Emmanuel Desgrés du Lou** et le rédacteur en chef Le Paslier font équipe avec un secrétaire de rédaction, deux polyvalents, un locaier et des bénévoles.

Le jeune Francis Rallier, apprenti chargé d'assurer les remplacements, travaille 11 heures par jour, l'après-midi de 2 heures à 7, le soir de 8 heures à 2 heures la nuit. Il vient aussi dans la matinée pour « désosser » les formes, mettre les caractères dans les casses. Si, par malchance, se produit une « mise en pâte », il arrive que des typos « peu

conscientieux » se débarrassent du plomb en le jetant dans la Vilaine toute proche. Tous sont payés « aux pièces ».

Détail pittoresque : la rédaction a fait un trou dans le plancher du bureau qu'elle occupe. A l'appel « Copie, copie » montant de la composition, elle transmet les articles dans une boîte retenue par une ficelle double enroulée sur une poulie. Pour les épreuves, faisant retour à la rédaction, le même moyen est utilisé.

1904-1906 :

installation définitive

rue du Pré-Botté

L'Ouest-Eclair, en ces temps, personne ne croit à son succès, sauf les fondateurs et les employés. Il reçoit tant de coups ! De ses concurrents les plus proches, Le **Nouvelliste de Bretagne** fondé en 1901, Le **Journal de Rennes**, L'**Avenir de Rennes**, même de **La Semaine Religieuse du diocèse**, puis de tous les opposants à la République, puis des partisans de la loi contre les Congrégations, ainsi que de la Séparation de l'Eglise et de l'Etat, etc.

La **Semaine Religieuse** publie le 8 mars 1902, sans signature, un appel pour « l'**Œuvre du bon journal** ». Il s'agit pour ceux qui achètent un journal, de le transmettre, une fois lu, à ladite œuvre qui le fait parvenir à un lecteur peu fortuné. Louable intention, pense-t-on d'abord. Puis, une ou deux phrases, tout s'éclaircit. Le communiqué précise : « **Nous n'acceptons que de bons journaux catholiques dont ne fait pas partie celui qui... que... etc., ne l'est pas, par infidélité à la hiérarchie.** » Et voilà !

La hargne de certains contre L'Ouest-Eclair et ses dirigeants, notamment Emmanuel Desgrées du Lou et l'abbé Trochu, ne faiblit pas. Elle stupéfie.

Henri Jan, ancien secrétaire général de la rédaction, cite un autre exemple dans « ses souvenirs ».

« **J'étais encore**, écrit-il, au *Journal de Rennes* (conservateur). **J'y avais fait un stage avant d'entrer à L'Ouest-Eclair en 1910. Se présente à moi un chanoine, membre du chapitre. Je lui montre un exemplaire de L'Ouest-Eclair pour qu'il lise un article. Stupéfait, je l'entends me répondre d'un air indigné : « Monsieur, sachez que je ne toucherai pas cette feuille du bout de mon ortiel ».**

Cette hostilité maintenue et développée jusqu'aux premiers jours de la Grande Guerre n'empêche pas cependant L'Ouest-Eclair d'augmenter le nombre de ses lecteurs. Progressivement, en 1913, le tirage, chaque jour, approche et dépasse les 100 000 exemplaires. Pendant la guerre, en l'absence de concurrents parisiens, les 400 000 exemplaires seront atteints.

Un quartier mal famé

En 1914, l'imprimerie, rue de La Chalotais, est fermée depuis 8 ans. La direction et l'administration, en 1904, avaient eu en projet de changer de locaux, d'acheter des machines typographiques, des linotypes, une rotative, une clicherie, etc., d'engager de nouveaux rédacteurs, du personnel pour le service des abon-

nements, de la publicité, de la comptabilité, de donner à l'entreprise les moyens de son développement.

Il fallait pour réaliser ce projet trouver et acheter un immeuble aux dimensions assez vastes. Ou ? La direction apprend que rue du Pré-Botté près de l'église Toussaint, entre les rues Saint-Benoît (aujourd'hui Paul-Louis-Courier) et Vasselot, la beurrerie Grimaud est en faillite et ses locaux à vendre.

Inconvénient ! Le quartier, de longue date, est mal famé. Il y existe des maisons basses, sales, « équivoques », des auberges aux noms de l'époque des truands d'avant 1789 : « Le petit Billot », « Le grand Billot », « Chez Lunette ». On y trouve encore des crânes de « décapités ». On y entend des cris d'hommes en goguette, de femmes à l'affût.

Avantage ! La beurrerie, bien qu'enclavée dans un ensemble de maisons « louches », a une allure convenable, une grande salle dallée au rez-de-chaussée, un étage de même dimension, et un grenier. On y accède, rue du Pré-Botté, par un couloir sombre.

Acquisition conclue, travaux d'aménagement faits, l'installation commence en novembre 1904, se termine en 1906. Il était temps. L'Ouest-Eclair étouffait rue de La Chalotais, le personnel aussi.

En une nuit, les typos transfèrent leurs matériels, trouvent sur place une rotative qui tourne déjà, une clicherie aux ordres d'un chef, M. Hermer. La composition s'installe au 1^{er} étage, la direction, l'administration et la rédaction aussi. La photogravure est logée sous les toits à la porte du magasin à papier. Un quai d'accès à l'imprimerie est construit rue Paul-Louis-Courier.

En 1906, tout était donc prêt pour le tirage d'un journal à huit pages et à plusieurs éditions déjà créées ou à lancer en Bretagne et aux frontières sud de la Manche et de la Mayenne. Six machines typographiques remplacent la composition à la main. Six linos leur succéderont en 1910. A la même date, une rotative Marinoni à deux sorties et à huit pages, achetée au Journal de Roubaix, complètent le matériel.

La rédaction s'étouffe. En 1907, un nouveau rédacteur en chef entre dans l'équipe aux côtés du directeur général Emmanuel Desgrées du Lou. C'est un avocat, Henri Teitgen, père du futur ministre Pierre-Henri Teitgen. Il restera en fonctions jusqu'à la déclaration de la guerre 1914-18.

La distribution

Question difficile posée aux dirigeants : comment assurer rapidement la distribution du quotidien ? Pour les abonnés, il y a la poste. Mais pour les autres, les clients

achetant le journal au numéro, un seul mode de transport permet de les servir à temps : le chemin de fer de l'Ouest, le tramway départemental, les voituriers locaux.

Porter les paquets de l'imprimerie à la grande gare et à celle des tramways d'Ille-et-Vilaine, la Maison Jean et Beuchère s'en charge avec cheval et voiture. Le cheval connaît bien les trajets. Même trop bien. Lorsque le cocher s'attarde à bavarder longtemps, l'animal s'impatiente et quelquefois s'en va, seul, tirant le véhicule jusqu'à la porte de son écurie. Pas de feux ni de couloirs prioritaires en ville à cette époque, il est vrai.

L'Ouest-Eclair, en 1913, rayonne sur la Bretagne et le sud de la Manche. Francis Rallier est directeur de l'imprimerie commerciale. Il est le responsable d'un effectif de quarante personnes qui, réparties en deux équipes, travaillent jour et nuit. Quatorze linotypes sont installées ; deux nouvelles rotatives à quatre sorties et pouvant imprimer un journal à seize pages sont achetées.

Reste le transport des journaux, leur livraison aux meilleures heures chez les distributeurs. La guerre n'arrange pas les choses ; le transport des troupes, des munitions, du ravitaillement a priorité.

L'abbé Trochu, administrateur, un jour, loue une camionnette, prend 28 000 exemplaires, les livre lui-même en Ille-et-Vilaine et en Morbihan chez les dépositaires. Expérience concluante. Naît le projet, vite réalisé, d'un service de transports propre à L'Ouest-Eclair.

Cette même année 1913, maisons et baraques rasées, rue du Pré-Botté, commence la construction de la première aile de l'hôtel actuel de L'Ouest-Eclair. Une fois encore, imprimerie, rédaction, direction, services divers manquent d'espace. Pour cause ! La vente atteint et dépasse certains jours les 100 000 exemplaires. Des hebdomadaires ont été fondés depuis 1910 : l'Ille-et-Vilaine d'abord que gère Charles Frédoût, le Morbihan, les Côtes-du-Nord, le Petit Démocrate du Finistère. Tous les quatre tirent, en moyenne chacun, entre 10 000 et 20 000 exemplaires.

Le jeune Henri Jan y fait ses premières armes en rédigeant un court éditorial et une revue des informations générales de la semaine. Un prêtre, l'abbé Gefriault, sous le pseudonyme de Grindorge, crée une clientèle fidèle de petits agriculteurs en traitant chaque semaine de problèmes ruraux sous leurs aspects sociaux, économiques, techniques dans les hebdos et le quotidien.

Bilan exceptionnel au terme des 14 années d'activités... Mais vient la grande guerre.

Joseph FONTAINE.

⑦ L'avant-guerre 1914 Violentes polémiques

Le 2 août 1899, **L'Ouest-Eclair** paraît. Rédigé, composé et imprimé d'abord rue de La Chalotais, il l'est, en 1906, rue du Pré-Botté. Personnel et machines y sont moins à l'étroit. Et, en 1913, il faut encore trouver pour eux et elles plus d'espace. L'aile de l'hôtel actuel est construit. Le tirage du quotidien atteint et dépasse, certains jours, les 100 000 exemplaires. Celui des quatre hebdomadaires fondés pour couvrir chaque département de Bretagne est au total de 40 000 à 50 000 exemplaires. Beau succès ! Mais au prix de quels efforts et en dépit de quelles attaques contre les fondateurs !

Depuis 1906, les polémiques les plus vives n'ont pas cessé de se développer et de s'amplifier. Dirigées contre Emmanuel Desgrées du Lou et l'abbé Trochu, l'administrateur, elles atteignent le maximum de violences écrites en 1909 et 1910. Monarchistes de **L'Action française** d'une part, membres du clergé de l'autre, plus ou moins associés aux premiers, lecteurs du **Journal de Rennes**, du **Nouvelliste de Bretagne**, craignent que les responsables du quotidien et des hebdomadaires, s'affirmant républicains, libéraux, démocrates et catholiques, modifient peu à peu la situation politique et sociale de la région **Ouest**.

Les faits, sans aucun doute, leur donnent raison. La progression des ventes de **L'Ouest-Eclair** et de ses hebdomadaires, puis les résultats des législatives des 6 et 20 mai 1906 et ceux des 24 avril et 8 mai 1910, confirment le recul en Bretagne du groupe des droites, la progression de ceux de l'Action libérale, des Républicains progressistes, des radicaux-socialistes, de la gauche démocratique. Cette évolution est mise au compte de **L'Ouest-Eclair**, de ses dirigeants et du Sillon, qu'ils soutiennent et dont, avec Paul Simon, ils partagent les idées de la Démocratie-chrétienne.

L'abbé Trochu sanctionné

L'abbé Trochu, prêtre du diocèse de Rennes, apparaît-il plus vulnérable aux coups que le directeur général ? C'est lui qui est particulièrement visé par certains ecclésiastiques, ayant accepté du bout des lèvres le ralliement à la République préconisé par Léon XIII. Que lui reprochent ses confrères du clergé ? D'être administrateur de **L'Ouest-Eclair**, de ne pas consacrer tout son temps au service d'une paroisse, d'une aumônerie de collège ou d'hôpital, en résumé de pratiquer des activités en marge de celles des pré-

tres du diocèse. La critique va son chemin au fur et à mesure que l'échec du quotidien qualifié « d'inévitable » en 1900 et même 1903, se transforme en succès cinq à six ans plus tard. La fondation du concurrent **Le Nouvelliste de Bretagne** n'a pu ralentir, encore moins arrêter, cette évolution.



L'abbé Félix Trochu

1906, le cardinal Labouré, archevêque de Rennes, décède le 21 avril. Il était bienveillant à l'égard de l'abbé Trochu, ne prêtait pas trop l'oreille aux propos mettant en cause le républicanisme de **L'Ouest-Eclair**. Quelques mois plus tard, le 7 août de la même année, lui succède Mgr Dubourg, évêque de Moulins. L'intérim est confié au chanoine Duruselle, vicaire capitulaire. Des pressions s'exercent-elles plus fortement sur l'intérimaire ? Le vicaire capitulaire retire à l'abbé Trochu les pouvoirs de confesser, de prêcher, de célébrer la messe dans la cathédrale. Mesures dures et graves. Elles laissent prévoir qu'il peut y en avoir d'autres. Faut-il être étonné qu'elles

aient été prises ? Aujourd'hui, peut-être. Au début du siècle ? Elles étaient dans la ligne des décisions et des reproches formulés contre **L'Ouest-Eclair** et ses dirigeants. Les évêques de la région avaient refusé le service gracieux que leur offrait la direction générale. Quelques-uns interdisaient aux membres du clergé de souscrire un abonnement. Mgr Duparc, évêque de Quimper, reprochait à **L'Ouest-Eclair** d'être « neutre ». Mgr Morelle, évêque de Saint-Brieuc, écrivait à l'un des fondateurs : « Vous suivez, peut-être, les directives de Léon XIII, mais pas celles de Pie X... Vous êtes d'abord républicain, catholique après. Vous refusez de patronner les candidatures recommandées par le clergé ».

LES EFFECTIFS DU CLERGÉ

Le clergé, quel effectif à cette époque ? Voici, pour le diocèse de Rennes, une statistique publiée le 1^{er} novembre 1918, soit douze ans après les déclarations citées ci-dessus.

Population Ille-et-Vilaine : 680 000 habitants.
Paroisses : 383.
Doyennés : 43.
Cures : 31.
Succursales : 319.
Prêtres : 1 170 à 1 180, dont 170 à 180 consacrés à l'enseignement.
Écoles libres : 419 ; collèges secondaires : 6.

Les décisions du chanoine Duruselle et les propos de Mgr Morelle n'eurent pas sur l'abbé Trochu l'effet escompté. L'administrateur de **L'Ouest-Eclair**, réponse faite au vicaire apostolique, se maintint à son poste.

L'affaire Monriot

Ses adversaires, les plus actifs des monarchistes, quelques mois plus tard, sont engagés dans une

attaque de plus grande envergure. Un journaliste parisien, Albert Monniot, rédacteur à **La Libre Parole** (droite) de Drumont, écrit une brochure de 70 pages sous le titre : « **Bas les masques ! L'Ouest-Eclair et ses dirigeants** ». L'auteur s'en prend à Emmanuel Desgrées du Lou et à l'abbé Trochu. Il qualifie l'un et l'autre de « pillards, de voleurs », l'abbé de « prêtre indigne, d'escroc, d'hypocrite », etc. Et il ajoute : « **L'Ouest-Eclair n'est pas un journal catholique ni républicain ; il est avec le pouvoir judéo-maçonnique, avec Dreyfus et les bourses du travail tyranniques et révolutionnaires.** » Il termine par un appel à une condamnation de l'abbé Trochu.

La brochure est distribuée gratuitement aux prêtres et aux religieux, mise dans les boîtes aux lettres, vendue en librairie, soutenue par le comité de L'Action française.

Procès. L'auteur, les présidents du comité de l'Action française, l'imprimeur du texte, les libraires sont cités à comparaître devant le tribunal correctionnel de Rennes par les responsables de **L'Ouest-Eclair**. Le procès est évoqué le 28 juillet 1909, le jugement rendu le 5 août. L'auteur, Albert Monniot, est condamné à 3 000 F de dommages-intérêts envers la société plaignante, **L'Ouest-Eclair**, puis à verser 3 000 F à Emmanuel Desgrées du Lou, 3 000 F à l'abbé Trochu et 500 F d'amende pour injures et diffamation. En appel, le 8 décembre, un arrêt réduit à 1 000 F les dommages-intérêts dus à la société **L'Ouest-Eclair**.

LES EFFECTIFS DU CLERGÉ EN 1988 DANS LE DIOCÈSE DE RENNES

Habitants : 760 000,
Prêtres : 705 ; diacres : 3.
Religieux : 17.
Paroisses : 402 ; archidiaconés : 3 ; zones : 12 ; doyennés : 39.

La contrainte par corps

Albert Monniot peut-il payer ? Il se déclare insolvable. Le tribunal d'appel prononce la contrainte par corps, c'est-à-dire l'emprisonnement, à moins que les diffamés, auxquels justice a été rendue, renoncent à leurs dommages-intérêts.

L'affaire, suivie par la presse parisienne, régionale, locale et même étrangère, fait grand bruit. **Le Figaro**, **Le Matin**, **La Croix**, **La Libre Parole**, **Le Nouvelliste de Bretagne**, **Le Journal de Rennes** argumentent : « **Monniot est un confrère, il n'a pas le sou, il ne peut pas payer les indem-**

nités dues, il va être obligé de vendre ses meubles, la prison le privera de tout revenu pendant plusieurs mois. »

« **La victime d'une diffamation peut-elle se contenter d'une condamnation purement platonique ?** » C'est la question que pose **Emmanuel Desgrées du Lou** au directeur du **Matin**.

Au **Figaro**, l'abbé Trochu demande de transmettre à Albert Monniot la proposition suivante : « **Si vous acceptez de rendre publiquement hommage à la correction de ma vie privée et de transmettre votre déclaration à l'ensemble de la presse, j'accepte de renoncer à la contrainte par corps.** »

Drumont, dans **La Libre Parole**, en août 1910, à son tour intervient. Il met l'archevêque de Rennes en demeure de faire cesser ce qu'il appelle **le scandale**, c'est-à-dire le maintien, par les dirigeants de **L'Ouest-Eclair**, d'exiger, faute du paiement des dommages-intérêts, la contrainte par corps.

Mgr Dubourg plaide l'indulgence

Mgr Dubourg, que cette affaire, par son retentissement national, met dans le plus grand embarras, invite l'abbé Trochu à faire preuve d'indulgence et à considérer la condamnation comme une compensation suffisante. Il s'entend répondre : « **Que M. Monniot commence donc, comme convenu avec « Le Figaro », à rendre hommage à la correction de ma vie privée.** »

Finalement, Albert Monniot paye les dommages-intérêts. Entre-temps, un comité présidé par le sénateur Le Provost de Launay avait lancé une souscription pour libérer de ses dettes l'auteur de « **Bas les masques** ». Ouf ! Mais Monniot le dit-il ?

Une sainte colère d'Emmanuel Desgrées du Lou

Cette affaire, les polémiques, les accusations et les diffamations qu'elle avait lancées, les séqueles qu'il en subsistait, semblaient avoir provoqué chez **Emmanuel Desgrées du Lou** une sainte colère. Le 24 décembre 1910, dans un éditorial de 4 colonnes pleines, il s'adresse à ses adversaires, plus qu'à ses amis lecteurs, avec vivacité.

« **Nous ne sommes, dit-il, ni des théologiens, ni des sacristains.**

« **Que le théologien médite saint Thomas, que l'évêque gouverne son diocèse et le curé sa paroisse, que le suisse fasse la police du sanctuaire, que le sonneur sonne ses cloches...**

« **Cessez un instant de regarder à gauche pendant que le feu sacré de la théologie vous consume encore, regardez à droite. Il y a de ce côté des athées et des agnostiques, qui plus justement que **L'Ouest-Eclair** méritent vos anathèmes.**

« **L'Ouest-Eclair est un journal politique républicain, dirigé par des catholiques, pas un journal religieux...**

« **Ceux que l'on a appelés les dirigeants de **L'Ouest-Eclair** ne sont plus de petits jeunes gens que l'on peut se flatter de mener à la baguette. Nous avons presque tous dépassé la quarantaine... Voici douze ans que **L'Ouest-Eclair** existe. Il n'y a pas de coup de force qui puisse ébranler la situation que **L'Ouest-Eclair** s'est faite dans notre région. **L'Ouest-Eclair** restera un journal libéral, démocratique et républicain.**

C'était, « **journalistiquement** », bien dit et bien envoyé.

(à suivre).

Joseph FONTAINE.



Un événement largement relaté dans « **L'Ouest-Eclair** » : les 31 mai et 1^{er} juin 1914 le président de la République Raymond Poincaré était en visite à Rennes. Ci-dessus, il sort de la Faculté des Lettres aux côtés du maire Le Bastard, au premier plan.

L'Ouest-Eclair

JOURNAL REPUBLICAIN QUOTIDIEN

LUNDI 3 AOUT 1914

Les dépêches sont reçues sans frais par :
A RENNES, 10, rue du Pré-Botté. — Tél. 127
A PARIS, 11, rue de Rennes. — Tél. 204-20

EMMANUEL DESGRÈS DU LOU
DIRECTEUR

REDACTION ET ADMINISTRATION :
35, Rue du Pré-Botté - RENNES

ABONNEMENTS :
Paris et Orléans. 30 fr. 10
Etranger. 36 fr. 20

TELEPHONE : Rédaction : 2-46, 3-65 — Administration : 1-67 — Bureaux à Paris : 39, rue Jean-Jacques-Rousseau

LES ALLEMANDS ONT ATTAQUÉ NOTRE FRONTIÈRE

C'EST LA GUERRE !

Cette fois, c'est la guerre. L'instant n'est plus des jours de cour, ni des considérations politiques. C'est la guerre, et le mot dit tout : la grandeur tragique du sacrifice, les larmes des mères, l'angoisse de ceux et de celles qui restent, la nécessité des plus hautes résolutions. Mais il dit aussi la confiance de ceux qui partent, leur fervent espoir dans les destinées de la Patrie, la fierté qui s'éprouvent à se battre, comme nous l'écrivions hier, pour la cause même de la civilisation et de la liberté.

Voilà 43 ans que nous vivions sous le régime de la paix armée, 43 ans que l'effort des gouvernements et le noble désir d'épargner à l'humanité cette heure redoutable, luttaient obstinément contre la conséquence de notre défaite. Depuis 43 ans, la France multiplie ses résolutions, par amour de la paix, à la perte de deux de ses plus belles provinces. Elle s'y serait résignée cette fois encore. Mais les conquêtes de la force n'ont jamais engendré d'équilibre durable. Tout ou tard, un jour vient où la justice se venge et où l'Histoire lui rend la parole. Ce jour est venu. Bismarck avait dit : « La Force prime le Droit », et c'est, en effet, ce qui est arrivé pendant 43 ans. Mais le droit ne meurt pas. Le voici qui se réveille, qui se redresse, qui réclame sa place. Il l'aura.

Ah ! chers Alsaciens-Lorrains de

quel immense espoir vos cœurs doivent tressaillir en entendant sonner l'heure de cette lutte qui, demain, nous en avons comme vous l'invincible confiance, vous affranchira de la brutalité allemande et vous rendra la Patrie perdue !... Et vous, petits soldats de France, avec quel élan vous allez vous précipiter vers ces champs de bataille où la voix des morts, la voix des glorieux vaincus vous inspire !

Oh ! oui, c'est l'instant du sacrifice ; mais c'est celui du suprême effort français, de la revanche et de la glorification de la Patrie.

Que Dieu garde notre armée !

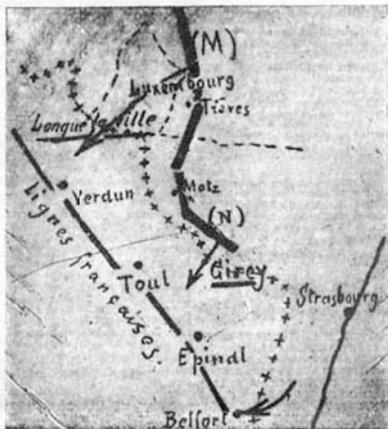
Vive la France !

EMMANUEL DESGRÈS DU LOU.

Notre directeur politique, M. Emmanuel Desgrès du Lou, qui a été, sur sa demande, inségré dans les cadres de la marine, au titre de commissaire, venait de terminer cet article quand lui est arrivé l'ordre de rejoindre sans délai le port de Brest.

La plupart de nos rédacteurs vont rejoindre leurs régiments, ils y feront leur devoir, comme ils l'ont fait depuis plusieurs années déjà dans cette maison, en défendant avec toute leur énergie la politique de réconciliation patriotique et de réorganisation nationale, dont le succès nous permet aujourd'hui de regarder en face le destin.

Une fois encore et plus que jamais, nous demandons aux vaillantes populations de l'Ouest, aux Brèves et aux Normands, de nous servir le calme admirable dont ils ont fait preuve jusqu'ici et qui assurera de main la saine sève de la Patrie.



camp retranchés d'Epinal et de Belfort situés par les forêts de la Haute Moselle. Les deux masses principales M et N se mettront en mouvement simultanément, par colonnes accolées, de manière à nous accrocher partout. Cependant l'effort ne sera pas égal sur tous les points.

Paris, 2 août. — Le Gouvernement communique officiellement la note suivante :

« L'Allemagne a envahi le grand duché de Luxembourg, violant la neutralité du pays par les posts de Bassebrück et Remich, et se dirigeant par le sud du pays vers capitale. »

« Les Allemands sont entrés, à France, près Ciry et près Louvilly. »

« Ils ont fait passer des trah blindés, chargés d'hommes et munitions. »

« Les Allemands ont ouvert le feu ce matin sur le poste de douane militaire de Fell-Croix dans l'arrondissement de Belfort. »

Le canon tonne

Montmédy, 2 août. — On entend canon dans la direction de Longwy.

Cette dépêche indique que la bataille se poursuit à quelques kilomètres de la frontière et qu'elle est entrée en France. Les Allemands ont reconstruit la plus vaste station militaire en France.

L'état de siège est proclamé en France

Paris, 2 août. — Le gouvernement

La guerre était annoncée pleine page... Elle devait être courte ! Disait-on

⑧ De la querelle religieuse à la guerre 1914

Le 2 août 1899, L'Ouest-Eclair paraît. Installé rue de La Chapotais à Rennes, il déménage en 1906 rue du Pré-Botté, agrandit les locaux de sa rédaction et de son imprimerie qu'il modernise. Toujours trop à l'étroit, en 1913, il fait construire l'aile de son hôtel actuel. Malgré la concurrence d'autres quotidiens locaux et les attaques dénigrant ses fondateurs, il tire à 85 000 exemplaires en semaine et 100 000 le dimanche. Des hebdomadaires, L'ille-et-Vilaine, Le Morbihan, Les Côtes-du-Nord, Le Petit Démocrate du Finistère le complètent depuis 1910, successivement, et lui préparent un marché de nouveaux lecteurs. Charles Fréduët (1) d'abord, Henri Jan (1) ensuite en assurent la rédaction.

L'abbé Trochu interdit

L'abbé Félix Trochu, depuis septembre 1910, n'est plus officiellement chargé de l'administration de L'Ouest-Eclair sous la responsabilité du directeur général Emmanuel Desgrès du Lou. Il a reçu de son archevêque Mgr Dubourg, futur cardinal, l'ordre de ne plus exercer cette fonction. Un « motu proprio » (acte administratif du pape) précise qu'un prêtre n'a pas le droit d'être « directeur, ni même collaborateur, ni correspondant d'un journal sans la permission de son évêque ».

Sévère décision ! L'abbé s'attendait à en être frappé, et n'ignore pas

quels adversaires ont fait pression à l'archevêché pour la lui faire appliquer. Le procès Monnot (voir article n° 7) est trop récent pour qu'il les ait oubliés.

L'abbé s'incline, se réfugie dans un appartement au 19, rue de la Monnaie, mais garde contact avec la rue du Pré-Botté. La liaison est assurée par un fil, le 207, qui aboutit au bureau de Mlle Vaudouët, seule autorisée à recevoir les communications et à les transmettre. Copies et épreuves des hebdomadaires et du quotidien parviennent à l'abbé par la même secrétaire.

Rumeurs en ville, dans les milieux

politiques hostiles à L'Ouest-Eclair. Elles affirment que l'abbé Trochu n'a pas cessé ses fonctions, qu'il a négocié l'achat d'un fil télégraphique, transporté en voiture automobile des journaux pendant une grève des chemins de fer... etc., etc. Le chanoine Durusselle, vicaire général, se saisit de ces commérages. Il écrit à l'abbé le 24 avril 1911 : « Vous n'avez pas changé votre manière de procéder... Je suis chargé de vous adresser un rappel à l'ordre... Cessez toute collaboration au journal... Faute de quoi un refus d'obéissance entraînerait « la suspension a sacris » (elle concerne les sacrements) ».

Un fondateur d'œuvres sociales

La menace touche au cœur l'abbé Trochu. Sa réponse est longue et vive. Il affirme qu'il n'a pas rompu l'engagement pris par lui en 1910. Puis dans un mouvement de colère contenue et d'amertume, l'abbé révèle (lettre du 27 mai 1911) : « **Convaincu, il y a quinze ans, qu'il ne suffit plus au prêtre d'attendre les fidèles à l'église, qu'il est indispensable qu'il aille les chercher au dehors et qu'il les aide de toute sa charité... j'ai fondé plus de trente caisses rurales, deux caisses de crédit ouvrier, deux patronages, un secrétariat social, des messes d'hommes dites de N.D. du Travail, cinq syndicats, deux unions de syndicats, une union de secours mutuels, une dizaine de sociétés d'assurances contre la mortalité du bétail, autant de cercles d'études, la Ruche ouvrière rennaise, une société d'habitation à bon marché, une œuvre de jardins ouvriers...** »

Il continue : « **Enfin, j'ai contribué à faire « L'Ouest-Eclair ». Je l'ai fait avec MM. Desgrées du Lou, Bodin, Cary, Artur et quelques autres amis qui sont des personnalités rennaises et des catholiques bon teint... Dans quelques années, je suis convaincu qu'on n'arrivera pas à s'expliquer comment l'autorité ecclésiastique a pu conserver vis-à-vis de ce journal une attitude hostile que déplorent des catholiques éclairés ».** Hé ! oui...

Deux poids deux mesures

Le chanoine Durusselle découvre-t-il, enfin, l'abbé Trochu, « **son dévouement, son zèle pour la cause catholique, ses nombreuses fondations d'œuvres sociales** » ? Il semble vouloir mettre fin à une querelle qui prolonge un débat ouvert au début du siècle par l'affaire Dreyfus, la loi sur les associations et les congrégations enseignantes... Sa décision pourrait, en même temps, faire taire ceux qui sourient en disant : « **L'archevêché refuse à l'abbé Trochu d'être administrateur de « L'Ouest-Eclair », mais il accepte que l'abbé Cornou soit choisi comme directeur du « Nouvelliste de Bretagne », son concurrent.** »

L'abbé Cornou, originaire de Pont-Croix (Finistère), prêtre en tout point exemplaire, n'était pour rien dans sa nomination à un poste difficile, qu'il tint pendant peu de temps. En 1913, Eugène Delahaye lui succéda.

Las ! le chanoine Durusselle n'est pas entendu. Il aimerait fermer les yeux sur la poursuite des activités de l'abbé Trochu « au journal ». Mais il est relevé dans la fermeté épiscopale par un nouveau vicaire général, le chanoine Charost (futur évêque de Lille, puis archevêque de Rennes et

cardinal), ami des catholiques qualifiés à l'époque « d'intégraux ». Nouvelles mises en demeure, nouvelles menaces de sanctions, lettres, convocations à l'archevêché... Même pendant la guerre...

La querelle religieuse s'apaise

La querelle religieuse n'est-elle plus que locale, régionale ? Il semble qu'à l'échelon national, elle perde de son acuité.

« **La question religieuse tend à n'être plus le brandon de discorde qu'elle était hier** », estime Emmanuel Desgrées du Lou, en mai de cette année-là dans un éditorial. « **Il reste par contre la question sociale... qui comme la question religieuse échappe de plus en plus aux prises des partis et des comités électoraux ; elle cherche dans l'entente et la solidarité professionnelle dans le syndicalisme ouvrier ou patronal des solutions.** »

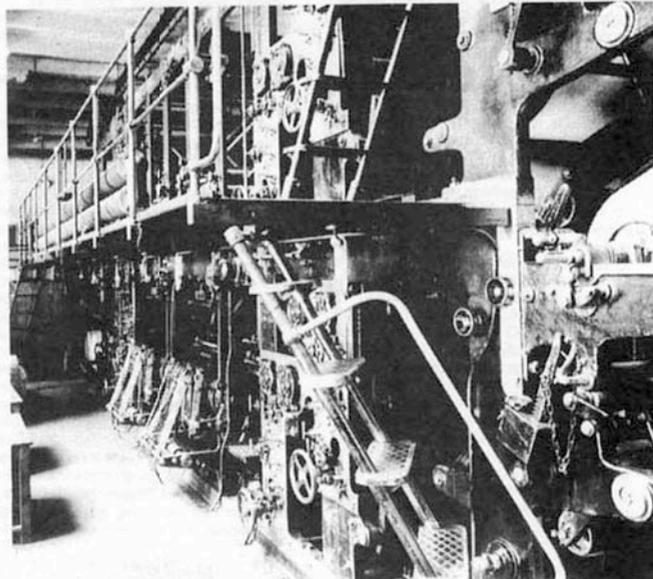
Ce rappel de l'importance de la question sociale, qui reste à régler, quelle que soit la diversité de ses aspects, témoigne d'une belle fidélité des fondateurs à la mission qu'ils se sont donnée. Douze années de parution quotidienne du journal, notamment pendant la décennie antérieure à 1913, sous les plumes d'Emmanuel Desgrées du Lou, Charles Bodin, Jacques Plou, Henri Teitgen, jeune avocat rédacteur en chef, le confirment. Malgré le flot, en ces années, d'activités politiques et de

polémiques violentes, malgré l'abondance des événements au Maroc, en Turquie, dans les Balkans, longuement présentés et commentés, une large place est faite dans les « unes » à la place de l'ouvrier dans les entreprises, au droit qu'il a de s'occuper de ses propres affaires, à celui de repousser des conditions de travail qu'il ne consentirait pas librement, à celui encore de se grouper pour faire valoir ses revendications, etc. Place également n'est pas mesurée « aux maisons qui tuent, c'est-à-dire aux maisons insalubres où se fabrique la peste, la peste physique et morale ». Place aussi « à la lutte contre l'alcoolisme », « à la baisse de la démographie et à ses causes », « au développement des baux ruraux », « des caisses d'entraide », etc., etc.

Etonnant ! la part faite à ces sujets d'ordre social, à ceux des événements qui se succèdent en Europe, à l'Est, au Centre et au Sud-Est, ainsi qu'en France est très importante dans un journal à la pagination limitée en 1913 (octobre) à 10, 12, 14 et 16 pages, suivant les jours.

Question : « Le lecteur, qualifié vionter de populaire, n'est-il pas rebuté par ces sujets traités, avec des dépêches d'agence, peu illustrés et le plus souvent longuement commentés. »

Réponse : « Il ne le semble pas, le tirage et la vente augmentent ; trois éditions nouvelles sont lancées en 1913 pour la Sarthe, le Calvados et l'Orne et en outre se prépare un changement de format grâce à deux rotatives Womag à deux sorties, ti-



De nouvelles rotatives pour un changement de format, il y a près de 80 ans

rant chacune à 100 000 exemplaires. »

Analyse difficile. Le succès commercial est net. Dû sûrement à la mise en appétit du lecteur pour l'information locale, régionale, pour celle de son milieu familial et professionnel. Peut-être aussi à la découverte des événements nationaux et internationaux qui se succèdent en ces années de 1910 à 1914 à une cadence rapide...

Enfin !

un succès électoral

Une constatation : le succès électoral des candidats soutenus par **L'Ouest-Eclair** est assez long à venir. Malgré l'engagement personnel du journal dans les campagnes municipales et législatives... il est plus difficile à obtenir que le succès commercial. Ce qui peut permettre de dire : « Celui-ci est dû à celui-là et non inversement ». A voir tout de même de très près.

Une victoire, enfin, éclatante et qui comme telle, fait beaucoup de bruit : celle d'un jeune avocat de 26 ans, Paul Simon, élu député le 18 avril

1913, dans la deuxième circonscription de Brest. Il l'est au second tour comme candidat de la Fédération des Républicains démocrates du Finistère (ex-Sillonistes) contre le maire de Landerneau, de l'Hôpital, soutenu par les conservateurs et encouragé par Mgr Duparc, évêque de Quimper. Tollé dans les milieux hostiles à **L'Ouest-Eclair**, triomphe rue du Pré-Botté.

Le jeune député y est reçu solennellement ; direction et rédaction l'accompagnent dans les services ; en tête du cortège, un étudiant silloniste joue du violon ; champagne ; fête dans un café ; Marseillaise... Le tout se termine comme les grands événements, tard dans la nuit, sous la direction d'un meneur de jeu Etienne Nicol, secrétaire de rédaction, qui, entre les deux guerres, prit la direction des « **Nouvelles Rennaises** », hebdo radical, qui aimait à polémiquer avec Eugène Delahaye.

Mais voici la guerre, celle de 1914 qui en août va éclater. « **L'Ouest-Eclair** » mène campagne pour doter l'armée et la marine « d'aéroplanes militaires ». Du jamais vu. Il ouvre une souscription pour que le gouvernement puisse leur en acheter : 80 000 F sont collectés en quelques mois.

Emmanuel Desgrées du Lou, que les conflits des Balkans et la politique de Guillaume II inquiètent, défend vigoureusement les projets de réforme de l'armée et l'adoption du service de trois ans. Fût-ce contre Jean Jaurès qui argumente : « **Le service de trois ans ne donnera pas un soldat de plus ; la force d'une armée ne peut se calculer par le nombre d'hommes présents sous les drapeaux ; elle réside seulement dans une organisation militaire ayant à sa base l'obligation pour tous les hommes de passer sous les drapeaux** ». Singulier raisonnement. Mais depuis qu'au Reichstag, en 1912, 110 socialistes ont été élus, ainsi que 43 radicaux, contre 244 centristes, libéraux et conservateurs, l'illustre socialiste a l'espoir de faire barrage à la guerre avec ses amis politiques allemands. Illusion !

Le 3 août 1914, « **L'Ouest-Eclair** » titre en « une » : « **Les Allemands ont attaqué notre frontière.** »

(A suivre.)

Joseph FONTAINE.

(1) Charles Frédouët devint secrétaire général de **L'Ouest-Eclair** puis directeur d'**Ouest-Journal**. Henri Jan termina sa carrière comme secrétaire général de la rédaction de **L'Ouest-Eclair**.

La vente double et triple

Le transport des journaux, leur distribution, quel casse-tête ! Lui-même, l'abbé, fait l'essai de ce nouveau service, de Rennes en Normandie, où 200 dépôts sont ouverts. Expérience concluante. Il l'étend à la Mayenne, à la Loire-Inférieure. Sans hésiter. Les réfugiés affluent dans l'Ouest. Les quotidiens nationaux ne sont plus transportés par fer. La nouvelle clientèle est avide d'informations sur la situation militaire dans les zones envahies, la progression des armées ennemies et leur recul. La vente augmente. Aux heures cruciales de la bataille de la Marne, de celle de Verdun, de la Somme... etc., elle double, triple celle de 1913-1914. Des concurrents en prennent ombrage, exploitent l'incident, l'erreur, la tragédie.

Les survivants du « Léon-Gambetta »

En voici une, inattendue. Le 28 avril 1915, le ministère de la Marine publie un communiqué : « **Le croiseur-cuirassé Léon-Gambetta, à l'entrée du canal d'Otrante (pointe de l'Italie) a été torpillé (par un sous-marin autrichien) dans la nuit du 26 au 27 avril et a coulé en 10 minutes. Tous les officiers ont péri. 136 hommes de l'équipage dont 15 sous-officiers ont été recueillis.** L'équipage du Léon-Gambetta comptait 750 hommes et 22 officiers.

La tragédie fait grand bruit en France et particulièrement en Bretagne. Les disparus, au nombre de 636, sont en majorité des Bretons. L'Ouest-Eclair estime qu'il est important de publier la liste des survivants. La rédaction l'obtient, par fil de Paris, la met en page dans la une du 4 mai. Le censeur militaire sur ordre du général Vautier, commandant la Région, interdit qu'elle paraisse. La rédaction passe outre. Sanction : le 5 mai, pas de « L'Ouest-Eclair ». Réaction du directeur, le lendemain, dans un article signé : « **En l'absence de M. Desgrées du Lou, mobilisé, le directeur de L'Ouest-Eclair : Félix Trochu.** ». Il proteste contre la décision arbitraire du censeur, précise que la liste des survivants a reçu, pour publication, l'avis favorable de la censure militaire parisienne, que cette liste est affichée dans les préfectures maritimes de Brest, Toulon, Cherbourg.

L'incident est-il clos ? Hélas non. L'archevêque Mgr Dubourg se saisit de la publication de l'article signé « Félix Trochu ». « **Vous avez enfin levé le masque, écrit-il à celui-ci. Vous proclamez urbi et orbis votre véritable qualité.** Il lui interdit de célébrer la messe à la cathédrale. Curieuse sanction... Mince affaire. Elle fait sourire. L'archevêque revient sur sa décision. L'abbé-directeur

promet de ne plus signer un article de son nom et de renoncer à ses fonctions, lorsque la guerre sera terminée. Ouf !

Nouveaux rédacteurs

La rédaction depuis une dizaine de mois s'est étoffée. De nouveaux journalistes, des réfugiés pour plusieurs d'entre eux, y sont entrés. Citons **Arthur Bernède**, romancier populaire, originaire de Redon, éditorialiste ; **Léon Chavenon**, rédacteur à l'Information, quotidien dont il deviendra directeur ; **Octave Aubert**, ancien secrétaire de Jules Ferry, républicain mais aussi conservateur. Auteur « de l'Histoire et des histoires », il y révèle avec humour que **L'Ouest-Eclair** lui fournit « l'honneur et le plaisir, bien peu de jours après l'armistice, d'assister à l'entrée des troupes françaises en Lorraine et en Alsace » ; **Tholomé, père de Jehan Tholomé**, journaliste exerçant dans l'Oise. Il se spécialise dans la critique des événements militaires, en attendant que lui succède le lieutenant-colonel Rousset, très connu... entre les deux guerres, par ses écrits sur celle de 1914-1918.



Drapeau en main, l'ultime assaut du colonel Desgrées du Lou.

Tués et disparus

En mai 1915, l'armistice n'est pas pour demain. La victoire de la Marne, obtenue au prix de très lourdes pertes, ne se renouvelle pas ailleurs. L'Ouest-Eclair dans ses pages intérieures quotidiennes cite les noms des tués, des disparus.

Deux Desgrées du Lou, à onze mois d'intervalle, sont parmi eux : le capitaine Pierre Desgrées du Lou, tué en octobre 1914 à Soisy-sur-Marne ; le colonel Xavier Desgrées du Lou, commandant le 65^e R.I., tué le 24 septembre 1915 en montant à l'assaut, drapeau en mains, des tranchées ennemies. L'un et l'autre sont frères du Directeur-général mobilisé, fils d'un père qui pendant la guerre de 1870-1871 se battit à Forbach à la tête du 42^e Dragons.

Encore une querelle !

Fin décembre 1915, le patriotisme de L'Ouest-Eclair est directement

mis en doute. Le **Nouvelliste de Bretagne** que dirige Jules Dassonville (1) en l'absence d'Eugène Delahaye, mobilisé, publie le 15 décembre 1915 une curieuse information. Six caisses d'un poids total de 5 500 kg ont été débarquées à Rennes, qui de la Petite-Vitesse. Leur contenu ? Des machines. Leur destinataire ? L'imprimerie d'un journal de la ville. D'où viennent ces caisses ? D'Allemagne, dit l'article. Grave affaire ! La police est avisée, le Parquet ordonne la saisie du matériel, l'autorité militaire « doit ouvrir une information. La loi interdit de faire du commerce avec les pays en guerre avec la France ».

Bizarre ! L'abbé comparait. Il explique. Ces caisses contiennent les éléments d'une clicherie achetée en Suisse. Voici les papiers le prouvant. Les uns sont signés du vendeur, les autres de la douane.

Le **Nouvelliste de Bretagne** entretient le doute. La polémique se poursuit. Le tribunal militaire donne le 25 janvier 1916 la mainlevée de la saisie, met les frais de procédure et d'expertise au compte de ceux qui ont lancé l'affaire. Triomphe de l'abbé qui rend compte à ses lecteurs et s'en prend vertement aux **adversaires cléricaux et anticléricaux qui ont inspiré une campagne de mensonge, aux gens qui se dérobent ou s'embusquent...** etc.

Ces propos offusquent l'archevêque qui les juge incompatibles avec la présence d'un « **prêtre toléré à la direction du journal.** ». Nouveau coup de crosse ! L'abbé est invité à renouveler son engagement pris en 1915 d'abandonner ses responsabilités à la fin de la guerre.

Décidément, le directeur-délégué est toujours dans la ligne de mire de l'archevêché.

En mars 1916, Emmanuel Desgrées du Lou, libéré de ses obligations militaires, est de retour à L'Ouest-Eclair. Plus d'un s'en félicite. Les derniers incidents, grossis par les divers intervenants extérieurs à l'entreprise, sont mal venus en période de guerre. La vente n'en souffre pas. Mais il est temps d'en finir avec les soupçons et des querelles à répétition qui sont au ras des pâquerettes. Emmanuel Desgrées du Lou, plume en main, a des sujets plus importants à traiter dans ses éditoriaux ! Le moral du pays, le patriotisme, le défaitisme socialiste, les illusions à écarter, les craintes résultant de la Révolution en Russie, la victoire, les problèmes de la future paix... les gémissements du Parlement en 1916, 1917, 1918...

(A suivre)

Joseph FONTAINE.

(1) Jules Dassonville, Lillois, compagnon d'études de Eugène Delahaye, dirigée à Paris une centrale d'informations pour journaux catholiques, fondée par Paul Veron-Vrau. Il enseigna avant la guerre 1939-45 à l'École supérieure de journalisme de Lille, l'administration des journaux.

10 1919-1929 : une décennie mouvementée

Le 2 août 1899, L'Œst-Eclair paraît pour la première fois. Tirage 18 000 exemplaires. Vingt années plus tard les 400 000 ont été atteints certains jours de la semaine. Chiffre exceptionnel. L'expliquent : les réfugiés dans l'Œst d'habitants du Nord et de l'Est, la suppression du transport par fer des quotidiens et autres périodiques, les qualités d'une administration animée par l'abbé Trochu, non mobilisé à cause de son âge (51 ans en 1919).

La grande guerre terminée, une décennie mouvementée et difficile commence. Le directeur général Emmanuel Desgrées du Lou, mobilisé le 31 juillet 1914, est de retour à Rennes en mars 1916. Pendant son absence, l'abbé Trochu a assuré l'intérim de la direction générale. En 1917, il est nommé co-directeur et exerce les mêmes fonctions. L'archevêque de Rennes, dont il relève comme prêtre dépendant du diocèse, lui a demandé impérieusement de les abandonner en 1910, puis de nouveau en 1915, en lui fixant, comme limite de durée, celle, alors inconnue, de la fin de la guerre. Promesse a été faite par l'intéressé. Mais...

L'abbé a-t-il oublié « qu'il s'est engagé à renoncer après-guerre à la qualité de directeur ou d'administrateur, même au point de vue matériel, à conserver seulement le droit, à titre d'actionnaire, de prendre part à l'assemblée générale de la Société Civile et Financière, d'y émettre des avis. A ces conditions, lui sera rendu le pouvoir de confesser et de prêcher au lycée (il en est l'aumônier), mais pas celui de célébrer la messe à la cathédrale » (les chanoines du chapitre ne veulent pas l'y rencontrer). L'abbé n'a pas oublié. Il laisse « au temps » le soin d'en terminer avec ce conflit, qui n'est que l'un parmi d'autres qu'il a eus pendant 28 années avec sa hiérarchie et nombre de ses collègues.

700 dépositaires et 250 000 exemplaires

Le 3 août 1924, jour du 25^e anniversaire de L'Œst-Eclair, Emmanuel Desgrées du Lou et lui accueillent sous les Lices à Rennes 400 personnalités et membres du personnel invités à un banquet ; le lendemain, 700 dépositaires de 12 départements de l'Œst sont conviés à un autre. Des chiffres sont cités dans les discours : tirage, 250 000 exemplaires ; linotypes, 14 en fonction ; rotatives 2 groupes Womag à 4 sorties complètent les Winkler ; acquisitions d'autoplates pour la clicherie, de camions pour le transport... etc. Que dire de plus ? L'abbé continue. Personne n'en doute. Ni l'archevêque de Rennes Mgr Charost, ni Le Nouvelliste de Bre-

tagne qui, soutenu par l'épiscopat, la Presse régionale, des monarchistes et des libéraux, ne réussit pas à percer.

Les conflits demeurent

L'armistice de 1918, suivi des négociations sur le Traité de Versailles, n'a pas résolu les conflits nationaux et locaux de l'immédiate avant-guerre. Qu'ils aient trait aux partis divisés entre républicains et monarchistes, aux associations culturelles héritées de la séparation de l'Eglise et de l'Etat, à la liberté d'enseignement, aux projets de réforme sociale présentés par les « sillonnistes » et par les « socialistes internationalistes », aux relations de l'Etat avec le Vatican... etc. Emmanuel Desgrées du Lou, dès son retour, en 1916, en parle à plusieurs reprises dans ses éditoriaux. L'Union nationale ou l'union sacrée, pour lesquelles il lance sans cesse des appels, s'accompagnent d'un cri du cœur à l'égard des religieux et prêtres mobilisés : « 23 000 ont été mobilisés, dit-il en juin 1916 ; 2 000 ont été tués au combat en 1914 et 1915... La guerre impie qu'on leur a faite va-t-elle continuer ? » Oui ! Non ! Il lui faudra se battre pendant plusieurs années encore pour obtenir une réponse. Avec l'aide des mouvements d'anciens combattants, notamment de la DRAC (Défense des Religieux Anciens Combattants).

Social mais pas socialiste

Emmanuel Desgrées du Lou supporte mal que tous les Français ne s'unissent pas pour vaincre. En mai 1917, il s'en prend vigoureusement « aux pacifistes, aux antimilitaristes en redingote, aux paniquards de toute espèce, aux socialistes qui ont décidé d'aller à Stockholm, fin du même mois, pour y organiser la reprise des relations avec la social-démocratie allemande ». Ils estiment, ces socialistes, « qu'il n'est plus possible d'espérer, dans l'état actuel des choses, que les guerres se terminent par une solution militaire. La politique seule et la propa-

gande démocratique obtiendront le rétablissement de la paix ».

Riposte à ces arguments. Le directeur de L'Œst-Eclair écrit : « Le parti socialiste, de tous nos partis d'avant-guerre, est celui qui s'est le plus lourdement et le plus continuellement trompé... Les militants sont consciemment ou inconsciemment les auxiliaires de l'Allemagne... Leurs chefs n'ont pas compris que l'internationalisme menace de les acculer à des concessions capables de soulever contre eux l'âme nationale ».

Citations. Il y en a beaucoup d'autres dans les éditoriaux dus aux dernières années de guerre. Toutes témoignent, avant l'affrontement électoral préparant les législatives du 16 novembre 1919, qu'un monde sépare le catholique social, futur « démocrate chrétien », qu'est Emmanuel Desgrées du Lou, du « socialiste » étiqueté comme tel par deux brochures dont l'une d'un prêtre de l'Oratoire : Charles Robert.

Un programme Œst-Eclair pour les législatives

Ces élections législatives de 1919, L'Œst-Eclair les demande, les prépare et y participe directement. La demande est dans un appel à la dissolution de la Chambre des députés, publié le 14 septembre 1919. La préparation est de plus longue date. Elle débute le 9 février de la même année sur la présentation de deux projets : l'un concerne la Représentation proportionnelle intégrale, l'autre la création de grandes régions substituées aux départements. Elle se poursuit le 18 mai par la présentation d'un troisième projet : la création d'offices agricoles régionaux et départementaux, auxquels auront seuls accès les travailleurs ruraux consultés obligatoirement en toute matière législative, administrative, économique ou sont engagés des intérêts agricoles ».

Le lendemain, autres projets : le vote des femmes et le vote plural familial, qui permettrait aux veuves des morts à la guerre et à leurs enfants de représenter leur père.

⑪

Polémiques...

La Grande Guerre terminée (celle de 1914-18), L'Ouest-Eclair entre dans une décennie marquée par des polémiques, procès, ruptures. La fin des hostilités n'est pas pour le quotidien, devenu le plus important des cinq départements de Bretagne, le début de la paix. La vente, le développement de son aire d'influence n'en souffrent pas. Au contraire. Lors de son 25^e anniversaire, célébré le 4 août 1924 par une édition spéciale, les chiffres du bilan en témoignent.

Pour l'heure, en cette fin d'année 1919 et du début 1920, la rentrée est à peu près terminée : celle du personnel mobilisé, des blessés, des prisonniers. C'est aussi la rédaction de la trop longue liste des tués, des disparus enfouis dans la terre des lieux de combat. **L'Ouest-Eclair** a largement payé sa part au service du pays.

Rue du Pré-Botté, l'hôtel, les ateliers dont la construction a commencé en 1909, s'est arrêtée puis a repris en 1915, sont près d'être terminés. Dans

la grande salle de composition, quatorze linotypes sont alignées ; à l'étage inférieur, deux rotatives roulent depuis 1913, deux autres, dont commande a été passée en 1919, leur seront adjointes en 1921 et en 1922. Mouvement important dans le personnel cadre : Francis Rallier va être nommé directeur de l'imprimerie et gérant du journal ; Armand Cuvilliez succède à Henri Teitgen à la rédaction en chef et sera remplacé, au bout de deux ans, par Athanase Moreux. Henri Jan prend en charge le secrétariat de rédaction.

L'Ouest-Eclair a le vent pour lui. En dépit de difficultés, toujours les mêmes, qui surgissent dès les premières élections législatives d'après-guerre, celles du 16 novembre 1919. Emmanuel Desgrées du Lou, fidèle à sa pensée politique et sociale, déclare le 5 novembre, quelques jours avant le scrutin fait à la proportionnelle : « **Nous ne sommes infodés à aucun parti mais animés d'une seule passion, l'amour de notre patrie. Cette patrie**



La salle des rotatives et les ateliers de composition dans le style de l'époque, celui des grands magasins.

nous l'identifions de plus en plus avec la République... C'est la raison pour laquelle nous ne voulons pas appuyer les candidats si honorables soient-ils qui n'ont pas confiance dans la République.» Et il ajoute : « Nous demandons un statut légal pour l'Eglise catholique et sa hiérarchie, le rétablissement des relations diplomatiques avec le Saint-Siège, la liberté de l'enseignement et pour chaque citoyen la liberté de sa personne et la sécurité de sa carrière. »

Confiance

à Aristide Briand

C'est clair... Il fait confiance aux républicains pour mettre fin aux querelles nées de la séparation de l'Eglise et de l'Etat, de la mainmise sur les biens de l'Eglise, ceux des ordres religieux, etc. L'Ouest-Eclair soutient le Bloc National Républicain qu'a lancé Clemenceau ; mais dans le lot des cinq groupes qui y adhèrent en Bretagne, il fait un choix. En Loire-Inférieure, par exemple, il soutient la liste de l'Union des Républicains conduite par Aristide Briand, avocat à Nantes, fondateur avec Jaurès du Parti socialiste français, rapporteur en 1905 du projet de la loi sur la Séparation de l'Eglise et de l'Etat qui entraînera la suppression du budget des Cultes. Il estime, non sans raison, qu'Aristide Briand est las des querelles religieuses et prêt, s'il revient au pouvoir comme membre du gouvernement (il l'a déjà été six fois depuis 1909 et le sera encore quatre fois), à rétablir les liens entre la République française et le Vatican, à préparer les négociations confiant à des associations diocésaines la possibilité d'acquiescer, louer des immeubles destinés aux évêques, curés, vicaires... etc. gèrer le personnel qu'ils emploient... etc. Dès 1920, le député nantais fait un premier geste. Il vote pour le rétablissement de l'ambassade de France au Vatican.

Coup de crosse

En Ille-et-Vilaine, L'Ouest-Eclair porte son choix sur la liste des Républicains conduite par René Brice. Quatre sont élus : deux radicaux et deux républicains de gauche... La liste du Comité d'Union Nationale composée de candidats catholiques n'a que trois élus. Amertume à l'archevêché où siège le cardinal Dubourg et riposte.

Le chanoine Serrand, vicaire général, futur évêque de Saint-Brieuc, est chargé de faire savoir à l'abbé Trochu que l'heure est venue pour lui de mettre fin à ses activités à L'Ouest-Eclair. Un tel ordre lui a déjà été donné plusieurs fois, la dernière en 1915. Mais il a obtenu qu'il ne soit appliqué qu'à la fin de la guerre. L'abbé accepte de se soumettre, à la réserve près que son acceptation reste secrète. Surprise ! Le

11 janvier 1920, dans la Semaine Religieuse de Rennes, il lit :

« A maintes reprises et de divers points de l'horizon, des plaintes sont parvenues à l'archevêché sur la présence et sur l'action souveraine et maitresse d'un prêtre dans un journal de notre ville. Hier encore, M. Jean Guiraud parlait dans la Croix de Paris des hommes néfastes qui ont semé la division de la Bretagne... L'autorité diocésaine a demandé à ce prêtre la promesse formelle de sortir du journal en question et l'a même exigée par écrit... La guerre a retardé l'exécution de cet engagement... A partir de ce jour, le prêtre en question cesse toute collaboration directe ou indirecte... au journal dont il s'agit... »

Quel est le crime ?

Explosion et polémique dans la presse parisienne. Un journaliste du *Matin* interviewe le cardinal Dubourg et Emmanuel Desgrées du Lou : « Notre crime, déclare le directeur général d'Ouest-Eclair, est d'avoir soutenu en Ille-et-Vilaine une liste comprenant trois membres de la Gauche radicale ; deux de l'Alliance Démocratique, deux progressistes et un républicain démocrate. Ils proclamaient tous le respect loyal de toutes les croyances, le maintien de la liberté d'enseignement ; ils se déclaraient partisans des relations officielles avec le Saint-Siège et de l'octroi à l'Eglise séparée de l'Etat d'un statut légal... » etc.



Le cardinal Charost lors d'un Pardon des Terre-Neuvas à Saint-Malo.

Le directeur général ajoute : « A Paris, Bordeaux, Versailles, Dijon, ce programme a été nettement encouragé par les évêques. En Bretagne non. Pourquoi ? » Réponse du cardinal Dubourg : « Il n'y a pas d'opposition entre mes directives et celles de mes collègues de l'épiscopat. » Hum !

Un vrai ou faux départ

L'abbé Trochu, en principe, abandonne ses responsabilités. Il est salué par Emmanuel Desgrées du Lou qui dit, « à son ami fidèle dont la collabo-

ration fut si précieuse, combien tous ici regrettent son départ. Au moment de quitter L'Ouest-Eclair, qu'il ait au moins la satisfaction de le voir en pleine prospérité. »

Moment de détente pour l'un et l'autre amis. Le 18 janvier suivant, Paul Deschanel est élu président de la République contre Clemenceau. Le savent-ils ? Le nouveau président est le gendre de René Brice, député d'Ille-et-Vilaine, qualifié de traître par ses adversaires depuis l'élection législative de 1919. Surprise ! La Semaine Religieuse applaudit et qualifie Deschanel de « fils adoptif de la Bretagne », souligne « qu'il a l'esprit large et animé de dispositions marquées de tolérance religieuse ». Plus question pour La Croix d'excommunier René Brice, beau-père du président de la République, député et président du conseil général. Le directeur général de L'Ouest-Eclair sourit et ironise : « Ainsi, écrit-il, tout vient à point à qui sait attendre et la raison, quoi qu'on en dise, finit toujours par avoir raison. »

Où est donc

l'abbé Trochu ?

Cette question, Eugène Delahaye, rédacteur en chef du *Nouvelliste de Bretagne*, la pose à plusieurs reprises dans son journal. Il soupçonne l'abbé de n'avoir pas abandonné la direction de L'Ouest-Eclair. Mince sujet de polémique. Mais en 1920 le développement du quotidien de la rue du Pré-Botté et son influence politique sont tels que tout mouvement de l'un et l'autre responsables de la direction générale est surveillé et commenté.

En outre, voici que naît une rumeur dans les milieux ecclésiastiques. Le cardinal Dubourg, vieillissant et souffrant, serait prochainement aidé par un coadjuteur. Qui serait prochainement désigné à ce poste ? Mgr Charost, ancien vicaire général du diocèse de Rennes, successivement nommé en mai 1913 évêque auxiliaire de Cambrai, puis évêque de Lille en novembre 1914. Le 18 juin 1920, la rumeur est officiellement confirmée. Mgr Charost est nommé coadjuteur du cardinal Dubourg auquel il succèdera le 11 décembre 1922.

Explosion de satisfaction dans les milieux catholiques hostiles ou peu favorables aux idées républicaines. Mgr Charost, au temps de sa présence, avant-guerre, à l'archevêché de Rennes, n'a pas eu une tendresse particulière pour le fondateur de L'Ouest-Eclair. Un temps sillonneur, dit-on, à l'époque de sa jeunesse, il s'en éloigna définitivement après le désaveu prononcé contre le Mouvement de Marc Sangnier par Pie X en 1910. Son attitude le montrera quelques années plus tard ; il était considéré comme proche de l'Action Française.

Mais, répète Le *Nouvelliste de Bretagne*, où est donc passé l'abbé Trochu ? Plus tard, on apprendra qu'il a fait le projet de tonder à Paris une agence de presse avec l'aide de

« l'Association Nationale pour l'Organisation de la Démocratie » (A.N.O.D.), animée par Probus (pseudonyme de Corréard, inspecteur des finances), un parfait honnête homme soutenu par un groupe de patrons sociaux. Le projet n'a pas eu de suite. L'abbé, personne n'en doute, a gardé plus d'une de ses activités. Lesquelles ? La polémique se développant, Emmanuel Desgrées du Lou riposte dans L'Ouest-Eclair.

« L'abbé Trochu n'est plus directeur d'Ouest-Eclair. Il m'a supplié au cours de mon voyage à Rome ; il continue d'avoir dans la maison des intérêts considérables. »

Rome qui et pourquoi ?

Cette mise au point devrait satisfaire la curiosité d'Eugène Delahaye et de ses lecteurs. Peut-être. Mais elle les incite aussi à poser une autre question : « Rome, pourquoi Rome, qui à Rome a-t-il rencontré ? »

À Rome, au Vatican bien sûr, siège, à la tête de l'Église, Benoît XV. Il vient, ce 259^e pape, élu en 1914 et qui décédera en 1922, de subir tous les effets de la plus grande guerre de son temps. Homme de paix, il a prôné la charité entre catholiques sur les questions libres. Il souhaite, en ce qui concerne la France, renouer avec elle et négocier un concordat. Le directeur général de L'Ouest-Eclair ne pouvait trouver autorité plus accueillante pour exposer les grandes lignes politiques

de son quotidien. Il se rend à Rome, en mars 1920, accompagné de Paul Simon, jeune député du Finistère. Il est reçu par le cardinal Gasparri puis par Benoît XV.

Les résultats de cette rencontre sont tels que, sur les conseils de Mgr Ceretti (premier nonce nommé à Paris après le rétablissement de l'ambassade de France auprès du Saint-Siège), Emmanuel Desgrées du Lou en sollicite une seconde peu avant les élections législatives de 1924. Objectif : obtenir de Pie XI, élu en 1922, que **des évêques de France ne compromettent pas la paix religieuse** en sympathisant trop vivement avec des partis dits de droite. Sujet délicat. Le directeur de L'Ouest-Eclair prépare un exposé-mémoire de quarante pages, attribué plus tard par l'Action Française au nonce Mgr Ceretti. Qu'y expose-t-il essentiellement ?

« L'idée laïque se confond dans l'esprit populaire avec l'idée républicaine.

— Les lois laïques sont devenues pour la majorité des Français le critérium du véritable républicanisme.

— Les catholiques encouragés par leurs chefs commettraient une imprudence en présentant des revendications telles que la répartition proportionnelle scolaire entre public et privé.

— L'apaisement qui a commencé par le rétablissement de l'ambassade française au Saint-Siège disparaîtrait et ces revendications nuiraient aux négociations envisagées pour obtenir un statut légal pour l'Église, l'autorisation d'existence et d'établissement pour les congrégations interdites.

— La reconstitution d'un bloc laïque, rassemblant toutes les forces anticléricales, serait à craindre. » (1).

Ce n'est qu'un résumé des grandes lignes de l'exposé présenté par Emmanuel Desgrées du Lou. L'avenir en confirmera le bien-fondé.

♦♦

Emile Combes était mort fin mai 1921, à l'âge de 82 ans. Ce brillant élève du grand séminaire d'Albi, docteur ès lettres, puis docteur en médecine, chef de gouvernement en 1902, promoteur de la loi contre les Congrégations et de la Séparation de l'Église et de l'État, avait-il formé assez de disciples pour faire échouer ces propositions ouvrant la voie à un Concordat ? Il fallait attendre pour le savoir. Moins de deux années. Le temps de préparer les élections législatives des 19 et 25 mai 1924. Le Bloc laïque se transforme en Bloc des Gauches (radicaux, socialistes, républicains socialistes, S.F.I.O., communistes) qui défend les lois laïques, le projet social, la rupture avec les forces de réaction.

Que devient l'abbé Trochu ? L'histoire ne le dit pas. Il a toujours des responsabilités à L'Ouest-Eclair. Benoît XV ou Pie XI, l'un ou l'autre, ou tous les deux successivement, directement ou indirectement, ont sans doute conseillé à l'archevêché de Rennes d'oublier pour un temps le décision prise en 1920 contre lui. Coïncidence, Mgr Charost est élevé à la dignité de cardinal en décembre 1922 par Pie XI.

Joseph FONTAINE.

(1) Extrait des Mémoires de Paul Delourme, pseudonyme de l'abbé Trochu.



L'Ouest-Eclair

JEUDI 8 MAI 1958

Édition hebdomadaire
N° 10000

JOURNAL REPUBLICAIN QUOTIDIEN

DÉPARTEMENTAL OUEST-FRANÇAIS
FIL TELEGRAPHIQUE SPECIAL

12 1924, 25 ans, 250 000 exemplaires

1924, le 2 août, *L'Ouest-Eclair*, premier des quotidiens régionaux, fête le 25^e anniversaire de sa parution. Evénement. Il est célébré pendant deux jours à Rennes, par deux banquets et clôturé par un feu d'artifice sur le Champ de Mars. Le lundi 3 août, une édition spéciale, de longue date préparée, est mise en vente dans les douze départements du Grand-Ouest. Les co-fondateurs, Emmanuel Desgrées du Lou et l'abbé Félix Trochu, y sont l'objet de témoignages, très nombreux, d'amitié et d'éloges chaleureux.

Les accords de Saint-Servan

En 1922, la direction générale est toujours entre leurs mains. L'abbé, malgré une très récente mise en demeure par le cardinal Charost d'avoir à cesser ses fonctions, continue de les exercer. Cette même année, en juin, à Saint-Servan-sur-Mer, il négocie avec Robert Cornilleau et Raymond Laurent, l'un et l'autre membres de la Fédération des Républicains Démocrates (issue du Sillon) un accord d'impression concernant le « Petit Démocrate ».

Ce bulletin mensuel fondé en 1912 par Robert Cornilleau ex-correspondant de *L'Ouest-Eclair* au Mans, puis directeur d'une publication locale à Brest, mis en sommeil pendant la guerre, à nouveau publié en septembre 1919, est l'organe parisien de la Fédération des Républicains Démocrates. Robert Cornilleau veut en faire celui d'un grand parti national. Son projet, il l'explique à l'abbé Trochu, qui, séduit, le soumet à Emmanuel Desgrées du Lou et au conseil de surveillance. Accord conclu. *L'Ouest-Eclair* accepte d'imprimer le mensuel, d'en assurer la charge financière. C'est un engagement qui sera maintenu jusqu'en 1929.

Il est important. Il va le devenir plus que prévu. Les 15 et 16 novembre 1924, à Paris, salle Saint-Georges, 300 délégués venus de Bretagne, d'Alsace, de Lorraine et de la Seine, fondent le Parti Démocrate Populaire (PDP) qui succède à la Fédération des Républicains Démocrates. Raymond Laurent en est le secrétaire général, Robert Cornilleau, le secrétaire du Comité Parlementaire. L'ancien Sillon ne participe pas à ce congrès. Il estime le PDP trop à droite. La CFTC et l'ACJF, elles, y sont représentées. Qu'est le PDP ? « Républicain et démocrate, ni à droite ni à gauche, mais au centre gauche. Il refuse d'être un parti catholique, souhaite devenir l'un des axes d'un grand parti républicain à créer », écrit l'abbé Trochu.

Défini tel, il est dans la ligne de pensée maintes fois exprimée et défendue par Emmanuel Desgrées du Lou. Le directeur général va devenir président du PDP en Ille-et-Vilaine et vice-président national ; il interviendra à ce

titre dans de nombreuses réunions. L'abbé, avec l'aide de Charles Fredouët, secrétaire général de *L'Ouest-Eclair*, encourage les militants à fonder des sections du PDP, en Bretagne, Mayenne et Manche ; il finance un permanent du parti dans les Côtes-du-Nord, un autre dans le Finistère.

Le bilan d'un quart de siècle

Tirages : *L'Ouest-Eclair* : 250 000 exemplaires.

Hebdomas : *L'Ille-et-Vilaine*, 32 000 ; *Les Côtes-du-Nord*, 28 000 ; *Le Morbihan*, 18 000 ; *Le Petit Breton*, *L'Avenir de la Mayenne*, *La Vie Rennaise*, total 120 000 exemplaires.

Dépositaires : 3 500 dans les cinq départements de Bretagne ; puis la Manche, l'Orne, le Calvados, la Sarthe, le Maine-et-Loire, la Vendée.

Dépôts hors Ouest : Le Havre (500 ex.), Toulon (800 ex.), Boulogne-sur-Mer, Bordeaux, Arcachon, Djibouti, Tunis, Ferryville, Casablanca.

Personnel : rédacteurs : 60 environ à Rennes et dans les départements ; 11 à Paris.

Correspondants : 192.

Administration, composition, impression : pas de chiffre connu.

L'Ouest-Eclair dans le numéro spécial affirme faire vivre au total 7 000 familles dont 3 000 pour la vente.

Matériel : 14 linotypes, 2 clicheries (autoplates) tirant 450 clichés, 4 rotatives, à quadruple production, pouvant tirer de 48 000 à 96 000 exemplaires par heure, suivant le nombre de pages.

Capital : à la fondation en 1899, seulement 80 000 F ; puis 560 000 F par souscription entre 1900 et 1903.

Dividendes : le premier versé en 1910 était de 3 %.

Bénéfices : les premiers furent en 1910 de 158 000 F et augmentèrent peu les années suivantes jusqu'à la veille de la Grande Guerre.

Mais « Il souffre, dit-il, d'un manque d'influence politique de *L'Ouest-Eclair* et veut augmenter le nombre des élus du PDP ». Trop modeste, à son avis, en Bretagne : 13 peut-être sur 45 élus en novembre 1919.

Une double ambition

Son ambition, telle qu'il l'est écrit, est de mener de front l'extension de *L'Ouest-Eclair* dans le Grand-Ouest et d'enraciner dans cette même grande région le Parti Démocrate Populaire. Son espoir ? « Rassembler des républicains sincères, former avec eux un parti socialisant, voir se créer un jour un parti paysan, un parti ouvrier, un mouvement attaché à la solution des problèmes économiques et sociaux ».

Peu à peu, ses interventions au sein du PDP, ses projets réalisés par Charles Fredouët indisposent des élus. Un jour va venir où des parlementaires lui reprocheront « de leur valoir des ennus électoraux » et « inviteront à cesser toute propagande ». Il acceptera très mal d'entendre ces reproches formulés par des amis du PDP, qui, certains, pouvaient être ses obligés. Pas de conflit ouvert par lui, du moins pas encore, avec le Parti Démocrate Populaire.

L'heure de la polémique, longue et violente, de nouveau est déclenchée par l'Action Française et Léon Daudet, en 1923.

L'impression d'une affiche diffamatoire

Le 8 mai de cette année-là, le quotidien monarchiste et son directeur partent en guerre contre *L'Ouest-Eclair* et ses directeurs. Raison ? L'impression d'une affiche, dont le texte met en cause la vie privée de Léon Daudet. Cette affiche sort de l'imprimerie commerciale de la rue du Pré-Botté. L.A. Pagès, rédacteur en chef à Paris, signale la parution de l'article. La direction n'est pas au courant. Pas même Francis Raillier, responsable de la commerciale. L'enquête est vite menée sur place. L'affiche diffamatoire a bien été imprimée par « *L'Ouest-Eclair* ». Elle a

été commandée par un client, André Gaucher, qui en avait fait imprimer une autre mettant en question les romans de Léon Daudet estimés par lui, du moins certains, « pas à mettre entre toutes les mains ». André Gaucher, renseignements pris, est déçu par l'Action Française. Le texte de la seconde affiche, Francis Rallier ne semble pas l'avoir lu de très près.

L'affaire prend de l'importance. La presse parisienne l'exploite. Léon Daudet accuse l'abbé Trochu « d'être le complice d'un maître-chanteur ». Il le menace de faire intervenir l'autorité ecclésiastique et de demander devant le tribunal un million de francs de dommages-intérêts.

Il intervient auprès du cardinal Charost et lui demande l'autorisation de poursuivre l'abbé Trochu devant les tribunaux. Réponse de l'archevêque de Rennes: « Je ne peux vous la refuser ». Mais il ajoute: « L'abbé Trochu que j'ai convoqué et interrogé nie avec force qu'il ait eu connaissance ou soupçon non seulement du contenu mais de l'existence de cette affiche ».

Plainte est aussi déposée devant le tribunal de Rennes. En janvier 1924, le gérant Francis Rallier est condamné à 50 F d'amende, à l'insertion du jugement et à 500 F de dommages-intérêts.

Vigoureuse riposte

L'affaire est-elle réglée définitivement? Entre-temps, Léon Daudet, presque quotidiennement, s'en prend à L'Ouest-Eclair et à ses directeurs, de manière de plus en plus vigoureuse. Il qualifie l'abbé Trochu « d'immonde », parle de « ces deux clients, le mauvais prêtre et le salonnard Desgrées du Lou ».

Riposte. Léon Daudet publie un roman dont le cardinal Dubois, archevêque de Paris, dit: « Il relève de la police des mœurs plutôt que de la critique littéraire ». Le propos est un coup d'éclair pour l'abbé Trochu. Il demande à un ami, l'abbé Bricourt, directeur de la Revue du Clergé Français d'analyser une trentaine des romans de Léon Daudet, critique compétente, avant de remettre son rapport, écrit: « Je m'excuse auprès des lecteurs de mettre sous leurs yeux un tas d'innommables saletés ». L'Ouest-Eclair publie son analyse sous le titre « Les romans de Léon Daudet » et tire l'ouvrage à 15 000 exemplaires. D'accusé, il devient accusateur. L'avant-propos en témoigne avec vivacité:

« M. Léon Daudet, champion du trône, fait aussi figure, au regard d'un trop grand nombre de catholiques, de champion de l'autel. Dès lors, comment a-t-il pu écrire les livres malsains dont nous signalons aujourd'hui le péril à l'attention des gardiens de la morale publique? Comment, s'il est vrai que

ces livres sont, pour la plupart, antérieurs à sa « conversion », ne les a-t-il pas retirés de la circulation et, au contraire, en a-t-il autorisés la réimpression? Comment continue-t-il d'en encaisser les droits d'auteur?... et comment, enfin, ne ressent-il pas tout ce qu'il y a d'illogique, de choquant et même d'odieux à se proclamer le fils respectueux de l'Eglise, à se faire passer pour son défenseur le plus vigilant et le plus ardent, dans le même moment qu'il enfreint si audacieusement les principes les plus élémentaires de la morale chrétienne et qu'il fait argent de cet impur commerce ».

La polémique s'étend. Quelques ecclésiastiques, lecteurs de l'Action Française, envoient l'expression de leur mépris à la direction de L'Ouest-Eclair. Emmanuel Desgrées du Lou, le 3 juin, félicite Léon Daudet avec vigueur « L'insolence, la violence, les éclats de voix, l'ironie grossière et les injures de ce demi-fou ont fait peur à la plupart. Plutôt que de lui tenir tête et de lui signifier qu'on ne le craignait pas, l'on a préféré le subir et parfois l'on a paru l'approuver et l'encourager ».

Tout est dit dans ces deux textes, mais ne met pas fin à la lutte menée par l'Action Française, ses militants et ses lecteurs contre L'Ouest-Eclair. D'autres incidents violents surviendront à propos de candidatures aux législatives...

Joseph FONTAINE.

Deux jours de fête

L'Ouest-Eclair fut en fête les 2 et 3 août 1924. Deux banquets successifs autour des fondateurs, de Frédouët, secrétaire général, Saucourt, administrateur, Pagès et Moreux, rédacteurs en chef, Charles Morin, directeur technique (neveu de l'abbé Trochu), Paul Desgrées du Lou, directeur des informations générales, réunirent, l'un, des personnalités diverses de l'Ouest, parlementaires, industriels, avocats, notaires, etc.; l'autre, les membres du personnel et les dépositaires. Un feu d'artifice, précédé de l'envol d'un ballon de 600 m³, fut tiré sur le Champ de Mars, dans la soirée du second jour devant 15 000 à 20 000 personnes.

Le compte rendu publié le 3 août cite les noms de beaucoup des personnalités invitées au premier banquet. On y remarque l'absence de représentants de l'archevêché et des évêchés de la région, celle également de ministres en exercice, des préfets, de hauts fonctionnaires, de directeurs et confrères de la presse parisienne, à l'exception de René Pinon, le très connu rédacteur de la Revue des Deux Mondes.

Par contre, sont présents Eugène Delahaye, directeur du Nouvelliste de Bretagne, concurrent en Bretagne de L'Ouest-Eclair, ainsi que Biard, directeur du Réveil de la Manche, Orsoni, directeur du Courrier de Flers, Kavanagh, directeur de L'Echo de la Mayenne, Cornilleau, directeur du Petit Démocrate.

Les absences ne sont pas souli-

gnées dans le compte rendu. Elles témoignent que L'Ouest-Eclair, malgré son remarquable succès, n'était pas encore « fréquentable » pour tous...

Des discours, cependant, ne cessèrent de louer les fondateurs. Il y en eut douze (!) à la fin du banquet tenu au grand hôtel Duguesclin.

Emmanuel Desgrées du Lou prononça le premier, l'abbé Trochu le second. Citons du premier à propos du second, l'abbé Trochu: « Un travail acharné, sans distraction, sans répit, de toutes les heures, de toutes les minutes; une pensée constamment tendue vers l'objet de sa prédilection et de ses inquiétudes; des journées fiévreuses, des nuits sans sommeil... une âme forte que certaines injustices pourraient meurtrir et même faire saigner, mais n'abattraient pas. Sa plus belle récompense (pour l'abbé Trochu) est de pouvoir dire qu'en faisant de « L'Ouest-Eclair » l'un des plus puissants régionaux de France, il a puissamment servi la cause à laquelle s'était dévouée notre jeunesse. »

Du second à propos du premier, Emmanuel Desgrées du Lou: « A mesure que les événements passent sur la vie de deux hommes, leur fidélité s'affermirait par l'épreuve. Ils violent mieux l'unité de leurs sentiments au choc qui aurait pu la détruire ou

l'ébranler. Il faut vivre pour être sûrs d'être aimés », vous m'écriviez alors: « Nous avons assez vécu, cher ami, et depuis notre première rencontre assez d'événements ont passé sur nos deux âmes pour qu'elles aient le droit de s'affermir dans cette consolante sécurité d'une inébranlable affection. Au service de la même cause, dans le travail, dans la lutte, dans l'épreuve, nous nous sommes aimés. Un jour, j'en ai la ferme confiance, nous nous aimerons dans la joie de notre long effort victorieux. »

« Ce jour est venu.

« Vous étiez alors, comme toujours, l'homme qui voit juste et qui, sans avoir jamais l'air de se presser, arrive au but néanmoins. Aujourd'hui, il nous arrive en effet de nous aimer dans la joie.

« Toutefois, mon cher ami, laissez-moi vous le dire, ce ne saurait être la joie du « nunc dimittis ». Je n'éprouve aucune envie de partir déjà pour le grand voyage. J'attendrai que Dieu me donne le signal du départ. Mais c'est la joie de vivre pour servir encore, pour servir toujours. L'heure est trop grave pour nous croire le droit de nous reposer ou de nous endormir sur le succès. Faisons plutôt ensemble le serment de continuer à servir les grandes causes pour lesquelles nous avons vécu et pour lesquelles nous voulons mourir. »

Plus tôt que prévu et souhaité, ils devaient se séparer.

ABONNEMENTS :
 Un an... 45 fr.
 Six mois... 25 fr.
 Trois mois... 15 fr.
 En dehors des délais de livraison, les abonnements sont payés d'avance.
4
AOUT
 1924
 15 CENTIMES
15
 15 CENTIMES
 Téléphone : Abonnements : 6 07 - Réception : 2 46, 2 48
 Adresse : Directeur : SOCIÉTÉ ANONYME

DIRECTION POLITIQUE : **Emmanuel BEZANES DE LU**
 JOURNAL REPUBLICAIN QUOTIDIEN
 111, RUE VILHÉRALPHEUX SPÉCIAL

Le 25^e Anniversaire de la fondation de "l'Ouest-Eclair"



M. L'ABBÉ TROCHU
Fondateur

A NOS LECTEURS

Les lecteurs ne trouveront pas aujourd'hui le numéro de l'Ouest-Eclair...
 Le numéro, cet Éclaircieur en réouverture de l'Ouest-Eclair depuis sa fondation, nous sommes qu'à peine.

25 ANS DE DISTANCE
 Voici l'article qui, le 2 août 1899, parut sous ma signature dans le premier numéro de l'Ouest-Eclair. Il avait pour titre : Notre programme. Je viens de le relire, et cette lecture m'a dissuadé d'en faire un autre à l'occasion de notre vingt-cinquième anniversaire.

25 ANS DE DISTANCE

Mais il doit être aussi l'expression d'une opinion politique, il doit servir une conviction, propager et défendre un programme.
 Ce programme découle naturellement de quelques idées ou considérations générales qui se peuvent résumer ainsi :
 Nous sommes arrivés présentement à un tournant de notre histoire et nous nous trouvons en face de deux questions primordiales dont la solution ne peut plus être retardée, car le bonheur du peuple, la richesse et la prospérité de la France en dépendent.



M^{ME} THOMAS.
La plus ancienne de nos collaboratrices du service de l'épuration.

Numéro spécial de l'Ouest-Eclair tiré à l'occasion de son 25^e anniversaire



L'HOTEL ACTUEL DE L'OUEST-ECLAIR
38, RUE DU PRI-BRET, RENNES.

politiques auxquelles notre jeunesse s'était donnée et que l'Ouest-Eclair avait pour objet de servir. C'est notre honneur de pouvoir ainsi reproduire, et à cet effet, nous remercions les auteurs affiliations et le même esprit général par quel se caractérise la politique actuelle de notre journal.

NOTRE PROGRAMME

Mais il doit être aussi l'expression d'une opinion politique, il doit servir une conviction, propager et défendre un programme.
 Ce programme découle naturellement de quelques idées ou considérations générales qui se peuvent résumer ainsi :
 Nous sommes arrivés présentement à un tournant de notre histoire et nous nous trouvons en face de deux questions primordiales dont la solution ne peut plus être retardée, car le bonheur du peuple, la richesse et la prospérité de la France en dépendent.

De ces deux questions, l'une, la question sociale, infiniment délicate et complexe, ne réclame qu'à l'usage d'études attentives, réfléchies et tranquilles.
 Elle est avant tout et essentiellement une question de justice et de gentillesse ; de justice parce qu'elle met en cause des intérêts et des passions et que, seul, l'esprit de justice est capable d'imposer silence aux passions et aux intérêts ; de gentillesse, parce que les exigences de la justice sont directement à l'encontre des instincts égoïstes de notre nature et que, pour réduire ces instincts, nous devons développer en nous jusqu'à son maximum le sentiment de l'amour à l'égard des déshérités.
 Etudes paisibles et calmes, dispositions équitables et généreuses, — tels



M. EMILE CARY
Un de ceux qui contribuent à la fondation de l'Ouest-Eclair

nous ne pourrions l'obtenir qu'à la condition de rejeter loin de nous les politiciens qui vivent de nos discordes civiles et religieuses et qui, au lieu de s'occuper des intérêts populaires, nous obligent à dépenser, dans la lutte que nous soutenons contre eux sur le terrain de la liberté des consciences, un temps qui pourrait être employé à faire la justice sur le terrain de la bataille commerciale, agricole et industrielle.

C'est ce qui est vrai de la question sociale, l'est également de la question nationale et patriotique.
 En ce moment, le partage du monde est ouvert. Se fera-t-il contre nous et hors de nous ? Problème anglo-américain pour tous ceux qui placent le souci de la prépondérance française bien au-dessus des préjugés qui de la politique des partis et qui visent l'extension de notre empire colonial au sacrifice de nos intérêts et des intérêts républicains de l'Europe.
 Or, ce problème ne sera résolu dans le sens de notre grand nationalisme que si l'union et l'épuration des partis par tous les bons citoyens deviennent enfin dans la République, une réalité.

Deux dates :
 2 août 1899
 tirage 1.800 exemplaires
 2 août 1924
 tirage 250.000 exemplaires



M. DESGRÈS DU LOU
Fondateur

sont surtout le pays où nous sommes...
 Au notre tour, nous l'adressons aux bons citoyens. A notre tour, nous nous engageons à combattre de toutes nos forces les violents, les rancuniers, les égoïstes.
 Pour ces hommes dont l'action fautive vise à rendre impossible toute réconciliation entre les enfants de la Patrie, pour cette minorité qui gou-

Cette éloquentte adjuration de l'illustrateur orateur est, hélas ! toujours d'actualité.
 A notre tour, nous l'adressons aux bons citoyens. A notre tour, nous nous engageons à combattre de toutes nos forces les violents, les rancuniers, les égoïstes.
 Pour ces hommes dont l'action fautive vise à rendre impossible toute réconciliation entre les enfants de la Patrie, pour cette minorité qui gou-



M. J.-B. DESNOS.
Un des plus anciens de nos collaborateurs des ateliers de typographie.



L'Ouest-Eclair

JEUDI 8 MAI 1915



PARIS: 10, RUE DE LA HARPE
FONDÉUR: DESGRÈS DE LOU

JOURNAL REPUBLICAIN QUOTIDIEN

BOITE POSTALE: 80011 - RENNES
FIL TELEGRAPHIQUE SPECIAL

13 Les pionniers à la conquête de l'Ouest

Le 25^e anniversaire célébré les 2 et 3 août 1924 eut beaucoup d'éclat (voir *Le Relais*, n° 22). Le lendemain, *L'Ouest-Eclair* en rendait compte dans son édition du jour. Il annonçait en même temps la fondation pour ses collaborateurs d'une caisse de retraite financée par l'entreprise qui s'engageait à verser 3,50 % du montant total des salaires payés pour faire vivre cette œuvre sociale importante, complétant plusieurs œuvres de type mutualiste.

La presse nationale ne s'intéressa pas à cet anniversaire. Les fondateurs de *L'Ouest-Eclair*, il est vrai, publiaient, avec une légitime satisfaction, un chiffre de tirage qui dépassait toutes les prévisions qu'ils avaient faites eux-mêmes en créant leur quotidien. Les confrères nationaux, installés à Paris et rayonnant sur la France pouvaient craindre que dans l'Ouest un concurrent, d'abord négligeable, leur prit une partie de leur clientèle créée et à créer.

Les « colosses » nationaux

Six de ces quotidiens nationaux, considérés comme des « colosses » tiraient au total à 5 millions d'exemplaires: *Le Petit Parisien*, de Dupuy, à 1 200 000; *Le Petit Journal*, de Charles Prévot, à 600 000; *Le Matin*, de Bénéteau-Varilla; *L'Echo de Paris*, de Valentin Simon; *Le Journal*, d'Henri Letellier; *Le Figaro*, de Gaston Calmette, se partageaient à la vente 3 500 000 lecteurs.

Complétaient ces six « grands » d'orientation politique assez proche, *La Croix*, *L'Humanité*, tirant chacun à 100 000 exemplaires; puis, *Le Temps* qui, vendu avant-guerre, à une clientèle dite bourgeoise, 15 centimes le numéro, soit trois fois plus cher que ses concurrents, publiait 60 000 exemplaires.

A ces quotidiens, s'ajoutaient une bonne douzaine de feuilles à petits tirages et de diverses tendances. Elles étaient très lues dans les couloirs du Sénat et de la Chambre des Députés: *La Guerre Sociale*, de Gustave Hervé, *L'Action* (radicale-socialiste), de Henry Bérenger, *L'Aurore*, de Clemenceau, *Le Journal des Débats* (libéral de droite), d'Etienne de Nalèche, *La Dé-*

mocratie, de Marc Sangnier, *L'Œuvre* (hebdo) de Gustave Téry, *L'Action Française* (bimensuel puis quotidien), de Maurras et de Léon Daudet, etc. Les directeurs de ces publications sont entrés, les uns dans la grande, les autres dans la petite histoire.

Les quotidiens de province

En province, la floraison des quotidiens fut moins importante dans le premier quart de ce siècle. Jacques Chastenet, un académicien, en a fait le recensement à la veille de la Grande Guerre. Il cite comme grands régionaux: *La Petite Gironde*, *La Dépêche de Toulouse* (des frères Sarraut), *Le Petit Niçois*, *Le Progrès de Lyon*, *Le Journal de Rouen*, *Le Petit Dauphinois*, *Le Petit Marseillais*, soit sept, dont quatre appelés « Petit », sans doute par crainte des « colosses » nationaux. Mais pas question de *L'Ouest-Eclair* ni du *Nouvelliste de Bretagne* ni du *Nouvelliste de Lyon* et de quelques autres du Nord. Une explication, peut-être, que voici: « Rares sont les parlementaires de la région, écrit Jacques Chastenet, rares sont les préfets qui osent leur tenir tête (à ce qu'il cite) et les élections — surtout les élections sénatoriales — concoctées souvent dans leurs cabinets ».

L'Ouest-Eclair, en ces temps-là, comme certains de ses confrères, ne pouvait être craint des hauts fonctionnaires, ni admis dans le cercle de ceux qui sélectionnaient les candidats. Il n'était pas dans la ligne politique des hommes au pouvoir.

Les pionniers de l'extérieur

L'Ouest-Eclair ne s'en porte pas plus mal. Son implantation, il la poursuit

dans les départements de l'Ouest, pour atteindre l'objectif de 300 000 exemplaires dans les dix années à venir. Il envoie, en terre à conquérir, des pionniers qui ont tout à inventer et à trouver sur place: appartement, bureau, meubles, téléphone; puis encore à nouer des relations avec la préfecture, le palais de justice, la mairie, la gendarmerie, la police, les paroisses, la caserne des pompiers, etc. Bref, à se présenter aux autorités publiques et privées, à établir des relations avec elles, enfin à chercher non seulement des informations faciles à cueillir mais encore des sujets qui puissent de temps en temps faire la tête de pages intérieures, voire de la « une ». Leur réussite était à ce prix.

L'un de ces pionniers, octogénaire aujourd'hui, qui a poursuivi une longue et belle carrière à *L'Ouest-Eclair* et à *Ouest-France*, raconte: « J'étais à Rennes depuis plusieurs mois. Le rédacteur en chef, M. Moreux, m'avait confié successivement à plusieurs services pour que j'apprenne le secrétariat de rédaction, le petit et moyen reportage, le fait divers, etc. Un jour, il me dit: « Allez à Mayenne, le rédacteur est parti, sans laisser d'adresse!... J'y cours, prends la rédaction en mains. » Coup de téléphone quelques mois plus tard. Nouvel ordre: « Filez au Mans. » J'y arrive à motocyclette. Consignes: « Prenez

Jean Corcuff (père) entra en 1924 à *L'Ouest-Eclair*, créa la rédaction de Quimper, fut directeur départemental à Brest de 1935 à 1941. Parmi



ses collaborateurs: Menoret (Y.-M. Rudel), Bigorgne, Bidard de la Noë, Montaron et un jeune journaliste, Guy Bernard, qui sera fusillé par les Allemands pour faits de résistance.

René Fève débuta à Rennes en 1930, fut journaliste à Mayenne, au Mans, à Nantes. En 1972, il acheva sa carrière à Rennes où il avait commencé, mais cette fois avec le titre de Secrétaire général d'Ouest-France.



contact, organisez la rédaction. » Le responsable décède trois semaines après mon arrivée. A 24 ans, ces missions donnent un peu d'inquiétude. Je craignais aussi de manquer de sujets à traiter pour alimenter la chronique. Chance ! Un crime eut lieu, un deuxième puis un troisième lui succédèrent. Bonne aubaine. Pour ma plume, bien sûr, qui courait facilement sur le papier. »

De ces pionniers, il y en eut dans toutes les villes d'une certaine importance. Ils ont laissé leur nom dans l'histoire de L'Ouest-Eclair. Citons : « Moisy à Caen, Corcuff à Quimper puis à Brest, Fève au Mans et à Nantes, Montaron à Saint-Nazaire, Compère à Cherbourg, Boucher (circulant à vélo) à Alençon, Daudin à Niort, Cox à Nantes, Bonenfant à La Roche, Pigcaou à Angers, Laporte à Saint-Brieuc. »

Fantasia que ce Laporte, selon les mémoires d'Henri Jan, secrétaire général de la rédaction. Il avait deux dadas : les exécutions capitales et les chemins de fer. Pour mieux assister à une exécution à Saint-Brieuc, il s'acquinta avec l'exécuteur, c'est-à-dire Deibler. Comment ? Tout simplement en prenant place à côté de lui dans le fourgon qui devait transporter les restes du supplicié au cimetière. Mieux ! Il était en relations étroites avec des membres du personnel des chemins de fer. Pour

aller de Saint-Brieuc à Rennes, il empruntait la machine haut le pied. Un jour, au retour, il veut monter, glisse, tombe entre les rails, au départ du train. Emotion sur les quais. Les wagons roulent. Le dernier passe. Stupeur : Laporte se dresse, visage livide mais noir par le cambouis.

Plusieurs de ces pionniers n'hésitaient pas à demander à leur femme d'assurer des permanences de jour, voire aussi de nuit. Gratuitement, bien sûr. L'abbé Trochu aimait à dire « Le journal est une œuvre ».

Des « polyvalents » aux plumes alertes

Ces pionniers, l'analyse des sujets et des textes publiés en témoignage, avaient une solide formation, une plume alerte, une faculté d'adaptation à toutes les disciplines qu'un événement imprévu rendait d'actualité : juridique, politique, sociale, littéraire, artistique, etc. Ils étaient des « polyvalents » et non des spécialisés. Quelques-uns en départementale donnaient le meilleur de leur talent dans le fait divers, les procès d'assises, de cour d'appel et de correctionnelle... Tel ou tel dans tel procès d'assises savait reproduire les échanges entre président-inculpé-avocats, sous forme de dialogues auxquels ils donnaient la vivacité d'une scène de théâtre... D'autres, dans un compte rendu d'une conférence sur tel ou tel écrivain, d'un récital de musique, aimaient à exprimer

leur point de vue, à aller au-delà de la pensée du conférencier, etc.

Le nombre de pages porté progressivement à 14 avait ouvert la place à des rubriques et à des chroniques nouvelles. Il y avait ainsi en page 4 « La dernière heure » où étaient alignées sur trois colonnes les dépêches reçues de Paris dans la soirée et la nuit. On put y lire un jour, en 1933, que Pierre Cot, futur ministre de l'Air, était partisan de supprimer l'aviation militaire et l'aviation navale !

T.S.F.-Tribune et deux feuilletons

La radio, se développant, fut créée en page 5 sur six colonnes : « T.S.F.-Tribune ». Plus tard, en 8, prit place « La semaine musicale », couplée avec « La tribune des conférences », donnée par des écrivains sur l'œuvre de leurs confrères disparus. Les commentaires et comptes rendus étaient denses et travaillés, agréables aussi à lire. Eugène Lebreton, familier des questions sociales, l'était aussi de ces conférences. Ses sujets dits « économiques » étaient réservés à la direction générale, aux professeurs actionnaires, membres du conseil d'administration, au rédacteur en chef de la rédaction parisienne. Ils étaient traités dans les trois premières pages, ainsi que les comptes rendus très développés des débats parlementaires.

LA NEURASTHENIE est traitée par l'**EPINEUR** qui agit sur le système nerveux. **COGNAC** pour les affections nerveuses, le **COGNAC** pour les affections nerveuses, le **COGNAC** pour les affections nerveuses.

FAFILLIS, EPUISÉS (faiblesse, épuisement, troubles nerveux, etc.)

BEREDOUX Cigarettes de tabac, douce et agréable.

BEREDU Cigarettes de tabac, douce et agréable.

BERECLAIR Cigarettes de tabac, douce et agréable.

PAREBERE PAIT BOUILLIE Cigarettes de tabac, douce et agréable.

DESINFECTANT BOMBRE Les Purgatifs.

LA TOUTINE est le **REMÈDE SANS ÉGAL** pour combattre les **ASTHÈMES, BRONCHITES, GÈNES COLIQUES, LYPHATISME, NEURASTHÈNIE**.

Pour être livrés à bonne date **CALENDRIERS** Pochettes, tableaux-écritures, calendriers, etc.

TOBLERONE est incomparable.

En vente dans toutes les bonnes Maisons d'alimentation.

TOBLER BERNE (SUISSE) A TALENCE (GIRONDE)

TOBLERONE CHOCOLAT AU LAIT

Pendant les chaleurs

LE PORTE-PLUME RESERVOIR AN-HÉOL (Marque déposée)

Fabrication garantie très soignée en verre à base de soufre.

25 % moins cher que les autres marques de qualité égale.

N° 4 : 20 Francs
N° 6 : 24 Francs
N° 10 : 28 Francs

Conditions spéciales pour grossistes. Adresse communiquée à la BIBLIOTHÈQUE de L'« OUEST-ECLAIR ».

Le PULMICURE est le médicament des NERVEUX et des AFFAIBLIS

Il doit être employé par les personnes atteintes de maladies de l'estomac, ou des intestins, à cause de la régression, sur l'état général et le système nerveux, à cause, aussi, de l'affaiblissement occasionné par la destruction et par des régimes plus ou moins sévères.

Le **PULMICURE** rétablit un juste équilibre dans l'organisme. Il réminéralise, tonifie, nourrit, favorise l'assimilation, rétablit la nutrition, fournit au corps humain ce qu'il ne reçoit pas en quantité suffisante ; compense la quantité d'aliments en excès. En un mot, le **PULMICURE** continue pour les gens fatigués, amaigris, au régime, un tonique hors de pair, un fortifiant complet, facile à prendre, sans danger pour les estomacs les plus délicats, bien au contraire.

Le **PULMICURE** est le meilleur médicament pour les femmes anémiques, pour les neurasthéniques, pour les malades du tube digestif.

On ne peut absorber impunément toutes sortes de boissons ; il en est une que je recommande tout spécialement et qu'on emploie pure ou mélangée au vin qu'elle ne trouble pas. Vous l'obtiendrez en versant dans un litre d'eau poeable le contenu d'un sachet de

Lithinés du D^r Gustin

PRINTATOR

Sans papier
Sans encre
Sans stylo
Vous pouvez
Ecrire
en vente

En locale, pages 7 et 8, procès, accidents occupaient aisément, sans photo, toutes les colonnes. Les textes n'omettaient pas de détails; les descriptions des lieux et des hommes faisaient partie des récits. Les rédacteurs protestaient lorsqu'il leur fallait raccourcir, résumer. Ils aimaient à écrire. C'était une qualité.

Innovation, à partir des années 30: la publication de deux feuillets faciles à découper au ciseau et à relier; l'un au bas de la page 11, l'autre de la page 13. Tous les deux, grands romans d'amour et d'aventure.

Trois chroniques spéciales couvraient les 10, 11, 12, 13. La **Vie sportive** qui publiait surtout des résultats et un billet sportif de José Morrin; la **Marine marchande et militaire** spécialisées dans les mouvements de bateaux; les **Dépêches commerciales et agricoles** qui donnaient les prix des marchés et des foires. Bourse, change, valeurs au comptant étaient également en 13, sans commentaire.

La publicité :

« maigre »

La 14^e et dernière page était réservée à la publicité. Quelques placards, dont l'inévitable « **Jouvence de l'Abbé Soury** », quelques offres et demandes d'emplois, notamment de « bonnes pour Paris », puis une bande dessinée contant l'histoire de « **Monsieur Ploume** », complétaient la page et bouclaient le numéro.

Cette publicité, en provenance d'Havas installée à Rennes depuis juillet 1925 au 3 et 5 rue Le Bastard, n'était pas très abondante. L'agence couvrait pour **L'Ouest-Eclair** douze départements de la région, y compris celui d'Indre-et-Loire où il n'avait pourtant pas de rédaction. Mais la publicité n'était pas à l'époque l'un des produits financiers prioritaires des quotidiens. La vente l'était. Mais son développement limitait l'augmentation du prix au numéro et celui de l'abonnement. En 1933, le quotidien était vendu 25 centimes, soit 10 centimes de plus qu'en 1924 et 20 centimes de plus qu'à son lancement en 1899.

La flambée des prix de détail

Depuis cette dernière date, les prix avaient flambé, notamment après la Grande Guerre. L'indice des prix de détail, sur la base de 100 en 1914, avait été porté à 285 fin 1919, 424 fin 1920, 463 fin 1925. La livre cotée à 41 F fin 1919 avait atteint 60 F fin 1920, 85 F en 1923. Le dollar avait subi la même envolée: coté 11 F fin 1919, il était à 20 F en 1923 et à 27 F au printemps 1924.

La chute du franc était inévitable. Quelques semaines avant les fêtes anniversaires du 2 et du 3 août 1924, Emmanuel Desgrées du Lou avait pressenti qu'elle se produirait. Il espérait que les résultats des élections législatives des 11 et 25 mai de cette même année, faites à la proportionnelle, permettraient de maintenir Raymond Poincaré, à la responsabilité de président du Conseil depuis janvier 1922. Il l'estimait seul capable de redresser une situation économiquement et financièrement très difficile. Il avait confiance « dans cet homme d'État, trop clairvoyant », écrivait-il, « pour n'avoir pas aperçu les conséquences fatales d'un succès électoral du Cartel des gauches » formé de radicaux bourgeois et de socialistes révolutionnaires.

L'Ouest-Eclair s'engage dans la bataille électorale, soutient les candidats favorables au « Bloc national » constitué par Poincaré. Succès dans les cinq départements de Bretagne: 44 députés sont élus, 32 sont favorables au « Bloc national », 12 au Cartel des gauches.

Les rédacteurs depuis 1915

Voici la liste des rédacteurs qui firent leur entrée à **L'Ouest-Eclair** à partir de 1915. Le prénom de beaucoup d'entre eux nous manque. Quelques-uns de nos amis pourront peut-être nous aider à les retrouver. Merci.

1915: Philouze, Henry Jan, Émile Brevet, Racapé, Fouillard, Follard, Bigot, Longue, Renaudet, Marcel Desprez, Hofflenger, Coligné, Marius Simon, Zucca de Castelnuova, Lasnier, Guttonçon.

1916: Louis Jean, Garrigues, Eugène Le Breton, J. Cox, Lamothe.

1917: Hervé, Lasper, Joël d'Armor, G. Tholomé, Jean des Cognets, Laporte.

1918: Bunel, Maurice Jan, Marel, André, Bennet, Le Gall, Bigorgne, Mme Fournier de Courcelle, Mlle Nicolas.

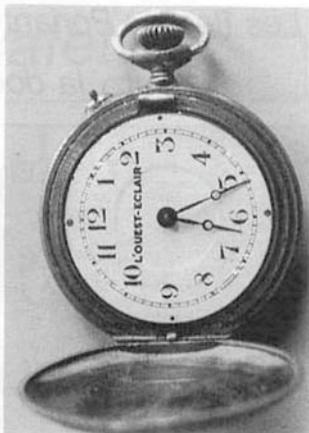
1919: Hog, Cuvillier, Graindorge, de Roince, Louis Rouche, Royer, Carrissan, Mlle Nicolet.

1920: Marquez, Jamet, Ménard.

1921: Carpiet, Maréchal, de Jauvagnac, Yves Henry, Guérin, Paul Desgrées du Lou, Henri Morin.

1922: Le Michelet, Jean Tild, Peruchot, A. Moreux, François Herbert, Gabriel Breton, Jehan Tholomé, Gaston Perducat (archiviste), Bodinier, Chauleau, René Barbier, Mlle Martin.

Correspondants: Le Tellier (Cherbourg), Bennet (Saint-Malo), Cacaïgn (Vitré), Garrigues (Dinan), Laporte (Saint-Brieuc), Le Gall (Lorient), Bigorne (Vannes), J. Cox et Louis Castel (Nantes).



Une montre gousset qui rappelle un concours de l'Ouest-Eclair. Quel retraité se souvient comment et quand ?

La Bretagne n'est pas la France

Emmanuel Desgrées du Lou écrit: « En Bretagne, il n'y a plus qu'une seule circonscription où l'on se batte encore entre républicains et monarchistes... Nous avons confiance qu'un jour viendrait où les hommes sincères et résolus, sur lesquels ne pèseraient plus les luttes des vieux partis, se lèveraient du sein des générations nouvelles pour dire à nos concitoyens: « comme vous, nous sommes des républicains, comme vous nous sommes excédés de cette querelle centenaire qui met aux prises dans notre Bretagne les Bleus et les Blancs, les Chouans et les Patoués ».

Est-ce vraiment la finalité tant souhaitée par les fondateurs de **L'Ouest-Eclair** et poursuivie avec ténacité par eux ?

Le Cartel des Gauches triomphe en France; il obtient 312 élus (139 radicaux socialistes, 43 républicains socialistes, 104 S.F.I.O., 26 communistes). Le Bloc national en compte seulement 267.

Le Cartel force le président Millerand à démissionner. Gaston Doumergue lui succède et nomme Edouard Herriot président du Conseil.

Las! La Bretagne n'est pas la France. Toutes les querelles du passé vont renaître.

(A suivre)

Joseph FONTAINE.

Au cours de la Galette des Rois, un retraité, dont je m'excuse de n'avoir pas retenu le nom, a bien voulu me signaler qu'une personne ayant des documents relatifs à **L'Ouest-Eclair**, aimerait me rencontrer.

Voici mon adresse et mon numéro de téléphone: 99, boulevard de Sévigné, tél. 99 36 56 68.



⑭ Les chemins étroits du catholicisme démocratique

L'Ouest-Eclair, ses 25 ans fêtés avec éclat les 2 et 3 août 1924, poursuit la conquête des terres de l'Ouest. Avec des pionniers, qui sont à la fois rédacteurs, photographes, démarcheurs publicitaires, recruteurs de correspondants, il pénètre chaque mois davantage dans la Sarthe, en Haute et Basse-Normandie. Les journalistes qu'il engage ne le sont pas depuis longtemps. Plusieurs « ont fait » (belle expression) la Grande Guerre, en sont revenus blessés. Ils entrent tard dans le métier, sont choisis parmi des gens du cru ; ils ont, avec une bonne plume, un cœur ouvert aux problèmes dits sociaux. Les fils de plusieurs d'entre eux en témoignent aujourd'hui.

1924. Bonne année pour **L'Ouest-Eclair** et les candidats qu'il soutient en Bretagne aux élections législatives de mai. Las ! la Bretagne n'est pas la France. Triomphe le Cartel des gauches, qui oblige le président Millerand à démissionner. Doumergue lui succède et nomme Edouard Herriot, président du Conseil, qui forme un gouvernement composé de radicaux, de républicains sociaux, de membres de la gauche radicale. Brève vie pour ce gouvernement, comme pour les neuf autres qui se succéderont pendant la législature allant de mai 1924 à avril 1928. Durant ces quatre années, quatre personnalités politiques déjà très connues alterneront à la présidence du Conseil: Painlevé, Herriot, Briand, Poincaré. Inutile de le préciser, l'agitation politique est permanente, les caisses de l'Etat se vident, l'inflation est galopante, sept ministres des Finances se succèdent pour sauver le franc, l'inquiétude est grande dans le pays. L'anticléricalisme, demeuré calme pendant la guerre, se manifeste à nouveau.

Un nouveau « combisme »

Herriot, à peine installé à la présidence du Conseil, lui redonne vigueur. Il déclare à la Chambre des députés qu'il a l'intention de supprimer l'ambassade de France au Vatican, récemment rétablie, de laïciser la législation particulière de l'Alsace et de la Lorraine, de poursuivre les congrégations réinstallées en France depuis l'Armistice de 1918... Ce fils de militaire, né d'une mère originaire de Vendée, élevé pendant quelques années par un oncle curé à Saint-Pouange près de Troyes, avait gardé, à 53 ans, beaucoup des illusions radicales d'avant 1914.

Sa déclaration a tout le retentissement qu'il en attend. Les cardinaux français lui adressent une lettre, modérée cependant dans le ton, pour lui signaler « les inconvenients d'une politique si évidemment destructrice de la paix religieuse ». Ils y ajoutent une malicieuse finale: « Puisqu'il plaît au Cartel des gauches de rallumer les foyers de discorde que la guerre avait éteints... prenez garde monsieur le président du Conseil de tomber sur un bec de gaz ».

Emmanuel Desgrées du Lou parle d'un « nouveau combisme » et demande: « Pour faire remonter le franc, rassurer les porteurs de rente, fortifier le crédit et faciliter l'émission de futurs

emprunts, va-t-on se remettre à manger du moine et du curé ? ».

Bonne question. Très pertinente aussi. Avant qu'Herriot soit renversé par le Sénat le 10 avril 1925, la Banque de France refuse d'augmenter son aide financière à l'Etat, les banques privées aussi; quelques mois plus tard, en juillet 1926, dans un second gouvernement, Herriot parle de suspendre le paiement des fonctionnaires; la livre est à 243 francs, le dollar à 50 francs. Le Cartel des gauches, discrédité, perd la confiance du pays. La relance les lois laïques est suspendue.

La D.R.A.C. et la F.N.C.

La crainte qu'elle a déclenchée fait naître deux mouvements: celui de la D.R.A.C. (Défense des religieux anciens combattants) qui revendique pour les religieux le droit de s'associer, d'enseigner, de vivre en communauté en France; celui de la Fédération nationale des catholiques de France (F.N.C.) qui préside le général de Castelnau, adjoint de Joffre en 1915-1916, commandant du groupe d'armées de l'Est en 1917-1918.

L'une et l'autre prennent une place importante dans les milieux catholiques. Les cardinaux et évêques de France donnent leur accord officiel au programme que la F.N.C. publie le 18 février 1925. Son programme? « Restaurer l'ordre chrétien dans l'individu, la famille, la nation; revendiquer tous

les droits et toutes les libertés catholiques. » C'est une riposte. Elle s'affirme avec vigueur au cours de rassemblements, réveille des passions d'ordre politique, prépare à des affrontements dont le premier éclatera quelques mois plus tard dans le Maine-et-Loire.

La démocratie n'est pas le Cartel

Le Nouvelliste de Bretagne, en accord avec l'archevêque et les évêques de Bretagne, est lié à la F.N.C. Le Parti Démocrate Populaire craint, lui, que cette Fédération représentée et organisée dans chaque diocèse ne mette en jeu la démocratie par affolement devant le Cartel des Gauches. Il a beau dire: « La démocratie n'est pas le Cartel », les deux sont associés dans la même dénonciation. **L'Ouest-Eclair**, soutien fidèle du Parti Démocrate Populaire, par ricochet, est mis en cause par certains milieux romains, qui l'accusent de « s'opposer à l'union nécessaire des catholiques ». Son rédacteur en chef à Paris, L.A. Pagès, réfute cette affirmation. Il dénonce la F.N.C., l'accuse de prendre des libertés avec les directives que donne Rome sur des questions de politique internationale. Il lui reproche aussi de pratiquer « un nationalisme conservateur » et « un cléricalisme laïc ».

Pour les 24 veuves et les 45 orphelins de Penmarc'h l'« Ouest-Eclair » dit à ses lecteurs : « Donnez ! »

Riches ou pauvres, apportez votre obole

Notre appel en faveur des victimes de la catastrophe de Penmarc'h a été entendu de nos lecteurs. De toutes parts nous parvenions des secours et des témoignages d'admiration, d'ardente sympathie pour les héros victimes du devoir et leurs familles éplorées.

Peut-on, sans être profondément ému, se rappeler cette admirable parole que la veuve d'un des héros de Penmarc'h a prononcée et que notre envoyé spécial a sauvée de l'oubli :

« Si ça n'avait pas été lui, ç'aurait été un autre ; on ne peut laisser personne périr sans lui porter secours. »

Mot sublime d'une femme dont le mari vient de mourir !

Risquer sa vie pour sauver celle des autres, voilà le geste normal de nos pêcheurs, le geste naturel des braves gens de nos côtes.

Et cette autre parole d'un sauveur rescapé, n'est-elle pas sublime, elle aussi, dans sa simplicité : « Si c'était à refaire, on le refaitait ! »

Oui, vraiment, peut-on sans honte refuser son obole aux 24 veuves et aux 45 orphelins, à celles et à ceux qui nous ont donné et nous donnent chaque jour un si magnifique exemple de courage, d'abnégation, de charité, d'héroïsme. Il ne faut pas, disions-nous le premier jour, lorsque nous avons ouvert cette souscription, il ne faut pas qu'il se mêle à la douleur de ceux qui restent les seuls matériels du lendemain.

Et nous répétons, nous adressant aux municipalités, aux sociétés, aux groupements quels qu'ils soient, aux commerçants, aux industriels, aux particuliers, aux riches aussi bien qu'aux pauvres : Donnez !

Rappelons que les souscriptions devront être adressées à :

M. l'Administrateur de l'« Ouest-Eclair »,
35, rue du Pré-Botté
(Nlle-et-Vilaine).

Et porter la mention :

Souscription pour Penmarc'h

Toutes les sommes reçues seront remises à un comité de secours, qui se chargera sur place de la répartition immédiate entre les familles des victimes.

A PENMARC'H, LA MER REND LES MORTS

PENMARC'H, 26 mai. (De notre envoyé spécial). — On n'a dit beaucoup de choses sur le drame poignant de la mer ; il en reste encore à dire. Chaque jour de nouveaux cadavres sont trouvés sur la côte. On en a encore déco vert cinq aujourd'hui : Vincent Larnicol, vren du *Berceau-de-Saint-Pierre*, Alain Le Galvez, matelot de la même barque ; Théo-ns Cloarec, un des sauveurs du



LE PATROY LE GALL
en l'« Oustier-marin »

voulons être Larnicol et tout l'équipage de l'« Arche-d'Alliance. Maintenant les langues se délient. On commente les faits.

La population est heureuse de voir récompenser Le Gall, mais elle aurait voulu voir également attribuer la même distinction au patron Larnicol. Tous deux ont lutté violemment, mais le dernier est un timide; on peut à peine le voir et ceux qui l'ont vu et le connaissent nous ont fait le récit suivant : « Sans rien vouloir enlever au mérite de Le Gall qui va être décoré demain par un ministre, on pense partout tel que Larnicol est méritant comme lui. Si tous les deux avaient la même décoration, ce serait bien. Larnicol rentrerait au port avec son bateau

L'« Arche-d'Alliance, il précédait le *Saint-Louis* et le *Berceau-de-Saint-Pierre*. Tout à coup, apercevant le drame, il fit demi-tour et, en louvoyant, allait attendre la Jument, quand sa voile arrière fut déchirée par le vent. Il ne put pas pousser plus loin tout de suite et, sortant du passage dangereux, il rétablit sa voile. Ayant réussi, il revint sur les lieux, s'y maintint tout le temps et ne rentra au port qu'après avoir réussi à arracher à la mer un cadavre et à sauver quatre hommes. Il ne partit que quand il ne vit plus rien à faire.

Un obli

La précipitation que chacun a mise pour renseigner le lecteur, a fait oublier des braves dont on a peu parlé. Nous

« Eh bien ! celui-ci aussi est un brave, nous dit notre interlocuteur. Si sa voile ne s'était pas déchirée, il serait arrivé plus tôt et lui-même aurait pu sombrer comme les autres. Enfin il a sauvé quatre hommes. On devrait bien s'en souvenir et le récompenser. Le malheureux d'ailleurs ne savait pas que dans la tourmente quatre des siens avaient péri. »

La réplique est juste. M. le Sous-Secrétaire d'Etat qui demain sera sur place doit connaître ce récit. Il faut qu'il le sache et il aura, pensons-nous, le geste réclamer par la population tout entière — si vaillante — de Penmarc'h.

Le gala de jeudi

Nous apprenons que M. Le Bourhis a convié au gala de jeudi soir une délégation des veuves et des rescapés du sinistre. Cette délégation sera conduite par le maire de Quimper et assistera à la séance.

L. E. PEILLER.

LA SOUSCRIPTION DE L'« OUEST-ECLAIR »

PREMIERE LISTE

L'« Ouest-Eclair »	1.000	Mme H. G., Lamballe	25
Irmaque René Loyer, Rennes-Paris	1.000	Roger, Avranches	19
M. Gau, Rennes	5	Bisquit-Doussin et Juliette, Hode	13
Anonyme, Rennes	20	Le Fur, Fougères	10
M. Guillet, saint-Gildas-des-Bois	10	Uns Industriels	10
Docteur Goupi, Rennes	20	Union des Combattants, Montfort	50
M. H., Rennes	5	Mmes Ruzennec, Janzé	5
Anonyme, Rennes	25	KAFFÉ	5
Anonyme, Rennes	14	Anonyme, Rennes	5
Marie Suzanne et Odile	20	M. Talvande, Rennes	30
Mme M. Meunier, Rennes	2	Mlle B. M.-F. de Bré	5
Monsieur Raoul Robert, Rennes	20	M. Le Jeune, Rennes	5
Mme Tolamer, Rennes	20	Anonyme, Rennes	10
Un Marin, Rennes	20	M. Laborderie, Ploanaec	10
M. Despinois, Fougères	20	Houard, Nantes	50
Société L'« Economique », Fougères	20	Le « Centre, Pleudun-des-Bois	50
Urie Maman, Rennes	2	Pour les victimes du devoir Laval	50
Anonyme, Rennes	50	Richard, saint-Pierre-Quilignon	5
Docteur Gault, Rennes	15	H. Berger, Rennes	10
Konnyne, Rennes	20	Le « L'Union, Guingamp	10
Docteur Lecontour, Saint-Nozair	50	Anonyme	5
Anonyme, Nantes	10	Marie-Thérèse et François Soif, Loqueffret	10
Elle Doullard, au PELLEU	5	Magnan Saint-Rémy, Alençon	15
F. Le, Avranchet	5	Le Directeur de Saint-Benoit, Alençon	15
Chevalier, Audouville	24	Un Lecteur, Le Gâvre	5
Bridel, Comarc'h	10	M. Bin et Duval, Rennes	100
Georges He, Josselin	10	M. Rouquier, ancien commissaire de police	5
Mme Riv, Sainte-Mère-Aubry	10	A Guimor	10
M. Carles, Nantes	20	Fanchoux, l'athillon-en-Vendelois	10
Anonyme, Orléans	20	Un Malouin	5
Toto, Laval	2	M. de Mue, Rennes, Rennes	10
Anonyme, Laval	2	Anonyme, Rennes	10
Anonyme, Rennes	10	Un pere de famille	5
Comman, Caen	10	Famille Ros-Belle	50
Un aim des Bretons, Le Mans	5	Anonyme, Rennes	100
Lauric, et Mans	5	M. Herveol, Saint-Benoit	50
Trusta, Rochefort-en-Terre	20	Magnan - M. Gaspalago - Saint-Brieuc	50
Bernad, Châteaubriant	20	Mme Martin, Rennes	50

A la mi-mai 1925 l'« Ouest-Eclair » prit l'initiative de lancer une grande souscription publique en faveur des familles des victimes d'une catastrophe maritime survenue à la pointe de Penmarc'h. Les dons affluèrent par milliers de toute la France.

Ni cléricisme ni laïcisme

Querelle ! Elle n'est pas la plus grave qu'affronte et que va affronter L'Ouest-Eclair. Sans vouloir y mettre fin, Emmanuel Desgrées du Lou précise, une fois de plus, la ligne du quotidien.

« Nous ne voulons pas du cléricisme et pas davantage du laïcisme », écrit-il. « Nous voulons la liberté de l'Etat et la liberté de l'Eglise. Nous voulons l'indépendance réciproque de l'un et de l'autre : l'Etat chez lui, l'Eglise chez elle. Que l'un et l'autre, chacun dans sa sphère qui lui est propre, puisse remplir pleinement, dans la sécurité et dans la paix, la mission spéciale qui lui incombe. »

Est-ce clair ? Depuis la fondation de L'Ouest-Eclair, cette distinction a été maintes fois affirmée. Mais l'abbé Trochu, exerçant une fonction de directeur dans une entreprise ne relevant pas de l'Eglise, le était difficile à plus d'un lecteur (238 000 en 1925-26), peu familiarisés avec certains mots, de ne pas se poser des questions sur ce qui peut distinguer le clerc du cléric et du cléricisme.

La voie recherchée par Emmanuel Desgrées du Lou est celle du « catholicisme démocratique ». Elle est, en 1925, étroite et peu fréquentée. L'épiscopat, du moins dans l'Ouest, n'y chemine guère et ne se hâte pas pour la porter sur les fonts baptismaux. Celle du « cléricisme » improprement dit, avec ses aspects généreux et autoritaires, l'est davantage.

Une hantise : la rupture de l'unité des catholiques

Ce cléricisme existe de longue date et s'impose, fût-ce dans les organisations syndicales ouvrières ou paysannes fondées par de jeunes abbés formés par le Sillon. L'archevêque de Rennes, le cardinal Charost, rappelle à ses diocésains que ces organisations doivent être établies et régies « selon les principes de la foi et de la morale chrétienne ». Il n'admet pas que soient fondés par les abbés Mancel et Crublet des syndicats de « cultivateurs cultivants » soutenus par l'abbé Geffriaud (dit Grindorge), ami de l'abbé Trochu et collaborateur de L'Ouest-Eclair. Il en dénonce « le caractère » qu'il dit « mal-faisant et déloyal » et il ajoute : « Ils n'ont ni mon autorisation, ni mon approbation... Ils peuvent devenir plus redoutables encore que les syndicats ».

La hantise des prélats, c'est la rupture de l'unité des catholiques. Les nouveaux syndicats, comme L'Ouest-Eclair lui-même, sont accusés de vouloir la provoquer progressivement par leur action en milieu rural et social particulièrement. Faux, répondent-ils

« Nous voulons seulement nous libérer de la tutelle des propriétaires terriens groupés dans le syndicat des conservateurs, dit syndicat des agriculteurs ».

Ce syndicat, pour affirmer ses liens avec la hiérarchie des diocèses, offre un siège à un prêtre dans son bureau. Le chanoine Déan est autorisé à y prendre place. Les syndicats paysans, réunis en congrès à Saint-Brieuc en septembre 1927, tiennent, eux aussi, à montrer qu'ils sont « d'église », pour la plupart. Ils demandent et obtiennent du curé de la cathédrale de cette ville qu'une messe y soit spécialement célébrée pour leurs adhérents. Au banquet, qui la suit, le président Lehagre, au nom de la fédération des syndicats paysans, remercie dans un discours l'évêque du lieu, Mgr Serrand. Catastrophe, le prélat n'a pas été mis au courant. Il dit dans un communiqué que publie le *Nouvelliste de Bretagne* : « Monseigneur, y lit-on, tient à redire que les sentiments qu'il peut avoir à l'égard de plus d'un membre de la Fédération des syndicats paysans... ne modifient pas son point de vue. Ce mouvement... n'est pas un mouvement catholique, mais un mouvement neutre n'ayant pas hésité à épauler des hommes notoirement anticléricaux ». Le communiqué ajoute : « Ce mouvement... n'est pas un instrument d'union et de paix sociale mais de division, bien que le conseiller technique et la cheville ouvrière en soient deux prêtres », en l'occurrence les abbés Mancel et Crublet, ce dernier ayant créé à Liffré le premier syndicat agricole.

Les évêques de Vannes, Luçon, Quimper, Nantes, font les mêmes réserves sur ces syndicats paysans. Celui de Quimper les déclarent « indésirables ». Mais vient le jour, en 1927, en pleine tempête de la condamnation par Pie XI de l'Action Française, où à Rome il est reconnu, après présentation du dossier des syndicats paysans qu'il n'y a pas lieu de dire leur action contraire à la doctrine sociale exposée dans l'encyclique « *Rerum Novarum* » de Léon XIII, en 1891, sur la condition des ouvriers. Tout est bien qui finit bien, sauf pour « les syndicats des

cultivateurs cultivants » qui engagent leurs adhérents « à rayer dans l'isoloir, lors d'élections, les noms des châteaux candidats ». Ils sont ces syndicats, du moins pour l'heure, maintenus à distance. Leur animateur, l'abbé Mancel, prêtre de Bain-de-Bretagne, licencié en théologie, est démis de ses fonctions.

L'Ouest-Eclair, qui a soutenu et soutient ces évolutions inévitables du monde paysan, ne souffre pas des querelles qui en découlent. Son tirage augmente régulièrement pour atteindre aux 240 000 exemplaires et les dépasse.

La R.P. repoussée

Le 10 avril, Herriot tombe, Painlevé lui succède à la tête du gouvernement le 17 du même mois. Il tombe à son tour le 27 octobre 1925, se succède à lui-même deux mois plus tard, chute définitivement le 22 novembre de 1925, également, est remplacé le 28 novembre par Briand. Au total, en moins d'un an, quatre gouvernements auront dirigé successivement les affaires de la France.

Emmanuel Desgrées du Lou, indigné, propose une dissolution de la Chambre, un appel au pays « comme seul moyen pratique de dégager la République de l'impasse où l'ont fourvoyée les démagogues et les sectaires du Cartel des gauches ». Il suggère d'opposer « au Cartel des gauches le Cartel républicain de l'ordre, de la liberté, de la patrie et il préconise une représentation proportionnelle intégrale avec vote obligatoire, vote familial, vote des femmes ».

Pierre Trémintin, député du Finistère, membre du Parti démocrate populaire, présente ce projet de R.P. et le défend devant la Chambre des députés. Cette R.P. est écartée par 295 voix contre 265. L'argument avancé par le député finistérien était le suivant : « La R.P. porte au maximum la conscience civique de l'électeur en l'obligeant à entrer dans un parti ».

Qu'aurait dit Pierre Trémintin après l'expérience des « régionales » de 1992 ?

Joseph FONTAINE.

de son ami, se porte garant de sa moralité.

Qu'en pensent les « grands électeurs » angevins ? Le 18 juin 1925, à eux de le dire. Cinq candidats sont en présence : Daudet ; Manceau, républicain libéral ; Tardif, radical ; Cesbron, libéral ; de Cathelineau, royaliste. Premier tour, Daudet est en tête ; second tour, Manceau l'emporte par 432 voix contre 356 à Daudet. Tardif, le radical s'est désisté en faveur de Manceau.

M. Paul Hutin a épousé M^{lle} Magdeleine Desgrées du Lou

Le 24 novembre 1926, à 11 heures, en l'église Notre-Dame de Rennes, M^{lle} Magdeleine Desgrées du Lou a épousé M. Paul Hutin. La bénédiction nuptiale leur a été donnée par Mgr Vanneville, prélat au Vatican, attaché à la Curie Romaine.

M. Paul Hutin, ancien combattant de Verdun, a participé, le 21 février 1916, dans l'un des deux bataillons de chasseurs à pied du lieutenant-colonel Driant, au combat du bois



M. Paul Hutin.

des Caures, rive droite de la Meuse.

Il était titulaire de la croix de Guerre. La Faculté de Droit de Rennes lui a décerné deux médailles en première année de licence : l'une en histoire du Droit, l'autre en Droit civil. Avec lui, a été cité un autre étudiant destiné à une brillante carrière dans la magistrature, à laquelle il se destine : M. Adolphe Touffait, dit Delourme dans l'équipe du Stade rennais.

Daudet battu, c'est un événement. La presse nationale le commente. « **Le Nouvelliste de Bretagne** » est déçu. Il reproche à **L'Ouest-Eclair** d'avoir soutenu un républicain de gauche. **Le Croix** explique que la F.N.C. a laissé le soin à la Ligue des catholiques de l'Anjou de se déterminer pour Daudet, mais que la Fédération nationale (F.N.C.) n'avait elle-même ni à confirmer ni à désavouer un tel choix.

Cette élection en termine-t-elle avec l'affrontement « **L'Ouest-Eclair - Action Française** » dans l'Ouest, autrement dit entre « **Républicains démocrates et monarchistes** ». L'heure n'en est pas venue. Une autre élection sénatoriale, en Vendée cette fois, provoquera en mai 1927 les mêmes tensions et les mêmes remous. Mais avant qu'elle ait lieu, deux événements très importants se succèdent en 1926 : le premier en juillet, la nomination de Raymond Poincaré à la présidence du Conseil ; le second, la publication en août par **L'Aquitain**, semaine religieuse de Bordeaux, d'une mise en garde contre les dirigeants « athées ou agnostiques » de **l'Action Française**. Elle émane du cardinal Andrieu, lui-même monarchiste.

Poincaré la confiance

Raymond Poincaré, président de la République de 1913 à 1920, fondateur du Bloc national, battu aux élections législatives de 1924 par le Bloc des gauches, succède à Edouard Herriot. Il a 66 ans et des adversaires. **L'Ouest-Eclair** l'accueille avec sympathie, mais s'interroge sur les moyens qu'il a de pouvoir agir. « **Sans doute**, écrit en novembre Emmanuel Desgrées du Lou, **il y a la trêve qu'il faut faire naître. Il est aimable, sympathique, on se sent entraîné vers lui... la nation lui fait confiance... mais...** »

Pour cause... ce mais ! Tout va de mal en pis depuis 1924 et le règne du Cartel des gauches, à majorité radicale... « **Le parti radical**, dit le directeur de **L'Ouest-Eclair**, **a perdu le sens de tout idéal. L'usage du pouvoir et les jouissances qu'il procure a peu à peu corrompu ses états-majors**. Sévère condamnation.

La situation économique et financière est catastrophique. La livre s'échange à 240 francs contre 25,25 F en 1919, le dollar à 50 F contre 5,15 F. Les prix sont instables, les nouveaux impôts et les recours à l'emprunt se succèdent ; la dette flottante, grosse des emprunts consentis par les Etats-Unis, la Grande-Bretagne et 7 millions de Français, atteint au chiffre de 277 milliards de francs. Du jamais vu. Pour y faire face, un nouveau projet fiscal, dit du double décime, propose d'augmenter de 20 % tous les impôts. Il fait hurler d'indignation députés et sénateurs, qui le repoussent et refusent tout nouvel emprunt. Refus grave en un moment où les Français apprennent ou ont appris depuis peu qu'il n'est pas question pour les Allemands de payer les dommages de guerre faits par eux en France. Pourtant, que d'espoirs entretenus par les hommes politiques qui « parlant du déséquilibre des finances publiques », affirmaient : « oui, mais les Allemands paieront ». Ils ne paieront pas. Pour cause, l'Allemagne, mais aussi l'Autriche, les pays centraux subissent des inflations galopantes et catastrophiques. Pas question de rêver, de croire à la stabilité permanente du franc-or, correspondant avant-guerre à un poids de 322 milligrammes au titre de 900/1000.

Décus...

Décus, les Français le sont. Ils accusent les politiques de recourir trop souvent à la planche à billets, de dévaluer ainsi de plus en plus le franc, d'accroître la circulation monétaire qui, de 1910 à 1925, a été multipliée par dix. L'indice des prix a suivi le mouvement. De 100 en 1914, il atteint 463 en 1925.

La vente d'un quintal de blé permettait au producteur d'acheter en 1913 une tonne de houille ; en 1925-26 500 kg seulement.

La brève présentation de la situation explique pourquoi la foule et l'ensemble de la presse applaudissent au retour de Raymond Poincaré aux affaires, comme président du Conseil. L'enthousiasme des uns et des autres fait naître l'expression « **Poincaré la confiance** ». On attend de lui le sauvetage du franc, une nouvelle négociation sur les dettes de guerre, le freinage du déficit, la fin de l'inflation du franc-papier, etc. Opération réussie. Pour le retour de la confiance... du moins.

Mais il faut attendre que le nouveau chef du gouvernement trouve et impose les moyens d'assainir la situation de la trésorerie, de rétablir l'équilibre du budget, de créer un franc neuf, dit Poincaré, constitué par 65 milligrammes d'or au titre de 900 millièmes de fin. Forte dévaluation. Elle est votée

Le lieutenant Jacques Desgrées du Lou tué dans le Djebel-Druse

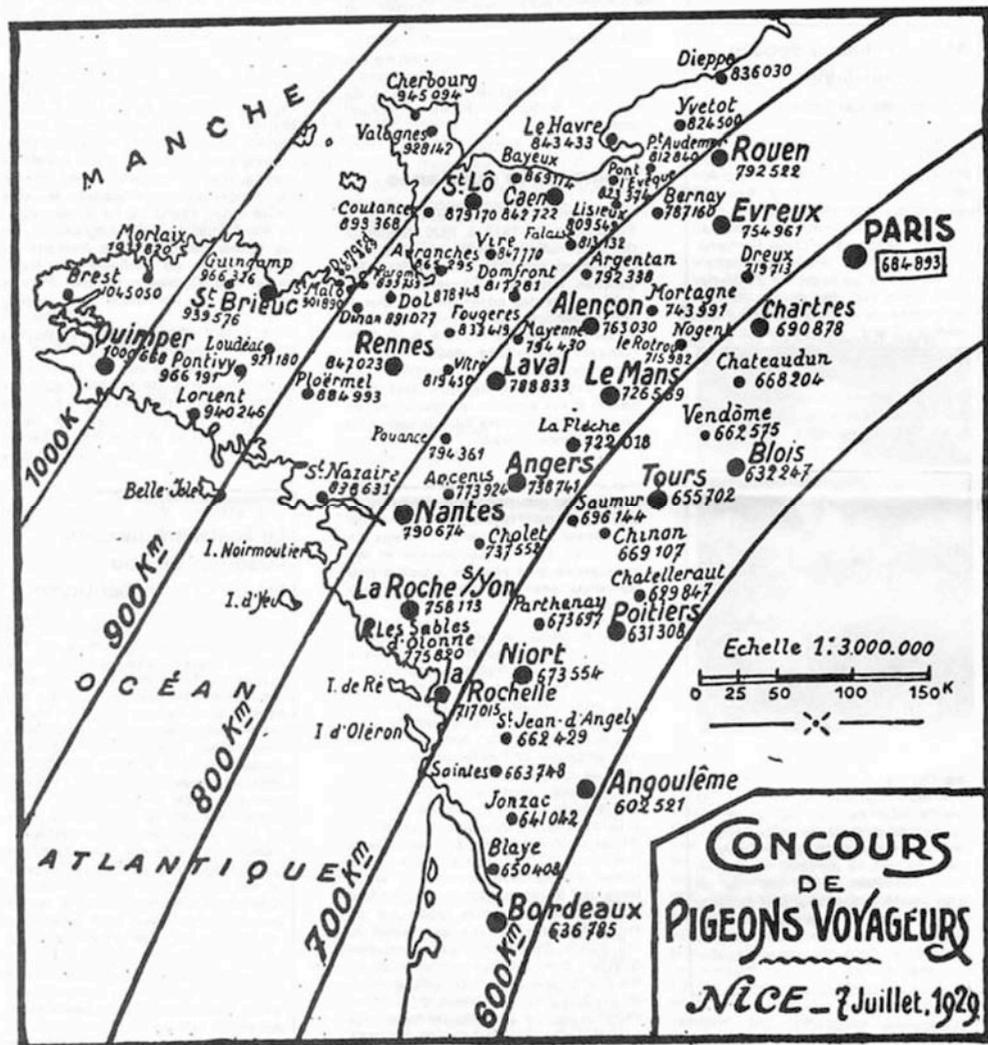
Le 8 novembre 1926, le lieutenant Jacques Desgrées du Lou a été tué dans le Djebel-Druse au cours de la guerre du Rif. Il était le fils du colonel Xavier Desgrées du Lou tué au combat le 25 janvier 1915, à Mesnilles-Hurlus ; neveu du capitaine Pierre Desgrées du Lou, tué le 7 septembre 1914 à Soisy-aux-Bois, il était également le neveu d'Emmanuel Desgrées du Lou.

Son grand-père, Henri Desgrées du Lou, ancien officier de cavalerie, membre de l'ordre pontifical de Saint-Gregoire le Grand, est décédé le 10 mai 1921 à Vannes, en son hôtel de la Garenne, à l'âge de 89 ans. Saint-Cyrien en 1852, sorti dans la cavalerie, il a fait la campagne de 1870-71 comme capitaine du 12^e Dragon. Il s'est distingué le 6 août 1870, à Forbach, en arrêtant une division prussienne avec deux escadrons du 12^e.

en 1928, portant le kilo d'or fin à 16 963,53 F ; celui du franc de l'an XI valait 3 444,44 F. Opération réussie, applaudit. Poincaré démissionne le 27 juillet 1929 pour cause de maladie, décède en 1934, à l'âge de 74 ans.

LES GRANDS CONCOURS DE PIGEONS-VOYAGEURS ORGANISÉS PAR L' « OUEST-ECLAIR » NICE, 6 et 7 Juillet 1929

CINQ MILLE FRANCS DE PRIX EN ESPÈCES



Des milliers de colombophiles de l'Ouest
participeront au concours organisé en 1929
par L'Ouest-Eclair, au départ de Nice.



L'Action Française condamnée par Pie XI

Retour en arrière : 1926, le 25 juillet, au Mont des Alouettes, journée triomphale de la Vendée militaire : Léon Daudet, portant l'insigne du Sacré-Cœur, y annonce, devant 60 000 personnes : « **La République est en agonie** ». « **Le jour est proche où nous l'abattons. Nous liquiderons les préfets et le Parlement** ». Ouations. Un ordre du jour rend hommage au duc de Guise et l'assure de la fidélité des assistants.

Le mois suivant, le 27 août, la semaine religieuse de Bordeaux, répondant à une question posée par un groupe de jeunes catholiques, précise que les dirigeants du journal **l'Action Française** « **sont catholiques par calcul et non par conviction. Ils se servent de l'Eglise mais ne la servent pas** ». Le cardinal Andrieu est âgé et affaibli ; il a cédé à une demande du nonce, Mgr Ceretti, qui, agissant au nom de Pie XI, lui demande d'écrire et de publier cette mise en garde. Le Pape, on s'en doute, n'agit pas à la légère. Il a lu, plume à la main, Bainville, Maurras, Daudet. Les attaques contre l'Action Française se multiplient. On lui reproche son « **son agressivité qui nuit à la pacification religieuse, son nationalisme belliqueux... sa politique qui**

étouffe l'esprit missionnaire ». En janvier 1926, un des vice-présidents de l'A.C.J.F., Georges Bidault, transmet à Rome un rapport très sévère à l'égard de l'Action Française. Un autre rapport, celui de l'aumônier général de cette Action catholique de la jeunesse, l'appuie. Le Pape décide d'intervenir vigoureusement. Il utilise d'abord la plume de l'archevêque de Bordeaux. Puis, le 5 septembre, il envoie au cardinal Andrieu une lettre d'approbation. Il y rappelle : « **Les fidèles ne sont pas libres de suivre aveuglément les dirigeants de l'Action Française dans les choses qui regardent la foi et la morale** ». Mise en garde et condamnation. Les deux sont dans la lettre de Pie XI.

Elles créent dans l'Ouest et en France une énième affaire. **L'Ouest-Eclair** est au premier rang de la presse régionale et de la presse nationale pour servir de cible à l'A.F. et à ses partisans. Son tirage n'en souffre pas. Dernier chiffre : celui de mars 1926 : 239 900 exemplaires... Mais que de polémiques... violentes vont suivre...

Joseph FONTAINE.



16 Polémiques et confusions

Fondé le 2 août 1899, L'Ouest-Eclair reste fidèle au « Ralliement à la République » préconisé par Léon XIII et présenté par le cardinal Lavigerie en 1890. Les « Ralliés » sont la cible des monarchistes et de leurs leaders, des Républicains radicaux et socialistes en lutte contre l'Église, ses prêtres, ses religieux, ses institutions. Un quart de siècle ne suffit pas pour que « le Ralliement » s'impose et impose aux catholiques le respect des opinions politiques de chacun. Un second quart de siècle sera nécessaire. En août 1926, la mise en garde contre l'Action française, approuvée par Pie XI et divulguée par le cardinal Andrieu, archevêque de Bordeaux, déclenche une série de polémiques, de déclarations épiscopales contradictoires, de violences verbales.

Des évêques dans l'embarras

L'Ouest-Eclair, l'un des rares quotidiens à faire connaître, sans commentaire, la décision du pape, est à nouveau pris à partie par Léon Daudet. La colère et l'indignation sont grandes chez les jeunes monarchistes. Dans l'Ouest, les évêques tenus comme tous les chefs de diocèse à publier et commenter la mise en garde sont dans l'embarras.

L'évêque de Quimper, Mgr Duparc, essaye en janvier 1927 d'atténuer le choc et l'importance de l'ordonnance papale. Il écrit dans sa *Semaine religieuse* : « Le pape n'en veut pas à la monarchie ni à ceux qui en désirent le retour. Il n'a pas condamné l'Action française comme mouvement politique... mais certaines œuvres de Maurras et de Daudet. »



Mgr Serrand.

Mgr Serrand, évêque de Saint-Brieuc, ne veut pas mettre en doute que « la parole du pape ne soit accueillie dans le diocèse par les adhérents de l'Action française dont, en toute circonstance, il nous a été permis d'apprécier le profond esprit de foi ».

Mgr Le Fer de La Motte, évêque de Nantes, publie en latin, malicieusement, dans la *Semaine religieuse* le texte du pape. Mgr Gouraud, évêque de Vannes, suit avec prudence la décision de Pie XI.

Un propos imprudent du cardinal Charost ouvre un vif débat. Le 5 septembre 1924, l'archevêque de Rennes préside au Grand-Fougeray (Ille-et-Vilaine) une journée de la Jeunesse catholique. Le midi à table, l'amiral Schwœrer, personnalité de la commune, monarchiste, est à ses côtés. Il l'interroge sur la lettre du cardinal Andrieu et ses conséquences. Réponse du prélat : « Vous avez tort, amiral, de vous émuvoir... Cette lettre n'a aucune portée à cause de sa violence, de beaucoup d'inexactitudes... Je suis bien placé pour vous en parler... Depuis quatre mois, je suis sollicité d'écrire une lettre contre l'Action française... Je m'y suis refusé... L'on s'est adressé au cardinal Andrieu. »

« L'On », c'est le pape

Conversation privée, l'amiral en garde d'abord le secret. Puis, à Dijon, au cours d'une conférence sur l'Action française, il s'en libère. La presse en fait état. Le cardinal, informé, dément, s'indigne et transmet à *La Croix* son démenti et son indignation. L'amiral demande au quotidien catholique et à l'Action française de publier une mise au point. Il y déclare « que la mémoire du cardinal l'a mal servi » et conclut : « Je ne crois pas que votre Eminence croit que tout est permis contre un catholique s'il est d'A.F. et qu'il n'a droit ni à la justice, ni à la charité chrétienne, ni même à la vérité. »

L'Ouest-Eclair, dans cette affaire délicate, informe ses lecteurs. Sans commentaire. Le cardinal, quelques semaines plus tard, publie dans la *Semaine religieuse* de Rennes le 4 décembre 1926 une lettre « à l'occasion du récent avertissement donné par le Souverain pontife aux catholiques d'Action française. » Avertissement ? Le mot n'a

pas le même sens que condamnation. On s'étonne ou on applaudit ici et là.

L'archevêque, en outre, insiste sur les notions d'ordre, de tradition, de combat contre l'anarchie intellectuelle défendues par l'A.F. Il cite la courageuse et méritoire défense que Maurras fit de l'Église et de son chef.



Le pape Pie XI.

Trop c'est trop

C'en est trop ! Remue-ménage dans une partie de l'opinion... notamment celle des « Ralliés ». Rome s'inquiète et confie à Mgr Marty, archevêque de Montauban, de rétablir la vérité sur la pensée du pape à l'égard de l'Action française. Le prélat écrit et confie à ses paroissiens : « Sa Sainteté condamne : a) que l'on asservit la religion au parti (de l'Action française) ; b) que la politique du parti s'inspire des principes contraires à la doctrine et à la morale catholiques... « Le quotidien de l'Action de française est tel », poursuit l'évêque, « qu'un bon père de famille ne peut le mettre entre les mains de ses enfants, ni un supérieur

Tirage et éditions en développement

Les attaques répétées contre l'Ouest-Eclair ne nuisent ni à la vente, ni à la création de nouvelles éditions, et de nouvelles rubriques. Cox développe celle de la Loire-Inférieure ; Moisy, celle du Calvados ; Laporte, celle de Lorient. En 1928-1930, Daudin prend en mains l'édition des Deux-Sèvres, qui complète celle de Vendée. Le tirage publié le 23 septembre 1928 est de 233 217 ; il sera de 239 900 en mars 1929. Cette progression inquiète les concurrents.

Le **Nouvelliste de Bretagne**, soutenu par l'épiscopat de l'Ouest, en fait partie. Entre en 1927 à son conseil d'administration le marquis de Baudry d'Asson, qui lui apporte un soutien financier estimé important. Nommé vice-président, il est en Vendée, une personnalité marquante de l'Action française. Son souhait aux côtés du président Delisle, industriel à Montauban-de-Bretagne et d'Eugène Delahaye, directeur est de « réaliser un grand **Nouvelliste** ». Les évêques de Bretagne applaudissent, encouragent la souscription ouverte « pour le plus grand **Nouvelliste** ». Celui de Vannes, Mgr Gouraud se déclare reconnaissant au **Nouvelliste** « de vouloir bien garder à la Bretagne le journal catholique qui lui est plus nécessaire que jamais ».

Rien dans ces appuis qui puisse surprendre, sauf qu'ils datent de 1927, quelques mois après la déclaration de Pie XI, quelques mois aussi avant que le cardinal Charost, sur invitation trans-

mise à lui par Rome, fasse savoir au conseil d'administration du **Nouvelliste** de vouloir bien se séparer d'Eugène Delahaye, brillant confrère respecté dans la profession, qui fonde ensuite l'hebdomadaire **La Province**. C'est en 1928. La campagne des législatives des 22 et 29 avril est commencée.

Emmanuel Desgrès du Lou, depuis plusieurs mois en traite. Il craint que les hommes du Cartel des gauches, au pouvoir depuis 1924, ne modifie la loi électorale en cours, celle du scrutin départemental à un tour, pour imposer celle du scrutin d'arrondissement. Que reproche-t-il à ce nouveau scrutin ? Sous le titre « **Le crépuscule du cléricalisme** », il écrit : « Il coûte fort cher, c'est celui des nouveaux riches ; il oblige à dépenser au moins 100 000 F (à multiplier aujourd'hui par 8 ou 10). Le parti radical a perdu le sens de tout idéal ».

L'usage du pouvoir et la jouissance qu'il procure ont peu à peu corrompu son état-major. Des électeurs jadis nombreux, qui lui apportaient leurs suffrages, il n'a pas su faire des militants désintéressés, capables aux heures difficiles de cette fidélité passionnée qui s'enracine dans des convictions profondes. Il s'est fait, au contraire, une clientèle égoïste, dont il a cru s'assurer indéfiniment l'appui, en lui distribuant les faveurs officielles dont il détenait le monopole. Déjà !

Joseph FONTAINE.

André Saucourt

« M. Secours »



André Saucourt était le petit-fils de Léon Harmel, un industriel qui né en 1829 à Neuville-les-Wassigny, décédé en 1915, fut le promoteur dans sa filature du Val des Bois près de Reims d'initiatives sociales importantes et heureuses en faveur de son personnel.

Son petit-fils, écrit Henri Jan, « en avait hérité la bonté et la charité. Son bureau était un bureau de bienfaisance, chaque jour assiégré par les pauvres gens de la ville... M. Saucourt était pour eux « M. Secours » !

DANS LA RÉGION

Une jeune artiste bretonne en Amérique

Renée Nizan
Renée Nizan, sous le pseudonyme de « M. Secours », a été invitée par le directeur de la revue *« The American Review »* à faire une tournée de conférences aux États-Unis. Elle est arrivée à New York le 15 septembre et se fera entendre dans les villes de New York, Boston, Philadelphie, etc.

Elle est accompagnée de son mari, M. Nizan, et de son fils, M. Nizan. Elle a été invitée par le directeur de la revue *« The American Review »* à faire une tournée de conférences aux États-Unis. Elle est arrivée à New York le 15 septembre et se fera entendre dans les villes de New York, Boston, Philadelphie, etc.

UN DRAME ÉTRANGE PRÈS DE PLOERNEL

Un boucher qui conduisait son auto reçoit une balle dans la tête

QUI A TIRÉ LE COUP DE FEU ?

PLOERNEL. — Une note reçue par le directeur de l'Ouest-Eclair, nous apprend qu'un boucher qui conduisait son auto a été tué par une balle dans la tête. L'incident s'est produit à Ploerzel, le 14 novembre 1929.

L'Ouest-Eclair lance, le 14 novembre 1929, une rubrique de demandeurs d'emploi.

UNE RUBRIQUE GRATUITE D'OFFRES D'EMPLOIS POUR LES CHÔMEURS

Vous êtes-vous vu offrir un emploi ? Vous êtes-vous vu offrir un emploi ? Vous êtes-vous vu offrir un emploi ?

Le 14 novembre 1929, l'Ouest-Eclair lance une rubrique gratuite d'offres d'emplois pour les chômeurs. Cette rubrique est destinée à faciliter la recherche d'emplois pour les personnes qui sont sans travail.

ÇA ET LA

Dans le Calvados
Le 14 novembre 1929, le Calvados a été le théâtre d'un événement important. Une manifestation a eu lieu à Caen pour protester contre la hausse des prix.

Dans la Manche
Le 14 novembre 1929, la Manche a été le théâtre d'un événement important. Une manifestation a eu lieu à Cherbourg pour protester contre la hausse des prix.

Dans la Loire-Inférieure
Le 14 novembre 1929, la Loire-Inférieure a été le théâtre d'un événement important. Une manifestation a eu lieu à Nantes pour protester contre la hausse des prix.

Le 14 novembre 1929
Le 14 novembre 1929, il y a eu de nombreuses manifestations dans toute la région. Les gens ont exprimé leur mécontentement contre la hausse des prix.

Dans la Finistère
Le 14 novembre 1929, le Finistère a été le théâtre d'un événement important. Une manifestation a eu lieu à Brest pour protester contre la hausse des prix.

Dans les Côtes-du-Nord
Le 14 novembre 1929, les Côtes-du-Nord ont été le théâtre d'un événement important. Une manifestation a eu lieu à Saint-Brieuc pour protester contre la hausse des prix.

Ce soir, à 21 heures
Ce soir, à 21 heures, il y a eu de nombreuses manifestations dans toute la région. Les gens ont exprimé leur mécontentement contre la hausse des prix.

Le 14 novembre 1929
Le 14 novembre 1929, il y a eu de nombreuses manifestations dans toute la région. Les gens ont exprimé leur mécontentement contre la hausse des prix.

OFFRES D'EMPLOIS

On cherche un homme capable de travailler dans un bureau. On cherche un homme capable de travailler dans un bureau. On cherche un homme capable de travailler dans un bureau.

GRAND GALA NAUTIQUE

Le 14 novembre 1929, il y a eu de nombreuses manifestations dans toute la région. Les gens ont exprimé leur mécontentement contre la hausse des prix.

GRAND GALA NAUTIQUE

Le 14 novembre 1929, il y a eu de nombreuses manifestations dans toute la région. Les gens ont exprimé leur mécontentement contre la hausse des prix.

17 1928-1930, années difficiles

Fondé le 2 août 1899, L'Ouest-Eclair entre en 1928 dans une période difficile. Le quotidien, les quatre hebdomadaires (l'Ille-et-Vilaine, les Côtes-du-Nord, le Morbihan, le Petit Breton) ne sont pas en danger. Loin s'en faut. Leur tirage global est à cette date de 373 217 exemplaires, soit pour le quotidien 233 217 et pour les quatre hebdomadaires 90 000. La diffusion se développe dans le Calvados et les Deux-Sèvres. Elle dépasse les prévisions faites par les fondateurs avant et après-guerre 1914-1918.

Des élections législatives sont prévues les 22 et 29 avril 1928. L'Ouest-Eclair n'a rien à en craindre comme conséquences fâcheuses. Une élection de plus, même législative, dirigeants, journalistes, personnel d'imprimeries, publicitaires, en attendent des controverses à publier sans doute, mais surtout un tirage et une vente en augmentation.

Ces élections très attendues, résultats obtenus, vont cependant être suivies, au sein de L'Ouest-Eclair, de difficultés et de ruptures...

Dix gouvernements en quatre ans !

Les précédentes élections, en 1924, avaient été très favorables au Cartel des gauches. Vaillie que vaillie, radicaux et socialistes avaient dû former dix gouvernements en quatre ans, avec Herriot, Painlevé, Briand et Poincaré, appelés à en prendre la tête successivement ou alternativement. En 1926, Herriot étant aux affaires, une crise financière grave se développe. Elle oblige celui-ci à suspendre les paiements et à subir des manifestations d'hostilité devant le Palais-Bourbon.

Herriot, le 23 juillet 1926, est remplacé par Poincaré. L'ancien président de la République est énergique. Il a montré pendant son septennat de chef de l'Etat (18 février 1913-18 février 1920). Il décide de gouverner par décrets-lois, supprime des sous-préfetures et des tribunaux, impose des augmentations d'ordre fiscal, fixe à 12 mois au lieu de 24 la durée du service militaire, institue en 1928 les Assurances sociales. La livre qui atteint au chiffre de 243 F en juillet 1926 et le dollar à celui de 50 F, tombent en décembre de la même année, l'une à 122 F, l'autre à 25 F.

Le redressement est spectaculaire. Poincaré le réussit en moins de temps qu'Herriot a mis à provoquer l'effondrement. L'Union Nationale qui soutient l'ancien président de la République devenu président du Conseil, a toutes chances d'obtenir la majorité à l'élection législative de 1928. Le Cartel des gauches en est convaincu. Mais habile et prévoyant, dès 1927 il prépare une réforme électorale pour substituer au scrutin départemental, appliqué depuis 1876 et plusieurs fois modifié, le scrutin d'arrondissement à deux tours. Il en

présente le projet à la Chambre, le 2 juillet 1927 : 304 députés votent pour, 217 contre.

Dans les cinq départements bretons, 11 députés seulement votent pour, 32 contre. Ce vote « contre » des députés bretons est-il dû à L'Ouest-Eclair ? C'est vraisemblable. Depuis plusieurs mois, Emmanuel Desgrées du Lou et son rédacteur en chef de Paris, L.A. Pagès, ont mené campagne contre ce mode de scrutin qualifié de « scrutin de mensonge » par ce dernier.



Poincaré, ancien président de la République, devient président du Conseil.

Un scrutin contesté

L.A. Pagès a publié une enquête faite par lui, dans laquelle il conclut : « Ce scrutin donnera aux 13 départements du Midi, qui ont ensemble (chiffres de 1927) 2 266 355 habitants et 753 000 électeurs, 42 députés ; aux 13 départements de l'Ouest, comptant 6 058 810 habitants et 1 698 207 électeurs, 87 députés... soit deux fois plus seulement de députés pour près de 3 fois plus d'habitants »...

Pagès poursuit : « En Pyrénées-Orientales, Nèret a été élu avec 4 387 voix ; Chevallier dans la Manche a été battu, bien qu'ayant obtenu 9 438 voix. Mêmes constatations : dans les Alpes-Maritimes, Lailolle élu avec 3 799 voix ; Baudouin battu dans la Loire avec 10 581 voix.

Le 3 avril, Emmanuel Desgrées du Lou ironise, s'adressant aux radicaux : « Le scrutin d'arrondissement est celui que l'on adopte quand on tient la queue de la poêle et que l'on se moque de la justice, de la probité et de la loyauté politique. Mais vous ne tenez plus la queue de la poêle... puisque vos fonctionnaires l'on prise... cela va de mal en pis et ira de plus en plus mal... Vous ignorez tout des grands courants rénovateurs qui se sont formés dans les profondeurs de la nation... »

Vers une concentration nationale républicaine

Quels courants ? Le directeur de L'Ouest-Eclair n'ignore rien de celui de la Démocratie chrétienne, dont il est l'un des porte-parole dans le Parti démocrate populaire, fondé en 1924. Robert Cornilleau l'est aussi, et en 1925, dans une série d'articles intitulés « Pourquoi pas » et les « Méditations d'un Démocrate », il pose et développe la question d'une collaboration éventuelle du P.D.P. avec des hommes de gauche. Pas avec tous. Avec des éléments dits « raisonnables ». Irait-il jusqu'à envisager un « Cartel » ou mieux une « concentration nationale républicaine » composée de Démocrates chrétiens, de Républicains nationaux, de membres du Parti radical et du

une élection : celle, en mai 1927, d'une sénatoriale en Vendée. Le marquis de Baudry d'Asson est candidat de l'Union Catholique. Il a comme adversaire Pacaud, un radical et Gallet de l'Action Populaire Républicaine. Au second tour, de Baudry d'Asson est élu.



R. Cornilleau, ancien journaliste au Mans, un des porte-parole du P.D.P.

Emmanuel Desgrées du Lou, dès le premier tour a protesté contre cette proposition d'union faite par Jean Guiraud. « Si par aventure, écrit-il, ce vœu du directeur de La Croix qui aboutirait à la formation d'un véritable parti catholique, était exaucé, j'ose lui prédire que pour la cause qu'il accuse les catholiques de mal servir, ce serait plus qu'un échec, une débâcle ».

Tous contre le Cartel des gauches

Les élections législatives sont désormais proches. Un seul thème : la paix, propose L'Ouest-Eclair. « Tous contre le Cartel des gauches, tous pour l'Union nationale ». Pas question, selon les 300 démocrates populaires réunis en mars en congrès à Guingamp, de transposer la lutte politique sur le terrain religieux. Oui, mais... « Les droites, écrit Emmanuel Desgrées du Lou, prétendent monopoliser la défense religieuse... Nous, nous avons entrepris une œuvre de libération de la Droite ».

Il répond ainsi à Eugène Delahaye, qui dans le **Nouvelliste de Bretagne**, constate avec inquiétude qu'à Vannes, Ploërmel, Redon, Vitré... notamment les candidats soutenus par l'Ouest-Eclair sont opposés à des candidats recommandés par la Fédération Nationale Catholique. Il accuse les premiers d'être manœuvrés par la gauche et précise : « A Vannes, Ernest Pezet, cofondateur du P.D.P., affronte le comte de Chavannes ; à Vitré, Robert Bellanger, indépendant, est opposé au comte

de Lyrot et à Marcel Rupied de la F.N.C. ; à Ploërmel, André Bahier, républicain catholique, est l'adversaire du comte du Plessis de Grénédan. »

Il faut attendre les résultats du deuxième tour pour que Emmanuel Desgrées du Lou réponde. Ils sont, en France comme en Bretagne, ceux que L'Ouest-Eclair espérait. L'Union Nationale de Poincaré triomphe en obtenant 323 sièges ; le Cartel des gauches est nettement battu avec 283 sièges, dont 125 attribués à des radicaux-socialistes, 131 à des socialistes, 12 à des communistes. En Bretagne, sur 49 élus, 25 sont indépendants ou démocrates, 22 radicaux ou socialistes, 2 sans rattachement. De nouveaux élus feront carrière politique avant et après-guerre 1939-1945. Citons dans les Côtes-du-Nord Geistdoerfer (radical), en Ille-et-Vilaine Guy La Chambre (républicain), en Loire-Inférieure Blancho (socialiste), dans le Morbihan l'abbé Desgranges (indépendant), Ernest Pezet (P.D.P.).

Une campagne de libération

Le directeur de L'Ouest-Eclair est heureux et fier des résultats. Le 7 mai, sous le titre « Une campagne de libération », il écrit : « Nous avons délogé dans certaines circonscriptions les représentants des vieux partis conservateurs et royalistes : à Vitré, Ploërmel, Vannes, Les Sables-d'Olonne, La Roche-sur-Yon... Les catholiques républicains en avaient assez de toujours voter, depuis cinquante ans, pour les candidats de la droite et des royalistes qui'ils ne se sentaient plus la force de supporter. »

« Catholique républicain », l'expression (ou vocable) est nouvelle. Laisse-t-elle prévoir que des candidats républicains et catholiques préférèrent se présenter comme tels que patronnés par la Fédération Nationale Catholique et ses comités diocésains ? Sans doute...

Républicain et catholique, le nouveau député de Vitré, Robert Bellanger, a affirmé l'être dans sa profession de foi. Il a déclaré être partisan de toutes les libertés, de conscience, de parole, de la presse, d'association, d'enseignement du syndicalisme. A la Fédération Nationale Catholique qui l'a interrogé, il a répondu qu'il adhère à ses revendications concernant la famille, la paix scolaire, la suppression des lois relatives aux congrégations religieuses, à la liberté d'enseignement.

Robert Bellanger contesté

Ces affirmations ne calment ni la colère ni l'amertume des électeurs de Marcel Rupied, candidat de la F.N.C. Le curé-doyen de Bain-de-Bretagne, Jean-Marie Boué, le 6 mai 1928, dans des termes estimés diffamatoires, a fait référence à la campagne électorale de Vitré, à l'élection de Robert Bellanger, pour justifier une mise en garde de ses paroissiens contre L'Ouest-Eclair et

l'abbé Trochu (voir le numéro d'octobre-novembre 1992). Les membres du Conseil de direction et de rédaction de L'Ouest-Eclair décident de déferer ces accusations à l'Officialité de Rennes. Le 2 juillet, le cardinal Charost constitue un tribunal. Il a pour président le chanoine Jourdan, vicaire général, et pour juges les chanoines Jouzel et Helleu.

La question qui leur est posée est de savoir « si le chanoine Boué avait diffamé le journal L'Ouest-Eclair et ses dirigeants » ? Réponse de l'Officialité : « L'Officialité » a d'abord constaté que le délit de diffamation n'existait pas, faute d'intention de diffamer. D'autre part, les assertions de l'inculpé loin d'être mensongères s'appuient sur des faits réels. » Les dirigeants de L'Ouest-Eclair sont déboutés et condamnés à verser 1 000 F au chanoine Boué au titre de dommages-intérêts.

La « Semaine Religieuse » du diocèse publie ce jugement le 20 février 1930. Coïncidence, le lendemain 21 février, Robert Bellanger entre comme sous-secrétaire d'Etat à la Marine dans le premier cabinet Chaumets, qui est renversé le 25 février, jour de sa présentation. Dans les attendus du jugement de l'Officialité Diocésaine, reproche est fait au nouveau député de Vitré « de ne pas fréquenter l'Eglise..., d'avoir tourné le dos à sa mère la Sainte-Eglise pour consacrer mariage devant le pasteur protestant, d'être pour le moins suspect d'hérésie ».

La rupture de L'Ouest-Eclair avec Robert Bellanger est déjà faite depuis plusieurs mois.

(A suivre.)

L'abbé Félix Trochu est décédé à Saint-Servan en 1950

Des lecteurs du **Relais**, surpris de lire dans un ouvrage paru très récemment et évoquant l'affaire Seznec, que l'abbé Félix Trochu était décédé de manière tragique, peu après la guerre 1939-45, nous ont demandé si cette information est exacte. Voici les renseignements que nous avons obtenus à la source la plus sûre.

Félix Trochu naquit à Guer (Morbihan) le 25 mai 1868.

Ordonné prêtre le 17 juin 1892, il fut nommé vicaire, de manière successive, dans les paroisses suivantes :

Saint-Laurent à Rennes (1892), La Guerche (1894), Saint-Aubin à Rennes (1895), Tinténac (1896), Saint-Sulpice de Fougeres (1898), puis aumônier du collège Saint-Etienne de Rennes en 1900. L'abbé se retira du ministère en 1906.

Il quitta L'Ouest-Eclair en 1930. Pendant l'Occupation, il se fixa à Monte-Carlo.

Le 26 septembre 1950, il décéda à Saint-Servan, où il habitait, à l'âge de 82 ans, et fut enterré au cimetière du Nord à Rennes.

Joseph FONTAINE.

5

Centimes



L'Ouest-Eclair

Journal Quotidien d'Informations

5

Centimes



Le numéro 18 n'est pas paru

Dans ce numéro, vous ne trouverez pas le 18^e chapitre de l'histoire de « L'Ouest-Eclair ». Les lecteurs captivés par cette série qui vaut tous les feuilletons voudront bien nous en excuser. Il ne s'agit pas d'une grève inopinée ni d'un incident technique malencontreux.

C'est plus sérieux. Notre excellent confrère Joseph Fontaine qui conte avec talent et passion cette histoire de « L'Ouest-Eclair » est malade. Il a dû être hospitalisé et pouvait difficilement assurer sa chronique pour ce début février.

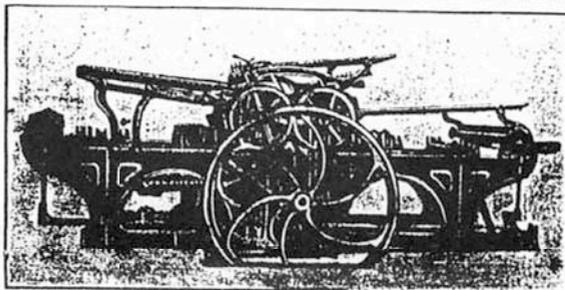
C'est qu'il est bon de savoir que le travail accompli par Joseph Fontaine est long et complexe. Il lui faut consulter les archives de toutes origines, lire nombre de publications, rencontrer des témoins, vérifier les dires des uns et des autres. Bref accumuler une documentation considérable avant de rédiger son texte : « Mais ça me passionne et ça m'amuse », dit-il.

Ouais ! N'empêche que ce n'est pas une œuvre de tout repos et il mérite bien les compliments et l'admiration de nos lecteurs. D'autant qu'il ne faut pas oublier que per-

sonne n'a jamais encore écrit une histoire exhaustive de « L'Ouest-Eclair ». C'est une exclusivité que vous offre ainsi (gratuitement) « Le Relais ».

Tous nous souhaitons donc à Joseph Fontaine de se rétablir rapidement et nous lui donnons rendez-vous pour le numéro d'avril-mai. « Le Relais ».

2 AOÛT 1899



Type de presse sur laquelle fut tiré
le premier numéro de l'Ouest-Eclair le 2 Août 1899

Tirage : 1.800 exemplaires

18

La rupture (prologue)

« L'Ouest-Eclair », fondé le 2 août 1899, entre en 1928, après les élections législatives des 22 et 29 avril, dans la période la plus difficile de son histoire. L'évolution politique, religieuse, sociale de l'après-guerre pouvait-elle la laisser prévoir ? Les résultats électoraux ont été excellents pour les candidats soutenus par « L'Ouest-Eclair » et ses quatre hebdomadaires départementaux. Mais à Vannes, Vitré, Ploërmel, des polémiques assez vives ont eu lieu entre représentants de la Fédération Nationale Catholique (F.N.C.), Indépendants et membres du Parti Démocrate Populaire. Dans l'arrondissement de Vitré, Robert Bellanger, présenté comme indépendant, soutenu par L'Ouest-Eclair, élu au second tour contre un F.N.C., Marcel Rupied, a été à l'origine d'une polémique, ouverte par une déclaration faite en chaire par le chanoine Boué, curé de Bain-de-Bretagne. L'Officialité diocésaine en a été saisie par des responsables de la Direction de L'Ouest-Eclair. Ils ont été déboutés et condamnés à des dommages-intérêts (voir article 17 de décembre-janvier 1929-30).

Le procès et le jugement font du bruit. La presse nationale en est saisie. La sentence, bien que rendue tardivement, va en faire davantage.

Un député encombrant

Le 20 février 1930, le chanoine Boué envisage de porter le litige devant le tribunal de la Rote, à Rome, pour que soit étudié et confirmé le jugement de l'Officialité diocésaine. Coïncidence, le lendemain 21 février, Robert Bellanger est nommé sous-secrétaire d'Etat dans le cabinet de Chautemps, chef de l'opposition radicale-socialiste. Ce gouvernement, qui succède à celui d'André Tardieu, est renversé quarante-huit heures après.

L'acceptation par Robert Bellanger d'un poste de sous-secrétaire dans un gouvernement dirigé par un franc-ma-

çon radical-socialiste, crée un choc. Emmanuel Desgrées du Lou est surpris, déconcerté, turieux. Opposé au radicalisme, à la franc-maçonnerie — dont il craint le retour au pouvoir — qu'il a combattu avec vigueur en 1924 lorsque Edouard Herriot et le Cartel des gauches ont voulu imposer la laïcisation en Alsace-Lorraine, le directeur-gérant de L'Ouest-Eclair déclare qu'il a été berné par Robert Bellanger.

Cet industriel de Saint-Denis, installé depuis au Theil-de-Bretagne, comme propriétaire terrien, avait sollicité en 1926 l'appui de L'Ouest-Eclair. Il se déclarait candidat dans l'arrondissement de Vitré. « catholique, républicain,

adversaire des lois d'exception, partisan de la paix scolaire, adversaire du Cartel et des radicaux ; chaud partisan de Poincaré ».

Le nouvel élu, au fil des mois, ne s'était pas montré très fidèle à cette ligne politique. A la Chambre des députés, il avait pratiqué l'abstention dès 1929, lors de projets présentés par le gouvernement Tardieu.

Que pensait l'abbé Trochu du nouvel élu qu'il avait recommandé à Emmanuel Desgrées du Lou ?

L'abbé, homme d'affaires, responsable de l'administration de L'Ouest-Eclair avait pris en charge à titre per-

(Suite page 4)

LE TRIBUNAL DE LA S. ROTE ROMAINE CONFIRME LE JUGEMENT DE L'OFFICIALITE DE RENNES DU 18 JANVIER 1930

A la suite du jugement de l'Officialité de Rennes, en date du 18 janvier 1930, et dont les conclusions furent publiées dans la Semaine Religieuse du 22 février 1930, MM. les Membres du Comité de Direction et de Rédaction du journal L'Ouest-Eclair interjetèrent appel à Rome de la sentence qui les condamnait.

C'est le résultat de cet appel que nous publions aujourd'hui, d'après les documents émanés de la Chancellerie de la S. Rote Romaine.

« Dans la Cause de Rennes, Diffamation et Injures, entre MM. Emmanuel Desgrées du Lou, André Saucourt, Charles Frédoût, Athanase Moreux, Directeurs et Rédacteurs du journal L'Ouest-Eclair, acteurs appelants, d'une part,

» Et M. l'abbé Jean-Marie Boué, curé de la ville de Bain-de-Bretagne, prévenu et appelé, d'autre part,

» Le 11 novembre 1930, le Ponent de la Cause (Mgr Parillo) a rendu le Décret suivant :

» Attendu la renonciation que MM. Emmanuel Desgrées du Lou, André Saucourt, Charles Frédoût, Athanase Moreux, ont fait de l'appel interjeté par eux contre la sentence du Tribunal de Rennes en date du 18 janvier 1930;

» Attendu l'acceptation de cette renonciation par l'autre

partie, c'est-à-dire M. l'abbé Jean-Marie Boué, curé de Bain-de-Bretagne;

» Entendu le Promoteur de la Justice de notre S. Tribunal;

» Le Ponent soussigné admet la renonciation faite et il déclare en conséquence que la susdite sentence du 18 janvier 1930 a désormais « force de chose jugée » et qu'elle doit être mise à exécution (can. 1917, § 1).

» Les renouçants sont tenus de payer tous les frais judiciaires (can. 1741),

» Et notification sera faite. »

Signé :

F. PARILLO, Ponent.

De la Chancellerie le 11 novembre 1931.

Signé :

T. TANI, Notaire
 de la S. Rote Romaine.

L'Officialité Diocésaine regrette qu'un journal local ait publié ce jugement de Rome avant la Semaine Religieuse, qui est le journal officiel de l'Archevêché.

L'Officialité le fait insérer dans le présent numéro, premier qui paraît après communication officielle aux intéressés.

sonnel la fondation, l'installation et la parution, à Montpellier, d'un quotidien, **Le Sud**, pour concurrencer le quotidien royaliste **L'Éclair**. Quelques dépôts furent ouverts dans le Tarn. Mais le nouveau quotidien, faute de ventes, cessa de paraître.

Création des Papeteries de Bretagne

Les Papeteries de Bretagne — dont l'abbé eut, dès 1926, l'excellente idée d'accepter le projet de construction, route de Lorient, à Rennes, présenté par l'ingénieur en papeterie Chazal — lui prenait aussi une bonne partie de son temps. L'usine était prévue pour produire 15 tonnes de papier par jour destiné à l'imprimerie de la rue du Pré-Botté. Six mois plus tard, il fallut l'agrandir pour qu'elle en fournisse 25 tonnes. Les résultats techniques et financiers étant excellents, la société des Papeteries de Bretagne, anonyme et indépendante non cotée en Bourse, contrôlée exclusivement par **L'Ouest-Eclair**, achète à la Chambre de Commerce 18 000 m² de terrain pour pouvoir stocker l'approvisionnement en bois de trois années, construire des transporteurs aériens, capables de manipuler chaque jour 200 tonnes de matières premières et de papiers fabriqués.

Cette industrie de papiers, mécanique et chimique, est unique en France à ces dates de 1927-1928. En janvier 1929, la société des Papeteries de Bretagne, considérée comme une affaire de famille, lance une émission de trois millions d'obligations, disponibles aux guichets de la Banque de Bretagne.

Cette création réalisée par **L'Ouest-Eclair** et pour **L'Ouest-Eclair**, s'ajoute à d'autres réalisées par l'abbé Trochu, seul ou avec des amis : tels France-Economat, pour les écoles libres ; Jardins Ouvriers ; maisons de type Loucheur (ministre avec lequel il établit des relations étroites), etc.

Toutes ces responsabilités cumulées lui permettent-elles de suivre avec attention l'évolution de la clientèle de **L'Ouest-Eclair** et de **L'Ouest-Eclair** lui-même dans ses rapports avec la hiérarchie ecclésiastique ? Apparemment oui. En fait, il se trouve à la frontière conflictuelle qui s'établit entre l'homme d'affaires et le prêtre chargé d'œuvres sociales.

Chevalier de la Légion d'honneur

Pour l'heure, le 3 décembre 1929, l'un et l'autre sont à la fête, dans le hall de **L'Ouest-Eclair**. L'abbé Trochu y reçoit la croix de chevalier de la Légion d'honneur des mains de son secrétaire général, directeur du **Nouveliste** du Morbihan, Charles Frédoût.



La façade des Papeteries de Bretagne, rue de Lorient, à Rennes, n'a guère changé depuis la construction en 1926-1927. L'usine, après avoir connu bien des difficultés, est maintenant propriété du groupe Menigault.



Les Papeteries de Bretagne s'élevaient en bordure de la Vilaine, le transport par péniches étant alors largement utilisé.

André Saucourt, administrateur, salue en l'abbé l'homme d'honneur, d'action et d'énergie. Henri Jan, secrétaire de rédaction, le félicite en l'absence du rédacteur en chef, Athanase Moreux, souffrant. Francis Rallier, directeur du personnel, parle de sa bonté et de son énergie. Emmanuel Desgrées du Lou, lui rappelle qu'il est prêtre et que pour cela certains essayent de l'attaquer.

Après remerciements, l'abbé parle de « franche collaboration, d'entente entre les deux directeurs et leurs collaborateurs ». La réunion se termine par la remise de la médaille de la Mutualité à un linotypiste, M. Lanoé.

Le climat est au beau fixe !... mais restent deux affaires délicates : la menace d'une présentation à Rome, devant la Rote, du procès en calomnie soumis à l'Officialité diocésaine ; la décision prise par le député Robert Belanger d'entrer dans le cabinet Camille Chautemps.

« Je ne saurais jamais m'exposer à être condamné... éventuellement, par ce tribunal de Rome. Je ferai tout pour l'éviter », déclare Emmanuel Desgrées du Lou qui prend conseil auprès du cardinal Verdier, archevêque de Paris.

« Voyez, lui conseille celui-ci, le cardinal Charost. Suggérez-lui qu'il intervienne auprès du chanoine Boué, et lui dise : « Voyons, monsieur le Curé, vous avez obtenu un jugement qui vous est favorable. Inutile d'en demander confirmation à Rome. Assez d'agitation. Le clergé et les catholiques ont besoin de calme et de recueillement ».

Le cardinal accepte. Paraissent dans **L'Ouest-Eclair**, la **Semaine Religieuse** et **Le Nouvelliste de Bretagne**, quelques lignes dans lesquelles les dirigeants du quotidien de la rue du Pré-Botté font savoir : « Nous voulons bien, en considération d'intérêts supérieurs et par déférence envers le Cardinal, cesser le combat ». Ouf ! Mais, l'affaire

est-elle terminée ? Le 11 novembre 1920, la chancellerie de la sainte Rote fait savoir qu'après renonciation des plaignants (Ouest-Eclair) d'un recours devant elle, la sentence de l'Officialité diocésaine prononcée le 18 janvier à force de chose jugée.

Le cas de Robert Bellanger est plus difficile, sinon impossible à régler. Le député de Vitré, en entrant dans le cabinet Chautemps, a adhéré au Cartel des gauches. Il a déclenché contre lui ceux qui doutaient, à Vitré, de sa bonne foi et ridiculisé ceux qui, à L'Ouest-Eclair, ont soutenu sa candidature. Emmanuel Desgrées du Lou, en pages intérieures, expose « le cas Bellanger », parle à son propos de trahison.

Le député de Vitré veut démontrer « qu'il n'a fait qu'ouvrir la voie à une expérience que Robert Cornilleau, leader du Parti démocrate populaire, a formulée en déclarant : « pourquoi pas collaborer avec les Gauches sur les points communs aux deux partis ». Le rappel est habile.

« Nous avons été trompés »

Riposte du leader Parti Démocrate Populaire : « Absent de Paris quand le ministère Chautemps s'est constitué, je l'ai dénoncé tout de suite comme un



F. Rallier, directeur de l'Imprimerie.

ministère de Cartel camouflé et je me suis réjoui qu'un vote sage et courageux de la Chambre ait mis fin en vingt-quatre heures à cette combinaison échaudée par la franc-maçonnerie. »

« Pourquoi pas ? » n'a rien à voir dans cette affaire. C'est une thèse de philosophie historique, une hypothèse de large collaboration possible, l'esquisse d'une politique d'avenir très éloignée de la réalité qu'était le ministère Chautemps, dont le programme flou restait dans l'équivoque, mais dont la composition, en presque totalité radicale-socialiste, ne trompait personne. »

Conclusion d'Emmanuel Desgrées du Lou : « Il reste de cette déplaisante

aventure que nous avons été trompés ».

L'abbé Trochu, en ce moment, est à Montpellier. Il reçoit du directeur de L'Ouest-Eclair l'article qu'il a publié sur Bellanger. Quelques mots le complètent : « Je me suis borné, écrit-il, à constater un fait : l'opposition éclatante de l'attitude présente de M. Bellanger sur ses déclarations de 1928. Si nous acceptons qu'un homme politique puisse en si peu de temps démentir les promesses qu'il a faites, nous semblerions autoriser une immoralité politique que, Dieu merci, nous n'avons jamais admise. »

L'abbé lui répond : « En politique, je ne vous suis plus. Ma raison et ma conscience me l'interdisent. Avez-vous été plus spécialement influencé par le souci ou le besoin de complaire aux autorités religieuses ? S'il en était ainsi, il vous resterait bientôt les yeux pour pleurer. »

Propos peu amènes. D'autres suivent, plus durs, voire plus blessants, qui préparent entre les deux directeurs fondateurs, une rupture définitive.

« Vous paraissez attaché seulement, écrit l'abbé Trochu, à la politique du Ralliement, celle que vous faisiez déjà en 1898. L'évolution à gauche des masses vous échappe, alors que cette évolution continue est fatale... et qu'elle se fera inéluctablement contre nos idées dans le sens matérialiste, ainsi que nous avons déjà vu le fait se produire à l'avènement du régime républicain. »

Joseph FONTAINE



19 La rupture (épilogue)

L'Ouest-Eclair, 31 ans après sa fondation le 2 août 1899, est au centre d'une divergence grave entre Emmanuel Desgrées du Lou et l'abbé Trochu, l'un et l'autre directeurs gérants de la Presse Régionale de l'Ouest (PRO). Ils ne sont pas d'accord sur la ligne politique du quotidien. L'abbé, en termes assez vifs, reproche à Emmanuel Desgrées du Lou d'être trop attaché à la politique du Ralliement à la République, préconisée par Léon XIII.

Lui, estime qu'il faut suivre l'évolution à gauche des masses et il la qualifie de fatale. La rupture définitive est proche entre les deux co-fondateurs.

Qu'est-ce à dire ?

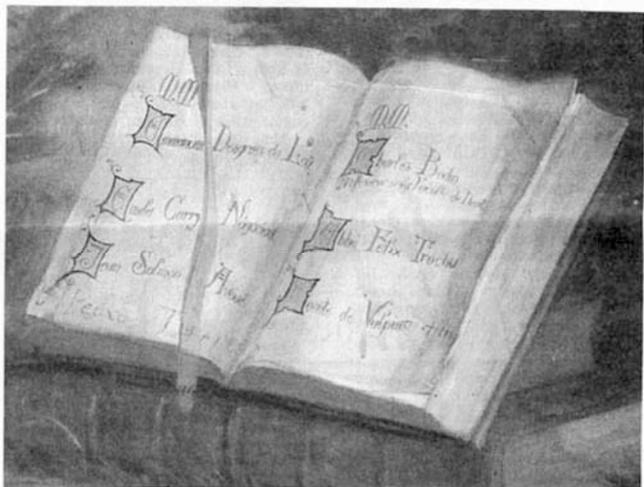
Le Ralliement de Léon XIII est pour lui, l'abbé, dépassé ; la démocratie chrétienne qui s'en inspire aussi. L'avenir est à gauche. Le social, en lui, saisit le socialisme et au-delà.

Confusion. Dans son livre « 35 années de politique religieuse », l'abbé Trochu — qui signe Paul Delourme — complète sa pensée à propos d'Emmanuel Desgrées du Lou hostile à la Franc-Maçonnerie :

« Il était incapable, écrit-il, de concevoir de quelle façon la mystique de la Franc-Maçonnerie, rejoignant par ses sommets un idéal dans ce qu'il a de largement humain, devrait être l'idéal de tous les chrétiens ; incapable de comprendre pour quelles raisons ces prétendus enfants des ténèbres précéderont les prétendus fils de lumière. » Dérapage ! La locomotive sort de ses rails. L'abbé devenait-il franc-maçon ?.. Le bruit, même inondé, en court.

Un entretien à Paris, en avril 1930, entre l'abbé et le nonce, Mgr Maglione, s'impose. Le représentant du Pape met en garde son interlocuteur. Il lui fait savoir qu'« il aime bien le Parti Démocrate Populaire, mais pas la tendance gauche exprimée par Robert Cornilleau et lui-même l'abbé Trochu. On vous reproche, lui dit-il, d'orienter L'Ouest-Eclair trop à gauche. Des lettres de parlementaires m'en font part. Ils se plaignent de votre orientation. » Conclusion du nonce : « Abandonnez à Desgrées du Lou la direction politique de L'Ouest-Eclair. Vous garderez l'administration du journal, sinon il me sera impossible de vous défendre comme je l'ai fait jusqu'ici. »

L'avertissement et le conseil donnés par le nonce sont clairs. L'abbé ne doute pas qu'ils lui sont transmis par le Vatican, informé par Mgr Maglione qui, à plusieurs reprises, est intervenu



Le livre d'or de L'Ouest-Eclair avec la signature des « pères fondateurs ».

à Rome pour éclairer le Pape sur des rapports de prêtres et de laïcs d'Action Française, hostiles à L'Ouest-Eclair.

L'abbé s'engage à abandonner

L'abbé, selon son témoignage, prend l'engagement d'abandonner la direction politique du quotidien. En principe, selon l'accord passé entre Emmanuel Desgrées du Lou et lui, il n'avait plus en charge que l'administration. En fait, il participait à l'orientation politique, au choix des candidats aux élections, aux réunions du Parti Démocrate Populaire. Que vaut sa décision de ne plus prendre part à l'orientation politique ? Lui-

même, dans son « Histoire de l'Ouest-Eclair », s'interroge. S'agissait-il de laisser à Emmanuel Desgrées du Lou le libre choix d'une orientation, d'une campagne électorale, d'un gouvernement ? L'abbé doutait lui-même de son propre engagement. Quelques mois plus tard, en 1931, lors de la fondation de « L'Ouest-Journal », le doute à ce sujet n'existait plus.

Un fait divers, en apparence sans importance particulière, provoque la rupture définitive entre les deux co-fondateurs et directeurs. Le 25 mai 1930, les anciens combattants de l'arrondissement de Vitré sont en fête. Invité, le député Robert Bellanger prononce un discours. Le correspondant local du quotidien s'interroge. Doit-il en rendre compte ? Oui, bien sûr, la mani-

festation est importante. Il écrit son papier, y intègre le discours, l'envoie par hors-sac à la rédaction de Rennes.

L'affaire du courrier de Vitré

Le hors-sac remis à la gare rate le train, qui doit arriver gare de Rennes à

A	B
ANNEES	TIRAGES DE L'O
1899	12000
1900	
1901	12000
1902	
1903	
1904	
1905	20000
1906	
1907	
1908	
1909	
1910	
1911	
1912	
1913	80000
1914	
1915	400000
1916	
1917	
1918	400000
1919	
1920	
1921	
1922	
1923	
1924	
1925	173619
1926	164887
1927	167248
1928	180708
1929	192865
1930	207106
1931	228608
1932	240722
1933	268741
1934	301490
1935	326250
1936	341951
1937	330642
1938	307663
1939	351383
1940	411560
1941	335348
1942	304238
1943	278476
1944	227870

21 h 30 le soir. Le train suivant est en gare à minuit. Le secrétaire de rédaction, inquiet, prévient du retard l'abbé Trochu. Il lui demande : « Voulez-vous que je vous rappelle pour vous communiquer le texte du discours ? » Inutile, répond l'abbé, laissez-moi dormir. Le lendemain, texte et discours paraissent en bonne place dans la page départementale d'Ille-et-Vilaine. Eclats et protestations au secrétariat général de la direction. Emmanuel Desgrées du Lou, en déplacement à Paris, est prévenu par téléphone de la parution du discours. Il décide de réunir ses conseillers et, avec leur accord, rédige une lettre destinée aux membres du Conseil de surveillance. Il y demande :

« Pour mettre un terme au conflit existant entre lui et l'abbé Trochu, l'exclusivité de droit et de fait de la direction de "L'Ouest-Eclair", d'être le seul qualifié pour engager directement ou indirectement la politique du journal, donner à nos collaborateurs des autorisations, des instructions ou des ordres. »

Il ajoute : « J'entends qu'à ces autorisations, à ces instructions et à ces ordres, cessent de s'opposer des autorisations, des instructions et des ordres contraires de l'abbé Trochu, co-gérant. »

Tout est dit, qui témoigne à la fois d'un désir d'en finir avec un conflit ayant progressivement pris une ampleur insupportable et, d'autre part, d'en terminer avec l'abbé et avec ses interventions directes près du personnel.

Le Conseil de surveillance, réuni le 30 juin 1930, approuve le texte de cette lettre et donne mandat à son président, Jean des Cognets, pour réunir en assemblée générale les actionnaires de la Presse Régionale de l'Ouest. Deux questions sont à l'ordre du jour : régler définitivement tous les conflits de pouvoir et de personne, réaliser l'unité de la direction.



Le président du Conseil de surveillance, M. Jean des Cognets.

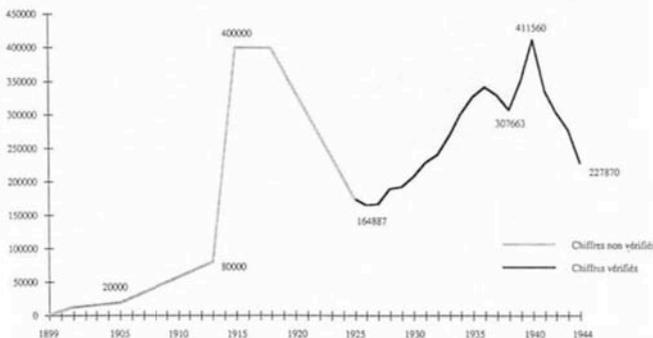
Une menace d'excommunication

Les événements vont se succéder rapidement. Résumons : en juin, le nonce écrit au cardinal Charost, après avoir reçu à l'archevêché, en avril 1930 : « Vous avez la liberté d'agir avec lui comme il vous plaira. » Le 14 du même mois, convocation de Desgrées du Lou chez le cardinal ; le 23, l'abbé est reçu à l'archevêché. Il est prié par le cardinal de quitter « "L'Ouest-Eclair" immédiatement, sinon c'est pour lui la "suspense a divinis" (celle des sacrements). Rome serait disposé, en cas de refus, à prononcer l'excommunication. »

Décontenancé, l'abbé ne discute pas, mais s'élève contre la menace de ces éventuelles sanctions. Le lendemain, il écrit à Emmanuel Desgrées du Lou : « Le cardinal Charost m'a

TIRAGE DE L'OUEST-ECLAIR

1899 - 1944



L'évolution de la vente de L'Ouest-Eclair.

donné l'ordre de quitter L'Ouest-Eclair. J'obéis, veuillez en prendre acte.»

Surprise, émotion au sein du personnel. Un délégué propose de déclencher une grève dans tous les services. « A quoi bon, lui répond l'abbé, c'est l'autorité ecclésiastique qui me frappe, je n'ai qu'à m'incliner. »

La remarque concernant « l'autorité ecclésiastique » est importante. L'abbé Trochu en tirera argument pour contester juridiquement son éviction.

La presse locale et nationale, rapidement informée, multiplie les commentaires, les hommes politiques aussi. Le rôle du nonce et du cardinal

Charost est le sujet d'interprétations diverses. Certains craignent que l'intervention du nonce soit dénoncée comme un acte portant atteinte à la politique intérieure de l'Etat.

Le 3 juillet, dans une lettre brève, le cardinal lui écrit : « J'estime, les choses étant ce qu'elles sont, qu'il serait beaucoup plus digne pour vous et d'une attitude plus honorable, de notifier au public que vous quittez de vous-même et irrévocablement L'Ouest-Eclair, pour goûter un repos physique et tenace. »

Hésitation

L'abbé va-t-il accepter ? Il rappelle qu'en mars 1917 un contrat, ratifié par une assemblée générale des actionnaires, a fait de lui « un collaborateur

jouissant des mêmes pouvoirs que le gérant Emmanuel Desgrées du Lou et pour une durée identique à la sienne ».

En outre, en 1920, un additif à ce contrat prévoit que l'abbé, s'il est contraint par l'autorité ecclésiastique d'abandonner L'Ouest-Eclair, continuera « à percevoir sa vie durant un traitement égal à celui de sa dernière année d'exercice. »

Le Conseil de la Presse Régionale de l'Ouest n'est pas d'accord sur cette disposition d'ordre financier. Il préfère attribuer « une libéralité », c'est-à-dire une somme globale et définitive. Pas question, répond l'abbé Trochu, qui assigne le gérant de L'Ouest-Eclair devant le Tribunal de commerce de Rennes. In extremis, un prélat du Vatican, Mgr Vanneville, prévenu du débat public prêt à s'engager, propose aux deux parties de s'en remettre à un arbitrage. Un arbitre accepté par les parties, M^{re} Albert Salles, ancien bâtonnier, après avoir entendu l'avocat de l'abbé et celui de L'Ouest-Eclair, se prononcera sur le litige et la demande en dommages-intérêts formulée par le co-gérant évincé. L'arbitrage est accepté. L'arbitre estime que la rupture des conventions de 1917 et de 1920 est le fait de l'abbé Trochu lui-même qui, sur la décision du cardinal Charost et non du Conseil, a quitté la direction et l'administration de L'Ouest-Eclair. L'abbé est débouté. La rupture est définitive.

L'Action Française s'en réjouit et s'en attribue le mérite pour avoir combattu pendant trente années L'Ouest-Eclair et ses fondateurs. A Rennes, Eugène Delahaye, directeur de La Province, évincé en 1928 du Nouvelliste de Bretagne (comme on le lira plus loin), fait de l'abbé Trochu ce portrait.

Un travailleur infatigable

« Il a été un travailleur infatigable, un administrateur incomparable, un industriel audacieux, un banquier parfois heureux, un chef de personnel en même temps ferme et bienveillant, un propagandiste toujours au labeur, un organisateur que les scrupules n'ont pas précisément étouffé. L'Ouest-Eclair fut pour lui une usine merveilleusement outillée et dont il était le chef heureux et incontesté... Il était le grand patron... Mais il n'avait rien de l'ingénieur sans lequel l'entreprise ne marcherait pas. L'ingénieur dans l'usine L'Ouest-Eclair s'appelait Emmanuel Desgrées du Lou. »

Cet hommage exceptionnel, rendu en mars 1936, par l'un des plus tenaces adversaires politiques de L'Ouest-Eclair, mérite d'être cité.

Eugène Delahaye, en 1928, très engagé dans la campagne des législatives, avait rudement pris à partie L'Ouest-Eclair et particulièrement l'abbé Trochu, traité par lui de « prêtre-camarade ». Le polémiste-né qu'était le directeur du Nouvelliste de Bretagne était menacé d'une nouvelle plainte de L'Ouest-Eclair et d'un procès



L'Ouest-Eclair

LE GRAND RÉGIONAL RÉPUBLICAIN

33^{ème} ANNÉE

L'Ouest-Eclair soigne sa publicité.

devant l'Officialité diocésaine. Le jugement du premier n'était pas encore rendu. Trop, c'est trop. Les évêques de Bretagne, fondateurs du **Nouvelliste**, qu'ils finançaient depuis 23 ans, appréciaient de moins en moins la ligne suivie par leur quotidien. Ils souhaitaient que le directeur appliquât celle définie par eux, c'est-à-dire d'un « **journal catholique par son esprit, sa doctrine, sa docilité au pape et aux évêques** ».

Au sein du conseil d'administration du **Nouvelliste**, le président Delisse, appuyé par Dassonville, délégué à Paris de la Presse Régionale, n'était pas d'accord avec le vice-président, le sénateur de Baudry d'Asson soucieux, lui, de réaliser un projet d'évolution politique du journal. Le sénateur, d'opinion monarchiste, en fit part au cardinal Charost.

Réponse : « **Le journal projeté renouvellerait, non pas certes la même doctrine politique et sociale, mais la même conception formelle, la même laïcisation de presse que celle qu'a opérée L'Ouest-Eclair. Si le Nouvelliste, doit tomber, qu'il tombe sous le signe catholique et avec le programme de son institution** ».

En clair, **Le Nouvelliste**, fondé pour faire pièce aux idées politiques de **L'Ouest-Eclair**, ne doit pas devenir, à son tour, un journal politiquement engagé, mais cette fois sous la bannière des monarchistes et des indépendants républicains.

Deux démissions parallèles

Eugène Delahaye est informé de la nomination d'un directeur : l'abbé Amand Jallier, curé de Redon. Invité à collaborer avec lui, il préfère démissionner et fonder l'hebdomadaire **La Province**, avec l'appui financier du sénateur Baudry d'Asson, de Vendée.

Démission forcée. Elle précède celle de l'abbé Trochu. L'une et l'autre ont été engagées par la hiérarchie religieuse, alertée et secondée par d'autres intervenants. On remarque ainsi que se trouvent concernés, en pays catholique, deux directeurs de quotidiens régionaux, fondés l'un pour répondre au **Ralliement**, lancé par Léon XIII ; l'autre par des évêques bretons soucieux de créer un quotidien catholique docile au pape et à eux-mêmes.

L'abbé Trochu va-t-il, en 1930, après la décision du juge-arbitre Albert Salles, mettre un terme à sa carrière d'homme d'affaires et de presse ? Pas question. Reste à régler le montant de la libéralité que le Conseil de la Presse Régionale de l'Ouest accepte de lui attribuer. Restent aussi les actions qu'il possède et celles du groupe d'amis qui peut lui faire confiance au jour des assemblées générales d'actionnaires. Reste aussi à suivre de près, sinon à participer au projet, dont on parle, d'un quotidien concurrent... à réaliser à

Rennes. Ces séquences et la rupture définitive entre les deux co-fondateurs de **L'Ouest-Eclair** ne seront plus à la « une » de la presse nationale, attentive à l'évolution de l'affaire, présentée par les uns comme celle de « Trochu - L'Ouest-Eclair », par d'autres : « Trochu - Desgrées du Lou - Charost », etc.

Le cardinal Charost décède le 7 novembre 1930. Ses obsèques solennelles ont lieu le 13, à la cathédrale de Rennes. Mgr Duparc, évêque de Quimper, prononce l'homélie du défunt. Dans les premiers rangs de la foule, **L'Ouest-Eclair** est représenté par MM. Bodin, administrateur, Emmanuel Desgrées du Lou, directeur, Moreux, rédacteur en chef. L'abbé Trochu n'est pas cité.

Le 4 septembre, dans **Les Nouvelles Rennaises**, le directeur, Etienne Nicol, a annoncé la création d'un nouveau quotidien (1). Evoquant le départ de l'abbé Trochu de **L'Ouest-Eclair**, il écrit : « **Il est certain que, privé de son artisan essentiel, le journal réactionnaire du Pré-Botté est en état de moindre résistance** ». Voire !

C'est un peu vite dit... L'avenir le plus proche le prouvera.

(1) **L'Ouest-Journal** que nous évoquerons prochainement.

Joseph FONTAINE.



Lors des obsèques du cardinal Charost, le cortège funèbre quitte l'archevêché



20 Un concurrent en 1931

Fondé le 2 août 1899, L'Ouest-Eclair subit en 1930 la plus dure épreuve de son existence. Emmanuel Desgrées du Lou et l'abbé Félix Trochu, les deux amis gérants fondateurs sont séparés depuis juin-juillet de cette même année. L'abbé a été prié par le cardinal Charost, archevêque de Rennes, de ne plus assumer de responsabilités à L'Ouest-Eclair. Emmanuel Desgrées du Lou n'accepte pas que son quotidien fondé dans la ligne du Ralliement soit entraîné par l'abbé dans la voie du radicalisme et du socialisme réunis dans le cartel des gauches. Un député élu en 1928 à Vitré, Robert Bellanger, soutenu par Emmanuel Desgrées du Lou, accepte d'entrer dans un cabinet Camille Chautemps, chef du parti Radical-socialiste. Il trahit la confiance mise en lui par le directeur politique de L'Ouest-Eclair. L'abbé Trochu, par contre, le soutient. Conflit entre les deux gérants. S'y ajoute un conflit d'intérêts. Un contrat signé et approuvé en 1920 par l'assemblée des actionnaires de la Presse Régionale de l'Ouest (Société en commandite par actions de L'Ouest-Eclair) a prévu de maintenir à l'abbé, en cas de départ forcé, le traitement qui lui est versé pendant son activité. Arbitrage d'un juge. L'abbé Trochu a quitté L'Ouest-Eclair de son plein gré, à la demande du Cardinal, et non sur décision du conseil de la société PRO. La disposition du contrat de 1920 n'a donc pas à être appliquée.

Le conflit continue

Le conflit n'est cependant pas terminé. L'abbé a lui-même en main un certain nombre d'actions, des membres de sa famille et d'amis, notamment Louis Loucheur, membre de la gauche radicale, plusieurs fois ministre dans le cabinet Painlevé, Clemenceau, Poincaré, Briand, Tardieu, Chautemps. Le ministre, polytechnicien, ingénieur industriel, homme d'affaires, originaire de Roubaix lut à l'origine de la loi sur les logements sociaux et il reconstitua dans le Nord et l'Est les industries détruites pendant la guerre. « Il avait du flair, de la technique, du commandement, de l'argent, écrit à son sujet La Pagès en 1931 dans L'Ouest-Eclair. Mais il n'était pas fait pour la politique, c'est à dire pour l'art de conduire les hommes selon certains principes et vers certaines fins qui ne sont pas toutes matérielles ». La presse, notamment le groupe puissant de Pierre Dupuis, directeur du *Petit Parisien*, était partie prenante dans le marché de ses affaires.

L'abbé Trochu apprécie le ministre et l'homme. Ses liens avec lui sont assez étroits pour qu'il lui demande d'adhérer à son groupe d'actionnaires de PRO. Accord donné, les actions de Louis Loucheur permettent au groupe Trochu d'être supérieur à la minorité du tiers, ce fameux tiers nécessaire pour intervenir efficacement lors de résolutions présentées en assemblée générale des actionnaires. La société PRO constituée en 1899 expire en 1939. Il faut prévoir les modifications qui pourront y être apportées, notamment au conseil de surveillance, à la direction et à la gérance.

La minorité de blocage étant assurée, tout devait aller bien pour l'abbé qui gardait un œil sur la situation de la PRO, en proie d'ailleurs au surendettement provoqué par les difficultés finan-



Le ministre Louis Loucheur était très lié à l'abbé Trochu.

cières des « Papeteries de Bretagne », qui doivent être vendues en novembre 1929 aux Papeteries de Cham.

Le 22 novembre 1931, au début de l'après-midi, Louis Loucheur meurt à son domicile d'une crise cardiaque. Il a 59 ans. L'une de ses deux filles, Simone, décide d'annuler l'accord passé par son père avec le groupe Trochu. Héritière d'actions PRO, elle se rallie au groupe Desgrées du Lou. Plus question pour l'abbé de maintenir le sien. Il met en vente les actions qu'il possède, lui et ses amis; 3 200, révèle-t-il dans ses mémoires (1), sont cédées à « une société de participation », de 14 participants, parmi les-

quels des représentants de l'Agence Havas, MM. Depierre et Guimier, administrateurs.

Havas information et Havas publicité

Havas a de longue date des relations avec L'Ouest-Eclair. Agence d'informations, d'abord par télégraphe et téléphone, elle est à l'origine du service qui permit au quotidien fondé en 1899 de choisir le mot « Eclair » ajouté à « Ouest » pour expliquer la rapidité de la transmission des nouvelles publiées quotidiennement de Paris à Rennes jusqu'à minuit. A seule fin de préciser aux lecteurs qu'il est aussi bien informé et aussi vite par « Ouest-Eclair » que par un quotidien parisien... Des contrats successifs sont signés en 1907, 1915, 1920, etc... entre le quotidien et l'agence. En 1907, un premier contrat de régie publicitaire l'est également entre les deux partenaires pour un budget garanti annuel. Puis, Havas installé à Rennes le 1^{er} juillet 1925, la publicité de L'Ouest-Eclair est régie exclusivement par l'agence qui deviendra Havas publicité. En 1930, elle a en régie 240 journaux.

La crise déclenchée par le départ de l'abbé Trochu, l'annonce faite par lui et les *Nouvelles Rennaises* de la naissance d'un nouveau quotidien à Rennes vont être à l'origine d'une participation d'Havas dans le capital de la PRO. L'opération, du moins la première en mai 1931, se fera par l'intermédiaire de Maurice Depierre, un des directeurs d'Havas, qui devient actionnaire; puis est créée en janvier 1933 une « Société en participation Depierre et C^{ie} », complétée en avril 1933 par l'élection de Maurice Depierre au conseil de surveillance de la PRO. Un an plus tard, en 1934, sera constitué le « Syndicat des actionnaires de cette Presse Régionale de l'Ouest (PRO) »

composé à sa direction de M. de la Haïtrée, Edmond Bodin, Banque de Bretagne, Paul Hutin, secrétaire général de L'Ouest-Eclair qui deviendra plus tard le fondateur d'Ouest-France. Pour l'instant, il va se consacrer plus particulièrement à l'animation du réseau de dépositaires dont il sait susciter la confiance et l'adhésion à Ouest-Eclair et Maurice Depierre.

Ces précisions montrent l'importance prise successivement par un directeur d'Havas dans la composition et la gestion du capital actions de la PRO. Pourquoi? Havas informée en 1929-1930 de la création de « L'Ouest-Journal » s'inquiète de la part qu'allait y prendre le groupe de Pierre Dupuy, directeur du « Petit Parisien ». Ce groupe, le plus puissant de la presse française, publiait en 1930, outre le *Petit Parisien*, tirant à plus d'un million d'exemplaires, 7 hebdomadaires nationaux. Il avait des prises de participation dans des quotidiens de province (La France de Bordeaux, Le Républicain des Hautes-Pyrénées), mettait à leur disposition des services techniques rédactionnels,

commerciaux, etc... entraînait aussi en concurrence avec Havas, Pierre Dupuy et Louis Loucheur avaient des intérêts communs. L'un associé à l'autre allaient aider l'abbé Trochu à racheter **La France de l'Ouest**, quotidien éphémère de Rennes, puis à lancer **L'Ouest-Journal** le 10 mars 1931. Havas ne pouvait laisser le groupe Dupuy libre de manœuvrer contre son client **L'Ouest-Eclair**, le quotidien le plus important de la presse de province. L'agence devint l'allié de la PRO et pour la première fois elle entra dans le capital et la direction d'une société éditrice. Une bataille était engagée entre Havas et le groupe Dupuy.

Un aveu difficile

L'Ouest-Journal lancé ou sur le point de l'être, l'abbé Trochu se défend d'en être à l'origine. Habile, son nom n'apparaît nulle part comme l'un des fondateurs ou l'un des responsables. Il ne veut pas être accusé par la hiérarchie du diocèse de renier l'engagement

qu'il a pris de ne plus être un sujet de débats dans la presse. Sans doute, il reconnaît (en 1936, du moins) avoir donné des conseils à la direction du nouveau quotidien, avoir fourni des informations à ceux qui lui en demandaient sur l'organisation de la rédaction, de la gestion, etc. A-t-il invité des membres du personnel de la rédaction, de l'administration de **L'Ouest-Eclair** à rejoindre **L'Ouest-Journal**? Difficile pour lui de le nier. Le directeur du nouveau quotidien est Charles Freudouët. Sa fidèle secrétaire, Mlle Vaudouët, est attachée à son propre service; quelques rédacteurs se rallient également au nouveau quotidien, ainsi que des membres et chefs de service du personnel de l'imprimerie. Les uns sont attirés par des salaires plus élevés; d'autres craignent que le départ de l'abbé ne mette en danger **L'Ouest-Eclair**, son tirage, ses ressources et son personnel. L'abbé jouit d'une telle réputation d'homme d'affaires à qui tout réussit que, lui parti, « le quotidien va dépérir », prévoient certains.

Il n'en est rien. Les tirages de 1931, 1932, 1933 et au-delà en témoignent. De 207 106 exemplaires en 1930, ils sont de 228 608 l'année suivante, de 240 722 en 1932, de 268 741 en 1933, etc. C'est une progression espérée, mais inattendue. **L'Ouest-Journal**, lancé en mai 1931, rayonne sur plusieurs départements de l'Ouest. Son directeur connaît les zones de diffusion, les fortes et les faibles, les dépôts et ceux qui les tiennent. Court le bruit que **L'Ouest-Journal** est celui de Trochu. « **Acheter le nouveau Ouest, c'est comme acheter l'autre.** » Le titre seul a changé, mais si peu qu'il en a la graphie et un même mot « L'Ouest ». On y retrouve des photos d'éleveurs de bétail classés dans les concours agricoles et parus déjà dans « l'autre ». Des signatures sont celles de rédacteurs, peu nombreux, mais connus des lecteurs de **L'Ouest-Eclair**. Enfin, dans la Mayenne notamment, un dépositaire répond aux clients qui demandent « le journal » : « Prenez donc celui-là, il vaut bien l'autre. »

Confusion, des démarcheurs l'entre-tiennent, demandant à des dépositaires de mettre **L'Ouest-Journal** en priorité sur les présentoirs.

Une question aujourd'hui comme hier, il y a soixante ans, vient à l'esprit. Pourquoi ce nouveau quotidien, lancé avec des appuis et des moyens aussi importants, n'a-t-il pu se développer et se maintenir? La conjoncture lui était favorable. Politiquement, il n'avait pas d'adversaires, à l'exception de ceux de l'Action Française; il était dans la ligne d'évolution du radicalisme et du socialisme, qui sous la couverture républicaine maintenait avec plus ou moins de vigueur la tradition anticléricale affirmée au début du siècle. En principe, **L'Ouest-Journal** semblait avoir tout pour réussir, l'expérience de l'abbé Trochu aidant.

Haine et violence

L'Ouest-Eclair, par contre, pouvait craindre d'être affaibli par les effets

Un exaltateur
a saisi l'abbé
à 807 ans
à l'heure
et il a fait
même pas pressé ?

L'OUEST JOURNAL

GRAND QUOTIDIEN REPUBLICAIN D'INFORMATIONS

Le n° 25 centimes

1° année - 1931 - Numéro 294
Mardi 11 OCTOBRE
1931
N. de la République - 1931 - N. de la République - 1931 - N. de la République - 1931

Le voyage de Berlin

La délégation française de Comité franco-allemand sera remise incessamment

657 KMS 750 A L'HEURE EN HYDRAVION

Le dernier départ de nos agents vient d'être

MM. MAC DONALD ET SNOWDEN exhorté de Labour-Party

Qui en pensez-vous?

LA MULLIERE - ARRETS - DE PARIS

DEUX AGENTS TUÉS PAR UN BANDIT QUI FUIT EN AUTO

Le meurtre des frères Lippman

A 24 heures d'intervalle un jockey et son fils sont blessés par leurs malheurs

AN CONSEIL DES MINISTRES

M. Lévy et Brard (ministre) occupé de son voyage à Berlin

M. Lévy partant en direction de la capitale

Quelle temps aujourd'hui? (Service spécial "Météo")

Quand Le Bric repose en terre natale... (en France 1931)

RETOUR DE BERLIN

LE NOUVEAU SUD-OUEST

La « une » de « L'Ouest-Journal » dont la présentation semblait copiée sur « L'Ouest-Eclair ».

d'une concurrence menée avec l'appui de l'un de ses fondateurs. Il était, en outre, honoré, suivant les termes d'Emmanuel Desgrées du Lou, « de la haine particulière » de l'Action Française qui « lui reprochait d'avoir combattu avec vigueur sa politique de force et démasqué son hypocrisie religieuse ». Depuis les législatives de 1928, la violence continuait de s'exercer contre les démocrates, qualifiés de « Rouges chrétiens » par « L'Intérêt Français ». Cette publication, d'orientation monarchiste, les accusait de monter, avec « les syndicats rouges chrétiens » et « les cultivateurs cultivant »,

« une action contre les milieux nationalistes et catholiques ».

L'Ouest-Eclair devait faire face aussi aux attaques des éléments du Cartel des Gauches, qui avaient en projet de réaliser une « concentration » d'hommes et de partis, du type Robert Belanger, le député de Vitré. Emmanuel Desgrées du Lou était contre cette « alliance » dont L'Ouest-Journal allait être le promoteur dans l'Ouest.

« Je me demande avec inquiétude, écrivait-il, si les radicaux qui se considèrent comme les maîtres du droit de la République sont pour une concentration qui, par cela même qu'elle respecterait les légitimes exigences de leurs voisins, ne leur ferait pas une situation de privilège et ne consacrerait pas la domination politique de leur parti. »

Et ajoutait : « Le parti radical-socialiste ne possède ni privilège héréditaire, ni hypothèque légale, ni droit sur ce qu'il appelle les leviers de commande, par exemple sur le ministère de l'Intérieur. »

L'espérance de l'an nouveau

Les années 1929 et 1930 furent les plus dures qu'ait connues L'Ouest-Eclair. Emmanuel Desgrées du Lou, dans un article publié le 1^{er} janvier 1931, sous le titre « **Espérance de l'an nouveau** », témoigne de l'émotion et de l'amertume qui l'étreignent au terme de la trente-deuxième année de la fondation de son quotidien né d'une

« L'Ouest-Eclair » à l'école dans les années 30

Au cours de pérégrinations estivales et bicyclistes, je me suis un jour arrêté à Saint-Juvat, dans les Côtes-d'Armor, au sud de Dinan. Ce village de 600 habitants est célèbre pour son fleurissement qui lui a valu de figurer au plus haut niveau européen.

Ce jour-là était ouverte une exposition sur la vie de l'école communale voilà un demi-siècle et plus. Au mur était affichée une grande carte de France tout à fait dans le style des célèbres planisphères de Vidal-Lablache que tous les écoliers d'avant-guerre (celle de 39-45) ont connues.

Et curieusement cette carte de France était éditée par « L'Ouest-Eclair » !

Elle datait des environs de 1930 et fut retrouvée chez un habitant de Saint-Juvat, M. René Pérou, sabotier demeurant route de Dinan.

Avec cette carte, « L'Ouest-Eclair » faisait ainsi sa réclame, comme on disait alors, auprès des instituteurs et des écoliers (et des parents) comme d'autres firmes proposaient des buvards, des porte-plume publicitaires, etc.

Il s'agit d'une planche en couleurs au 1/500 000^e sur laquelle sont portés tous les départements ainsi que les zones d'occupation française en Allemagne.

Dans les marges on peut voir une série de photographies en noir et blanc ainsi légendées :

- L'hôtel de « L'Ouest-Eclair ».
- La salle de la publicité et de la correspondance.
- Type de presse sur laquelle fut tiré le premier numéro de « L'Ouest-Eclair » le 2 août 1899.
- Une des quatre rotatives doubles utilisées actuellement pour le tirage de « L'Ouest-Eclair », tirage à huit pages.
- L'atelier des rotatives.
- La salle des moteurs 400 CV.

- L'atelier de composition, 19 machines à composer linotypes.

- L'atelier de clicherie (entièrement automatique).



Au bas de la carte on peut aussi lire que :

« L'Ouest-Eclair » est le plus important des journaux de province. Il est le plus complet. Ses lecteurs trouvent dans ses 10 et 12 pages : nouvelles générales, nouvelles locales, informations maritimes, informations commerciales, informations financières.

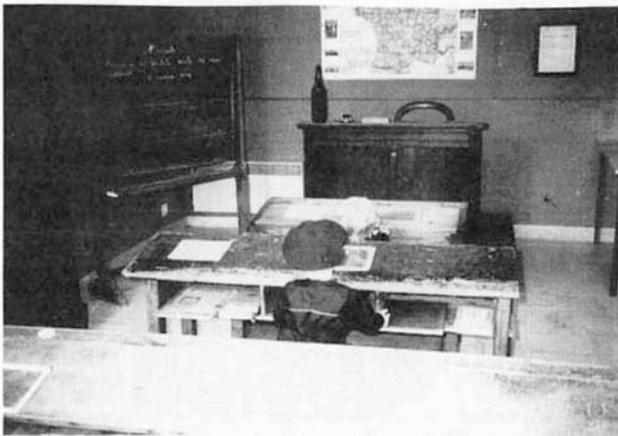
« L'Ouest-Eclair » rayonne sur 14 départements : Ille-et-Vilaine, Morbihan, Loire-Inférieure, Finistère, Côtes-du-Nord, Vendée, Maine-et-Loire, Deux-Sèvres, Mayenne, Manche, Calvados, Charente-Inférieure, Orne, Sarthe.



La carte de France éditée par « L'Ouest-Eclair ».

Il serait intéressant de savoir combien d'écoliers de Saint-Juvat sont devenus des lecteurs de « L'Ouest-Eclair » et combien lisent encore « Ouest-France » plus de soixante ans après. Ce serait un bon sujet de réflexion pour les modernes services de promotion.

A. DANIEL



La salle de classe des années 1930 reconstituée à Saint-Juvat avec la carte de France derrière le bureau du maître.

rencontre qui n'était pas celle d'intérêts ni d'un calcul d'hommes d'affaires. « Nous sommes nés, écrit-il, d'un acte de confiance dans une idée, d'un enthousiasme de jeunes où il entraît comme dans tous les enthousiasmes une part d'illusion mais aussi des intuitions de l'esprit et du cœur, devenues plus tard à l'épreuve du temps et de l'expérience, des certitudes. »

Cet éditorial rappelle « les réactions de droite et de gauche, les anciennes et les nouvelles, les franches et les camouflées qui ont fait bloc pour barer la route à « L'Ouest-Eclair ».



Pilote durant la guerre 14-18, président du Cuir Lissé Français, Pierre Artur devint directeur de « L'Ouest-Eclair » au départ de l'abbé Trochu.

Il se termine par ces propos adressés à la jeunesse :

« Jeunesse ! jeunesse ! En ces aubes d'année nouvelle, c'est toujours vers vous que se porte notre regard !... »

« Vous verrez de grandes choses, car c'est vous qui ferez, si je puis ainsi parler, la soudure entre deux mondes, celui du passé, que nous connaissons que trop, et celui de l'avenir, dont nous distinguons à peine l'ébauche, mais dont nous savons bien pourtant que ni dans ses mœurs, ni dans dans les aspects de son activité, ni dans ses institutions et son organisation sociale, il ne reproduira l'image de l'époque où nous avons vécu. Dans ce vaste chantier où s'édifiera la cité de demain, nous ne vous demandons, ô heureuse jeunesse ! que de conserver leur place — la première — à ces valeurs spirituelles et morales que l'affairisme des derniers temps a mises en si grave péril et dont peut bien se gausser un bas et stupide matérialisme, mais sans lesquelles, même et surtout peut-être dans les républiques de savants et de techniciens qu'on nous annonce, il ne resterait plus de la civilisation et de la vraie culture, comme disait Renan, que « l'ombre d'une ombre ».

(1) 35 années de politique religieuse.

Joseph FONTAINE.



L'Ouest-Eclair



EMMANUEL DESGRÈES DU LOU

JOURNAL REPUBLICAIN QUOTIDIEN

LE JOURNAL L'OUEST-ECLAIR-RENNES
FIL TELEGRAPHIQUE SPECIAL

② Un journal utile, facile à lire ouvert à la tradition, pratiquant la tolérance

L'Ouest-Eclair, fondé le 2 août 1899, n'a plus depuis, juin-juillet 1930, qu'un directeur gérant, Emmanuel Desgrées du Lou. La rupture définitive avec l'abbé Trochu est faite. Dans un éditorial publié le 1^{er} janvier 1931, son co-fondateur a rappelé de manière émouvante qu'il y a 32 ans, l'un et l'autre s'étaient rencontrés, non comme des hommes d'affaires soucieux de leurs intérêts personnels, mais comme des amis « soucieux de servir leur pays ». Cet article est celui d'un testament, d'un appel à la jeunesse et d'une totale confiance dans l'avenir de la démocratie et de la République.

Cette rupture est suivie d'une nomination importante par Emmanuel Desgrées du Lou, puis par le Conseil de surveillance que préside Jean des Cognets, d'un directeur co-gérant, Pierre Artur. Le successeur de l'abbé Trochu dans cette fonction est le fils d'Emile Artur, professeur à la Faculté de Droit de Rennes, et gendre de Charles Bodin, doyen de cette même Faculté de Droit.

En 1930 : 228 608 exemplaires

L'Ouest-Journal, plusieurs fois annoncé comme concurrent redoutable, paraît le 10 mars 1931. Son premier numéro, tiré à 200 000 exemplaires, est distribué gratuitement. Le directeur général, Charles Frédoüët, a entre les mains le maximum de moyens pour réussir le lancement, atteindre progressivement à un bon tirage.

Il a pour lui les conseils de l'abbé Trochu, l'expérience acquise à L'Ouest-Eclair de Charles Frédoüët, l'appui politique de Robert Bellanger et de ses amis, le soutien du ministre Louis Loucheur et de Pierre Dupuis, directeur général du groupe du Petit Parisien.

La situation de L'Ouest-Eclair, malgré la crise survenue en 1930 entre les deux directeurs gérants, n'est pas économiquement fragile. Le tirage du quo-

tidien est de 228 608 exemplaires, celui des quatre hebdomadaires de 120 000 ; le nombre des abonnés au quotidien de 42 000. Ces chiffres augmentent régulièrement. Le personnel, demeuré fidèle à l'entreprise, est, à cette date du 1^{er} janvier 1931, de 600. La direction et le conseil de la P.R.O. ont confiance dans l'avenir. Ils envisagent d'acheter, rue Vasselot, parallèle à la rue du Pré-Botté, des terrains pour y agrandir les salles des rotatives.

La parution de L'Ouest-Journal n'inquiète pas outre mesure direction et membres du conseil de la P.R.O. Les uns et les autres avaient déjà été mis en alerte par la parution, à la fin de la guerre, d'un quotidien de gauche, « La France de l'Ouest », tôt disparu.

Trois secteurs trois personnalités

Cette fois, un nouveau concurrent lancé par des personnes hier encore,

pour la plupart, au Pré-Botté, les oblige à mettre au point défense et riposte sur les seuls terrains qui en valent la peine : l'information, la diffusion, la publicité. Trois personnalités, sous la responsabilité d'Emmanuel Desgrées du Lou, puis de Pierre Artur, vont prendre en mains ces trois secteurs et les animer : Athanase Moreux, rédacteur en chef ; Paul Hutin-Desgrées, secrétaire général, plus particulièrement chargé de la promotion des ventes et de l'animation du réseau des dépositaires comme on le verra plus loin ; Louis Gautier, directeur régional d'Havas.

Résultats : dès février 1934, la société d'édition de L'Ouest-Journal est dissoute ; son titre et ses actifs sont rachetés par le Petit Parisien ; puis, en novembre 1935, disparition définitive de ce quotidien portant cependant la mention « édition régionale du Petit Parisien ».

Personne n'a écrit et n'a osé écrire, même s'il l'a pensé : « Cet échec est



Le tiercé majeur grâce auquel à partir de 1930 « L'Ouest-Eclair » allait figurer dans le peloton de tête des grands journaux français. De gauche à droite : MM. Athanase Moreux, Paul Hutin, Louis Gautier.

dû à L'Ouest-Eclair ». La confraternité existe. Soixante années plus tard, il est permis de l'affirmer, fut-ce seulement en lisant les espoirs et les ambitions, les déceptions de ceux qui espéraient en l'avenir d'un quotidien du « Cartel des Gauches » dans l'Ouest.

Les bienfaits de la concurrence

La concurrence entre les deux quotidiens fut, à ses débuts, sévère en pays des Côtes-du-Nord et d'Ille-et-Vilaine,

marquée par la présence d'une presse politique hebdomadaire ; elle fut inexistante en d'autres, du Morbihan, du Finistère sud, de la Sarthe, de la Mayenne. Assez tôt, au cours des mois, il apparut, en regardant les résultats, qu'elle était bien venue pour L'Ouest-Eclair. Parce qu'elle obligeait la rédaction à présenter un « journal moins rennais », utile, facile à lire, soucieux de petites informations répondant aux besoins des lecteurs, ouvert à la tradition, pratiquant la tolérance...

« Vingt fois, cent fois, sinon mille », dit René Fève qui fut, en 1929, rédacteur à Rennes, au Mans, puis à Nantes, avant d'être secrétaire général de la direction d'Ouest-France. « Vingt fois, mille fois, le rédacteur en chef Athanase Moreux répétait ces propos aux rédacteurs qu'il engageait, en-

voyait à la découverte en milieu inconnu, à bicyclette, à moto, bien plus tard en voiture. Il applaudit, par exemple, à l'initiative du rédacteur de la Manche qui proposa de publier en « gras » dans la page agricole les tendances des cours de la Villette. Pourquoi ? Parce qu'à l'écoute des vendeurs de bêtes à abattre, il avait remarqué que ces marchands étaient obligés de se servir de lumignons pour pouvoir lire les chiffres des cours publiés dans la page agricole ».

Son responsable dans la Manche, Garnier, spécialiste de la race normande, fut applaudi, complimenté.

Etre près des lecteurs

La page agricole existait déjà depuis plusieurs années ; celle des mouve-

« L'Ouest-Eclair » revit au Mercure-Rennes

Une partie de l'ancienne imprimerie de L'Ouest-Eclair (puis de Ouest-France), rue Paul-Louis Courier, est maintenant occupée par un hôtel de la chaîne Mercure. La façade de l'immeuble, témoin de l'architecture industrielle du début du siècle, a été habilement conservée et cette réalisation s'avère si heureuse qu'elle a été primée au plan national.

En effet, l'hôtel Mercure de Rennes a obtenu le Grand Prix de la Réhabilitation, ce qui n'est pas une mince récompense puisqu'il se trouvait en concurrence avec plusieurs établissements prestigieux comme le Trianon de Versailles. Ce Grand Prix a été remis au directeur de Mercure-Rennes, M. Pierre Sauveplane, le 7 avril 1993, à Paris.

« Cela nous a donné l'idée », dit M. Sauveplane, de monter une exposition sur votre journal. J'en ai parlé à M. Buffé, le chef de cabinet de M. Hutin, qui nous a permis l'accès aux archives. Notre architecte, M. Philippe Lamotte, a conçu alors cette exposition. »

Elle fut inaugurée le 5 octobre dans les salons de Mercure-Rennes en présence de M. Hutin : « Nous



M. Hutin devant la maquette de l'immeuble de « L'Ouest-Eclair ».

ne pensions pas qu'il serait venu », dit M. Sauveplane. « Il était visiblement content. Il revivait un peu son enfance. Nous avions même la maquette qui se trouve dans son bureau. »

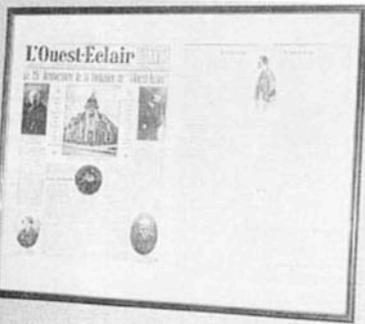
Une exposition permanente

L'intérêt de cette présentation a incité M. Sauveplane à en faire une exposition permanente qui se tient dans les salons et le bar de Mercure. Les lecteurs du « Relais » et leurs amis peuvent la visiter en toute liberté, les portes de l'hôtel leur seront gracieusement ouvertes.

Ils verront des reproductions des premiers numéros de « L'Ouest-Eclair », les plans de l'immeuble dessinés en 1902-1904, une vingtaine de sépias des années 30-40 montrant les différents services en activité et que les plus âgés reconnaîtront avec nostalgie. Et puis de grandes photographies illustrent la spectaculaire démolition de 1986.

Voilà comment, par la grâce de l'hôtel Mercure, « L'Ouest-Eclair » a retrouvé ses racines rue Paul-Louis-Courier.

Alain DANIEL.



M. Sauveplane auprès des pages de « L'Ouest-Eclair » qu'il a fait encadrer.

ments de navires, de la pêche, fut complétée d'une chronique sur les cours du poisson. Grognements dans certaines usines de la conserve. Pour quoi diable informer ainsi les pêcheurs ? La page consacrée aux fruits et légumes, aux volailles, par contre, fut bien accueillie. Tôt le matin sur les marchés, un diffuseur de **L'Ouest-Eclair** devait être présent pour faire connaître à temps les cours de la Villette et autres lieux. Vint aussi le jour où il apparut utile de publier les cours des bois fermiers pour éclairer à la fois propriétaires et producteurs sur les évaluations des prix des fermages. On applaudissait ici, on protestait là. Inévitable !

Cette orientation vers l'information utile, et de proximité également, obligea la rédaction en chef à créer des rédactions dans les chefs-lieux de département, d'arrondissement, dans les ports, etc., à trouver des correspondants locaux. Leur nombre en juin 1940 était de 1 200 ; celui des dépositaires de 6 000... A cette même date, le tirage du quotidien était en moyenne de 411 500 jour. Résultat remarquable. En dix années, de 1930 à 1940, **L'Ouest-Eclair** avait doublé son tirage.

Naissance du service des ventes

Le secrétaire général de la Direction, Paul Hutin, nommé, en 1930, chargé de la diffusion avait pris en mains ce service. En fait, il en fut le créateur, explique René Fève. Au début de cette décennie, « le service des ventes n'était pas très structuré ». Un seul inspecteur, M. Danin, ayant à sa disposition une vieille Ford visitait les dépositaires et réglait avec eux les litiges financiers dus au non-paiement des numéros vendus. Le règlement se faisait à l'amiable. Dans les dépôts, confiés souvent à des épiciers, les sommes dues étaient acquittées quelquefois en sucre, café, conserves, etc. La vieille Ford, tournée faite, était plus ou moins chargée de denrées alimentaires à son retour à Rennes.

« Paul Hutin, poursuit René Fève, prit comme décision de visiter, d'abord dans les régions de concurrence, tous les dépositaires, puis de leur renouveler régulièrement ses visites, de s'en faire progressivement des amis. »

Paul Hutin-Desgrées voulait faire plus. Comme animateur, il aimait à se battre sur les glaces, c'est-à-dire aux abords plus ou moins proches des zones fortifiées. L'expression militaire acquise par lui dans les combats de la Grande Guerre signifiait qu'il souhaitait faire entrer **L'Ouest-Eclair** dans les villes et les campagnes de la concurrence. Il fit le projet, en 1938, après étude de la situation à La Flèche (Sarthe) de prendre pied (si j'ose dire) au-delà des limites de la diffusion habituelle.

Il eut l'idée, très nouvelle à l'époque, d'installer un haut-parleur sur une voiture, d'intervenir en toutes occasions de rassemblement populaire, puis de proposer la projection en plein air d'un film en séance gratuite, à la seule



Dans le début des années 30, la direction de « L'Ouest-Eclair » entreprit des acquisitions foncières rue Vasselot pour un agrandissement qui ne sera jamais mené à son terme à cause de la guerre.

condition pour le spectateur de présenter à l'entrée un bon découpé dans une page de « **L'Ouest-Eclair** ».

Encore une campagne électorale

L'Ouest-Journal était entré en concurrence avec **L'Ouest-Eclair** un an avant les élections législatives des 1^{er} et 8 mai 1932. Ses fondateurs, nul n'en doutait, voulaient préparer l'élection d'une Chambre ouverte davantage aux idées de gauche, celles des radicaux, radicaux-socialistes, socialistes. Ils espéraient faire coup double dans l'Ouest, en lançant un nouveau quotidien de large diffusion. La campagne électorale fut ouverte dès 1931, dans un climat national et surtout international qui n'était pas le meilleur du monde. Aristide Briand, ministre des Affaires étrangères avait dû accepter en 1930 l'évacuation par nos troupes d'abord de la Rhénanie, puis de la Sarre. Dans le même temps, en Allemagne, aux élections de septembre triomphaient en plein marasme économique et chômage, communistes et nationaux socialistes hitlériens.

En France, la situation économique et financière n'était pas, non plus, très brillante. Le budget en recettes et dépenses était déficitaire d'un montant de 6 milliards ; la balance commerciale avait un passif de 11 à 12 milliards. « Il faut trouver, l'an prochain, écrivait le 30 août 1931, le rédacteur parisien L.A. Pagès, un moyen puissant et pérenne d'arrêter le flot qui, étant donné la crise économique, prendrait sûrement la proportion d'un désastre ».

Crises en tous genres

Propos très pessimistes que relayait, le lendemain, Emmanuel Desgrées du Lou. « **Crises économiques, crises financières, crises sociales, crises politiques**, précisait-il, toutes ces crises qui s'engendrent les unes dans les autres, je crois qu'on ne les dénouera vraiment qu'après avoir remédié à la crise

morale qui en est tout au moins autant la cause que le résultat ».

Il ajoutait quelques jours plus tard, à la mi-septembre, fidèle à lui-même depuis son premier article : « Il n'y a qu'une politique possible, celle d'entente et de collaboration avec les Etats ; et elle est pour nous, plus particulièrement, celle de « l'Union de l'Europe ». L'écartier, la dénigrer, la bafouer, c'est méconnaître sottement l'enseignement des faits ; c'est mettre systématiquement le risque de guerre à la place de l'ordre politique. C'est livrer une Europe divisée et déchirée à toutes les brutales convulsions de la barbarie ».

Prémonitions ! La situation internationale, treize ans après l'Armistice de 1918 et 8 ans avant la déclaration d'une nouvelle guerre, permet aujourd'hui de l'affirmer. Une clairvoyance singulière de l'avenir assez proche faisait écrire, fin septembre, à Emmanuel Desgrées du Lou : « **Crise anglaise, crise allemande, conflit sino-japonais, bolchevisme russe, fascisme italien, déséquilibre en Espagne**. Tout cela, sans parler du reste, nous compose un horizon, dont le moins que l'on puisse dire, est qu'il est chargé d'orage. La France, avec les U.S.A., est devenue l'un des deux piliers qui soutiennent présentement l'édifice mondial ».

Joseph FONTAINE.

(A suivre)

On me demande souvent quelles sont les sources auxquelles je me réfère pour cette histoire inédite de « L'Ouest-Eclair ». Elles sont de différents ordres, des témoignages, des publications de l'époque, etc. Mais surtout les archives de « L'Ouest-Eclair » et de « Ouest-France » auxquelles j'ai accès grâce à la Direction générale et, à l'aimable compréhension de Tanguy Jouan et de sa souriante collaboratrice Laurence Duval que je remercie ici vivement. Jean Ménard, qui occupe sa retraite de journaliste comme archiviste de l'archevêché de Rennes, m'aide également d'une façon très efficace. Que lui aussi en soit remercié.

② Double échec pour l'abbé Trochu

Trente-trois ans après sa fondation, *L'Ouest-Eclair* a un concurrent estimé redoutable : c'est un quotidien régional imprimé à Rennes, *L'Ouest-Journal*, dirigé par Charles Frédoûët, ex-secrétaire général de celui de la rue du Pré-Botté, soutenu et conseillé par l'abbé Trochu. Ses fondateurs, notamment le député de Vitré, Robert Bellanger et celui de Saint-Malo, Guy La Chambre, ont pour ambition de développer dans l'Ouest breton et normand une politique radicale et socialiste. Des élections législatives sont prévues pour les 1^{er} et 8 mai 1932. Le lancement de *L'Ouest-Journal* en mars 1931 est une opération bien préparée qui, en principe, doit réussir. Elle échoue. Dès octobre 1934, *Le Petit Parisien* fait du jeune quotidien son édition régionale pour tenter de le sortir de difficultés financières. Trente novembre 1936, il arrête définitivement de le faire paraître. Cruelle déception pour l'abbé Trochu.

« C'est humain »

Elle est si forte qu'il se défend d'abord d'être plus ou moins à l'origine de *L'Ouest-Journal*, d'avoir écrit le moindre entrefilet, inspiré quelques propos mettant en cause dans un organe de presse, Emmanuel Desgrées du Lou. Mais il accepte de dire dans son « Histoire de *L'Ouest-Eclair* », écrite par lui sous la signature de Paul Delourme, que l'abbé « ait vu avec satisfaction un concurrent disputer la prépondérance de *L'Ouest-Eclair*, causer des soucis à ses amis d'hier si profondément injustes envers lui, c'est humain. Qu'il ait encore souhaité le succès d'un journal qui par certains côtés répondait aux conceptions qu'il se faisait, à tort ou à raison, de la politique, ce n'est pas douteux. Qu'il se soit permis, au début de l'entreprise nouvelle, de donner des conseils aux directeurs de *L'Ouest-Journal* qui lui faisaient l'amitié de les lui demander et qu'il ait eu le regret de constater que ces conseils n'étaient pas suivis... nous le croyons sans peine ».

Ces lignes sont publiées en 1936, l'année de la disparition de *L'Ouest-Journal*. Amertume, regrets, accusations y sont exprimés. L'abbé estime être victime de la trahison des uns (de *L'Ouest-Eclair*) et de l'infidélité des autres (de *L'Ouest-Journal*).

L'abbé a 63 ans, l'âge pour un ecclésiastique ayant talent et esprit d'initiative d'être chanoine honoraire ou du moins curé-doyen. Mais depuis 1920, après maints conflits avec l'autorité diocésaine, il a pris rang dans la liste des « habitués », c'est-à-dire retirés des activités propres au clergé dépendant d'un évêque. C'est avec cette qualification que son décès en 1950, à Saint-Servan, sera présenté.

Une concurrence mal orientée

L'abbé Trochu, la soixantaine atteinte, n'envisage pas de prendre sa

retraite. Il est qualifié dans le monde ecclésiastique « d'esprit fort », ou pour être plus précis d'abbé « entreprenant », passant outre aux prudences de la hiérarchie face aux évolutions sociales et politiques de l'époque ; il accepte mal de subir coup sur coup deux échecs. Le premier est de n'avoir pas



Guy La Chambre, député-maire de Saint-Malo, cliché pris en 1934.

réussi à réunir une majorité d'actionnaires, ni même une minorité supérieure au tiers qui lui auraient permis soit de sauvegarder sa fonction de directeur-gérant, soit dans le second cas d'intervenir lors des décisions proposées par le conseil de la P.R.O. (Presse régionale de l'Ouest). Ce n'est pas faute cependant d'avoir sollicité des actionnaires, dont 131 d'entre eux étaient des ecclésiastiques, en majorité de Bretagne, des religieux, religieuses, professeurs, aux portes desquels, à la fondation de *L'Ouest-Eclair*, Emmanuel Desgrées du Lou avait frappé.

L'autre échec, le plus dur pour l'abbé est celui que subit *L'Ouest-Journal* dont il attendait qu'il ferait à *L'Ouest-Eclair* une terrible concurrence et obligerait ainsi sa direction à se rallier à une politique d'ouverture à gauche. Au fond de lui-même, blessé d'avoir à quitter le quotidien dont il était le co-fondateur, il pouvait avoir le désir non exprimé d'une certaine revanche à prendre, non contre ceux qui étaient hier ses amis, ses alliés, mais contre le refus opposé par eux à l'évolution de la ligne qu'il leur proposait.

Surprenant cet abbé Trochu ! Il est contre ce qu'il appelle le « catholicisme politique » qu'il craint de voir entretenir l'anticléricalisme. « Le catholicisme », déclare-t-il, dans l'« Histoire de *L'Ouest-Eclair* » (déjà cité) est affaire de vie morale, de vie religieuse, de vie privée aussi ; c'est affaire de conscience. La vie morale peut et doit conditionner la vie totale des individus qui lui ont donné leur adhésion. Mais elle reste extérieure aux partis politiques, économiques, sociaux ; elle leur est transcendante.

Il ajoute, contre lui-même et ses amis co-fondateurs :

« Les ralliés de *L'Ouest-Eclair*, ni au début de leur activité, ni plus tard, n'ont donné leur adhésion complète à ce concept de la non-confessionnalité des partis sous lesquels ils se sont groupés en des vocables divers. Parce que leur conscience les incitait à suivre, sous Léon XIII, l'enseignement traditionnel de l'Eglise, qui sagement commande le respect et la soumission aux pouvoirs établis, ils ont, en fait, pratiqué une politique confessionnelle et c'est, en grande partie, la raison de leur échec politique ».

Un mauvais argument : la politique confessionnelle

Echec politique ? Il n'y paraît guère, à lire les résultats des élections légis-

latives de 1928, 1932, 1936, dans l'Ouest. Echec d'une politique confessionnelle ? Il aurait fallu qu'elle soit pratiquée et entretenue pendant ces années d'avant et d'après la guerre 1914-1918 qui eurent à enregistrer maints différends et maints conflits avec archevêques, évêques, clergé, presse nationale et presse régionale catholiques (notamment, **La Croix, Le Nouvelliste de Bretagne**). Leur reprocher une politique confessionnelle n'est pas le meilleur des arguments à employer contre le directeur politique et ses « ralliés », à la République.

Quoi qu'il en soit, l'échec de « **L'Ouest-Journal** » constaté, des questions viennent à l'esprit : cet échec était-il prévisible ? Si oui, pourquoi l'abbé qui apportait soutien, conseils, personnel de direction et rédaction formés par **L'Ouest-Eclair** à ce nouveau quotidien, ne l'avait-il pas prévu. Qu'ignorait-il donc ?

Sûrement pas l'importance et la solidité du quotidien qu'il venait de quitter. **L'Ouest-Eclair** tirait en 1931 à 228 608 exemplaires jour, en vendait en moyenne 190 000 quotidiennement, rayonnait sur 12 départements, avait un effectif de 600 personnes réparties dans ses différents services, possédait un ensemble de moyens matériels en composition et impression plusieurs fois renouvelés, avait traité avec Havas des contrats de régie publicitaire qui lui assuraient des recettes indispensables à son développement. Bref, c'était au sein de la presse nationale et régionale une entreprise qui n'avait pas à craindre un concurrent, fût-il soutenu par un groupe politique, financièrement aidé à Paris.

Des populations rurales fidèles

L'abbé, malgré l'échec qu'il avait subi à Montpellier en y créant le quotidien « **Le Sud** » pour faire pièce à un journal monarchiste, ne semble pas en avoir analysé les causes dues aux difficultés d'un lancement dans une région déjà habitée à une presse d'informations locales. Estimait-il, en outre, plus importante qu'elle ne l'était l'évolution politique d'une population ne ressentant pas le besoin de rompre avec ses fidélités, son comportement. L'abbé donne l'impression de ne plus connaître les populations rurales composées d'agriculteurs, d'artisans, de petits commerçants qu'il a fréquentés dans ces paroisses de 2 000 habitants dans lesquelles il a exercé comme vicaire.

En quelque vingt et trente années, les changements d'ordre municipal, ecclé-

siastique, les mutations de directeurs dans les écoles publiques et les écoles privées sont toujours le sujet de commentaires et de différends calmes ou passionnés suivant que l'on est « chouan » ou « bleu », bon ou mauvais paroissien.

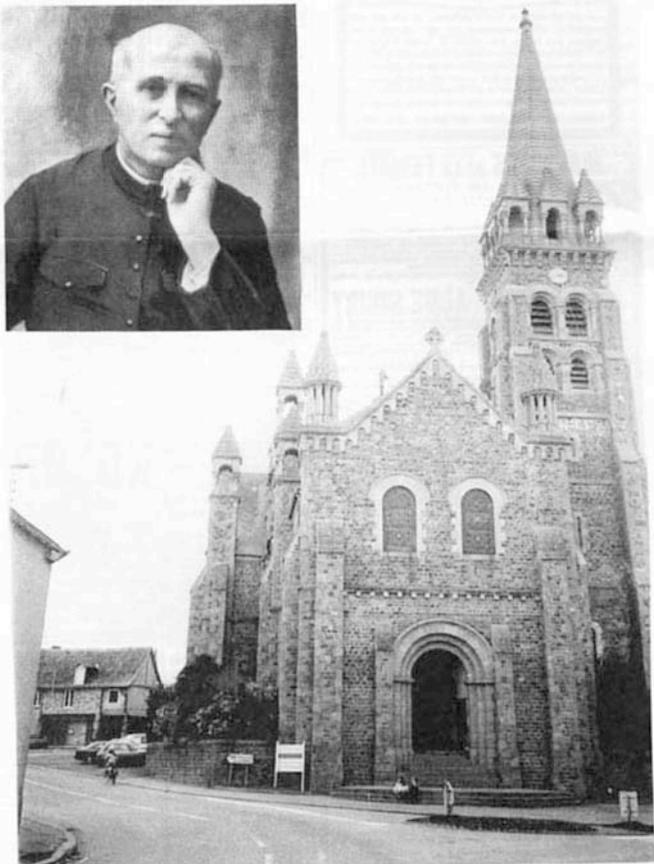
Ces populations, qui se sont habituées à « **L'Ouest-Eclair** » ou à son hebdomadaire départemental, y ont trouvé et continuent d'y trouver l'essentiel de ce qu'elles désirent savoir ou découvrir. Elles font confiance à ses directeurs Emmanuel Desgrées du Lou et l'abbé Trochu dont les noms leur sont familiers, comme l'est leur profession, celle d'avocat pour l'un, d'ecclésiastique pour l'autre. Que le second quitte **L'Ouest-Eclair**, l'acheteur au numéro de « notre ou de mon journal » en conclut « tiens ! Il prend sa retraite, l'abbé ». Mais qu'il apprenne : « **L'abbé s'en va, parce qu'il s'intéresse à un autre journal, qu'on dit être à gauche,**

c'est une décision bizarre pour un prêtre », conclut le client.

Il était sévère rigide et dur

« Bizarre ! ». Le mot court la rue et les ateliers de la rue du Pré-Botté. Les plus anciens lecteurs comme les plus anciens membres du personnel ne comprennent pas bien que l'abbé conseille ce nouveau quotidien, participe plus ou moins à sa fondation.

Dans ses souvenirs, Henri Jan, qui fut secrétaire général de la rédaction, rappelle qu'à l'origine de la crise, il y eut le cas Bellanger « infidèle à ses promesses » et simultanément « de graves difficultés financières causées par la situation désastreuse des Papeteries de Bretagne... œuvre de l'abbé Trochu. » Le départ de l'abbé Trochu, écrit-il,



Bien qu'ayant été jeune vicaire dans plusieurs paroisses (notamment Tinténiac, ci-dessus), quelques décennies plus tard l'abbé Trochu semble ne plus bien connaître les populations rurales et leur état d'esprit.

fut péniblement ressenti par le personnel du journal.

« L'abbé dirigeait d'une main ferme l'entreprise ; il était sévère, il était rigide, il était dur ; mais s'il était sévère, rigide et dur à l'égard des autres, il l'était pour lui. Il donnait l'exemple, il s'imposait par son autorité ; on le craignait et l'on était fasciné par sa responsabilité ». Bel éloge !

« Cette crise, poursuit-il, devait avoir des suites inquiétantes : la concurrence d'un nouveau quotidien régional... Des pressions avaient été exercées sur le personnel de L'Ouest-Eclair pour qu'il passât de l'autre côté. Les transfuges furent rares à la rédaction ».

Une lutte de chaque instant



Henri Jan, secrétaire général de la rédaction.

« Et la lutte s'engage, dit encore Henri Jan, une lutte de chaque instant, de chaque minute. Sous l'impulsion de M. Moreux, les rédacteurs se dévouèrent corps et âme. Rédaction centrale, rédactions départementales furent renforcées. On entreprit de grandes enquêtes ; on fit de grands reportages. Je me rappelle le reportage de Jehan Tholomé dans le milieu des clochards de Rennes dont il épousa les apparences sous des dehors loqueteux, dont il partagea la vie errante.

« Aprement, nous menions le combat quand un deuil douloureux nous plongea dans le désarroi : la mort de M. Emmanuel Desgrées du Lou, dont la santé délicate n'avait pu résister aux secousses morales qui l'avaient ébranlée. A bout de forces, il s'éteignit. C'est au milieu d'un grand concours de population qu'il fut conduit à sa dernière demeure, suprême témoignage des sentiments d'estime et de considération dont on entourait sa haute, noble et rayonnante personnalité ».

Emmanuel Desgrées du Lou avait prévu en juillet 1930 de confier la charge de co-gérant et d'administrateur à Pierre Artur, après la démission de

l'abbé. Ce mandat lui fut d'abord attribué par intérim, puis de manière définitive. Il en assumait les responsabilités jusqu'à la Libération. Paul Simon, député du Finistère, eut en charge, après le décès d'Emmanuel Desgrées du Lou le 17 février 1933, la responsabilité politique du quotidien.

Une lettre surprenante

Et l'abbé ! Souffrant, retiré à Nice, puis à Monaco, il accepta mal la décision qu'il prit, sous la pression du cardinal Charost, de résilier le contrat le liant à L'Ouest-Eclair. En mai 1942, bien qu'âge de 75 ans, il n'avait pas abandonné l'espoir d'en conclure un autre. L'heure, celle de l'occupation allemande, n'était pas la plus favorable pour le réaliser. Néanmoins, il passe outre à cet obstacle majeur et présente dans une lettre à un ami, un projet surprenant qui devait être soumis à l'approbation de Jean Luchoire, un journaliste parisien exerçant aux **Nouveaux Temps**.

C'est un fidèle de Pierre Laval rappelé au pouvoir le 17 avril 1942 par le Maréchal Pétain, qui l'avait congédié le 13 décembre 1940. La situation est menacée par la prise réussie par les Anglais de Diego-Suarez (Madagascar), la menace d'un accord anglo-soviétique et par des exigences de plus en plus pressantes pour les Allemands d'un échange travailleurs-prisonniers de guerre. L'abbé Trochu n'apprécie pas la politique de L'Ouest-Eclair imposée par la censure allemande. Des informations lui font craindre une guerre déclenchée par les Anglo-Saxons qui spéculent sur une guerre civile dans un pays « en majeure partie hostile à la politique de Montoire qu'il n'a pas comprise ». Que propose-t-il ?

Voici un passage de cette lettre étonnante de l'abbé Trochu qui continue de croire à la fidélité de ses lecteurs d'hier. (1)

« Paysans et ouvriers me connaissent et ils m'aiment. Si je leur parlais dans L'Ouest-Eclair, avec netteté, de la politique de Montoire, de la politique paysanne du Maréchal, si je commentais pour eux le discours de Saint-Etienne, etc., les plus récalcitrants ouvriraient l'oreille et je crois que ma conviction entraînerait la leur. J'aurais les accents qu'un homme de foi possède seul. Je m'évertuerais non pas à éviter les blâmes de la censure allemande, mais à faire passer mes convictions de Français, d'Européen et de socialiste dans l'esprit de mes lecteurs. On ne pourrait pas ne pas me lire. Le lecteur n'achèterait plus son

journal pour savoir qui se marie, qui est mort, pour savoir quel jour la ménagère doit aller chez son vendeur chercher sa viande et ses légumes, ou le prix de la taxe des denrées. Il lirait l'article de l'abbé Trochu parce qu'il a vu le Monsieur, parce qu'il le connaît personnellement, ou parce qu'on lui en a parlé.

« J'aurais sous la main au moins quatre rédacteurs, dans le même esprit, qui suivraient la même voie, et travailleraient avec un égal désintéressement.

« Pour arriver à ce but dans les semaines à suivre, que faire ? Enlever la direction de L'Ouest-Eclair à son gérant légal ? Certes, non. Nous irions à une désunion partielle, mais à une désunion, alors que l'union est requise, plus que jamais, si nous voulons éviter la moindre tentative de guerre civile. Il faudrait, au contraire, achevant la réconciliation que j'ai spontanément



Jehan Tholomé déjà talentueux grand reporter dans les années 30.

amorcée avec Artur en juillet 1940, maintenir, au moins aussi longtemps que les circonstances le permettraient, le gérant actuel dans ses fonctions actuelles et me donner le pouvoir de diriger toute la politique intérieure, extérieure, sociale des publications de L'Ouest-Eclair ».

Joseph FONTAINE

(1) Voir « Archives secrètes de Bretagne 1940-1944 » (pages 214-216) par Henri Fréville, Editions « Ouest-France ».

23

En des temps difficiles une progression constante

La rupture entre les deux fondateurs de L'Ouest-Eclair, Emmanuel Desgrées du Lou et l'abbé Félix Trochu est définitive. L'événement est commenté par l'ensemble de la presse régionale et nationale. L'abbé a conseillé et aidé à lancer, en mars 1931, « L'Ouest-Journal », quotidien rédigé et imprimé à Rennes. Dès 1934, ce nouveau quotidien a des difficultés financières. Dupuis, le directeur du *Petit Parisien* le prend en charge pour en faire l'édition régionale de son propre quotidien. Le 30 novembre 1936, L'Ouest-Journal cesse de paraître.

L'abbé Trochu, souffrant, se retire à Nice puis à Monaco. En mai 1942, en pleine occupation allemande, il fait le projet de reprendre la direction politique de L'Ouest-Eclair. Il en informe par lettre Jean Luchaire, directeur du « *Nouveau Temps* », et lui suggère d'obtenir de Pierre Laval, Premier ministre, les autorisations nécessaires. Echec. L'abbé a alors 75 ans.

Une santé ébranlée

1931 - La santé d'Emmanuel Desgrées n'est pas très bonne. Des collaborateurs, autour de lui, s'en rendent compte. Henri Jan, secrétaire général de la Rédaction, en témoigne dans ses mémoires. Il évoque « les secousses morales » que le directeur général de L'Ouest-Eclair a subies depuis 1928, celles du conflit avec l'abbé Trochu, des polémiques entretenues par des partis et des confrères de la presse. Mais il y a plus qui atteint Emmanuel Desgrées du Lou : l'inquiétude d'une concurrence qui peut porter atteinte à L'Ouest-Eclair, le plus important des quotidiens régionaux, la mise en cause de la fidélité de son directeur au « Ralliement à la République » demandée par Léon XIII aux catholiques, la sincérité de son « engagement social et familial » maintes fois exposée dans ses éditoriaux, etc... Peut-être faut-il ajouter qu'en cherchant à connaître l'avenir immédiat de son pays et de l'Europe, Emmanuel Desgrées du Lou découvre un horizon chargé d'orages « annoncé par une crise anglaise, les premières tentatives de l'hitlérisme, le bolchevisme russe, le fascisme italien, le conflit sino-japonais ». Broyé-t-il du noir ? Il veut échapper au pessimisme en se tournant vers la jeunesse à laquelle il s'adresse le 1^{er} janvier 1931, en lui écrivant : « jeunesse, jeunesse, vous verrez de grandes choses, car c'est vous qui ferez la soudure entre deux mondes : celui du passé que nous connaissons trop et celui de l'avenir dont nous distinguons à peine l'ébauche... Cet avenir, confie-t-il, réside dans les valeurs spirituelles et morales mises en grand péril ces derniers temps par l'affairisme ».

Témoignage d'une vie de fidélité, testament aussi. Est-il un peu tôt pour lui de rédiger, du moins de parler d'avenir ? Lui, il a atteint et dépassé la soixantaine, puisque né en 1867 à Vannes, d'un père capitaine issu d'une

noble et vieille famille bretonne. Depuis 32 ans, il assure la Direction générale et politique d'un quotidien, qui fondé en 1899, n'a cessé de se développer, en dépit des concurrences, des manœuvres, des agressions, des accusations. L'heure est-elle déjà venue pour lui de mettre en partie en sommeil ses



Paul Simon, député du Finistère, fut directeur politique de L'Ouest-Eclair.

responsabilités et ses activités ? Non ! semble-t-il. La lecture de ses éditoriaux, les sujets traités ne montrent pas, loin s'en faut, qu'il craint de n'être plus tout à fait lui-même. L'heure, il est vrai, ne s'y prête pas. Des élections législatives sont prévues en 1932 pour les 1^{er} et 8 mai. La situation économique et budgétaire se détériore en France.

Le chômage, bien que limité en mars 1932 à 302 218 personnes dont 248 047 hommes et 10 131 femmes oblige Pierre Laval, président du Conseil, à présenter en décembre 1931 une loi dite « d'outillage national » pour en maîtriser le développement. La crise économique en France est aussi celle de l'Allemagne, en proie à de

très graves difficultés financières, ouvrant la voie au national-socialisme d'Hitler.

Maîtrise de la pensée et témoignages de fidélité

Cette situation, Emmanuel Desgrées du Lou continue de l'analyser avec intuition. Il montre dans ses éditoriaux maîtrise de sa pensée et fidélité à la ligne catholique et sociale adoptée dans sa jeunesse. En témoignent ces quelques extraits d'articles publiés en 1931 et 1932.

« La plus grande France », écoutant celle des champs, de l'usine, du bureau ne veut pas que sa marche soit arrêtée par la dispute des vieillards. « Toutes les fois que l'on a tenté de rajeunir la politique, les vieillards sont intervenus pour briser l'élan des hommes nouveaux » (16 janvier 1931).

« Dans une démocratie, la pierre angulaire c'est l'organisation du droit de suffrage. Aussi longtemps que la vie civique du pays s'écoulera et se desséchera dans cette multitude de petits ruisseaux à quoi Gambetta comparait jadis le scrutin d'arrondissement, rien de vaste ni de profond ne s'accomplira » (18 janvier 1931).

« Il y a dans notre pays des troupes nombreuses pour un parti du Centre, à savoir tous ces Français moyens que le conservatisme de droite est très éloigné de satisfaire et que ne répugnent pas moins l'esprit jacobin du radicalisme non plus que l'esprit révolutionnaire de l'extrême-gauche » (8 février 1931).

« Les modérés, c'est un terme dont on use couramment pour la commodité du langage. Mais c'est un terme vague, équivoque et que je voudrais, pour ma part, voir rayer du vocabulaire politique. La modération en un certain

sens c'est une qualité de caractère, voire un signe d'intelligence, si l'on entend par là la maîtrise de soi, le bon sens, l'esprit de réflexion, mais elle est un défaut et elle peut devenir un vice si elle se confond avec l'indifférence du cœur et ce faux esprit pratique qui ne tient compte dans ses décisions et ses démarches que des réalités les plus communes, les plus immédiates, les

plus matérielles de l'existence » (8 mars 1931).

« Crises économiques, crises financières, crises sociales, crises politiques, toutes ces crises qui s'engendrent les unes les autres, je crois qu'on ne les dénouera vraiment qu'après avoir remédié à la crise morale qui en est au moins la cause autant que le résultat » (30 août 1931).

quand il n'en faut que 3 000 dans le Midi » (13 décembre 1931).

Restons éveillés

« La politique du bon sens. Ce qu'il faudrait pour sortir de la crise actuelle (crise budgétaire : déficit 6 milliards ; balance commerciale : passif 11 à 12 milliards), c'est vraiment un esprit nou-

L'Europe, la France, la Bretagne

« Défense de l'Europe. La politique de défense de l'Europe n'a qu'un nom. Elle est la politique d'entente et de collaboration avec les Etats et plus particulièrement pour nous et elle s'appelle l'Union de l'Europe. L'écarter, la dénigrer, la bafouer, c'est méconnaître sottement l'enseignement des faits. C'est mettre systématiquement le risque de guerre à la place de l'ordre pacifique. C'est livrer une Europe divisée et déchirée à toutes les brutales convoitises de la barbarie » (13 septembre 1931).

« La France est devenue avec les U.S.A. l'un des deux piliers qui soutiennent présentement l'édifice mondial » (27 septembre 1931).

« Entente économique franco-allemande. La France a de l'or en abondant et l'Allemagne a besoin de crédits. L'Allemagne est trop densément peuplée, alors que la France a fait venir des ouvriers tchèques, polonais, hongrois... Un gigantesque trust métallurgique franco-allemand serait un choix logique » (16 novembre 1931).

« Quatrième centenaire de la réunion de la Bretagne. Il est vrai, écrit-il, que la Bretagne ne dispose pas dans nos assemblées françaises de la part de représentation et d'influence qui lui appartiendrait si nos lois étaient plus justes... N'est-ce pas un véritable scandale que chez nous 12 000 voix soient nécessaires pour faire un député,



En avance sur son temps, Emmanuel Desgrées du Lou préconisait une entente économique franco-allemande, notamment dans la métallurgie. La course aux armements en eût été évitée.

veau et qui serait précisément tout le contraire de l'esprit de parti... Droite ou gauche : est-ce avec ces mots dans lesquels se résume encore ou bien s'en faut tout le débat politique de la France contemporaine que l'on projetera sur les redoutables questions du temps présent la lumière libératrice » (1^{er} janvier 1932).

DANS LA RÉGION

L'HORRIBLE TRAGÉDIE DU MANS

Les deux meurtrières ont agi de parfait sang-froid et, après avoir abattu surnoisement leurs victimes, se sont acharnées sur elles avec une cruauté sans nom



(Photographie d'agence Reuters)

AMBIÈRE. — Il est des âmes cruelles, des âmes froides, des âmes qui ne sentent rien de ce qui se passe autour d'elles, des âmes qui ne sont que des machines à tuer. C'est ce qui s'est passé à Ambière, le 10 septembre 1931. Deux femmes, Marie LAFITTE et Marie LAFITTE, ont tué deux jeunes filles, Marie LAFITTE et Marie LAFITTE, dans leur chambre. Elles ont agi de parfait sang-froid et, après avoir abattu surnoisement leurs victimes, se sont acharnées sur elles avec une cruauté sans nom.



(Photographie d'agence Reuters)

LE CRIME DE PENCLY PRES DE NANTES (C.-A.-R.)

Les magistrats du Parquet ont procédé hier à la reconstitution du drame

Penclay. — Une autre enquête pénale est en cours de suite de la détermination de la cause de la mort de M. PENCLAY, qui a été tué le 10 septembre 1931, dans son atelier de travail. Les magistrats du Parquet ont procédé hier à la reconstitution du drame. Ils ont constaté que M. PENCLAY avait été tué par une balle qui avait traversé sa tête. Les magistrats ont constaté que M. PENCLAY avait été tué par une balle qui avait traversé sa tête. Les magistrats ont constaté que M. PENCLAY avait été tué par une balle qui avait traversé sa tête.

Le Mans. — (Une autre réédition.)

Nous avons annoncé hier en dernière page dans nos précédentes éditions l'arrestation de deux femmes, Marie LAFITTE et Marie LAFITTE, qui ont été accusées d'avoir tué deux jeunes filles, Marie LAFITTE et Marie LAFITTE, dans leur chambre. Les magistrats du Parquet ont constaté que M. PENCLAY avait été tué par une balle qui avait traversé sa tête. Les magistrats ont constaté que M. PENCLAY avait été tué par une balle qui avait traversé sa tête.

Le Mans. — (Une autre réédition.)

Nous avons annoncé hier en dernière page dans nos précédentes éditions l'arrestation de deux femmes, Marie LAFITTE et Marie LAFITTE, qui ont été accusées d'avoir tué deux jeunes filles, Marie LAFITTE et Marie LAFITTE, dans leur chambre. Les magistrats du Parquet ont constaté que M. PENCLAY avait été tué par une balle qui avait traversé sa tête. Les magistrats ont constaté que M. PENCLAY avait été tué par une balle qui avait traversé sa tête.

Le Mans. — (Une autre réédition.)

Nous avons annoncé hier en dernière page dans nos précédentes éditions l'arrestation de deux femmes, Marie LAFITTE et Marie LAFITTE, qui ont été accusées d'avoir tué deux jeunes filles, Marie LAFITTE et Marie LAFITTE, dans leur chambre. Les magistrats du Parquet ont constaté que M. PENCLAY avait été tué par une balle qui avait traversé sa tête. Les magistrats ont constaté que M. PENCLAY avait été tué par une balle qui avait traversé sa tête.

LE CRIME DE PENCLY PRES DE NANTES (C.-A.-R.)

Penclay. — Une autre enquête pénale est en cours de suite de la détermination de la cause de la mort de M. PENCLAY, qui a été tué le 10 septembre 1931, dans son atelier de travail. Les magistrats du Parquet ont procédé hier à la reconstitution du drame. Ils ont constaté que M. PENCLAY avait été tué par une balle qui avait traversé sa tête. Les magistrats ont constaté que M. PENCLAY avait été tué par une balle qui avait traversé sa tête.

Dans les années 30, "L'Ouest-Eclair" entreprend de développer les faits divers. Le double crime du Mans, magistralement raconté par René Fève, a droit à la Région.

MEDAILLE D'HONNEUR
DU JOURNALISME FRANÇAIS

l'augmentation du prix des matières premières, oblige la Direction à réduire la pagination du journal, à la ramener de 16 à 14 pages. Cette situation, il est vrai, sera de courte durée.

Dès le 3 juillet 1932, la pagination est portée à 20, le tirage quotidien moyen à 240 722 exemplaires, le nombre des abonnés à 42 000 ; la diffusion couvre 14 départements. Belle et constante progression réalisée malgré une augmentation assez forte et continue du prix du papier qui, fin 1931, est entre 140 et 175 francs le quintal. Fin décembre 1932, le quotidien en consomme 512 tonnes par mois.

Cette période des années 1930, 1931, 1932 est l'une des plus difficiles pour Emmanuel Desgrées du Lou. La démission de l'abbé Trochu, la fondation et la première parution de *L'Ouest-Journal* (10 mars 1931), la forte baisse des recettes publicitaires pendant la crise économique, la vente par la P.R.O. (Presse Régionale de l'Ouest) des Papeteries de Bretagne et du « Comptoir breton des papeteries et cartonnages réunis » aux « Papeteries de Chan », à la suite de difficultés financières, etc... sont pour le directeur général plus que des incidents de parcours. S'y ajoutent en juin 1931, la démission du comte de Vulpian, administrateur du Conseil de surveillance, et la vente par celui-ci d'un paquet d'actions (1894) à l'abbé Trochu ; puis le procès engagé devant le Tribunal de commerce de Rennes, en juillet 1932, par le frère de l'abbé Trochu, actionnaire de *L'Ouest-Eclair*, etc... etc...

L'Ouest-Eclair, malgré ces conflits de personnes et d'intérêts, continue de se développer, grâce à la diffusion me-

née et organisée par Paul Hutin Desgrées, nommé secrétaire général du journal à la place d'Henri Morin, grâce aussi au rédacteur en chef Athanas Moreux qui recrute de jeunes rédacteurs, leur impose un apprentissage sur le tas, leur demande d'être à l'écoute du lecteur, de développer le fait divers, la petite information, le reportage de la chronique des tribunaux. Chaque matin, « il met l'information sur la table », dit René Fève, celle des éditions et celle des concurrents. Il prépare le lancement du quotidien dans des départements voisins non encore desservis, crée des rédactions extérieures et les renforce. « *L'Ouest-Eclair*, répète-t-il, doit être un journal utile tout en gardant l'esprit que lui ont donné ses fondateurs ».

La rupture définitivement faite avec l'abbé Trochu, le Conseil de surveillance de la P.R.O. nomme le 14 juillet 1930 Pierre Artur, dans la fonction de co-gérant et d'administrateur délégué. Celui-ci a reçu mandat, quelques jours plus tôt, en juin, d'assurer l'intérim de la fonction, à la demande d'Emmanuel Desgrées du Lou. Pierre Artur est le fils d'Émile Artur, professeur à la Faculté de Droit. Pilote dans l'aviation, pendant la guerre 1914-1918, il était directeur du « Cuir lissé ». Autre nomination, celle de Paul Simon, avocat, député du Finistère en 1913, créateur du Parti démocrate populaire. Il est appelé à la Direction politique de *L'Ouest-Eclair*, aux côtés d'Emmanuel Desgrées du Lou.

Joseph FONTAINE.

(A suivre)

Cet éditorial est l'un des derniers publiés par Emmanuel Desgrées du Lou. Sa plume est toujours alerte, sa pensée vive, son attention portée à l'évolution de la politique française, à celle de l'Allemagne et de l'Europe, aussi constante. Il s'inquiète beaucoup en mars 1932 de voir presque doubler (11 millions contre 6 millions et demi en 1930) le nombre des Allemands qui viennent de voter pour Hitler à l'élection présidentielle. « **Ne nous laissons pas endormir, écrit-il, au chant des sirènes qui dans le sillage de M. Blum nous assurent que tout péril est écarté. Restons éveillés et cuirassons-nous de prudence.** ». Intuition.

1930 : une mauvaise année

Et *L'Ouest-Eclair* ? 1930 n'est pas pour le quotidien la meilleure des années. Son tirage continue, sans doute, de progresser, d'atteindre aux 207 106 exemplaires contre 194 865 en 1924. Mais la crise économique, provoquant

« L'Ouest-Eclair » sur la pellicule

Annonçant la préparation d'un film sur « *Ouest-France* », nous posons la question : à quand un film sur « *L'Ouest-Eclair* » ?

Notre dessinateur-maison, Bernard Thomazeau, dont on sait l'intérêt pour tout ce qui touche à la photographie et au cinématographe, nous signale que la Cinémathèque de Bretagne a reçu 17 boîtes de films donnés en dépôt par le journal. Il s'agit de rushes, c'est-à-dire de morceaux de pellicules non préparés ni montés, de « Chanson d'Armor » datant de 1934 et d'un court métrage de 18 minutes : « Une visite à « *L'Ouest-Eclair* » » (1937), dûs au réalisateur Jean Epstein.

Il faut savoir que ces films étaient sur du 35 mm nitrate et donc particulièrement inflammables. Par ce don la direction a fait un beau geste et en même temps a évité les risques d'un possible incendie... La Cinémathèque de Bretagne, qui va se transporter de Plérin à Brest, en fera l'analyse et la restauration pour les mettre à l'abri de la destruction. Quant au film sur « *L'Ouest-Eclair* » une copie a été remise en état et conservée à Chantepie. Seule la bande sonore est de mauvaise qualité.

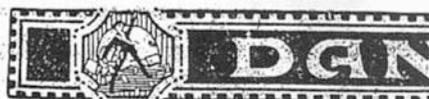
A noter aussi que la même Cinémathèque a acquis d'« *Ouest-France* » un documentaire amateur réalisé par le Caméra-Club de Rennes en 1959.

La carte de France de « L'Ouest-Eclair »

Dans notre numéro d'octobre 1993 nous contions comment une carte murale de France en couleur éditée par « *L'Ouest-Eclair* », avait été retrouvée dans une petite commune des Côtes-d'Armor, Saint-Juvat. L'édition dernière elle a servi d'élément à une exposition reconstituant une classe d'école d'antan.

Sur le moment on ne savait pas exactement de quand datait cette carte que l'on fixait aux environs de 1930, du fait notamment qu'y figuraient les zones d'occupation française en Allemagne après la première guerre mondiale.

Avec la reproduction d'une page de « *L'Ouest-Eclair* » datant du 7 octobre 1928 nous savons maintenant précisément quand fut éditée cette planisphère dont les rares exemplaires survivants doivent valoir une (petite) fortune.



A NOS LECTEURS

Pour donner satisfaction à un grand nombre de nos lecteurs, nous venons de procéder au tirage de la quatrième édition de notre superbe « Carte de France » en couleurs.

Réclamez-la à nos dépositaires.
- Prix imposé : 3 francs
Les personnes qui nous la demandent directement devront ajouter au prix de la carte une somme de 0 fr. 25, pour frais d'expédition.

1^{er} octobre. Une commande ouverte de 2 heures à 6 heures soir. Les jeunes gens qui sont en « le de garnis peuvent s'y adresser. Tous renseignements utiles leur seront donnés.

POTEAUX DE MINES
Achats partout. Prix avantageux.
Le MAREC, Armateur, REDON

INSTITUT DE CHIMIE DE RENNES

VILLE DE MORLAIX

VI^e FOIRE-EXPOSITION
du 10 au 17 Octobre

UNIVERSITÉ DE RENNES

Baccalauréats
Les examens du baccalauréat commenceront le lundi 15 octobre, à 7 heures 15 pour toutes les séries et dans tous les centres.
Les candidats du département du Finistère composeront à Brest.
Les registres d'inscription sont clos.

Avec la Faculté des Sciences, l'Institut de Chimie ouvre ses portes début de novembre prochain.
Le baccalauréat mathématiques I, les élèves ingénieurs-chimistes, baccalauréat quelconque pour les gens chimistes permettent aux jeunes ayant terminé leurs études secondaires de préparer leur avenir à l'industrie chimique.



« L'Ouest-Eclair » et le 6 juin

Exceptionnellement, nous faisons aujourd'hui un bond de 1930 à 1944 pour présenter, à l'occasion du Cinquantenaire, la « Une » de « L'Ouest-Eclair » du mardi 7 juin annonçant le débarquement commencé la veille.

La presse française était alors totalement sous le contrôle allemand qui minimise l'événement. Certes les communiqués n'étaient pas faciles mais on s'aperçoit que le débarquement n'occupe qu'une place restreinte dans l'actualité : un communiqué officiel allemand de huit lignes sur deux colonnes, quelques lignes plus bas évoquent les combats, les forces alliées étant pratiquement détruites, et puis en tête de page un appel du maréchal Pétain demandant l'obéissance au Gouvernement.

Les autres articles de la page concernent plus ou moins la guerre mais pas directement le débarquement. Comme ce texte sur l'interruption du Tour cycliste en Haute-Vienne, les coureurs ayant eu leurs bicyclettes volées par des bandits, en fait des maquisards.

dent imprévu et rare. Des morts et plusieurs blessés.

14 juin 1931, jour de la Fête-Dieu, cinq cents passagers sont à bord d'un paquebot, le « Saint-Philibert », affrété à la Compagnie nantaise de navigation à vapeur, par la société « Les Loisirs » fondée par l'Union des coopérateurs, des syndicats ouvriers locaux, la Ligue des Droits de l'Homme. But : une excursion à l'île de Noirmoutier. Le temps est beau au départ de Nantes.

L'île visitée, l'embarquement pour le retour est prévu vers 18 h. Le vent s'est levé : 45 passagers, craignant le mal de mer, préfèrent utiliser l'autobus reliant, à marée basse, l'île au continent. La mer devient grosse, la tempête menace, le « Saint-Philibert » est chahuté. A la pointe Saint-Gildas, le guetteur du sémaphore lance un appel à Nantes. « Saint-Philibert disparu près du Châtelier. » Quelques minutes plus tard, il précise « Bateau probablement sombré corps et biens ».

Emotions, rumeurs dans la région,

en France et à l'étranger. Combien de disparus ? 450 au moins. Personne n'est d'accord sur leur nombre. Des enquêtes se succèdent : celles des milieux maritimes et de ceux de la presse. Elles mettent en cause le navire et son équipage. La rédaction de L'Ouest-Eclair envoie d'urgence et de nuit sur les lieux René Fève. Il y reste pendant plusieurs jours, s'entend recommander par un élu de Saint-Nazaire de « ne point trop développer l'affaire ».

Chaque jour des lettres sont adressées à la Rédaction en chef, par des ingénieurs, des capitaines de la Marine marchande qui exposent leur point de vue sur les causes du naufrage. Une polémique s'engage. Des bulletins paroissiaux de la région s'en mêlent, tendent à dire qu'il s'agit d'une punition infligée à des libres penseurs opposés dans certaines paroisses aux processions de la Fête-Dieu. Renfloué début août, le « Saint-Philibert » se révèle être le cerceuil de 38 disparus. Deux années plus tard, le naufrage du « Saint-Philibert » est toujours à « la une » des quotidiens régionaux. Des parents des victimes ont porté plainte contre la Compagnie nantaise de navigation à vapeur. En vain.

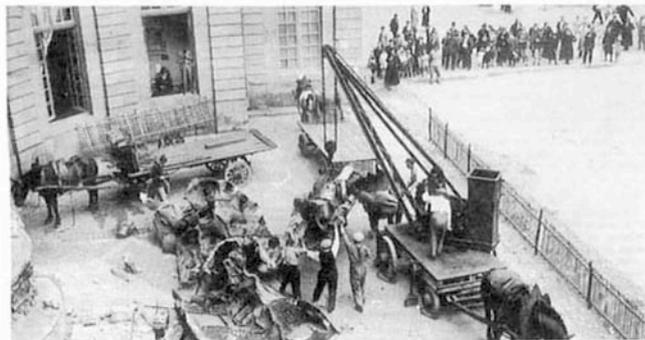
Attentats autonomistes

Août 1932, la Bretagne est à nouveau en vedette. Moins tragiquement, il est vrai. Une charge de tholonimite fait sauter à Rennes, place de la Mairie, le

couple en bronze d'Anne de Bretagne rendant hommage, genoux pliés, à Charles VIII, son roi et mari, auquel elle fait don de son propre duché.



Devant l'hôtel de ville de Rennes, la foule des curieux.



Au lendemain de l'explosion, on dégage les débris de la statue d'Anne de Bretagne et de Charles VIII.

L'événement, dit du « rattachement de la Bretagne à la France », date de 400 ans. Le mouvement autonomiste et de combat Gwen Ha Du, constitué par Célestin Lainé, entend célébrer ce quatrième centenaire à sa manière et a préparé cérémonies et fêtes, dignes de la Bretagne et de la France.

Voici à terre, en morceaux, Anne et Charles. Révélation pour la majorité des Bretons que l'existence de ce « Gwen Ha Du ». Confirmation leur est donnée en novembre de cet autonomisme combattant. A Ingrandes, frontière franco-française de la Bretagne, la ligne ferroviaire du Paris-Nantes est sabotée. Le Président de la République, Albert Lebrun, doit se rendre, en train, à Nantes pour y célébrer lui aussi le quatrième centenaire.

L'accident est évité

Ces événements modifient dans L'Ouest-Eclair le lot ordinaire des faits divers, fussent-ils d'ordre judiciaire, de politique régionale et locale. Ils attirent l'attention d'une nouvelle clientèle, informée tardivement par le bouche à oreille, laute de poste de radio. Ils la puisent dans le lot des lecteurs d'hebdomos, en fidélisent d'autres qui souvent « prêtent leur journal » à des voisins, à des membres de la famille.

Il est long le chemin que pratique le démarcheur pour créer cette clientèle, l'étoffer, la consolider... L'Ouest-Journal qui stagne à 80 000 exemplaires, après avoir tiré son premier numéro à 200 000 en 1931, en témoigne.

Joseph FOUQUAINÉ.



25 Le dernier article d'une « grande âme »

En ce début des années trente bien des choses changent à L'Ouest-Eclair : l'abbé Trochu démissionne de son poste d'administrateur de la Presse Régionale de l'Ouest, Pierre Artur est confirmé comme directeur-gérant par le Conseil de surveillance, Paul Hutin devient secrétaire général. Et dans le même temps apparaît sur place un redoutable concurrent L'Ouest-Journal. Ce qui n'empêche pas L'Ouest-Eclair de continuer sa progression : plus de 240 000 exemplaires en 1932. Il est vrai que ces temps sont favorables à la vente avec quelques grands faits divers régionaux, comme le déraillement du rapide Paris-Nantes à Oudon, le naufrage du « Saint-Philibert » à la pointe Saint-Gildas, les attentats des autonomistes bretons qui font notamment sauter la statue d'Anne de Bretagne devant l'hôtel de ville de Rennes. Et maintenant voilà des élections qui vont contribuer à bouleverser le paysage politique de l'Ouest.

1932 : législatives

L'heure vient, en 1932, de compter voix et élus pour apprécier le recul ou l'avancée des partis politiques orientés droite, centre, gauche, tous sous diverses étiquettes. Les législatives ont lieu les 1^{er} et 8 mai. Au second tour, Radicaux, Socialistes, Socialistes SFIO, Communistes font alliance. Résultats : 370 élus pour la Gauche, 220 pour le Centre et la Droite.

Dans la Bretagne des cinq départements, l'équilibre est obtenu : 22 élus pour chacun des blocs gauche et droite. Ces 44 députés sont répartis entre dix groupes aux orientations diverses : Radicaux et Socialistes sont pour le désarmement matériel et moral, pour la laïcité et contre la liberté de l'enseignement ; Démocrates, Indépendants, Républicains indépendants, Monarchistes (peu nombreux et qui ont perdu deux sièges par rapport au scrutin de 1928) ont un grand souci du maintien de la paix. Ils s'inquiètent de

l'esprit de violence en France, préconisent de réduire le déficit budgétaire par les méthodes classiques : baisse des traitements, des salaires, des pensions et l'augmentation des impôts... Vaste programme !

Deux nouveaux députés feront une carrière ministérielle : André Cornu, élu à Saint-Brieuc, bien que né à Gap dans les Hautes-Alpes. Il sera deux fois ministre des Beaux-Arts, puis candidat en 1964 à la présidence de la République ; Pierre Mazé, médecin né à Sizun, député de Morlaix, sous-secrétaire d'Etat aux Travaux publics en janvier.

Robert Bellanger battu

Robert Bellanger, ex-secrétaire d'Etat à la Marine, pendant 48 heures en février 1930, dans le cabinet Chautemps, n'est pas réélu à Vitry. Il est battu par Hervé de Lyrot, banquier, originaire de Seine-et-Oise, membre du Centre Républicain, partisan du droit de vote des femmes et de leur éligibilité. Au cours de la campagne électorale, Emmanuel Desgrées du Lou a rappelé dans « L'Ouest-Eclair », les imprudences de Robert Bellanger passé dans les rangs du Cartel des gauches, les promesses faites par lui et non tenues, les tromperies dont ont été victimes ses électeurs de 1928, enfin la trahison commise par lui à l'encontre de « L'Ouest-Eclair », lorsqu'il est devenu membre fondateur et administrateur de « L'Ouest-Journal ».

Emmanuel Desgrées du Lou tire la conclusion de cette affaire en citant ce proverbe arabe : « S'il te trompe une fois, il a tort, s'il te trompe deux fois, c'est toi qui as tort ».

Une situation difficile

La nouvelle Chambre, qui siègera jusqu'à mai 1936, entre dans une période, politiquement, économiquement et socialement très difficile. Le 6 mai 1932, quarante-huit heures avant le se-

cond tour des législatives, le président de la République Paul Doumer est assassiné à Paris par un Russe blanc Gorgulov. Albert Lebrun lui succède. Il sera réélu à la veille de la guerre de 1939 et restera président jusqu'à la fin de la Troisième République en juillet 1946. De 1932 à 1936, neuf présidents se succèdent : Herriot, Boncour, Daladier, Doumergue, puis de nouveau Herriot, que remplacent successivement Flandin, Buisson, Laval, Garrault. Une telle cascade de présidents, élus puis remerciés par les deux Chambres, n'est pas de nature à faire fuir au réarmement allemand, aux manifestations populaires successives de 1936, à la maîtrise du déficit budgétaire. Radicaux et Socialistes sont au pouvoir de manière continue. Le climat se détériore, l'anti-parlementarisme se répand.

Emmanuel Desgrées du Lou s'en inquiète. Le 23 octobre 1932, il souhaite dans un éditorial « qu'au milieu de nous se lève un grand ministre... Que pensera-t-il, que fera-t-il ? Vraisemblablement... »



Raymond Poincaré.



Albert Lebrun.

②6 Il vécut comme un apôtre Il est mort comme un saint

Emmanuel Desgrées du Lou a 66 ans en février 1933. Le co-fondateur et le directeur-gérant de **L'Ouest-Eclair** est souffrant depuis quelque temps. Selon l'expression de l'un de ses petits-fils, François Régis Hutin, il est « usé ». Rien d'étonnant. Il a en charge depuis trente-quatre ans la responsabilité du quotidien, après avoir eu celle de l'hebdomadaire **L'Echo de l'Ouest** qui en regroupait cinq autres fondés en Ille-et-Vilaine par les abbés Crublet et Trochu. Il s'était « tué » à aller pendant des mois, sans autre moyen que la bicyclette, des presbytères aux monastères des départements bretons quêter une partie des 80 000 F « jugés indispensables à la publication du premier numéro de « L'Ouest-Eclair » le 2 août 1899 ». Sans doute « était-il jeune, distingué, mais peu préparé à ce travail pénible... que soutenaient la ferveur de sa foi religieuse et l'ardeur de ses convictions ». Citations extraites de « Trente-cinq années de politique religieuse » publiées par Paul Delourme, pseudonyme de l'abbé Trochu.

On n'écrit qu'un article

Novembre 1932, l'un de ses amis, disciple comme lui de Montalembert, de Falloux, de de Mun, Cochin, etc., décède à Rennes. Il s'agit de Léon Jenouvrier, avocat, sénateur, ancien vice-président du Sénat.

L'un et l'autre, ralliés au libéralisme républicain préconisé en mai 1891 par Léon XIII dans son encyclique *Rerum Novarum*, ont, semble-t-il, suivi la même évolution, celle qui les a conduits du monarchisme à l'adoption de la III^e République, par souci d'en finir avec les querelles du début et de la moitié du XVIII^e siècle. Très ému, Emmanuel Desgrées du Lou écrit sur son ami un remarquable article, dans lequel transparaissent son « propre ralliement » et « sa propre fidélité » (voir « Le Relais » n° 36).

Cet article est le dernier des 2 341 qu'il a publiés dans son quotidien. Il est de la même veine et de la même rigueur que les précédents. Lui-même n'a-t-il pas dit à sa fille Magdeleine (Mme Paul Hutin) : « Au fond, dans toute sa vie, on n'écrit qu'un article ». La plume, en vieillissant, ne trahit pas ce qu'elle a écrit et défendu dans sa jeunesse.

Le 17 février 1933

Le vendredi 17 février 1933, Emmanuel Desgrées du Lou décède à son domicile, boulevard Sévigné à Rennes, au début de la matinée. Quelques jours plus tôt, Mgr Mignen, archevêque de Rennes, lui a remis, au nom du Pape Pie XI, un télégramme transmis par le Cardinal Pacelli. « Le Saint-Père, y est-il écrit, envoie de tout cœur à M. Desgrées du Lou bénédiction apostoli-

que implorée, faveurs, réconforts célestes. »

Vive émotion au sein de sa famille, des membres du personnel, des lecteurs, des membres de la presse. Emmanuel Desgrées du Lou a demandé



Emmanuel Desgrées du Lou.

qu'il n'y ait le jour de ses obsèques, à l'église Notre-Dame de Rennes, ni discours, ni fleurs, ni couronnes, seulement une chorale de jeunes orphelins dont il a été le bienfaiteur. A-t-il prévu que la foule de ses amis, de ses lecteurs, serait telle qu'une partie d'entre elle ne pourrait pas pénétrer dans l'église, se tiendrait sur le parvis et aux portes latérales du jardin des Plantes. Pas davantage n'a-t-il pensé que le lendemain et le surlendemain de

ses obsèques, il faudrait retenir dans les pages « une » et « locales » de **L'Ouest-Eclair** huit colonnes pour y citer « en petits caractères et de manière serrée » les noms de celles et de ceux qui ont accompagné son cercueil, transmis des lettres de condoléances et des télégrammes.

A travers la Presse

Dans la presse nationale, régionale, quotidienne, hebdomadaire, des nécrologies sont publiées. Elles présentent l'homme, le journaliste, son action, ses qualités, ses engagements. **L'Argus de la Presse** en a rassemblé et conservé une trentaine. Soixante années après leur publication, voici Emmanuel Desgrées du Lou tel que ses amis, ses confrères l'ont vu, apprécié et admiré.

« Il était le fils d'un capitaine du 12^e Régiment de dragons de Vannes, issu lui-même d'une excellente famille de Basse-Bretagne. Né dans cette ville en février 1867, il fait des études de Droit, entre en 1889 dans le Commissariat de la Marine. Démissionnaire en 1892, il s'inscrit au Barreau de Brest, se consacre à la politique sociale.

« Il renonce à une carrière brillante, par pur besoin de se dévouer pour servir les idées qu'il aimait. Ce descendant d'une vieille et noble famille bretonne s'était rallié, malgré quels obstacles, avec enthousiasme aux directives de Léon XIII (*Mémorial de la Loire à Saint-Etienne*).

« C'était un être exquis, un homme d'esprit, accueillant et charmant pour tous, un causeur délicieux, orné de la plus fine culture. C'était un grand journaliste, un journaliste de vieille race, un excellent écrivain... dont le métier n'a jamais gâté la langue. »

Une grande âme de chrétien

« C'était surtout une grande âme de chrétien, à la foi solide, franche, vivante.

« On dira plus tard quels services, avec un tact et une maîtrise égaux à son absolu désintéressement... il a rendus à l'Église, à l'idéal démocratique, à l'apaisement des cœurs, à l'union des âmes (L'Aube - Paris) »

Personne n'avait plus que lui le culte de l'honneur, mais ne recherchait moins les honneurs. Un jour, un ministre lui offrit la croix de la Légion d'honneur ; il la refusa. « J'ai eu, dit-il, des frères tués devant l'ennemi ; je ne me reconnais pas le droit de porter la même décoration qu'eux. »

« Pour lui, les affaires ne comptaient pas. Il n'avait en vue que son idéal : faire comprendre aux populations de l'Ouest que l'on peut être un sincère et ardent républicain, épris de justice sociale, sans que la moindre atteinte soit portée à la foi ancestrale. » (Armand Cuviller - Ille-et-Vilaine.)

Plus riche de foi que d'argent

« Desgrées du Lou, plus riche de foi que d'argent, entreprit l'œuvre de libération qui lui paraissait nécessaire... Homme de paix, les coups ne l'épargnèrent pas. Mais il puisait dans ses convictions religieuses profondes une sérénité agréable et fructueuse. Il a été un caractère. (Nord-Est de Reims.)

« C'était un journaliste de grande classe dont nous reproduisions souvent les articles ; nos lecteurs depuis longtemps les avaient remarqués, admirés. Il excellait à démentir, à éclairer les questions les plus embrouillées, les plus obscures de la politique. (Patriote des Pyrénées.)

Autorité et talent

« Pendant plus de trente ans, il dirigea la politique de L'Ouest-Eclair avec une autorité et un talent qui lui valurent l'admiration de ses adversaires eux-mêmes et l'affection de ses collaborateurs. Union dans la République, paix sociale dans l'esprit chrétien de fraternité, paix internationale dans l'honneur et la sécurité, ce sont là les trois idées justes et fécondes qu'il a toujours servies, défendues, glorifiées,

« Nous nous inclinons devant cet éminent journaliste, devant ce chrétien " qui ayant vécu comme un apôtre est mort comme un saint " ». (Dépêche de Cherbourg).

Une jeunesse ardente un chevalier

Avec lui, c'est toute une partie de notre jeunesse ardente, à nous les anciens, qui disparaît. C'était l'époque où il fallait courageusement lutter, malgré les injures et les incompréhensions, plus pénibles encore, pour briser de fausses solidarités entre l'idée républicaine et les forces antireligieuses.

« Bien que les problèmes de l'après-guerre aient vu surgir entre nous de sensibles divergences, nous n'évoquions jamais cette époque des luttes communes sans un sentiment d'inaltérable reconnaissance pour celui qu'Henri Roure saluait jadis dans une de nos fraternelles réunions d'avant-guerre, (celle de 1914-1918), de ce beau nom de chevalier ».

A ces extraits, nous pourrions en ajouter d'autres qui publiés en février 1933 dans la presse parlent, eux aussi, des « qualités de l'homme, du journaliste, de l'esprit tolérant et avisé, du Breton au cœur tenace, du catholique vaillant, du républicain sincère », comme l'écrivit le 18 février 1933 le *Mémorial de Saint-Etienne*.



Pie XI avait adressé sa bénédiction apostolique au directeur de « L'Ouest-Eclair ».

De même Paul Hutin, son gendre, et secrétaire général à l'époque de L'Ouest-Eclair, Paul Simon, directeur politique, plusieurs collaborateurs ont témoigné des qualités exceptionnelles de leur directeur général disparu.

Une larme dans le silence

Peut-être manquerait-il à ces citations celle de l'abbé Trochu qui fut, avec lui pendant 35 années, co-directeur géant. L'abbé était à Nice « retenu pour état de santé ». Il y apprit le décès d'Emmanuel Desgrées du Lou,

le 17 février. Quelques jours plus tôt, il avait rencontré Raymond Laurent, secrétaire général du P.D.P. (Parti Démocrate Populaire) qui l'avait informé de la maladie grave de son ancien ami. La nouvelle de la mort le bouleversa. Voici ce qu'en 1936, dans son livre « Trente cinq années de politique religieuse », il écrivit sous la signature de Paul Delourme.

« Quand Emmanuel Desgrées du Lou rendit son âme à Dieu, une larme tombée, dans le silence, du cœur de son plus vieil ami, qui par hasard, lui survivait, alla se mêler, ignorée et inconnue, aux pleurs de ses proches qui l'accompagnaient à sa dernière demeure. L'abbé Trochu s'était trompé lui-même. Comment passer l'oubli, un oubli complet sur 35 années de collaboration fraternelle... ? ».

L'amitié plus forte

L'abbé rappelant la petite flamme qui les unit longtemps poursuit et conclut :

« Deux hommes, à peu près du même âge, de tempérament dissemblable, venus de milieux différents, réunis par un même besoin impérieux de se dévouer à une cause qui les dépassait, avaient jusqu'ici veillé amoureusement à son entretien. L'un, trop ambitieux, pour avoir voulu transformer cette petite flamme en un phare puissant... L'autre, à qui il suffisait qu'elle existât, vaillante et timide... s'éloignait à son tour, moralement et physiquement épuisé... ».

L'amitié, en ces lignes, montre qu'elle a été plus forte que la division et la séparation entre les deux cofondateurs de L'Ouest-Eclair...

Hommage de l'Université

Quelques mois plus tard, le 6 octobre, un hommage solennel était rendu à Emmanuel Desgrées du Lou. Le professeur Marcel Jousse, fondateur à Paris d'une nouvelle chaire à l'École d'Anthropologie, donnait à celle-ci le nom de l'ancien directeur de L'Ouest-Eclair.

Comparant cette chaire aux vieux châteaux bretons construits pierre à pierre, avec amour, avec foi par des chevaliers vaillants et tenaces, il ajoutait : « Nos maîtres ont été aussi des chevaliers de la science... Ils ont édifié ce château de science expérimentale... Mais à tout château, il faut sur sa porte un blason. Enfant du peuple, je n'ai pas de blason. Qu'il me soit permis d'emprunter celui d'une noble famille bretonne qui associe mon humble effort à sa grande et pure tradition : celui d'Emmanuel Desgrées du Lou ».

Joseph FONTAINE.

(27) Une progression continue jusqu'en 1940

Emmanuel Desgrées du Lou, décédé le 17 février 1933 à Rennes au petit matin, meurt épuisé par la lutte éprouvante qu'il a dû mener pendant une trentaine d'années contre les adversaires des « ralliés » à la République et pour le développement de « L'Ouest-Eclair ».

Une entreprise brillante

Emmanuel Desgrées du Lou laisse entre les mains de son successeur Pierre Artur, qu'il a choisi comme gérant, une entreprise, imprimerie et presse, particulièrement brillante, bien que fondée en 1899, sans capitaux propres, par lui-même et l'abbé Trochu. Des chiffres en témoignent. Le quotidien, qui n'était diffusé qu'à 1 800 exemplaires le 2 août 1899, a, en 1933 un tirage moyen de 268 745 numéros par jour et ses quatre hebdomadaires publiés dans la région de Bretagne atteignent chaque semaine 140 000 exemplaires. La consommation du papier journal est pour l'ensemble de 6 280 tonnes par semaine; le nombre des dépôts est en 1930 de cinq cents sur l'ensemble des départements. Le bénéfice brut de la P.R.O. (Société de

la presse régionale de l'Ouest) en 1933 est supérieur à 2 millions et demi de francs.

Brillant résultat! Malgré la concurrence des quatre quotidiens fondés dans la région progressivement et dont l'un « Le Phare », de Nantes, est antérieur à « L'Ouest-Eclair ».

Un exemple en matière sociale

Les co-fondateurs Emmanuel Desgrées du Lou et l'abbé Trochu n'ont pas oublié leurs engagements en matière sociale. Tout d'abord après le 25^e anniversaire de la première parution du quotidien, ils ont annoncé la fondation d'une caisse de retraite, à laquelle peuvent librement adhérer les membres du personnel, par l'intermédiaire

de leur amicale. En 1929, à l'occasion des fêtes de fin d'année, un arbre de Noël destiné aux enfants est également créé par la Direction et par l'Amicale qui groupe les familles du personnel.

Il y a plus. Quand vint la guerre de 1939-1945, une caisse d'aide aux familles des prisonniers fut ouverte et le pécule versé à un compte personnel dont le capital était perçu par le prisonnier à sa libération. Enfin, fut fondé un bulletin d'Union rédigé pour les prisonniers, membres du personnel. Ils étaient au nombre de 75; 22 furent tués au champ d'honneur, au combat ou victimes de bombardements.

Ces faits et ces réalisations d'ordre social portent témoignage de la fidélité des co-fondateurs et de leurs successeurs à leurs engagements formulés après la publication de l'encyclique *Reverentium Novarum* de Léon XIII.

Pas de changement

Il ne fut pas question après le décès d'Emmanuel Desgrées du Lou de modifier les orientations sociales, politiques et professionnelles de « L'Ouest-Eclair ».

Paul Simon, député du Finistère, est confirmé dans sa charge de directeur politique du quotidien par Pierre Artur, au lendemain des obsèques de son président-fondateur. Il le précise dans un éditorial intitulé « Notre tâche » dont voici un extrait qui témoigne d'une fidélité à « L'Ouest-Eclair », à ses lecteurs, « aux grandes causes de la paix ».

« Au service de cette œuvre indispensable, nous entendons consacrer toute la puissance de L'Ouest-Eclair. Et d'abord en continuant d'accomplir jour par jour notre premier devoir qui est de renseigner exactement, honnêtement, nos lecteurs pour leur permettre de se faire une opinion raisonnée et de juger par eux-mêmes. Nous nous interdisons les artifices tendancieux, les jongleries de statistiques ou de textes trop souvent mis en œuvre pour duper et illusionner le public.

« Nous n'avons jamais prétendu ici, ni régenter nos lecteurs, ni nous imposer à eux comme directeur de conscience. Nous ne voulons pas « fabriquer » l'opinion. Notre ambition est de dire notre pensée en toute franchise, en nous efforçant d'en faire apprécier ce qu'elle peut contenir de vrai et d'utile.

Notre tâche

En perdant le chef aimé qui a été le fondateur de ce journal et qui pendant plus de trente années l'a animé de son talent prestigieux, nous avons fait une perte irréparable.

Le deuil de toute une province et les marques de si touchante sympathie qui nous sont venues de toutes parts ont montré en quelle haute estime était tenu l'écrivain de race, le chevalier de l'idée qui, avec un courage, une loyauté et un sens de l'honneur auxquels ses adversaires eux-mêmes rendaient hommage, a combattu jusqu'à l'extrême limite de ses forces pour le pays et pour la République.

Son nom restera sur la manchette du journal comme un drapeau et comme un programme.

Par une coïncidence bien émouvante, Emmanuel Desgrées du Lou nous a quittés le jour même où l'on a, selon ses dernières volontés, assuré l'avenir pour que L'Ouest-Eclair continue, dans l'esprit où il l'avait fondé, à servir l'idéal auquel il avait consacré sa vie.

Depuis de longues années je collaborais avec lui, en plein accord

avec les gouvernements et parfois même, avouons-le, l'incompétence des ministres. Ils ont droit à la considération et ce n'est pas nous qui approuverons la campagne de dénigrement systématique menée contre eux. Ces attaques sont déplorables, comme sont déplorables les conseils pernicieux que certains leur donnent pour essayer de les entraîner dans une action révolutionnaire.

Ce n'est pas le procès des fonctionnaires qu'il faut faire, c'est la réforme de l'administration qu'il faut entreprendre, grande œuvre qui exige la collaboration de tous et d'abord celle des fonctionnaires eux-mêmes, dont l'avis compétent sera si utile si l'on veut rendre la machine administrative moins lourde et moins onéreuse.

Les contribuables ont raison de se plaindre des charges excessives que l'on veut mettre sur leurs épaules, surtout dans la période de marasme économique que nous traversons. Là encore le problème est mal posé; ce n'est pas la fiscalité qu'il faut aggraver, mais l'économie générale de la nation

« Nous continuerons à défendre, dans un esprit d'union et de prudence, les grandes causes de la paix dans la sécurité et de la prospérité dans la liberté et dans l'ordre. »

L'abbé Trochu : derniers liens rompus

Et l'abbé Trochu ? Il rompt les derniers liens qu'il a gardés avec « L'Ouest-Eclair ». Il démissionne de son poste d'administrateur de l'Association des porteurs de parts bénéficiaires de « L'Ouest-Eclair ». Quittant définitivement l'entreprise qu'il a fondée et développée, il signale dans son livre-mémoire « Trente-cinq années de politique religieuse » qu'il y avait en décembre 1929, à « L'Ouest-Eclair », un excédent d'actif de 21 millions de francs, un revenu annuel de 10 millions de francs, 500 dépôts sur tout l'Ouest, un matériel moderne à grand rendement, un parc automobile qui permet au quotidien d'arriver à la première heure dans les bourgades, avant les journaux parisiens et régionaux, un personnel de cadres et des services incomparables.

L'abbé, dans le livre, mettait à son crédit ces résultats. Voulait-il convain-

cre les promoteurs de « L'Ouest-Journal », notamment Pierre Dupuy, directeur du « Petit Parisien », qu'en apportant au tout jeune et nouveau quotidien régional sa collaboration financière, c'était, à coup sûr, une bonne affaire grâce dans une certaine mesure à l'activité et à la compétence de l'abbé, capable de provoquer politiquement un revirement républicain dans l'Ouest ? L'abbé était convaincu, semble-t-il, que son départ de « L'Ouest-Eclair » modifierait l'opinion du lecteur. L.-A. Pagès, rédacteur de « L'Ouest-Eclair » à Paris, déclencha dans la presse parisienne une campagne contre l'abbé, dont il était dit qu'il était prêt à provoquer à Rennes une grève générale du personnel de « L'Ouest-Eclair » pour obliger la Direction à maintenir à son poste d'administrateur l'abbé Trochu.

Fin de querelle

La grève n'eut pas lieu. Le président de la P.R.O., Jean des Cognets fit savoir par lettre du 10 septembre 1930 à ses collègues du Conseil de surveillance, que l'abbé Trochu se déclarait prêt à prendre l'engagement de ne s'intéresser sous aucune forme à aucun journal concernant une note d'hostilité contre « L'Ouest-Eclair ».

L'abbé, du moins il l'affirma un peu plus tard, assura qu'il n'avait jamais écrit dans la presse aucun entrefilet faisant le procès d'Emmanuel Desgrès du Lou et de ses partisans.

Il reconnaissait, certes, s'être permis de donner des conseils au début de la fondation de « L'Ouest-Journal ». Mais ajoutait : peine perdue, mes conseils n'étaient pas écoutés.

La querelle, l'une parmi d'autres précédentes, racontées dans ses Mémoires écrits sous le nom de Paul Dejourme et intitulés « Trente-cinq années de politique religieuse » prit ainsi fin. Du moins pour le temps qui permit au quotidien « L'Ouest-Journal » de paraître quotidiennement.

D'autres mémoires écrits par Henri Jan, rédacteur en chef, Francis Rallier, directeur de l'Imprimerie, font état de ces heures difficiles dans la vie de « L'Ouest-Eclair ». Elles ne le furent pas toutes... loin s'en faut.

..

Dans nos prochains numéros, nous publierons l'essentiel des mémoires d'Henri Jan qui apportent une contribution inestimable à l'histoire de L'Ouest-Eclair.

Joseph FONTAINE.

1^{er} Mars 1928

L'Ouest-Eclair



Le 1^{er} mars 1928, « L'Ouest-Éclair » débutait sa page du jeudi à l'intention de ses jeunes lecteurs.

28 De la Rédaction à la Rédaction en chef

Les souvenirs de trente-quatre années par M. Henri Jan

Provisoirement, nous interrompons l'histoire de **L'Ouest-Eclair**. Après la mort d'Emmanuel Desgrées du Lou, le quotidien, qui disparaîtra en août 1944 pour être remplacé par **Ouest-France**, entre dans sa dernière phase.

C'est pourquoi il nous a semblé intéressant de marquer une pause et de publier les souvenirs de l'un de ceux qui contribuèrent au développement de **L'Ouest-Eclair**, M. Henri Jan, lequel en trente-quatre années gravit tous les échelons de la Rédaction. Ce texte revient certes sur des événements que nous avons narrés mais il leur apporte une touche personnelle et authentique, surtout pour les années 20-30, qui intéressera tous ceux qui suivent cette passionnante histoire de **L'Ouest-Eclair**.

J. FONTAINE.

Le temps des hebdo

« Je suis entré à **L'Ouest-Eclair** le 1^{er} octobre 1910, après un court stage au **Journal de Rennes** dont mon père était administrateur, organe modéré du parti conservateur, non inféodé à « **L'Action Française** » mais dont la politique ne correspondait pas à mes idées.

J'avais présenté ma candidature à M. l'Abbé Trochu qui m'appela pour me confier la gestion du **Journal l'Ille-et-Vilaine**, un hebdomadaire créé quelques mois auparavant et dont était chargé M. Charles Fréduet.

La parution de deux autres hebdo, l'un pour le Morbihan, l'autre pour les Côtes-du-Nord, était projetée. A cette époque, on lisait peu les quotidiens dans les campagnes où les hebdo étaient destinés à préparer l'introduction de **L'Ouest-Eclair**.

Je rédigeais une revue de la semaine des informations générales et un court éditorial que je soumettais à M. Emmanuel Desgrées du Lou dont je n'étais pas peu fier d'obtenir l'imprimatur.

Pour les informations départementales, on utilisait la composition de **L'Ouest-Eclair**. La mise en page était faite par M. Francis Rallier, prote de l'imprimerie.

Malgré la concurrence d'un hebdo, **Le Courrier Breton** très répandu dans les campagnes, **L'Ille-et-Vilaine** progressa rapidement; il atteignit le tirage d'une quarantaine de mille exemplaires.

Mésaventure sur la route de Guer

Le lancement du second hebdomadaire, **Le Morbihan**, fut décidé pour la fin de 1910. Auparavant, je devais me livrer à un travail de prospection qui débuta dans la région de Guer et de

Mauron, pays d'origine de M. l'Abbé Trochu, cette référence étant propre à faciliter ma tâche. Quelle équipée! Les



M. Henri Jan.

moyens de communication étaient plutôt primitifs.

Suivant l'itinéraire que me fixa l'abbé Trochu, je pris le tacot reliant Rennes à Plélan: là, m'avait dit l'abbé Trochu, il vous suffira de vous faire connaître, vous trouverez un voiturier qui vous conduira à Guer. A Plélan, j'avais un commissionnaire qui se rendait à **Maure-de-Bretagne** et qui, sachant qui j'étais, s'empressa de m'offrir une place sous la bâche de son vaste char à bancs bourré de marchandises diverses: sacs de pommes de terre, produits d'épicerie, bidons de pétrole, etc.: « Je m'arrêterai à la bifurcation des routes de **Maure** et de **Guer** et de là vous n'aurez pas loin pour arriver à destination. » Et je m'installai tant bien que mal au milieu des ballots.

Fouette, cocher! C'était l'hiver, la nuit était tombée, et la pluie aussi

tombait. Au carrefour des routes de **Maure** et de **Guer**, mon automédon arrêta son haridelle: « Descendez... je tourne à gauche; prenez à droite. »

N'y voyant goutte, je pris beaucoup trop à droite et m'affalai dans un fossé boueux. J'avais perdu mon lorgnon que, tâtonnant parmi les herbes, je réussis à retrouver et je me redressai. Trempe jusqu'aux os, les vêtements souillés, je pris cette fois la route.

A l'hôtel de **Guer** où je me présentai, mon allure de clochard n'inspira guère confiance, mais dès que j'eus décliné mon identité on me reçut fort courtoisement.

A mon retour à Rennes, je fis part de ma mésaventure à M. l'Abbé Trochu. S'apitoyait-il sur mon sort? Toujours est-il qu'il ne me chargea plus d'entreprendre une pareille expédition.

Une rubrique agricole soignée

Notre hebdo **Le Morbihan** n'eut pas le même succès que **L'Ille-et-Vilaine**. Une dizaine de mille exemplaires au maximum.

Vers le milieu de 1911 parurent **Les Côtes-du-Nord**. A **Saint-Brieuc** existait un hebdo, **Le Moniteur**, solidement implanté dans le département. Nous réussîmes à faire de larges tirages dans ses positions avec un tirage d'une vingtaine de mille exemplaires.

Plus tard parut pour le **Finistère** **Le Petit Démocrate**, sous l'obédience du **Parti Démocrate Populaire** qui en avait la direction politique.

Dans ces hebdo, la rubrique agricole était particulièrement soignée. Sous la signature de **Grindorge**, M. l'Abbé Gelfriault rédigeait une chronique traitant avec beaucoup de compétence et d'indépendance le problème rural, du point de vue social, économique, technique. Il était fort apprécié

Journal L'Est-Eclair

JOURNAL REPUBLICAIN, REVUE DE LA SEMAINE DE L'OUEST-ECLAIR

Dimanche 13 juin 1920.

Septième année. — N° 226.

LES ANNONCES SONT REÇUES
Chez son Directeur, à RENNES, 36, rue de l'Épicerie. — Téléphone 141
— à VARÈGE, 10, rue de l'Épicerie.
— à LORIENT, 36, rue de l'Épicerie.
ET DANS TOUTES LES AGENCES DE PUBLICITÉ.

ABONNEMENTS
En France 100 francs
En Algérie 120 francs
En Belgique 150 francs
En Espagne 180 francs
En Italie 200 francs
En Suisse 250 francs
En Hollande 300 francs
En Grèce 350 francs
En Turquie 400 francs
En Indes 500 francs
En Chine 600 francs
En Japon 700 francs
En Australie 800 francs
En Amérique 900 francs

TELEPHONE 141
Adresse pour la Correspondance : L'Est-Eclair, 36, rue de l'Épicerie, RENNES — 28, rue de l'Épicerie, LORIENT — 28, rue de l'Épicerie, LORIENT.
Les Manuscrits se font pas rendre.

TELEPHONE 141
Adresse pour la Correspondance : L'Est-Eclair, 36, rue de l'Épicerie, RENNES — 28, rue de l'Épicerie, LORIENT — 28, rue de l'Épicerie, LORIENT.
Les Manuscrits se font pas rendre.

Les ressources des Communes

Plus avons vigé la semaine dernière le débat qui s'est engagé à la Chambre à propos d'une réduction de 10 millions proposée sur le crédit ouvert pour le recouvrement des contributions des fraies que leur doit l'Etat. Plusieurs députés ont protesté contre l'initiative d'une pareille mesure. Cette dernière serait particulièrement blessée à une époque où nos budgets sont si réduits.

Il faut avouer que l'Etat agit, en effet, par une certaine ingratitude. N'ayant pu payer par lui-même l'entretien de ses machines et ses usines, il se fait assister par l'Etat pour la fabrication de ses munitions et ses explosifs. Une fois de plus, c'est l'Etat qui paie les dépenses de fabrication de ses munitions et ses explosifs.

Il est évident que si l'Etat ne peut pas payer par lui-même l'entretien de ses machines et ses usines, il se fait assister par l'Etat pour la fabrication de ses munitions et ses explosifs. Une fois de plus, c'est l'Etat qui paie les dépenses de fabrication de ses munitions et ses explosifs.

Il est évident que si l'Etat ne peut pas payer par lui-même l'entretien de ses machines et ses usines, il se fait assister par l'Etat pour la fabrication de ses munitions et ses explosifs. Une fois de plus, c'est l'Etat qui paie les dépenses de fabrication de ses munitions et ses explosifs.

Il est évident que si l'Etat ne peut pas payer par lui-même l'entretien de ses machines et ses usines, il se fait assister par l'Etat pour la fabrication de ses munitions et ses explosifs. Une fois de plus, c'est l'Etat qui paie les dépenses de fabrication de ses munitions et ses explosifs.

L'ELEVAGE DU CHEVAL

Il fait l'objet d'un débat à la Chambre

La Chambre a terminé la discussion du budget de l'agriculture.

Le cheval de selle et le cheval de trait

Plus un éleveur de chevaux de selle...

L'EXPLOIT DE DEUX AVIATEURS FRANÇAIS

Ils battent le record de durée que détenait un Allemand

Les pilotes aviateurs Bonnamy et Bernard...

LE RÉGIME DU BLE

Le Gouvernement a déposé un projet de loi

Conclusions des conclusions de la loi...

Le régime actuel sera prorogé pendant un an

Conclusions des conclusions de la loi...

Le régime actuel sera prorogé pendant un an



Le pilote aviateur Bonnamy et Bernard...

UN BRETON VEINARD

Il a gagné une fortune aux courses

Un immense incendie fait à Saint-Nazaire

plusieurs millions de dégâts

Un immense incendie fait à Saint-Nazaire



Un immense incendie fait à Saint-Nazaire

M. Millerand démissionne

deux nouveaux marchés

M. Millerand démissionne de deux nouveaux marchés

M. Millerand démissionne de deux nouveaux marchés

Un immense incendie fait à Saint-Nazaire

Cit-dessus la "une" du Morbihan qui fut lancée en 1910. Il y avait déjà L'Ille-et-Vilaine. C'est la première fois que les deux journaux ont été lancés ensemble.

Il est évident que si l'Etat ne peut pas payer par lui-même l'entretien de ses machines et ses usines, il se fait assister par l'Etat pour la fabrication de ses munitions et ses explosifs. Une fois de plus, c'est l'Etat qui paie les dépenses de fabrication de ses munitions et ses explosifs.

des petits cultivateurs dont il défendait la cause ; il l'était beaucoup moins des gros propriétaires. Chaque semaine une chronique de Grindorge inspirée du même esprit paraissait dans **L'Ouest-Eclair**.

Pas de repos hebdomadaire

Ma collaboration ne se bornait pas à la confection des hebdomas. La rédaction de **L'Ouest-Eclair** était peu nombreuse. En 1910, il n'y avait qu'un seul rédacteur à la régionale, M. Charles Frédolet ; je lui fus adjoind.

Le journal ne rayonnait que sur les quatre départements bretons, sur la Mayenne et une petite partie de la Manche, Cherbourg compris.

Le quotidien paraissait le dimanche, pas de repos hebdomadaire mais un repos bimensuel, avec trois semaines de vacances, comme compensation, ce qui nous paraissait un privilège. Chaque quinzaine, je remplaçais le rédacteur local.

Lorsque je débutai au journal, commençaient pour M. l'abbé Trochu ses premières difficultés d'ordre ecclésiastique. Prêtre démocrate, il n'était pas persona grata à l'Archevêché. Une grande partie du haut clergé lui était hostile. A ce propos, je citerai une piquante anecdote. J'étais encore au **Journal de Rennes**. Un membre du Chapitre étant venu à la rédaction, je lui présentai **L'Ouest-Eclair** :

— Monsieur, s'exclama-t-il sur un ton indigné, sachez que je ne toucherai pas cette feuille du bout de mon orteil.

L'abbé Trochu avait été mis en demeure par l'Archevêché de ne plus paraître au journal. Il se retira dans son appartement de la rue de la Monnaie sans cesser de rester en contact avec la maison dont il était l'un des fondateurs.

Savon pour un ratage

Chaque samedi, je me rendais chez lui pour lui soumettre les hebdomas. Je me flatte de dire qu'il se montrait toujours satisfait de mon travail. Une seule fois, j'essayai une réprimande qui ne concernait pas les hebdomas mais avait trait à la locale de **L'Ouest-Eclair** que j'avais incidemment assurée. J'avais raté deux petits faits divers qui figuraient dans **Le Nouvelliste**, le journal concurrent.

Il me taça vertement, ce qui me servit de leçon. Pendant mes vingt ans de collaboration aux côtés de l'abbé Trochu, c'est la seule fois que je fus en butte à une aussi vive algarade, ce qui n'implique pas une innocence professionnelle.

Plus tard je rachetai ce ratage : une nuit de Noël, rentrant chez moi, j'appris qu'une très grave bagarre s'était déroulée rue Jules-Simon. Je fis mon enquête, retournai au journal et rédigeai mon papier. Le lendemain, nous avions l'exclusivité de l'information.

Félicitations de l'Abbé et 25 F d'augmentation.

De la rue de la Monnaie à la rue du Pré-Botté, la liaison était assurée par fil : c'était le 207. Le « 7 » aboutissait au bureau de Mlle Vaudouet en dehors de qui personne n'était autorisé à communiquer avec l'Abbé. Mlle Vaudouet était l'éminence grise de la maison dont elle possédait toutes les arcanes, hermétique et rigide, une demoiselle fort intelligente, douée d'initiative.

Incidents techniques

Rédacteur occasionnel à la locale, je fus ensuite chargé de remplacements au secrétariat de rédaction de nuit où j'étais seul. Quelle responsabilité pour le novice que j'étais et aussi que d'avances !

Un soir, je ne sais plus pour quelle raison, ayant dû m'absenter momentanément, je fis appel à Etienne Nicol, dont le nom restera inscrit dans les annales de la presse rennaise, pour qu'il veillât à la mise en page. A mon retour, la rotative commençait à rouler. Nicol me montra le journal : « Arrêtez », m'écriai-je, en m'adressant aux rotativistes. Deux photos figuraient en première page : celle du général Lyautey et celle du bandit Enrici ; les légendes avaient été interverties.

Une autre nuit, autre incident. Les aménagements de l'atelier étaient assez rudimentaires. La mise en page se faisait sur un marbre aboutissant à un monte-charge sur lequel on déposait la forme pour la descendre à la clicherie située dans le sous-sol. Que se passa-t-il ? Le monte-charge avec

l'une des formes s'effondra dans la clicherie. Toute la composition en pâte et c'était l'heure du tirage. Que faire ? Je décidai de recourir à un vieux film de publicité pour remplacer la composition inutilisable et l'on put commencer le tirage en attendant que celle-ci fût reconstituée.

Une ligne de ch...

Et cette « ligne » bien grossière une nuit de Noël !... Tout s'était bien passé. Satisfait, j'étais rentré chez moi vers 3 heures du matin. Je reposais calmement quand, à la pointe du jour, je fus réveillé en sursaut. Un coup de sonnette. C'était un rédacteur qui me tendait le journal et du doigt me montrait une ligne de « chiotte ». Le terme est bien approprié.

Avec stupeur je lisais : « Et puis ça commence par me faire ch... » En hâte je m'habillais et courais rue du Pré-Botté pour téléphoner à l'Abbé : « C'est vous, Henri, me répondit celui-ci. Tous mes compliments. »

Je crus qu'il ironisait. Mais non... « Tous mes compliments. Je viens de lire votre conte de Noël et vous en félicite. » C'était moi qui en étais l'auteur : « Mais Monsieur l'Abbé, répliquai-je, la voix tremblante, c'est de la ligne de ch... que je voulais vous parler. Elle vous a sans doute échappé. »

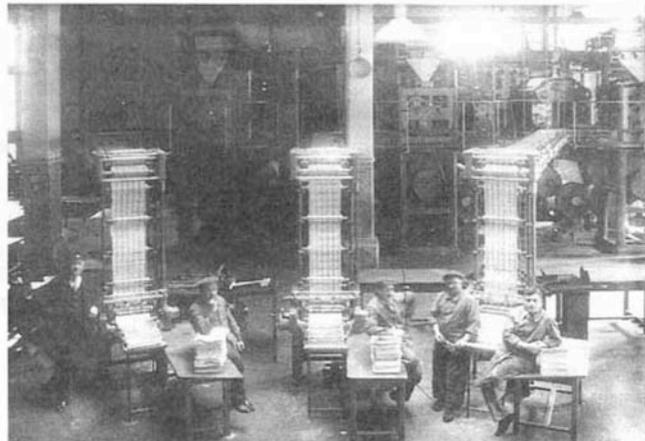
— Non, non, interrompit-il, je suis au courant. Ne vous inquiétez pas : on trouvera le coupable. »

Le coupable ? Une enquête fut faite : des soupçons, pas d'aveux, pas de preuves.

Histoire de violon

1913. Une date mémorable dans la vie politique de **L'Ouest-Eclair**, organe du Parti Démocrate dont la Bretagne fut le berceau, dont le Finistère fut la terre de parrainage.

Une élection législative partielle avait



Les rotatives sur lesquelles fut tiré à partir de 1913 **L'Ouest-Eclair** sur son nouveau format.

lieu dans la circonscription de Brest. M. Paul Simon, un jeune militant du Parti, fut désigné pour briguer le siège. Il l'emporta. Premier député du Parti Démocrate Populaire, le plus jeune membre de la Chambre. Un succès inespéré qui eut son retentissement dans la France entière et dont **L'Ouest-Eclair** avait d'autant plus lieu de s'enorgueillir que jusque-là il avait collectionné les échecs électoraux.

Une petite réception fut organisée le soir, quelques jours plus tard, pour célébrer la victoire de Paul Simon à qui on fit visiter la maison.

Direction et rédaction défilèrent à sa suite à travers les différents services : en tête marchait un jeune étudiant silloniste jouant du violon, ce qui donnait à notre cortège un petit air folklorique. Et l'on s'abîma le champagne.

La fête terminée, Etienne Nicol et moi emmenâmes notre violoneuse dans un café situé Galeries Moret. Dans l'une des salles, il y avait un escalier en colimaçon qui conduisait à la chambre de la fille du patron. Accès formellement interdit aux clients !

Nicol, avec son humour caustique, persuada notre violoneuse que le patron lui saurait gré de jouer « la Marseillaise » et que le palier supérieur de l'escalier était la scène tout indiquée pour faire valoir son talent. Notre éphémère ne se fit pas prier ; quatre à quatre, il gravit l'escalier. Les premières notes de « la Marseillaise » commençaient à vibrer. Le patron bondit : empoignant l'instrumentiste, il le fit redescendre plus vite qu'il était monté et nous flanqua tous les trois à la porte. Décontenancé, notre jeune ami murmurait : « Moi qui croyais que la musique adoucissait les mœurs ! »

Nouvelles éditions nouvelles rotatives

C'est au début de 1913 que fut adopté le petit format de **L'Ouest-Eclair**, en même temps que furent lancées les nouvelles éditions destinées à la Sarthe, au Calvados, à l'Orne. Ces éditions du Maine et de la Normandie furent confiées à un nouveau rédacteur nommé Hardy. Sur une carte, il avait épinglé les noms des communes possédant un correspondant, ce qui lui valut le surnom de Picardy.

Le premier numéro du petit format fut tiré un dimanche sur les nouvelles rotatives de fabrication allemande montées dans les nouveaux ateliers. Seize pages ! Hélas ça manquait de rodage. Pannes à la clicherie, pannes des rotatives, ruptures du papier, ratage de toutes les éditions qui, à cette époque, étaient acheminées par chemin de fer. L'édiction de Rennes-ville sortit vers midi.

Dès le lendemain, le mal était réparé : l'horaire respecté, le tirage assuré.

Grande Guerre

Quelques mois plus tard, une crise intestine devait troubler la rédaction.

Notre rédacteur en chef, Henri Teitgen, fut aux prises avec son beau-frère, Etienne Nicol, entré au journal en 1911, qui s'était livré contre lui à des allégations déshonorantes. Un jury d'honneur conclut à leur fausseté et Etienne Nicol fut désavoué.

Direction et rédaction étaient à peine remises de ce tourment quand éclata la Grande Guerre. M. Emmanuel Desgrées du Lou partit pour Brest en qualité de Commissaire de la Marine. M. Teitgen et plusieurs rédacteurs furent mobilisés. Atteint d'une affection pulmonaire, j'avais été reconnu quelques années plus tôt inapte au service militaire. C'est à mes médiocres capacités que l'on crut devoir recourir pour assumer la responsabilité de la Rédaction. Nous disposions de bien précieuses moyens d'information. Chaque jour, je rédigeais un petit papier commentant les opérations militaires. Je n'étais pas stratège et je m'appliquais surtout à entretenir le moral des populations. Retraite stratégique, répétais-je. La victoire de la Marne allait justifier mon optimisme.

L'acheminement du journal, par suite de la désorganisation des chemins de fer, notre seul moyen de transport, posait bien des problèmes. L'abbé Trochu qui, en raison des événements, avait bénéficié de mesures de grâce de l'autorité diocésaine et avait repris ses fonctions, fit appel à des particuliers possesseurs d'autos, en attendant que fut substitué à celles-ci un transport par camions pour desservir les lieux que l'on ne pouvait atteindre par la voie ferrée.

Bientôt, la Rédaction recevait un renfort en la personne d'Arthur Bernède, le romancier feuilletoniste du **Petit Parisien**. Originaire de Redon, Arthur Bernède était venu se réfugier à Rennes à la suite de l'avance allemande sur Paris. Un homme charmant, causeur agréable, brillant écrivain, dont les accents patriotiques faisaient vibrer l'âme des lecteurs.

Mobilisé

A la fin de l'an 1914, on appela les récupérés. Je fus reconnu bon pour le service et le 22 février 1915 j'étais incorporé au 71^e à Saint-Brieuc.

Tenu éloigné du journal pendant toute la durée de la guerre, je dois interrompre mes souvenirs. Les remplaçants prirent la place des rédacteurs mobilisés. Je citerai, notamment, M. Tholomé, un journaliste chevronné, réfugié de l'Oise, le père de Jehan Tholomé, qui se spécialisa dans la critique militaire, exposant les opérations en un raccourci fort apprécié, m'a-t-on dit. A ses côtés, plusieurs nouveaux que j'eus l'occasion d'entrevoir lors de mes permissions.

Suspicion

Le 8 décembre 1918, après quelques mois de captivité (j'avais été fait prisonnier le 15 juillet), j'étais rapatrié,

mais ne fut démobilisé qu'en avril 1919.

Dès mon retour à Rennes, avant ma démobilisation, je fus affecté à l'état-major et je pus reprendre temporairement mes fonctions au journal. Mais, au bout de quelques semaines, l'officier dont j'assurais le secrétariat me fit appeler et, assez embarrassé, me dit qu'il se voyait obligé de renoncer à mes services.

Au cours de la guerre, l'abbé Trochu avait eu des démêlés avec l'autorité militaire. Les rotatives étant de fabrication allemande, il avait dû s'adresser en Suisse pour se procurer des pièces. De là à le soupçonner de commerce avec l'ennemi... Les mauvaises langues allèrent bon train.

L'enquête démontra l'inanité de ces imputations, mais il y avait tout un dossier à l'état-major et l'on craignait une indiscretion de ma part. On me muta à la Trésorerie Générale où je fus employé à la comptabilité du budget départemental, un emploi pour lequel je n'étais nullement qualifié, tant il est vrai que le journalisme mène à tout. Enfin libéré, je fus affecté à la Régionale.

Pas d'artificier

Le poste de rédacteur en chef rendu libre par la démission de M. Teitgen fut occupé pendant deux ans environ par M. Armand Cuvilliez qui avait appartenu à la rédaction du **Temps** et qui quitta **L'Ouest-Eclair** pour le **Nouvelliste du Morbihan**. De son court passage, je retiens un sketch fort cocasse auquel donna lieu le match de boxe Carpentier-Dempsey qui passionna le pays. D'accord avec M. Charles Fréduet, secrétaire général, M. Cuvilliez, un fanatique de la boxe qu'il pratiquait, avait requis un artificier qui devait s'installer sur le toit de l'immeuble et faire éclater une bombe à l'annonce du résultat. Tant de coups pour saluer la victoire de Carpentier, tant de coups pour la victoire de Dempsey.

Et voici le résultat qui nous est communiqué par fil : l'échec de Carpentier, mais pas d'artificier.

Dans son bureau, Cuvilliez s'impatient, trépigne et les injures fusent à l'adresse de l'artificier défaillant. Je suis aux côtés de mon rédacteur en chef toujours fulminant, quand on frappe à la porte. Un homme paraît : « Ah ! c'est vous, s'écrie Cuvilliez, la voix étranglée par la colère, vous vous f... de nous ! »

Sous une avalanche de mots malsonnants, l'homme se tint coi, ce qui ajouta encore à l'exaspération de Cuvilliez. Enfin, celui-ci rendu apone se calma : « Mais, Monsieur, je ne comprends pas ; vous êtes l'artificier. »

— Moi, Monsieur, dit l'artificier, vous confondez. Je suis envoyé par Monsieur le Maire pour vous demander le résultat du match !

29 De la Rédaction à la Rédaction en chef

Suite et fin des souvenirs de M. Henri Jan

Dans le précédent numéro du *Relais*, nous avons commencé la publication des souvenirs de M. Henri Jan. En voici la deuxième partie qui s'étend tout au long des années 20-30 jusqu'en 1944, M. Jan achevant sa carrière comme rédacteur en chef.

Nous reprendrons ensuite l'histoire de *L'Ouest-Eclair* en revenant un peu en arrière puisque le dernier chapitre se situait à la mort d'Emmanuel Desgrées du Lou le 17 février 1933 et nous verrons comment le journal vécut les difficiles années de l'avant-guerre.

J. FONTAINE.

M. Moreux rédacteur en chef

A M. Cuvilliez, devait succéder en 1922 M. Moreux.

1922-1939, rédacteur en chef pendant près de 18 ans, M. Moreux venait de Nevers où pendant un an ou deux, il avait dirigé un journal local, mais c'est à Paris qu'il avait exercé sa carrière, en dernier lieu au journal « *Le Matin* ». C'est dire s'il avait l'expérience du métier. Il était servi par sa belle intelligence, son goût du travail, son jugement si droit, sa vaste culture qu'il ne cessait d'entretenir. Il s'intéressait à tout : les lettres, la peinture, la sculpture, aucun art ne lui était étranger. Les auteurs classiques avaient sa prédilection. Fervent admirateur de Molière, il était l'auteur de quelques œuvres, notamment une pièce de théâtre et un roman. Il avait un style peigné, polissant ses phrases

harmonieusement composées. De la part de ses rédacteurs, il ne supportait aucune négligence, aucune imperfection. Il avait collaboré au « *Moniteur de la Flotte* » où il avait acquis ses connaissances en matière maritime. Et il avait un violon d'Ingres : la cuisine.

Et quelle simplicité ! Quelle délicatesse ! Quelle gentillesse ! Pour ceux qui travaillèrent sous ses ordres, je dirai plutôt à ses côtés, il fut un maître, un conseiller, un ami, pour moi en particulier à qui il témoigna un si affectueux intérêt.

Il y avait fort à faire pour remettre en marche les services de la Rédaction paralysés par la guerre. L'organisme avait besoin d'un sang nouveau, M. Moreux le lui infusa.

Les relations qu'il avait avec les meilleurs parisiens lui permirent de découvrir de nouvelles sources d'information. Les rubriques maritimes, agricoles, sportives, furent développées ; quant à la régionale, elle étendit son réseau de rédactions extérieures et de correspondants.

Je me rappelle un coup d'éclat, c'était plus tard, en 1936 : la nouvelle de la mort de George V qui était prévue au cours de la nuit.

Nous avions préparé une page spéciale avec l'annonce de l'événement. Elle fut clichée, et dès que la nouvelle parvint, la rotative pouvait tourner, ce qui nous permit d'envoyer une édition par camion à Nantes où, si j'ai bonne mémoire, nous avions l'exclusivité de l'information.

Rude concurrence à Nantes

Il n'était pas aisé de conquérir la place de Nantes où paraissait un journal florissant, « *Le Phare* », qui jouissait d'un grand crédit dans les pays de la Loire. D'ailleurs, un journal publié à



M. Moreux rédacteur en chef jusqu'en 1939.

Secrétaire de rédaction

Et voici que le secrétariat de Rédaction se trouva vacant. C'est moi que l'on choisit pour être investi de cette charge. M. l'abbé Trochu voulait m'imposer comme condition que j'élise mon domicile dans un appartement du journal. Devant mon refus catégorique, il céda. Je devais prendre à 6 h du soir le service qui se terminait à 3 h du matin au plus tôt.

Notre principal concurrent était « *Le Nouvelliste* ». Il disposait d'un excellent service d'informations générales. Les comptes rendus de la Chambre étaient remarquables. Lorsque des séances de nuit avaient lieu, nous retardions le tirage de la dernière édition pour éviter d'être en état d'infériorité.

Plus d'une fois, nous avons taillé des croupières au « *Nouvelliste* » et à nos autres concurrents de Brest et Nantes.

*L'Ouest-Eclair "journal" me paraît
"un jour" de plus que nos autres
journalistes, et ce, parce que, nous
nous sommes efforcés de donner
à nos lecteurs, et à nos abonnés,
un journal qui, par sa qualité et
sa variété, leur offre un intérêt
véritable. C'est pourquoi, nous
nous sommes efforcés de donner
à nos lecteurs, et à nos abonnés,
un journal qui, par sa qualité et
sa variété, leur offre un intérêt
véritable. C'est pourquoi, nous
nous sommes efforcés de donner
à nos lecteurs, et à nos abonnés,
un journal qui, par sa qualité et
sa variété, leur offre un intérêt
véritable.*

Un fac-similé de l'écriture de M. Jan.

Rennes ne pouvait prétendre à la faveur des Nantais, en raison de la sourde rivalité qui a toujours existé entre les deux villes.

A la tête de notre rédaction de Nantes, il y avait M. Cox. Celui-ci n'avait peut-être pas le sens de l'information, mais homme cultivé, écrivain de talent, il rendait sa chronique attrayante par son originalité, une certaine agressivité, et sa valeur intellectuelle lui avait acquis l'anathème d'une élite.

**

Le journal continua à étendre son rayon. Après la Vendée, ce fut l'édition des Deux-Sèvres qui fut confiée à M. Daudin. Et nous arrivons à la période cruciale : 1928-1930.

Promesses électorales...

Dans un château du Theil-de-Bretagne, résidait un industriel, M. Bellanger, propriétaire d'une firme automobiles. Les affaires ne suffisant pas à son activité, il eut des ambitions politiques. Comment entra-t-il en relations avec l'abbé Trochu ? Toujours est-il qu'il lui fit part de ses projets. En 1928, devaient avoir lieu les élections législatives. M. Bellanger brigua le siège de député laissé vacant par M. Le Gonidec de Traissan, conservateur, qui ne se représentait pas. Pour le remplacer, la droite avait choisi M. Rupied, notaire à Vitré.

M. Bellanger était un homme séduisant qui n'eut pas de peine à circonvenir l'abbé Trochu dont il fit le siège. Il convient de dire que M. Rupied, homme de droite, ne pouvait agréer à « L'Ouest-Eclair ». Mais quelle garantie offrait M. Bellanger ? Avec la finesse avisée de son sens politique, M. Emmanuel Desgrées du Lou se montrait tout à fait réticent à son égard. Finalement, les artifices de M. Bellanger, les engagements qu'il prit vinrent à bout

des hésitations de M. Desgrées du Lou. Après une campagne des plus vives, M. Bellanger fut élu contre M. Rupied.

... non tenues

Son comportement politique ne devait pas tarder à justifier la méfiance de M. Desgrées du Lou. En 1930, le ministère Tardieu ayant été renversé, M. Chautemps, leader du parti Radical Socialiste, fut appelé à former le Cabinet qui fut d'ailleurs mis aussitôt en minorité ; mais M. Bellanger, infidèle à ses promesses, lui avait accordé sa confiance. Du coup, il perdit celle de M. Desgrées du Lou.

Et ce fut l'origine de la crise qui devait bouleverser le journal. De temps à autre, l'abbé Trochu me communiquait directement des papiers émanant de M. Bellanger ; j'y reçus la consigne formelle de M. Desgrées du Lou de ne plus les insérer sans lui avoir soumis.

Un départ péniblement ressenti

Simultanément, « L'Ouest-Eclair » avait à faire face à de graves difficultés financières causées par la situation désastreuse des Papeteries de Bretagne qui étaient l'œuvre de l'abbé Trochu. Le Conseil de surveillance lui imputa la responsabilité de ce double malaise politique et financier, et l'abbé dut se démettre.

Le départ de l'abbé Trochu fut péniblement ressenti par le personnel du journal.

L'abbé dirigeait d'une main ferme l'entreprise ; il était sévère, il était rigide, il était dur ; mais, sévère, rigide et dur à l'égard des autres, il l'était pour lui ; il donnait l'exemple et on se faisait une obligation de le suivre docilement. Il s'imposait par son autorité ; on le craignait et l'on était fasciné par

sa responsabilité. Cette fascination était telle qu'il captait les cœurs ; on l'aimait.

Quant à moi qui ai beaucoup vécu dans l'intimité de l'abbé Trochu, à qui je dois tant, c'est bien affectueusement que j'évoque ici sa mémoire.

Un nouveau concurrent

Le défit de la Trésorerie était tel que l'avenir du journal était en jeu. De précieux concours s'offrirent. Je citerai tout particulièrement celui de M. Paul Hutin-Desgrées qui contribua si généreusement, si largement à assurer le salut de la maison.

Une nouvelle Direction fut formée, aux côtés de M. E. Desgrées du Lou, avec M. Pierre Artur, M. Jean des Cognets demeurant président du Conseil de surveillance, et le journal poursuivit son essor.

Mais cette crise devait avoir des suites inquiétantes. Elle fut à l'origine de la concurrence d'un nouveau régional « L'Ouest-Journal », concurrence d'autant plus redoutable que « L'Ouest-Journal » était un succédané du « Petit Parisien ». C'est dire les moyens puissants dont il disposait : moyens rédactionnels et techniques.

C'est en 1931 que « L'Ouest-Journal » parut. M. Charles Fredout, précédemment secrétaire général de « L'Ouest-Eclair », en prit la direction. Des pressions avaient été exercées sur le personnel de « L'Ouest-Eclair » pour qu'il passât de l'autre côté. Les transfuges furent rares à la Rédaction.

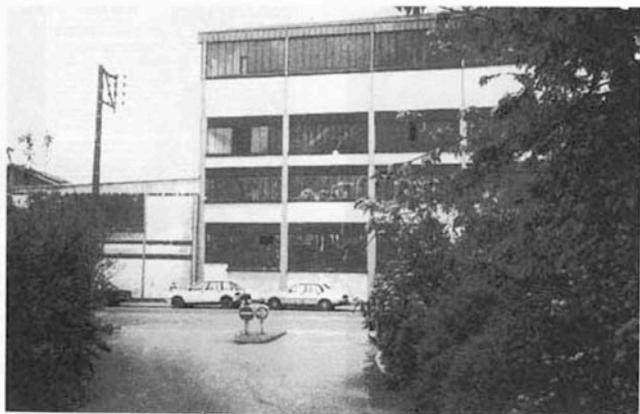
Et la lutte s'engagea, une lutte de chaque instant, de chaque minute. Sous l'impulsion de M. Moreux, les rédacteurs se dévouèrent corps et âme. Rédaction centrale, rédactions départementales furent renforcées. On entreprit de grandes enquêtes ; on fit de grands reportages. Je me rappelle le reportage de Jehan Tholomé dans le milieu des clochards de Rennes dont il épousa les apparences sous des dehors loqueteux, dont il partagea la vie errante.

Deuil

Après, nous menions le combat (février 1933), quand un deuil douloureux nous plongea dans le désarroi : la mort de M. Emmanuel Desgrées du Lou, dont la santé délicate n'avait pu résister aux secousses morales qui l'avaient ébranlée. A bout de forces, il s'éteignit. C'est au milieu d'un grand concours de population qu'il fut conduit à sa dernière demeure, suprême témoignage des sentiments d'estime et de considération dont on entourait sa haute, noble et rayonnante personnalité.

Ce fut M. Paul Simon qui fut appelé à prendre la succession de la Direction politique du journal.

Au souvenir de M. E. Desgrées du Lou, je joindrai celui de M. André Saucourt, qui remplissait les fonctions d'administrateur. M. Saucourt, petit-fils de Léon Harmel, en avait hérité la bonté et la charité. Son bureau était un bureau de bienfaisance, chaque jour



La situation délicate des Papeteries de Bretagne cause de graves difficultés financières à « L'Ouest-Eclair ».

assiégé par les pauvres gens de la ville qui venaient lui confier leurs misères matérielles et morales. M. Saurcour était pour eux « M. Secours ». Que d'infortunes il a soulagées ! Un autre nom : celui de Pol Desgrées du Lou, fils aîné de M. Emmanuel Desgrées du Lou, un agréable fantaisiste qui papillonnait d'un service à l'autre, fils du patron, mais si simple : un vrai camarade.

Ratages

Malgré tous les atouts que nous avions réunis pour battre L'Ouest-Journal dans le jeu de l'information, il nous arriva parfois de perdre la partie.

J'évoquais plus haut les souvenirs d'incidents qui marquèrent la nuit de Noël. Encore une nuit de Noël qui demeure pour moi mémorable. Je n'avais presque jamais eu la facilité de passer cette nuit-là en famille. M. Moreux insista pour me donner congé, intention dont j'appréciais la délicatesse, mais combien malencontreuse. Cette nuit-là, se produisit à Lagny, près de Paris, une épouvantable catastrophe de chemin de fer : une centaine de morts. Mon remplaçant manqua-t-il d'initiative ? Toujours est-il que, le lendemain, le journal paraissait avec la nouvelle de l'événement en trois lignes. L'Ouest-Journal en publiait un long compte rendu.

Il y eut la catastrophe du Saint-Philibert, ce bateau touristique de Saint-Nazaire, qui fit naufrage au large de Noirmoutier : plus de 300 victimes.

C'était mon jour de repos. J'étais chez moi quand, dans la soirée, je m'entendis appeler. On venait m'annoncer la nouvelle. La Rédaction était, paraît-il, désespérée. Je me précipitai vers le journal, mais il était déjà bien

tard pour rassembler tous les éléments d'une information détaillée, et cette fois-là encore, L'Ouest-Journal nous fut nettement supérieur.

M. Moreux dépêcha Jehan Tholomé sur les lieux et, grâce à lui, tous les jours, nous publiâmes des reportages illustrés qui compensèrent notre ratage, et auxquels nous dûmes notre diffusion dans la région de Saint-Nazaire.

Une équipe

Rappellerai-je les noms de ceux qui collaborèrent avec moi :

- René Fève, secrétaire de la Rédaction, puis directeur de la rédaction de Nantes, qui, patiemment, défricha, intelligemment fertilita le terrain de la Loire-Atlantique ;
- Pierre Cressard, rédacteur maritime, puis secrétaire de la Rédaction ;
- Barbier, secrétaire de la Rédaction, puis chef de la rédaction de Saint-Brieuc ;
- Leclair, rédacteur agricole, puis secrétaire de la Rédaction ;
- Joseph Morin, chef de la rédaction sportive ;
- François Herbert, rédacteur à la régionale ;
- François Le Traon, rédacteur à la régionale, puis rédacteur sportif ;
- Jean Trogoff, chef de la rédaction maritime ;
- Félix Deldon, secrétaire de la Rédaction, qui fut candidat démocrate au conseil général ;
- Jehan Tholomé, chef de la rédaction locale ;
- Bidard de la Noë, rédacteur à la régionale ;
- Pasquier, rédacteur à la régionale ;
- Dufil, rédacteur à la régionale ;
- Boisseau, chef de la rédaction régionale ;
- Busnel, rédacteur sportif ;
- Ancelin, rédacteur sportif ;
- Maurice Jouneau, rédacteur à la régionale ;
- Gallier, rédacteur à la régionale ;

— Paul Bôguier, rédacteur local, puis secrétaire de la Rédaction ;

— Maurice Bigot, un véritable bohème, un aède breton, la chevelure en papillottes, l' mise négligée ;

— Frédéric Fouillard, chef du service sténographique ;

— Batisse, Limeuil, sténos.
Et bien d'autres que j'oublie... Une belle équipe étroitement unie.

Un rédacteur fantasque

Parlerai-je des rédactions extérieures ? — A Caen, Moisy fut pour le Calvados l'animateur remarquable ;

L'Ouest-Eclair

REVUE DE LA PRESSE DE LA RÉGION
BUREAU CENTRAL DE LA PRESSE
JOURNAL REPUBLICAIN

LA CRISE MINISTÉRIELLE VA S'OUVRIRE
M. Herriot et les ministres radicaux
remettent leur démission demain matin
à l'issue d'un conseil de cabinet

M. LAVAL DÉCLARE QU'IL ÉTAIT PRÉSENT
POUR FORMER LE NOUVEAU GOUVERNEMENT,
IL DÉCLINAIT CETTE OFFRE

Paris, 12 janvier. — Au sein du conseil de cabinet, M. Herriot a déclaré qu'il était prêt à remettre sa démission à l'issue d'un conseil de cabinet. M. Laval a déclaré qu'il était présent pour former le nouveau gouvernement, mais qu'il déclinait cette offre. M. Herriot a déclaré qu'il était prêt à remettre sa démission à l'issue d'un conseil de cabinet. M. Laval a déclaré qu'il était présent pour former le nouveau gouvernement, mais qu'il déclinait cette offre.

LA GUERRE D'ETHIOPIE
LE GÉNÉRAL GAZDARI POURSUIT
LES TROUPES DÉCOURTES
DU BAS DESA

Le général Gazdari poursuit les troupes décourtes du bas Desha. Les troupes italiennes ont subi de lourdes pertes. Le général Gazdari a déclaré qu'il poursuivrait les troupes décourtes du bas Desha.



Le général Gazdari et son état-major. Le général Gazdari est au centre, entouré de ses officiers. Ils sont tous en uniformes militaires.

LE RO
Il s'es
Dans la jo
at

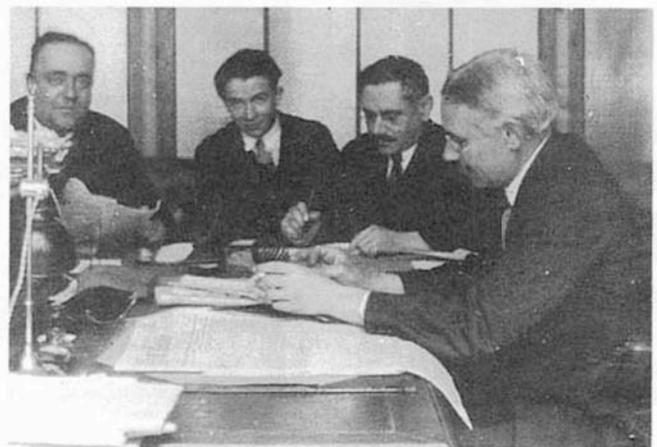
Le roi de Roumanie a déclaré qu'il était prêt à remettre sa démission à l'issue d'un conseil de cabinet. M. Laval a déclaré qu'il était présent pour former le nouveau gouvernement, mais qu'il déclinait cette offre.

Le roi de Roumanie a déclaré qu'il était prêt à remettre sa démission à l'issue d'un conseil de cabinet. M. Laval a déclaré qu'il était présent pour former le nouveau gouvernement, mais qu'il déclinait cette offre.



Portrait of a man in a military uniform, likely a high-ranking official or general.

Le roi de Roumanie a déclaré qu'il était prêt à remettre sa démission à l'issue d'un conseil de cabinet. M. Laval a déclaré qu'il était présent pour former le nouveau gouvernement, mais qu'il déclinait cette offre.



Réunion de rédaction.

La « une » annonçant la mort de L'Ouest-Eclair avait bien prévu, dama le pion à ses...



M. Fève

③ Un interview de M. Fève

Les souvenirs de M. Rallier ancien directeur technique



M. Rallier

Après les souvenirs de M. Jan, ancien rédacteur-en-chef de *L'Ouest-Eclair* (voir *Le Relais* nos 39 et 40) voici aujourd'hui ceux de M. Rallier qui termina sa carrière comme directeur technique de *Ouest-France*. M. Rallier fut l'un des pionniers de *L'Ouest-Eclair* où il entra dans les toutes premières années. Il a donc vécu, côté imprimerie, l'extraordinaire aventure du journal.

Nous donnons ci-dessous le texte d'une conversation qu'il eut avec M. Fève, secrétaire général, au cours de laquelle il évoqua ses souvenirs. Cette rencontre eut lieu dans les années 64-65 et il faudra en tenir compte en lisant certaines remarques de M. Rallier, tenir compte aussi du fait que l'intervieweur et l'interviewé sont aujourd'hui disparus.

Entré à L'Ouest-Eclair en 1900

A la demande de Paul Hutin, afin de réunir le maximum de « souvenirs », nous avons interviewé M. Rallier, directeur technique. Il y a dans ce texte des erreurs, des « justifications », mais il a la valeur de document plus « psychologique » qu'historique.

M. FÈVE s'adresse à M. RALLIER : Comment avez-vous été contacté et par qui lorsqu'il s'est agi de créer l'imprimerie dans laquelle allait être fait le journal ?

M. RALLIER : Je suis entré à l'*Avenir de Rennes* qui était installé rue Bourbon (actuellement rue Edith-Cawell, dans l'immeuble qui est situé en haut de la rue, derrière la librairie anciennement Larcher). C'était un journal républicain, de Waldeck Rousseau. Il était quotidien. Il tirait au maximum 500 exemplaires par jour. La Directrice en était Mme Caillot. C'est là que j'ai commencé.

Chose curieuse, l'*Avenir de Rennes* avait une succursale, où on faisait les affiches, notamment celles du théâtre, rue du Pré-Botté, à l'emplacement de l'Agence Chaignon actuellement (anciennement Messageries Hachette). J'étais prédestiné à travailler dans cette rue... J'y suis d'abord resté un an et demi à deux ans. Puis, je suis monté à la maison mère, rue Bourbon. J'étais apprenti typographe. J'y suis resté, en tant que jeune ouvrier, pendant un peu plus d'un an. J'avais 16 ans, puisque je suis né en 1884 et suis entré à *L'Ouest-Eclair* fin 1900.

M. F. : L'abbé Trochu avait donc trouvé une imprimerie... où cela ?

M. R. : Pas du tout, c'est lui qui l'a fondé, rue de La Chalotais. Il y avait un local composé d'un rez-de-chaussée où était la composition, le marbre. Le travail était fait à la main et aux pièces. J'y étais typographe. Le personnel a commencé en commandite puis, ensuite aux pièces.

Dix typographes

M. F. : Qu'avait-on comme matériel ? Combien de typographes ?

M. R. : Dix typos pour composer le journal. En fait, il y en avait neuf et moi j'étais le 10^e en tant que remplaçant.

M. F. : Vous composiez le journal à la main, dites-vous. Puis, il était mis en forme. Comment était-il tiré ?

M. R. : Au début, sur une presse double, à plat. On tirait environ 900 à 1 000 exemplaires. On vendait l'exemplaire 5 centimes.

M. F. : Combien de temps fallait-il pour composer les 4 pages du journal ?

M. R. : On commençait à 14 h et cela durait jusqu'à 19 h. Puis de 20 h à 2 h. Mais en plus, le matin de très bonne heure, il fallait revenir pour refaire la distribution dans les casses à caractères.

M. F. : M. Rallier, vous m'avez raconté qu'il y avait des ouvriers qui jetaient du plomb dans la Vilaine...

M. R. : Oh oui ! C'est très drôle. Quand la composition se trouvait désagrégée (mise en pâte), il y avait des ouvriers peu consciencieux (le recrutement lais-

sait à désirer à cette période) qui ne voulaient pas se donner la peine de recomposer et qui se débarrassaient du plomb en le jetant dans la Vilaine.

M. F. : Quel était le personnel de l'imprimerie ?

M. R. : Il y avait 9 typos. Le père Desnos faisait la mise en page tout seul.

M. F. : Et au point de vue rédaction ?

M. R. : Le personnel se composait du : père Le Panier, rédacteur en chef ; un typo à la locale ; 3 rédacteurs et M. E. Desgrées du Lou qui faisait l'article de fond.

M. F. : Et l'affaire Dreyfus ?

M. R. : *L'Ouest-Eclair* a été fondé pour cette affaire. J'y suis rentré le 10 novembre 1900. Le journal tournait à 1 000 exemplaires environ.

M. F. : Et la grève de février. Que s'était-il passé ?

M. R. : C'était pour la commandite. Avec cette formule, les salaires payés par le journal pour la fabrication du quotidien étaient tels qu'il ne pouvait « faire ses frais ». C'est après cela que nous avons été mis aux pièces.

La copie à travers le plancher

M. F. : De quel matériel disposiez-vous exactement ?

M. R. : 1 marbre, la machine en bas pour le tirage à plat, la rédaction se trouvait au-dessus de la salle de composition au 1^{er} étage. Là, le père Le Panier avait fait faire un trou dans le

plancher, par lequel on descendait la copie dans une boîte directement au marbre. Quand il en manquait, le père Desnos appelait : « copie, copie ! » et on en lui envoyait par ce moyen.

Les dépêches de Paris arrivaient par la poste.

A cette époque il n'y avait pas de télégraphe. On avait recours aux courriers. Par contre, il y avait bien entendu le téléphone.

M. F. : Quelle était la superficie de l'atelier de composition ?

M. R. : Aux alentours de 100 m².

M. F. : Le rayonnement du journal ?

M. R. : La région de Rennes. Il ne sortait pas du département, au début tout au moins.

M. F. : La progression du journal ?

M. R. : Elle a été très lente au démarrage : il y avait de la concurrence... **Le Nouvelliste** a été fondé en 1901. Puis est venu **Le Journal de Rennes** (de droite), appartenant à Prost. Quant à l'**Avenir de Rennes**, il a disparu peu de temps après.

M. F. : Lorsque l'Ouest-Eclair a débüté, personne ne croyait à son succès en dehors des gens qui étaient « dans le coup »...

M. R. : M. l'abbé Trochu a eu affaire à des employés fidèles et dévoués et puis il fallait gagner sa vie. L'abbé Trochu était adroit pour diriger l'affaire. Nous suivions et la progression s'est faite.

Un transfert nocturne

M. F. : Quand s'est-on équipé un peu mieux ?

M. R. : En vérité, on a vraiment commencé en 1906, lorsqu'on est venu ici. Le premier atelier s'est créé ici.

A cette époque la rue et le quartier du Pré-Botté étaient un véritable coupe-gorge. C'est tellement vrai que l'on a retrouvé des crânes et de vieilles pièces de monnaie lorsqu'on a démarré sur cet emplacement. Il y avait encore de vieilles maisons sur la place Tous-saints, que l'on a vu démolir.

Derrière ces maisons, il y avait la buanderie Grimaud qui a fait faillite. C'est dans sa boutique que nous sommes venus nous installer en 1906. Il y avait une cave, un rez-de-chaussée et un étage.

Ce sont les types qui, en une nuit, ont réussi à transférer le journal. **C'était le premier transfert !**

Après la machine en blanc, on a mis la première rotative dans la cave (rotative pour 4 pages avec abat-feuille). C'était une vieille Marinoni qui tirait à 4/5 000 exemplaires. Le journal s'étendait et avait installé des correspondants un peu partout dans le département.

Quand nous sommes venus ici, l'abbé Trochu avait acheté une rotative qui était prête à tourner. A la clicherie, on

prenait les flans à la brosse et on coulait au pochon. Il y avait une grande cuve dans laquelle on plongeait une louche. On versait dans le moule. C'est ainsi qu'on obtenait des clichés. C'était assez pénible. Cela se faisait d'ailleurs déjà ainsi rue de La Chalotais. Le transfert s'est fait en une nuit, après le « boulot » fini. Et la nuit suivante, on pouvait à nouveau travailler. Le chef cliché s'appelait Hermer. Son fils est actuellement ingénieur à la ville. Son neveu, tué par les Allemands, a donné son nom à une rue de Rennes.

M. F. : Quel était le personnel ?

M. R. : Il avait augmenté. La composition fut installée au 1^{er} étage. On descendait les formes par un monte-charge à la cave où on prenait les flans. C'est à partir de là que nous avons eu les premières machines à composer : **des typographes**. Cela ne valait pas les linos bien entendu. Il y avait de grandes matrices pendues dans une corbeille. On tapait, puis on remontait la corbeille. C'était assez dur. L'abbé Trochu a décidé que cela ne pouvait plus continuer ainsi. Mais la composition à la main durait toujours. Il a donc acheté les cinq premières linotypes, en 1909 ou 1910. Elles ont été mises au rez-de-chaussée, avec la mise en page. La clicherie restait en dessous.

Un quartier mal famé

M.F. : L'entrée de la buanderie se trouvait où ?

M. R. : Entre les cafés qui existaient à cette époque, dans une petite porte qui donnait rue du Pré-Botté. On traversait un petit couloir qui conduisait à l'imprimerie. Celle-ci se trouvait délimitée par l'atelier des linotypes actuel à peu près.

L'abbé Trochu rentrait également par là. Souvent nous étions tous interpellés par des femmes de joie, et l'abbé Trochu les chassait à grand fracas...

On a ensuite acheté des baraques autour de l'imprimerie, que l'on a démolies. Puis a été fait un grand jardin avec une grille. On le traversait pour aller à l'imprimerie. C'était plus grand. Le télégraphe avait commencé. Nous avions : un bureau pour M. Emmanuel Desgrées du Lou, un bureau pour l'abbé Trochu (où est actuellement le secrétariat général. M. Emmanuel Desgrées du Lou étant dans l'ex-bureau des transports), un bureau de rédaction.

La rue Paul-Louis-Courier s'appelait alors la rue Saint-Benoit. Le quartier était vraiment mal famé à cette époque.

Au bout de l'imprimerie, il y avait un portail par où rentrait le papier et les marchandises. Il y avait un quai sur le plan de l'imprimerie, de la composition, derrière laquelle se trouvait sans séparation, sans cloison, la rotative.

En résumé : 1906, arrivée rue du Pré-Botté avec 6 machines typographiques, une rotative 8 pages Marinoni achetée au Journal de Roubaix par l'abbé Trochu (elle était déjà plus moderne que

la précédente), elle avait même deux sorties de 8 pages ; 1910, les premières linos.

Une voiture à cheval

M. F. : Comment expédiait-on le journal ?

M. R. : Par messagerie, et les abonnés par poste. Le journal n'avait pas de service de distribution.

Les journaux étaient portés à la gare par une voiture à cheval. Ce cheval était tellement habitué au trajet que lorsque le cocher s'attardait à bavarder à la gare après le déchargement, il retournait seul à son écurie, chez Jean et Beuchère...

En 1913, on commence la première aile de l'hôtel sur la rue du Pré-Botté. L'intérieur avait été modifié. Les linotypes sont montées sur la galerie, mon bureau au-dessus, d'où je voyais les rotatives.

J'étais donc rentré à l'O.E. comme type aux pièces. J'avais beaucoup de travail car en tant que remplaçant j'étais pris toutes les nuits pour suppléer à certains ouvriers que le manque de sobriété faisait manquer... Je n'en pouvais plus. Et si j'avais dû y rester, je n'aurais pas tenu le coup. Il y avait aussi une petite imprimerie adjointe au journal (une machine en blanc et une pédale). L'ouvrier qui s'en occupait était un « povroit fini »... Il fut mis à la porte et j'eus la place. C'est là que je commençai dans l'imprimerie.

Par ailleurs on faisait aussi un hebdomadaire qui s'appelait « Le Petit Montfortais ». On conservait pour lui de la composition du quotidien. On avait installé des tréteaux dans la cour et on mettait les formes dessus, été comme hiver, si bien que les formes gelaient. On faisait brûler du papier journal sur les formes en question pour dégeler la composition. Tout ceci nous attirait des histoires avec un boulanger qui était à proximité... de la cour. C'était une époque héroïque.

Les linotypes ont augmenté au fur et à mesure.

M. F. : En 1913, qu'y avait-il comme matériel ici ?

M. R. : Des Womag qui pouvaient sortir 16 pages. Il y avait deux rotatives quatre sorties. On tirait à 100 000 exemplaires.

M. F. : Quand avez-vous pris vos fonctions de chef des services de fabrication ?

M. R. : J'étais chef de l'imprimerie. C'est moi qui, en fait, l'ai fondée. J'en étais le directeur. Il y avait une vingtaine d'ouvriers, et davantage au journal. Au moment de la guerre, il devait y avoir 14 linotypes qui travaillaient jour et nuit avec deux équipes.

En 1913, nous rayonnions sur l'Ille-et-Vilaine, les Côtes-du-Nord, le Morbihan, la Mayenne et le sud de la Manche.

Puis voilà la guerre.



③ Interview de M. Rallier par M. Fève

(suite et fin)

Dans son précédent numéro **Le Relais** a commencé la publication des souvenirs de M. Rallier qui débuta à **L'Ouest-Eclair** le 10 novembre 1940 et acheva sa carrière comme directeur technique de **Ouest-France**.

La première partie évoquait, vue de l'imprimerie, les débuts à la fois de **L'Ouest-Eclair** et du jeune Francis Rallier. Voici la suite de ces souvenirs à partir de la guerre 14-18 (M. Fève pose les questions auxquelles répond M. Rallier).

La clicherie avec des clowns

M. F. : Parlez-nous de la mobilisation ?

M. R. : Tous les imprimeurs, qui étaient huit, étaient partis, sauf un, nommé Tesson, tué d'ailleurs par la suite quand il est parti à son tour. A la clicherie, plus personne (elle se composait de six clichieurs). Moi-même j'étais exempté de guerre comme fils aîné de veuve. J'étais à cette époque directeur commercial de l'imprimerie.

L'abbé Trochu me dit : « Mon cher ami, c'est désolant, nous n'avons plus personne. Prenez cela en main. » J'eus beau lui dire que je n'avais jamais fait ce travail, du jour au lendemain je dus prendre la direction de la clicherie. La question du personnel dont j'avais besoin se posait. Un cirque allemand de Hambourg-Hagenbeck s'était installé sur le Champ de Mars. L'abbé Trochu engagea les hommes du cirque, jusqu'au directeur pour porter les journaux en voiture dans le département.

J'avais donc sous mes ordres, des clowns, des acrobates, etc. Un jour, l'abbé Trochu m'amena un type costaud, avec des biceps imposants. Pour nous prouver sa force, il exécuta devant nous un double saut périlleux. C'est avec des gars comme ça que j'ai travaillé.

400 000 exemplaires en 1914

M. F. : Que vous restait-il comme matériel en service ?

M. R. : Huit ou neuf linos sur quatorze me restaient.

Le gros problème : le papier. Comment s'en procurer ? L'abbé Trochu qui était un « démerdard »... loua un bateau et alla en chercher en Amérique, au début de la guerre. Le papier nous arrivait ensuite dans un port breton.

M. F. : Et les informations ? Le fil était coupé également ?

M. R. : L'abbé Trochu est allé négocier l'achat d'un fil. Au cours de son

voyage, il transporta des journaux en voiture. Il vendit 20 000 journaux à Laval, Mayenne, Alençon... C'est ainsi que naquit son idée de créer un service de transport propre à « L'O.-E. ». Cela lui fit mesurer l'importance pour « L'O.-E. » d'assurer ses propres messageries.

Dès le début de la guerre, il y a eu un afflux de réfugiés dans l'Ouest et le journal a dû tirer assez rapidement un nombre considérable d'exemplaires puisqu'on dit qu'à un certain moment on a tiré jusqu'à 400 000 journaux. Il était allé jusqu'à mettre le téléphone dans son lit. Il me disait : « M. Rallier, s'il arrivait quelque chose, il ne faudrait pas hésiter à me téléphoner à n'importe quelle heure de la nuit. »

Le fait suivant remonte avant la guerre : la seule cuve de la clicherie que nous possédions se met un jour à couler. C'est la catastrophe. Hermer appelle l'abbé Trochu, qui arrive, prend des mesures avec son mètre et s'en va à Paris. Le soir-même, un camion arrive avec une cuve à 19 h. Dès la nuit nous avons travaillé avec. Il lui avait donc fallu trouver la cuve, un camion, un wagon spécial attelé à un train grand vitesse.

On peut lui tirer son chapeau. Le journal a progressé très vite. On peut dire que je l'ai sauvé car si je n'avais pas pris la clicherie c'aurait été fini.

Mobilisé

M. F. : En 1914, il a été une journée sans paraître ?

M. R. : Je n'étais pas mobilisable, mais la loi Daldiez fit que tous les exemptésurent passer à nouveau devant le Conseil et je fus pris dans le service auxiliaire. En fait, j'étais devenu mobilisable et le fus au 24^e Dragons, comme par hasard au bureau du colonel. J'étais bien placé mais il fallait commencer à 8 h du matin jusqu'à 5 h du soir, puis faire la nuit au journal ensuite.

L'abbé Trochu vit que je ne pouvais plus tenir ainsi et m'annonça qu'il fal-



L'Ouest-Eclair débute rue de La Chalotais (une vue des lieux aujourd'hui). Au rez-de-chaussée, la composition et l'administration. Au premier étage les abonnements, le routage, le bureau de M. Emmanuel Desgrées du Lou et une pièce minuscule : c'était la rédaction.

lait me faire changer de poste et me ferait nommer à l'arsenal où je serais très bien car il connaissait le capitaine. Je m'en fus donc travailler à l'arsenal, au bureau du personnel, à faire les feuilles de paie. Je n'étais pas du tout comptable. Il y avait 50 employés dans le bureau. Je me mis à mon nouveau travail tant bien que mal en demandant de l'aide à mes collègues. Puis le capitaine qui commandait le bureau perdit son secrétaire. Chacun de nous avait peur d'être pris en remplacement. C'est moi qui fus désigné. J'en ai « bavé » à faire des pièces difficiles que je ne connaissais pas du tout. Heureusement que je n'avais pas fait le malin et indiqué que je n'étais pas comptable du tout ! On m'avait expliqué comment se faisait l'état de prévisions. Je mis de la bonne volonté à exécuter mon travail. J'y arrivai à peu près.

Le 31 décembre 1915, l'abbé Trochu réussit à me faire mettre en sursis.

Pas d'augmentation

Au journal, l'abbé Trochu faisait lui-même la paie. Un jour, comme j'estimais l'avoir mérité, j'arrivai tout fier pour demander une petite augmentation. En tant que directeur de l'imprimerie, j'avais 500 F par mois. Mais pour le dépasser à la clicheuse j'eus seulement 300 F. Je lui expliquai tout le mal que j'avais eu. Il compatit puis me conseilla de finir plus tôt et de m'en aller à minuit. Je dis que c'était impossible. C'était le moment du plein feu dans le travail. Mais il savait que j'avais formé quelqu'un pour me suppléer un peu. Il se sentait fort. Il finit par me dire qu'il allait réduire mes appointements à 275 F au lieu de 300 F !

Alors là je lui ai dit des gros mots, je l'ai insulté de toutes les façons, puis lui dis qu'il ne me verrait plus. Je claquai la porte et m'en allai. Je me rappelle que j'étais habillé en dragon. Il courut après moi et me fit remonter de force dans son bureau. Il ferma la porte à clé pour que je ne me sauve plus. Puis il m'embrassa et me dit de ne plus penser à ce qu'il m'avait dit. Il me parla de ses difficultés. En définitive, il ne me diminua pas mon salaire mais ne l'augmenta pas non plus.

Lorsque j'arrivai chez moi, je ne pouvais plus dire un mot...

J'ai continué comme cela pendant toute la guerre.

J'ai pris la direction de l'atelier en 1920 ou 21.

La guerre terminée, tout rentra dans l'ordre.

Un drôle de rotativiste

Tué à la guerre, le pauvre Tesson fut remplacé par un nommé Poirier que j'ai engagé. Il m'en a su gré d'une drôle de façon ensuite... Il était auparavant chez Oberthur et avait récolté huit jours de mise à pied pour fainéantise. Il en était vexé. Pour moi, c'était un copain d'école qui était venu me trouver pour le faire entrer à L'O.-E. Je dis à l'abbé Trochu que j'avais un bon imprimeur à lui présenter. C'était en 1914 ou 15. Il entra aux rotatives. Il n'était pas mobilisé et pourtant c'était un costaud.

Or, par la suite, quand le journal avait des défauts, Poirier me tapait dessus. C'était toujours la faute de la clicheuse. Il me desservait toujours. Quand j'arrivais le soir, je trouvais des coups de crayon bleu autour des « fautes ». Je me fâchai un jour. J'écrivis à l'abbé pour demander à le voir. Je lui dis mon mécontentement de voir des coups de crayon bleu et que si je ne faisais pas l'affaire je prendrais la porte.

« Sale caractère », me dit-il. Je lui répondis que le sien ne valait pas mieux. Il y eut une grève au journal aux environs de 1920.

Poirier n'avait pas été mobilisé. Il s'était syndiqué et lorsque la grève a été décidée on le voyait aller régulièrement à la Bourse du Travail assister aux réunions. A son retour, il racontait à l'abbé Trochu tout ce qui s'y était dit.

Un jour, un ouvrier a demandé ce que ferait Poirier en cas de grève. Il a répondu qu'il ferait comme eux tous, au journal. Le soir même, l'abbé Trochu réunissait Poirier, Roullier et quelques autres types pour faire paraître le journal malgré la grève. Il distribua les rôles : « Je serai aux rotatives avec M. Poirier. M. Poirier dirigera. » « Vous, M. Rallier, vous serez à la clicheuse et à la mise en page. » « Rendez-vous à 8 heures ». A 8 heures j'étais là, mais pas de Poirier. A 8 h 15, pas de Poirier... L'abbé Trochu fut le trouver chez lui. Personne ne répondit. Il avait eu peur de se faire casser la figure le

lendemain par ses camarades du syndicat. Il ne vint donc pas mais le journal parut quand même ! J'avais, pour cela, fait de la composition à la main et l'abbé Trochu avait fait taper des papiers d'informations qu'il avait ensuite fait photographier.

La grève n'a duré que 24 heures. Je n'étais pas syndiqué et les syndicats comprenaient mon rôle.

Après cela, l'abbé Trochu a boudé Poirier. Cependant, quelque temps après c'était la communion de son fils. Il a eu le courage de venir voir l'abbé avec l'enfant en communion, accompagné de sa femme et de demander pardon...

Les « mauvais journaux »

M. F. : Quand êtes-vous devenu Directeur ?

M. R. : En 1923, je pris la direction du service technique. Je m'occupe donc du service de nuit. Rien ne marche plus. Les clicheurs jouent au palet avec le plomb. Je fais cesser cela. Mais il y avait toujours de mauvais journaux : 10 à 12 000 chaque matin. On avait été jusqu'à donner des primes aux conducteurs pour que cela diminue. Rien n'y faisait. Un jour, du haut de ma galerie d'où je regardais travailler le personnel, mon attention fut attirée par les « mauvais journaux ». Je descends aux machines, examine ces « mauvais journaux » et constate qu'ils ne l'étaient pas. J'en fis sévèrement la remarque aux femmes qui traitaient et leur promis de sévir si cela continuait. Le lendemain il n'y avait même pas 1 000 « mauvais journaux ». Cela tournait aux environs de 400.

Le matin nous ramassions ces « mauvais journaux » et les comptons. Un beau jour il n'y en eut plus un seul. Aubrée était là à ce moment. Ce fut une économie pour le journal.

Pour les expéditions, nous utilisions du papier kraft. Qu'il y ait 10 journaux ou 50 dans le paquet, c'était toujours le même emballage, la même quantité de kraft. Je suis intervenu et j'ai fait couper trois formats : tant pour 10 journaux ; tant pour 5, etc. Là aussi j'ai fait faire une économie.

Ce fut la première fois que l'abbé Trochu fit un geste. Il me doubla mon mois. Il faut croire que je l'avais bien mérité...

Jamais assez de linos

M. F. : En 1920 combien avions-nous de sorties de rotatives ?

M. R. : Quatre, comme avant.

On a acheté les rotatives à 16 pages chez Marinoni. C'est moi qui fus à Paris et à Montataire. On avait doublé. On avait au moins 8 sorties. Il y avait une machine allemande en travers qui avait 4 sorties.

4 sorties, 16 pages avec groupe couleur, 10 sorties...

Au point de vue linos, cela a progressé périodiquement.

Les rédacteurs m'en voulaient car, prétendaient-ils, je ne voulais pas leur donner assez de linos. A chaque fois



M. Rallier devant une rotative.

que j'en demandais, on me les refusait à cause du prix. C'était Aubrée qui refusait. Il n'a d'ailleurs pas été chic avec moi. Si bien que lorsque je suis parti, les linotypes sont arrivées.

M. F. : En 1930, combien de linos ?

M. R. : Sur deux rangs on en avait à peu près une trentaine.

Démêlés avec la Justice

C'est l'abbé Trochu qui a fondé **L'Ouest-Journal**. Il est parti d'ici en claquant les portes. Il comptait sur moi pour aller avec lui. Je l'ai remercié mais lui ai répondu que je n'allais pas « tuer son propre enfant ».

J'ai été pendant plus de 30 ans gérant du journal. En conséquence, j'ai un casier judiciaire très chargé à ce point de vue...

Un jour s'amène André Gauché qui avait des affiches à faire faire pour l'Action française. Comme le patron le commandait, j'exécutai le travail. Aubrée lui consentit même une réduction de 20%. Puis un beau jour Gauché s'amène avec une autre affiche à composer. Je la donne à faire. Malheureusement, cette affiche était diffamatoire pour Mme Daudet. L'affiche est tirée le soir. Le lendemain matin, à la première heure, un type vient de la part de M. André Gauché et demande le paquet. Il s'en va avec. En bas, il y avait un huissier qui fit un constat après avoir examiné les affiches. L'Action française fit du tapage contre l'abbé Trochu. C'était un dimanche soir. L'abbé Trochu m'appela au sujet des affiches. Nous étions poursuivis. L'abbé Trochu déclara : « Je n'étais pas au courant, je n'avais jamais vu M. Gauché, j'ignorais tout », etc. Il dit que « c'était le prote qui était responsable ». L'Action française demanda qu'on mette donc le prote à la porte. L'abbé Trochu ne pouvait pas obtempérer... Finalement, il y eut un procès et on eut à verser un million de dommages et intérêts.

Une nouvelle ère

Avec la fin de la guerre 39-45 s'arrête l'histoire de **L'Ouest-Eclair**, qui subit les effets de la loi supprimant tous les journaux français parus sous l'occupation.

Je fus témoin de cette rupture en signant l'acte d'abdication avec un ouvrier présent, Dandemaine père, linotypiste, et Jean Marin.

Avec la Libération, nous eûmes la joie d'accueillir nos chers exilés.

Une nouvelle ère commençait et la grande famille resoudeuse reprenait confiance et apportait au nouveau journal sa collaboration la plus sincère.

C'est avec cette assurance que partit **Ouest-France**, sous l'heureuse et providentielle direction d'un authentique résistant, M. Paul Hutin-Desgrées, as-

sisté de M. François Desgrées du Loû, l'un étant le gendre et l'autre le fils de celui qui fut le principal artisan de notre belle entreprise.

C'est donc avec optimisme que chacun reprit sa place et en vigueur pour remonter ces années de léthargie tristement passées dans une inaction presque complète, le journal réduisant peu à peu son format pour finir en prospectus.

Je ne crois pas nécessaire de continuer ces souvenirs, car la Direction du

nouveau journal sait tout ce qu'elle a apporté au développement de cette grande maison où le personnel ne peut que se féliciter des bienfaits d'une justice sociale qui était à la base même du programme élaboré le 2 août 1899, par notre très cher et regretté M. Emmanuel Desgrées du Loû.

Ici prennent fin mes souvenirs, après plus de 57 ans de collaboration, partant sans bruit mais regrettant de n'avoir pu faire mes adieux à ceux qui ont lutté à mes côtés.

Juillet 1965.

Naissance de « L'Amicale »

« Dans les années 20 le nombre des employés croissait et multipliait », raconte M. Rallier. « C'est ce qui m'amena un jour à proposer à M. l'abbé Trochu de faire un arbre de Noël pour les enfants du personnel assez nombreux pour nécessiter cette innovation. Cette suggestion fut accueillie sans hésitation et l'abbé me donna carte blanche pour sa réalisation.

C'est en 1929 qu'eut lieu le premier arbre de Noël, réunissant avec leurs familles 214 enfants.

Depuis, rien de changé, si ce n'est le nombre croissant des enfants qui en 1951 atteignait 750 ; aujourd'hui, le millier est largement dépassé. Ces chiffres se passent de commentaires et sont bien un signe tangible de prospérité.

Je dois ajouter que ce premier arbre de Noël fut le précurseur et le départ de nombreuses manifestations analogues dans les grandes entreprises de Rennes et même régionales.

Esprit de famille

C'est imprégné de cet esprit de famille que me vint l'idée de créer « L'Amicale » pour fortifier ces premiers contacts et surtout susciter des liens d'amitié solides entre tous les collaborateurs d'une maison qui ne demandait qu'à encourager leurs initiatives, tant dans le domaine entraîné que loisirs. Je fus bien inspiré, car si au début je réussis à réunir les trois quarts du personnel, peu de temps après les premiers avantages obtenus le personnel au complet était amicaliste.

Malheureusement, une catastrophe nous guettait et pour la seconde fois une horrible guerre venait, en 1939, suspendre nos activités et jeter la consternation dans notre grande famille.

La mobilisation emmena beaucoup de nos camarades combattants qui, pour la plupart prisonniers et d'autres victimes de l'occupant, se virent exilés et condamnés aux travaux forcés.

Aide aux familles des prisonniers

Ceux qui purent échapper à l'emprise de l'ennemi conservèrent en même temps que la place des absents l'esprit

amicaliste et le manifestèrent en maintes occasions.

Aussi, la Direction et L'Amicale, pour atténuer leurs inquiétudes sur le sort de leur famille, avaient-elles, en dehors des colis que nous leur faisons parvenir, créé une caisse pour venir en aide aux familles des prisonniers. Ainsi, chaque mois une allocation était versée à chaque famille.

En outre, il fut institué le pécule du prisonnier par une somme inscrite à un compte qui leur était ouvert. Ces versements représentaient un capital que le prisonnier a touché à son retour.

Un trait d'union

Et pour raconter nos chers absents et leur faire revivre par la pensée l'intimité de leur maison, il me vint l'idée de créer un bulletin qui servirait de trait d'union entre nous. Ainsi naquit le Bulletin de L'Amicale. Mais ce ne fut pas sans difficultés, car la censure allemande tardait à donner son autorisation. Enfin, elle arriva, ce qui permit de passer à exécution et d'envoyer à tous nos amis exilés ce bulletin dans lequel ils retrouvaient la fraternelle camaraderie qui nous unissait.

Chez nous, nous fûmes assez durement touchés et en récapitulant je relève les noms de 75 prisonniers, 42 requis, 2 déportés et 6 engagés volontaires. Nous eûmes à déplorer la mort de 22 camarades tombés au champ d'honneur ou victimes des bombardements.

A Rennes, beaucoup de nos camarades furent éprouvés par les bombardements. L'Amicale fit appel chaque fois à ses membres qui répondirent par de beaux gestes de solidarité qui démontraient notre union dans le malheur. La Direction appuya fortement ces collectes.

Personnellement, qu'il me soit permis de rendre un juste hommage à M. Pierre Artur qui, en restant à son poste de direction, a pu maintenir le personnel restant, qui autrement aurait été esclave des occupants. Et alors, que serait-il arrivé !... Quoi qu'il en soit, « L'Amicale » lui doit beaucoup pour l'aide généreuse qu'il lui a apportée en toute occasion, ainsi que pour sa sollicitude à l'égard de nos prisonniers et victimes des bombardements. »

F.R.

L'amicale

AVRIL 1946

ENTR'AIDE-LOISIRS

Nouvelle série. — N° 2

AIDONS-NOUS
les uns les autres

BULLETIN MENSUEL

38, Rue du Pré-Botté. - RENNES

COMBATTONS
l'égoïsme

EN AVANT TOUTE !

Ce ne fut point fanfanerie ni coup de tête. Peut-être notre barque se cabra-t-elle, un peu brutalement, au premier ressac. Mais il importait que l'appareillage se fit toutes voiles dehors et pavillon haut. Il n'était d'ailleurs dans l'intention de personne de l'en empêcher et le balancement, si malentendu il y eut, ne fut que l'affirmation d'une volonté commune d'atteindre au mieux ce but.

Maintenant que l'Amicale repart au vent de sa bouée, l'équipage à son poste, nous allons entreprendre de nouvelles conquêtes.

Au cours de notre précédent mandat, notre Comité, avec l'appui et l'appoint d'une Direction compréhensive et généreuse, s'était assigné comme tâche de vous assurer la sécurité.

Le programme d'entraide, qui a pu être réalisé en complément du plan social de la Maison, assure cette sécurité. Une naissance ne doit plus apporter la gêne dans un foyer; l'affliction d'un deuil, la malchance d'une maladie coûteuse, d'une opération brusquée, ne doit plus se compliquer de graves préoccupations financières; même le cauchemar d'une disparition brutale, jetant une famille dans le désarroi, est éloigné par l'assurance groupe. Pour qui connaît les appréhensions qui ont pu tourmenter nos devanciers, il y a là un progrès immense dont il faut peser tout le prix.

Mais l'Amicale ne doit pas être simplement un bureau de bienveillance à guichet grillagé. On n'y vient pas recevoir l'aumône, mais bien y faire acte constant de solidarité. C'est pourquoi notre ambition, au cours de ce second mandat, sera de rendre l'Amicale plus effective, plus efficace, plus proche de chacun de vous. Nous y sommes aidés et encouragés par nos camarades du Comité, tout particulièrement par notre ami Jean Le Traon, revenu riche d'un sens et de la solidarité chèrement acquis au cours d'une captivité de cinq années. Sous son active impulsion, ont repris vie les diverses sections de sports et loisirs; il semble même que notre exemple a déclenché un mouvement dans de nombreuses industries de la ville.

C'est ainsi que, dans les différentes sections, chacun aura l'occasion et la possibilité de participer effectivement à la vie de l'Amicale qui ne doit pas être un Comité de patronnages mais la création de chacun de vous.

Si, aujourd'hui, le bon sens et la prudence nous contraignent à borner là notre programme social, les incertitudes des temps nous obligeront sans doute à le parfaire ou à le modifier; une œuvre n'est jamais achevée. La vraie tâche de demain sera de nous y associer tous plus étroitement. Nous n'avons pas cherché, mes camarades et moi, la nouvelle marque de sympathie que vous nous avez donnée. Elle nous oblige pourtant à poursuivre l'étape commencée. De cheminer tous ensemble n'est point une contrainte pour que nous nous y refusions. En avant toute pour l'Amicale.

Pierre CRESSARD.

TOUT S'ARRANGE

Après mon intervention à la dernière assemblée générale qui, à mon grand regret, provoqua un incident qui entraîna la démission du Conseil d'Administration, qu'il me soit permis de pouvoir exprimer les sentiments qui m'animent vis-à-vis des administrateurs régulièrement élus.

En effet, après avoir vu à l'œuvre nos représentants dignes en tous points de votre confiance, j'étais désolé qu'ils aient pu croire qu'une suspicion pouvait les frôler.

Aussi je suis heureux de remercier mes camarades d'avoir remis les choses au point en signant une pétition de confiance qui a abouti à un accord faisant revenir sur sa décision le Conseil d'Administration.

Grâces en soient aussi rendues au Comité d'Entreprise et à M. Aubrée qui sut arbitrer ce différend de la plus heureuse façon.

Je ne reviendrai donc pas sur la question posée de représentation par service, mais à la réflexion il a été regrettable que les dames du service d'expédition n'aient pas — vu leur nombre — présenté aux élections du Conseil au moins une de leurs collègues.

Le Conseil ayant admis notre suggestion, ce sera donc pour la prochaine fois.

La disparition de notre regretté ami Jean Perron a laissé un siège vacant. Les services non représentés ont pu en cette malheureuse circonstance le remplacer.

Ainsi tout s'arrange et j'en suis d'autant plus heureux que j'avais été très peiné du malentendu qui faillit décourager les meilleures bonnes volontés.

Fondateur de l'Amicale, je remercie les membres du Conseil et en particulier notre président et ami Pierre Créssard de bien vouloir continuer la tâche qu'ils ont su mener à bien, malgré la lourde responsabilité qu'elle comporte, et je suis certain que tous, mes chers amis, vous leur continuerez votre confiance, car vos intérêts sont en bonnes mains.

F. RALLIER



Après la guerre, « L'Amicale » fut un bulletin de liaison apprécié.



32 Une importance croissante dans l'Ouest

Le décès, le 17 février 1933, d'Emmanuel Desgrées du Lou, est suivi de l'assemblée générale des actionnaires de la Presse Régionale de l'Ouest (P.R.O.). Les décisions adoptées un peu plus tôt sont reconduites. La durée de la société (P.R.O.), par contre, est modifiée. Elle devait prendre fin le 29 juin 1939. Une nouvelle date est fixée : celle du 31 décembre 2037. Cette date ne sera jamais atteinte. La guerre de 1939-1945 en est la cause.

Qui était Paul Simon ?

Pierre Artur, fils du professeur de droit André Artur, actionnaire important de la société est nommé gérant unique. Il succède à l'abbé Trochu cofondateur démissionnaire de son poste d'administrateur de l'association des porteurs de parts, bénéficiaires de L'Ouest-Eclair. Il n'a plus de liens juridiques avec la P.R.O.

Paul Simon lui est adjoint au titre de directeur politique. Il est confirmé dans ses responsabilités qu'Emmanuel Desgrées du Lou lui avait confiées avant son décès. C'est un avocat né à Brest le 14 juin 1884. Conseiller municipal, militant au sein du groupe de la Démocratie chrétienne, il fonde le groupe des Républicains démocrates du Finistère et crée à Brest un hebdomadaire **Le Démocrate**. Candidat à la deuxième circonscription de Brest, il est élu député le 13 avril 1913, réélu en 1914, 1924, 1928, 1934. En 1940, il est de ceux qui refusent les pleins pouvoirs au Maréchal Pétain et démissionne de L'Ouest-Eclair. A la libération, il est nommé délégué à l'Assemblée consultative provisoire en 1945, puis conseil-



L'académicien Georges Duhamel reçu à « L'Ouest-Eclair » par la Direction du journal.

ler de la République en 1946. Il décède à Paris le 4 mai 1956.

Editorialiste brillant et fécond, Paul Simon a laissé dans l'histoire de L'Ouest-Eclair une réputation d'homme politique qui a aidé au développement de l'un des plus importants quotidiens régionaux du groupe de l'Alliance démocratique. L.-A. Pagès, représentant de L'Ouest-Eclair à Paris, formait avec lui un couple d'élite, réalistes démocrates soumis souvent à la critique de leurs confrères nationaux de Paris.

Toujours la guerre entre catholiques et anticléricaux

En son temps, celui des lendemains de la guerre 1914-1918, où n'était pas résolue la question de l'application de la loi 1901 aux congrégations religieuses, c'est-à-dire celle de l'autorisation d'exister, un conflit d'une rare violence mettait aux prises avec les catholiques les républicains anticléricaux. A leur retour de la Grande Guerre, à laquelle ils avaient pris part, les religieux anciens combattants avaient fondé une association (la D.R.A.C.) destinée à obtenir du gouvernement et des Chambres la suppression de l'application

aux établissements et aux congrégations religieuses d'un statut légal de fonctionnement.

La campagne de protestation menée tambour battant par les catholiques, les élus démocrates, monarchistes ou libéraux n'en finissait pas d'opposer catholiques et anticléricaux. S'y ajoutaient, en outre, les difficultés qu'éurent, de 1928 à 1932, les dix gouvernements successifs, allant de Tardieu à Laval, pour rétablir une économie et des budgets mis en difficulté par la question difficile à résoudre posée par le problème des dettes allemandes, souvent évoquée cependant dans les réunions franco-allemandes, prévues par les Américains, les Anglais, etc.

Pourquoi Rennes au lieu de Brest ?

Pendant ce temps on assiste à une progression continue du tirage, malgré la concurrence du **Nouvelliste de Bretagne**, du **Phare de Nantes** : L'Ouest-Eclair a 12 éditions différentes, un tirage de 268 741 exemplaires par jour ; ses hebdomadaires tirent en moyenne 140 000 exemplaires par semaine. Un effort a été fait pour modifier la présentation du quotidien, créer des pages spéciales.

Au conseil municipal

On avait dans les années 20-30 une curieuse façon de rapporter les réunions des conseils municipaux !

Témoin l'entrefilet ci-dessous que nous livrons aux réflexions des journalistes de notre fin de siècle. Cela peut surprendre, mais au moins c'était drôle...

Compte rendu de la séance du conseil municipal de St Malo, le 2 Octobre 1920

Monsieur le Maire. — La séance publique est ouverte.

Monsieur le Maire — lit une lettre.

Monsieur le Maire — lit un rapport.

Monsieur le Maire — parle...

Monsieur le Maire — lit...

Monsieur le Maire — parle...

Monsieur le Maire. — La séance est levée.

La tout en 20 minutes. Il est vrai qu'une séance secrète de deux heures avait précédé, pendant laquelle le « Peuple souverain », attendait à la porte.

Une question vient à l'esprit : Pourquoi la Direction n'a-t-elle pas préféré Brest à Rennes pour diffuser ses éditions du quotidien et des hebdomadaires tous imprimés à Rennes ? Réponse : Rennes est mieux située en Bretagne et dans l'ensemble de l'Ouest que Brest. La distribution, le transport des journaux par terre et par fer est plus rapide. En même temps, les informations recueillies sur place par les rédacteurs et les correspondants ont plus de chance d'être achevinées à temps sur Rennes que sur Brest.

La mise en place sur 12 départements du transport du hors-sac et des éditions du quotidien ont permis d'augmenter les chiffres du tirage et de la vente.

Néanmoins, à la fin de l'exercice financier de 1932, le président Jean des Cognets constate un déficit important. Et puis, en 1933 les résultats de l'année écoulée apparaissent largement bénéficiaires. Le bénéfice brut est supérieur à 2 millions et demi de francs.

Faux bruits de grève...

L'abbé Trochu, qui a rompu les derniers liens qu'il avait avec l'Ouest-Eclair, a cité dans son livre-mémoire « 35 années de politique religieuse », « Les résultats financiers de la gestion de la P.R.O. » Il en tire un certain orgueil. En 1929, fin décembre, écrit-il, l'Ouest-Eclair avait un excédent d'actif de 21 millions, un revenu annuel en publicité de 10 millions. Il ajoute : l'entreprise avait un matériel moderne à grand rendement, un parc automobile qui permet au quotidien d'arriver à la première heure dans les bourgades avant les journaux régionaux et parisiens, un personnel de services et des cadres responsables...

Regrets : l'abbé met ces résultats à son crédit... Peut-il convaincre les promoteurs de l'Ouest-Journal, notamment Pierre Dupuy, directeur du Petit Parisien, qu'en apportant son concours financier au nouveau quotidien régional, il fera une bonne opération. L'avenir le dira, le bruit court à Paris que l'abbé est prêt à provoquer une grève générale du personnel de l'Ouest-Eclair. Faux. S'il y a bien quelques départs vers l'Ouest-Journal, ils se comptent sur les doigts d'une main.

De 1933 à 1940, le tirage ne cesse de progresser ; celui des abonnés aussi, en même temps qu'augmentent les recettes publicitaires dues à la création de pages spéciales (agricole, littéraire, féminine, jeunes filles). La publicité financière est confiée à la banque René Loyer, de Rennes.

En juin 1933, la Direction achète une nouvelle rotative Marinoni qui permet de tirer 14 éditions sur 24 pages.

En même temps, elle lance pour les lecteurs un nouveau concours destiné à faire concurrence à celui qui vient de fonder l'Ouest-Journal.

Une décennie agitée

La décennie de 1930 à 1940 est en Europe occidentale la plus perturbée



Le service de la publicité en 1930. De gauche à droite, assis : Mlle Germaine Talhouet, Mlle Angèle Isambart, Mlle Bernadette Froin, M. Henri Desouches ; debout : Mlle Angèle Lebreton, Mme Vétier, Mme Anna Lavocat.

de l'histoire du XX^e siècle, guerres exclues.

L'Ouest-Eclair poursuit son développement ; les tirages en témoignent : ils passent dès 1933-1934 la barre des 300 000 exemplaires. Et en même temps la création de nouveaux dépôts installés dans les gares, les librairies comme celles d'Hachette ouvrent la voie à une progression rapide du nombre des dépôts, des tirages. La Direction glane ou crée de nouveaux titres : en janvier 1934, la revue **Bretagne** qui participe à une publication maritime, **La voix du Marin**, du Père Lebreton ; **L'Ouest-Eclair-Dimanche**, etc. En juin 1934, le tirage moyen quotidien est de 302 480 ; celui des 4 hebdomas (**Ille-et-Vilaine**, **Côtes-du-Nord**, **Morbihan**, **Petit-Breton**) franchit la ligne des 142 000 exemplaires par semaine.

Événement : le quotidien **Le Sud** (démocrate), fondé à Montpellier par l'abbé Trochu pour battre en brèche un quotidien à tendance politique proche de l'Action Française, cesse de paraître. La même année, celle de 1934, la société éditrice de **L'Ouest-Journal** est dissoute faute d'une diffusion régionale suffisante. Lui succède un hebdomadaire régional publié sur grand format. La société éditrice, celle du **Petit Parisien**, a racheté le titre.

En 1936, le tirage de **L'Ouest-Eclair** est de 326 250 exemplaires vendus notamment dans 5 600 dépôts.

De l'influence politique de « L'Ouest-Eclair »

La progression du tirage et de la diffusion ne cesse d'augmenter. L'une

et l'autre sont-elles liées à l'évolution de la politique dans l'Ouest ? La question est maintes fois posée.

Étude faite des résultats électoraux, dans les années allant de 1932 à 1936 et au-delà, rien ne permet de répondre affirmativement. Sans doute depuis 1932, la situation politique nationale a été bouleversée. Le Président Albert Lebrun a dû nommer neuf Présidents du Conseil avant 1934, pour faire face successivement à un antiparlementarisme dû à la crise économique et sociale déclenchée notamment par des scandales financiers (du type Stavisky). En mai 1932, le Président Doumer est assassiné à l'avant-veille du deuxième tour des législatives (26 avril et 3 mai). Députés et sénateurs élisent Albert Lebrun pour le remplacer. La situation économique et financière ne s'améliore pas.

C'est Paul Hutin, secrétaire général nommé par le directeur Pierre Artur, qui est à l'origine de la création de nombreux dépôts et de leur développement ; de même a-t-il en même temps, au cours de ses déplacements, fondé des rédactions locales, trouvé des correspondants. Il entretient avec dépositaires, rédacteurs et correspondants des rapports amicaux et chaleureux.

Juillet 1935, **L'Ouest-Journal**, **Le Nouvelliste de Bretagne**, quotidien fondé en 1908 par les évêques de Bretagne pour faire pièce à **L'Ouest-Eclair** et surtout à l'abbé Trochu, son co-fondateur, sont en difficultés financières. Le directeur du **Nouvelliste**, un Lillois, Eugène Delahaye, est remercié pour être lié quelque peu avec l'Action

Française. Il est remplacé par un prêtre du diocèse nommé par son évêque Mgr Mignen.

En 1932, élections législatives. Radicaux et radicaux-socialistes y défendent les populations ouvrières notamment celles des grands ports. Le Parti communiste n'a qu'une audience assez faible. Un jeune Parti national breton a de fidèles électeurs. Quand au Parti démocrate populaire, issu du Sillon, très attaché à **L'Ouest-Eclair**, il maintient son rayonnement et partage avec des éléments dits de droite les élus en Bretagne. Succès pour **L'Ouest-Eclair** qui a mis en garde ses lecteurs électeurs contre l'école unique et le Front populaire associé à prendre en mains un gouvernement démocrate et national ? En partie seulement. On le dit.

Joseph FONTAINE.



Jour de fête.

Réveillon des Rédacteurs de L'OUEST-ECLAIR

1^{er} JANVIER 1938

« LES GARS DE LA SCRIBOUILLE »

(Air « Les Gars de la Marine »)

REFRAIN

Voilà les gars de la scribouille,
Ils travaillent des ciseaux,
De la plume et du pinceau ;
Ils sont les ceux's qui se débrouillent
En tous lieux, par tous les temps,
Le mors aux dents,
Quand une phrase les embrouille,
Ils se consolent en la sabrant,
Voilà les gars de la scribouille,
Du plus grand jusqu'au petit,
De l'entre-deux jusqu'au plus gros.

MARINE

Un aut' — c'est le plus beau —
Fut jadis matelot,
Coureur de la mer belle,
Da la Chine à Frisco (bis).
Un jour, quel mauvais sort !
Un méchant vent du Nord
Fâcha sa caravelle,
Qui s'en revint au port (bis).
Des lors — c'est anormal,
Il eut de l'amiral
Le titre-z-et le rang
Mais pas les émoluments.

SPORTS

Y'en a qui font du sport
Pour s'assouplir le corps,
Améliorer la race
Et soigner leur décor (bis).
Après le ballon rond,
Le cross et l'aviron,
Le hockey sur glace
Retient leur attention (bis).
Ils ont pour le vélo-
Cipède et la moto.
Des trésors de douceur
Au fond de leur petit cœur.

RÉGIONALE

Y'en a d'autres qui sont
Rapport à leurs fonctions
Contraints d'écouter battre
Le cœur de la Région (bis).
On a cambriolé
Chez Monsieur Lafolé,
Il faut se mettre en quatre ;
Y'a deux lapins d'volés (bis).
Allô, allô, standard
Appelez sans retard
Le greffe et la mairie
Ainsi qu'à la gendarmerie.

STÉNOGRAPHES

Monsieur, c'est bien trop tôt,
S'exclament les sténos,
Rey'nez dans vingt minutes,
Nous en avons plein l'dos ! (bis).
A Thouars un accident,
A Niort un déraillement,
A Vire un crim' de brute,
Mell' des noces d'argent (bis).
Pour sortir de c'aftras,
Ils tap'nt à tour de bras
Sur un clavier qui s'plaint
Qu'on lui fracasse les reins.

PHOTO

Allons, ne bougez plus,
N'ayez pas l'air fourbus,
Sortez votre sourire,
Vous serez tous dessus (bis).
D'un geste magistral,
L'mitrailleur du journal
Vous fix' et vous admire
De son œil de cristal (bis).
Si vous le voulez bien,
Pour deux ou trois fois rien,
En souv'nir du banquet
Vous aurez votre portrait.

Le torcheur de toile.

L'Ouest-Eclair en retard

Dans ce numéro du **Relais**, était prévue la parution du 33^e épisode de l'histoire de **L'Ouest-Eclair** qui concerne la période 1935-1940.

La direction de **Ouest-France** a souhaité apporter des précisions au texte de notre ami Joseph Fontaine. Mais au moment de la mise en page, rien ne nous est parvenu et il nous est impossible de publier ce chapitre 33.

Nos lecteurs seront compréhensifs et patienteront donc deux mois. Pour les distraire, ils liront ou chanteront la chanson ci-dessus écrite en 1938, à l'occasion du Réveillon des Rédacteurs.



Très vite les dirigeants de « L'Ouest-Eclair » avaient compris la nécessité d'opérations promotionnelles et le journal était présent sur les grandes manifestations. Ci-dessus une voiture haut-parleur et deux vendeurs à un concours de pêche à Bruz, près de Rennes, en 1933.

Des nouvelles de Joseph FONTAINE

Notre ami Joseph Fontaine, l'érudit auteur de l'histoire de **L'Ouest-Eclair**, a quitté l'an dernier Rennes pour Montpellier ainsi que nous l'avions annoncé ; un total déracinement qui aurait pu lui être préjudiciable, étant donné son état de santé.

En fait, les choses se sont assez bien passées. Il est vrai que lui et Mme Fontaine sont entourés de l'affectueuse sollicitude de leurs enfants et petits-enfants.

« Je ne regrette pas d'avoir suivi les sommations du corps médical qui ne cessait de me dire : « Fuyez au soleil, vous et votre femme également souffrante ». J'ai obéi et ne le regrette pas, actuellement du moins ».

Ma santé s'est améliorée. Elle me permet d'écrire la suite de **L'Ouest-Eclair** pour **Le Relais**. Elle me permet de prévoir des sorties au grand air généreux, de lire une abondante presse nationale et régionale. Bref, de vivre comme un malade presque ressuscité.

Mes amitiés à tous les amis du **Relais**, du Club des Retraités de **Ouest-France** et de ses archivistes si accueillants ».

Joseph Fontaine était-il trop optimiste ? Il s'est trouvé très fatigué ces derniers jours et a dû interrompre ses activités.

33 Des années difficiles 1935-1939

L'Ouest-Eclair va bien. Les événements très importants, qui pendant cinq années vont se créer et se développer en Europe, ne semblent pas mettre en difficulté particulière son extension dans l'Ouest. Ils sont cependant très inquiétants et se succèdent tant en France qu'en Espagne, Italie, Allemagne, U.R.S.S. En France, éclatent nombre de manifestations dites populaires, d'affaires financières qui mettent en cause l'honnêteté de banques et d'hommes d'affaires liés à des partis politiques. Les manifestations qui éclatent à Paris et en province se terminent, notamment après celles du 6 février par la remise en cause de statuts et de législations d'ordre syndical. Politiquement s'affrontent des éléments du Parti socialiste, organisés dans un front dit « populaire » et des partis dits de droite, ou du centre, très attachés souvent aux associations d'anciens combattants et aux souvenirs de la grande guerre.

Des évolutions inquiétantes

Le Front Populaire fait du socialiste Léon Blum un président du gouvernement dans lequel figure le radical Edouard Herriot. La France et d'autres nations européennes cherchent des voies dites nouvelles pour développer leur économie et avoir en mains la majorité sinon la totalité des pouvoirs. Hitler, Mussolini, Franco, Staline, de 1936 à 1940, n'ont d'autre souci et d'autre but que d'être maîtres absolus de leur Etat et d'Etats voisins.

L'Ouest-Eclair s'inquiète de ces évolutions de pays qui, proches de la France, manifestent l'ambition d'agrandir leur territoire. De 1920 à 1933, l'opinion de la presse de l'Ouest comme celle de la presse nationale constate une évolution importante de l'opinion face à l'évolution en Europe des politiques nationales.

Après 1933, l'opinion française est globalement coupée en deux : l'électorat dit de droite exprime de la sympathie, mesurée il est vrai, pour le fascisme en Italie et l'hitlérisme en Allemagne.

La France, à la demande de ses alliés italiens et anglais de la grande guerre, accepte de faire un usage limité du droit à une égalité de leurs armements.

Le gouvernement français doute que l'Allemagne tiennne un tel engagement. Et pour cause...

L'Allemagne s'intéresse à la Bretagne

Depuis plusieurs mois, des liaisons se sont établies avec des membres du Front National Breton. Celui-ci a d'ailleurs présenté des candidats aux élections législatives de mai-juin 1936 et revendiqué dans son programme l'enseignement du breton dans les écoles normales. Les candidats du Front Populaire, auquel adhèrent Tanguy-Prigent député socialiste du Finistère et

les communistes font un gros effort de propagande notamment dans le Finistère et les Côtes-du-Nord pour un « Front Populaire Breton ».

L'Allemagne observe, interroge, se demande si en Bretagne le Front Breton ne permettrait pas d'amorcer une alliance politique Bretagne-Allemagne à l'avenir. Elle confie à Otto Abetz, ancien social-démocrate et désormais délégué à la jeunesse, la charge des rapports entre l'Allemagne et les mouvements nationalistes bretons. Au cours d'un congrès franco-allemand à Mayence en 1932, Abetz fréquente Jean Luhaire, homme de gauche, directeur d'un hebdo intitulé « Notre temps » qui a pour devise « Refaire la France, faire l'Europe, unir l'Europe ». Vaste ambition.

Hitler veut étendre son espace vital et encourage Abetz à fonder l'association France-Allemagne et diverses associations franco-allemandes.

En novembre 1940, le barde Taldir reçoit la visite d'universitaires allemands chargés d'étudier quel impact pouvait avoir en Bretagne le Parti National Breton, le Bleu-Brug, etc...

En outre en 1936, furent fondés « les cahiers de l'association allemande pour les études celtiques », qui publièrent aussi des articles et travaux parus sur la Bretagne dans la presse allemande. Le dernier numéro publié en allemand, en juillet 1940, sur la Bretagne affirmait : « La Bretagne veut devenir un Etat indépendant. »

Les ambitions exprimées par des publications allemandes n'échappent pas à la vigilance du groupe « Esprit » d'Emmanuel Mounier et des amis démocrates chrétiens, du journal quotidien L'Aube dont l'un des éditorialistes est Georges Bidault qui sont appelés à faire face à la propagande inspirée du livre d'Hitler appelé Mein Kampf.



Six années de progression presque continue.

L'Ouest-Eclair

ABONNEMENTS :
 Un an... 100 fr.
 Six mois... 50 fr.
 Trois mois... 25 fr.
 Un mois... 10 fr.
 Les annonces... 100 fr. par ligne
 Les insertions... 50 fr. par ligne

EMMANUEL DEGORRES DU LOU JOURNAL REPUBLICAIN DU MATIN 41^e Année - No 12417

FIDÈLES A LEURS ENGAGEMENTS

France et Angleterre en état de guerre avec l'Allemagne

LE REICH AVAIT REJETÉ BRUTALEMENT, HIER, LES ULTIMATUMS DE LONDRES ET DE PARIS, EXPIRANT L'UN A 11 HEURES ET L'AUTRE A 17 HEURES

La France et le Grand-Bretagne ont déclaré hier au soir de guerre avec l'Allemagne. Voici le texte des déclarations faites par les deux gouvernements. Les deux nations ont déclaré qu'elles ont rompu les relations diplomatiques et qu'elles ont déclaré l'état de guerre à partir de ce soir.

Le Reich avait rejeté brutalement hier, les ultimatums de Londres et de Paris, expirant l'un à 11 heures et l'autre à 17 heures.

Le Reich avait rejeté brutalement hier, les ultimatums de Londres et de Paris, expirant l'un à 11 heures et l'autre à 17 heures.

Les chefs de l'armée



Le général Vollenweider, l'amiral Darlan, le général Gamelin, commandants en chef de nos armées de terre, de mer et de l'air

LES RAIDS AÉRIENS ALLEMANDS N'ÉBRANLENT PAS LE MORAL POLONAIS

Une descente d'infanterie de l'air germanique échoue

LES RAIDS AÉRIENS ALLEMANDS N'ÉBRANLENT PAS LE MORAL POLONAIS

Une descente d'infanterie de l'air germanique échoue

LA VOIX DE LA CONSCIENCE HUMAINE

Energiques messages de M. Daladier et du roi George VI

« En nous dressant contre la plus effroyable des tyrannies, nous luttons pour défendre notre terre, nos foyers et nos libertés. »

Paris, 4 septembre. — Ce soir, à 20 h. 30, M. Edouard Daladier, à l'air de conviction redoublée, a fait le discours suivant :

« Depuis le 1^{er} septembre, les jours de jour, le peuple vit le plus brutalement et le plus cynique des régimes. Nos frontières ont été violées, nos villes ont souffert, nos armées reculent avec héroïsme à l'étranger. »

Hitler responsable

La responsabilité de nos terribles souffrances est entièrement sur le gouvernement hitlérien. Les actes de la paix dans les traités de Versailles, de 1919, ont été violés.

La France et l'Angleterre ont multiplié leurs efforts pour éviter la guerre. Elles ont fait, en matière économique, une pression internationale à Berlin pour obliger un gouvernement allemand qui devrait agir à la raison et qui démentait les faits de la réalité et l'importance de négociations pacifiques.

Le refus allemand

L'Allemagne nous a imposé un refus.



L'Ouest-Eclair

EMMANUEL DEGORRES DU LOU JOURNAL REPUBLICAIN DU MATIN 41^e Année - No 12417

Le maréchal Pétain, chef du nouveau Gouvernement

Le maréchal Pétain s'est adressé aux Français : « Je fais à la France le don de ma personne pour atténuer son malheur »

« C'est dans une condition que je fais ce long discours... »

Le maréchal Pétain s'est adressé aux Français : « Je fais à la France le don de ma personne pour atténuer son malheur »

« La France est une des heures les plus sombres de son histoire... »

Le maréchal Pétain s'est adressé aux Français : « Je fais à la France le don de ma personne pour atténuer son malheur »



Le général et son état-major devant le fort de la Motte. (DIP. MILIT.)

LE MINISTÈRE DU MARÉCHAL PÉTAÏN

Président du Conseil : Maréchal PÉTAÏN.
 Vice-président : M. CHAUTEMPS.
 MINISTRES
 Justice : M. FREMICOURT, président de la Cour de Cassation.
 Défense nationale : Général WEYGAND.
 Guerre : Général COLSON.
 Marine militaire et marchande : Amiral DARLAN.
 Air : Général PUJO.
 Affaires étrangères : M. DAUDOUIN.
 Intérieur : M. POMARET.
 Finances et commerce : M. BOUTHILLIER.
 Colonies : M. RIFIÈRE.
 Education nationale : M. Albert RIVAUD, professeur à la Sorbonne.

UN CONSEIL DES MINISTRES

Paris, 17 juin. — Le Conseil des Ministres a tenu hier son deuxième conseil. Le maréchal Pétain a présidé le conseil.

Les années 1930

Au cours des années 1930, les fondateurs quittent L'Ouest-Eclair. L'abbé Trochu démissionne du quotidien. En effet, l'archevêque de Rennes, le cardinal Charost, lui a demandé de ne plus exercer de responsabilités au sein de L'Ouest-Eclair.

Le 17 février 1933, Emmanuel Desgrées du Loû meurt. La présidence du Conseil de surveillance est assurée par Jean des Cognets et la direction générale par Pierre Artur, Paul Hutin, gendre d'Emmanuel Desgrées du Loû, devient secrétaire général.

A la veille du deuxième conflit mondial

A l'avant-veille de 1939, la situation de L'Ouest-Eclair est la meilleure qui soit malgré les inquiétudes que font naître les propos, les projets de l'Allemagne. Les résultats financiers et ceux du tirage du quotidien, des hebdomadaires sont bons. En 1938, les bénéfices de l'exercice budgétaire de la P.R.O. permettent de distribuer un dividende de 40 F par action, soit 10 % de plus que celui de 1937.

La trésorerie présente 3 millions de francs de disponibilité. La recette de la publicité bat tous les records. En mars, elle est de 1 272 000 F. Difficile de faire mieux...

En avril, tous ces résultats permettent d'ajouter dans le capital disponible en banque la somme de 1 million de francs. L'assemblée générale des actionnaires décide de faire passer le capital social de 2 à 6 millions de francs en y incorporant les réserves.

Remue-ménage

En même temps, le tirage de L'Ouest-Eclair atteint 351 383 exemplaires par jour en janvier 1939. C'est l'année des bouleversements. A la déclaration de la guerre, le 3 septembre, tous les secteurs de L'Ouest-Eclair sont concernés.

L'Ouest-Eclair-Dimanche cesse de paraître. La Bretagne à Paris est supprimée.



1938 : on faisait encore la fête, mais la tragédie était proche.

Remue-ménage aussi dans l'ensemble de la rédaction : plusieurs responsables tant à Paris qu'à Rennes et dans les rédactions locales sont mobilisés. Le rédacteur en chef, M. Moreux, est remplacé par Henri Jan, qui est secondé par Le Dantec et Cochet.

A Paris, au directeur de la rédaction Louis-Armand Pagès, succède Jules Haag.

L'ensemble des effectifs du personnel s'élève à 675.

En octobre 1939, à peine un mois après la déclaration de guerre, il faut faire face à la diminution du nombre de trains en circulation. La direction décide de mettre sur route 14 lignes automobiles pour le transport et la distribution du journal dans l'Ouest.

C'est une première difficulté à vaincre. La seconde tient à des restrictions sur les livraisons de papier ; la troisième à la suppression des dépôts de journaux notamment celui de Bordeaux.

En mai 1940, le gouvernement impose par décret une réduction de la pagination.

En juin, le 17, des bombardiers italiens et allemands attaquent Rennes. Un train de munitions explose en gare, faisant des blessés et des morts. Les voies sont bloquées. Le lendemain, le 18, Rennes est occupée par les Allemands.

L'Ouest-Eclair ne paraît plus. Son dernier numéro distribué à ses 6 000 dépositaires est daté du 18 juin.

Un drame : la parution sous l'occupation

Un refus : une cassure, la disparition

Le 18 juin 1940, donc jour de l'arrivée de l'armée allemande à Rennes, L'Ouest-Eclair cesse de paraître. Un « Bulletin d'Informations d'Ille-et-Vilaine » est publié les jours suivants uniquement dans ce département, semble-t-il. Les autorités allemandes demandent alors que L'Ouest-Eclair reparaît sous son titre.

La direction de L'Ouest-Eclair se divise. Le secrétaire général, Paul Hutin, 52 ans, ancien combattant 1914-1918, qui depuis 1934 dénonçait le péril hitlérien, et qui s'était engagé volontaire en 1940, s'oppose à la reparation du jour-

nal sous son titre. En effet, s'il comprend la nécessité de protéger la société éditrice et son personnel, il ne peut admettre de travailler pour le compte du vainqueur en relayant une propagande hostile à la nation et visant à décourager toute résistance de la population civile. Paraître sous le titre dans ces conditions était une escroquerie car le titre laissait croire aux lecteurs qu'il s'agissait toujours d'un journal démocrate et indépendant. Or, pouvait-il être démocrate sous l'autorité nazie ? Pouvait-il être indépendant sous le contrôle d'une armée d'occupation ?

Cette position n'est pas suivie. L'Ouest-Eclair reparaît sous son titre le 4 juillet 1940. Paul Hutin refuse de se soumettre et démissionne ; « J'ai quitté « L'Ouest-Eclair » pour des raisons d'honneur et de conscience », écrit-il à la direction le 22 juillet 1940.

L'orientation du journal apparaît détournée de son but sans que rien ne signale ce changement hormis la disparition dans la manchette de L'Ouest-Eclair de la devise : « Journal républicain du matin » et du nom du fondateur, Emmanuel Desgrées du Loû, emblème d'une pensée qui se trouvait en opposition radicale au nazisme. Sa femme, Jeanne Desgrées du Loû obtient que l'on ôte le nom de son mari. François Desgrées du Loû, 31 ans, journaliste à L'Ouest-Eclair, fils d'Emmanuel Desgrées du Loû, quitte lui aussi le journal et refuse toute collaboration avec l'occupant.

En octobre 1940, le tirage du quotidien est de 390 000 exemplaires par jour en semaine et de 490 000 le dimanche. La consommation de papier est de 350 tonnes pendant ce mois.

En décembre 1940, L'Ouest-Eclair a rompu les liens qu'il avait avec le Journal de Rouen et le Journal de Normandie. Il avait envisagé d'acheter l'imprimerie Aron à Caen et de prendre une participation dans le Bonhomme Normand.

J. FONTAINE.

Pour suivre : l'occupation et la libération, le retour de Paul Hutin, la fondation d'une nouvelle société, celle de Ouest-France.

Documentation : archives Ouest-Eclair, Ouest-France et « La Presse Bretonne dans la tourmente », d'Henri Fréville (Editions Plon).

Ci-contre, les têtes de « une » de deux numéros exceptionnels de « L'Ouest-Eclair ».

En haut, le numéro du 4 septembre 1939 annonçant la déclaration de guerre.

En bas, le journal du mardi 18 juin 1940. Ce sera le dernier numéro de « L'Ouest-Eclair » encore libre. Il porte le N° 13 930. « L'Ouest-Eclair » sous le contrôle allemand ne reparaitra que le 4 juillet 1940.

Le testament (moral) de M. Moreux, rédacteur en chef

Le roman (vrai) de *L'Ouest-Eclair* est à nouveau en panne...

Notre historien maison Joseph Fontaine, qui assure la rédaction de cette histoire passionnante et qui nous concerne tous, n'arrive pas à surmonter ses problèmes de santé. **Le Relais** se fait l'interprète de ses lecteurs pour souhaiter qu'il retrouve ses forces entouré de l'affection de Mme Fontaine et de ses enfants dans sa nouvelle résidence montpelliéraine.

En attendant de pouvoir publier les deux derniers chapitres de *L'Ouest-Eclair*, nous donnons aujourd'hui la parole (posthume) à un ancien rédacteur en chef.

M. Moreux fut rédacteur en chef de 1922 à 1939, c'est dire qu'il a vécu de près l'aventure de *L'Ouest-Eclair* et particulièrement sa progression continue dans les années 30.

M. Moreux prit sa retraite le 1^{er} janvier 1939 à la veille des événements qui allaient ébranler le monde en général, *L'Ouest-Eclair* en particulier (son successeur fut M. Le Dantec).

Lors de la cérémonie qui marqua son départ, M. Moreux devait adresser à ses collaborateurs le message suivant, sorte de **testament moral** (selon son expression) que les jeunes générations pourraient utilement méditer.

« Soyez en fiers »

D'abord, soyez fiers de votre Journal. Oui, soyez en fiers. *L'Ouest-Eclair* est un des rares journaux qui a gardé son entière indépendance à l'égard de l'argent et du pouvoir. Il est libre. Il est propre. Eh bien ! moi, qui ai pratiqué la presse — la petite, la moyenne et la grande — pendant plus de quarante ans, je vous le dis : vous ne connaissez pas votre bonheur !

Des consignes incompatibles avec votre dignité professionnelle, ou qui heurtent votre conscience, personne,

ici, ne vous en donnera. Sachez gré à vos chefs — un gré infini — de vous permettre de vivre dans la joie du travail clair, du travail propre et dans la sécurité. Ainsi compris, notre métier est le plus beau qui soit.

Et puis, faites toujours votre devoir. Au journal qui vous assure la dignité dans votre profession, la sécurité du lendemain et vous fait libre, ne mesurez point votre temps ni votre peine.

Donnez-lui sans compter. C'est encore vous qui lui devez quelque chose : la dignité humaine et la liberté n'ont pas de prix marchand.



M. Moreux à son bureau.



Au cours du banquet d'adieu du rédacteur-en-chef.

Quand le devoir est là, clair, tout droit, comme il est facile de s'y plier n'est-ce pas ? Que dis-je, c'est de la joie que l'on éprouve à l'accomplir.

Enfin, laissez-moi vous dire une fois encore : restez unis. Gardez-vous d'abandonner ce sens de l'équipe dont est faite votre force et celle de votre journal, ce qui est tout un. Gardez-vous de renoncer à cette solidarité de famille qui permet des réunions comme celle de ce soir, toute de confiance et d'intimité.

« La rédaction de *L'Ouest-Eclair*, qu'est-ce que c'est donc ? Mais ils se battent ! » questionnait un jour, un peu effrayé, un confrère de passage à Rennes qui avait perçu, à travers ma porte, les éclats d'une terrible discussion dont le centre paraissait être le bureau du secrétaire.

— « Qu'est-ce que c'est ? ai-je répondu. Mais... des gens très bien... Sur plus de trente collaborateurs dont se compose la rédaction, il n'y en a pas

deux qui ont exactement la même opinion sur quoi que ce soit : politique intérieure, politique étrangère, philosophie, littérature... et quoi encore ? cinéma, théâtre, peinture, grammaire, sports, etc... »

— « Et alors ? »

— « Alors, ça va très bien, n'essayez pas de comprendre, c'est un mystère ! »

De fait, les idées, les opinions, les aperçus, tout cela, plus ou moins, divergent sinon parfaitement contradictoire, tout cela se heurte, s'accroche, se brasse, et finit par se roder à l'usage. Du beau travail entre braves gens.

Une rédaction homogène

Et voilà comment nous nous trouvons en présence de la rédaction la plus homogène qui soit au monde.

L'explication de ce phénomène — explication qui échappe au profane — vous la connaissez : l'idéal qui a présidé à la fondation de **L'Ouest-Eclair** a gardé toute sa valeur. C'est lui qui nous vaut ce miracle.

Que ce miracle continue. Tant qu'il y aura sur la terre des injustices, des passe-droits, des égoïsmes de classes, des faibles à défendre, des souffrances imméritées, **L'Ouest-Eclair** aura sa raison d'être, sa mission à remplir, sa mission, mes amis, qui est la vôtre. Et il n'en est pas de plus belle.

Un hommage aux femmes

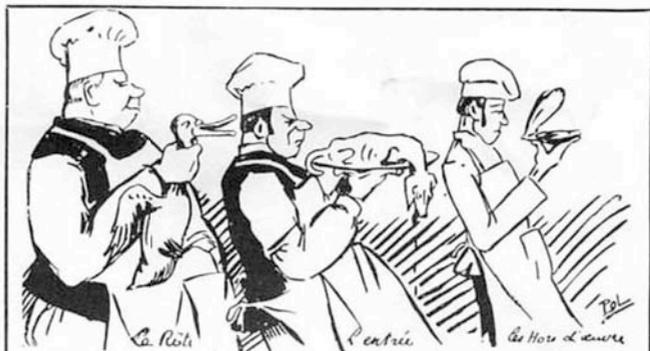
Mesdames, je ne voudrais pas terminer ce monologue trop long, dont je m'excuse, sans vous dire un petit mot particulier.

Je ne vous oublie pas dans ce testament moral que je lègue à vos maris.

Femmes de journalistes, je vous considère comme des collaboratrices de **L'Ouest-Eclair**, au sens strict du mot. Votre vie, je la connais bien. Elle est toute d'effacement, de renoncement, de sacrifices. Elle se passe à attendre les jours de congé — ces jours bénis qui vous donneront l'illusion, pendant quelques heures, de la vie de famille, à attendre les vacances — oh, les vacances ! — et aussi, hélas, pour quelques-unes, à attendre la fin du mois, car je n'oublie pas que vous êtes, en même temps ministres de l'Intérieur et ministres des Finances.

Et puisque vous représentez si heureusement dans le ménage le sentiment et la raison, j'attends de chacune de vous qu'elle rappelle à son mari, aux heures troubles du doute et du découragement, ce simple mot que je souhaiterais qu'ils retinssent de moi : « Fais ton devoir. »

J'ai fini.



BANQUET DE L'ASSOCIATION PROFESSIONNELLE DES JOURNALISTES RENNAIS

28 DÉCEMBRE 1924

MENU

Petits Patés Dauphine
Homards à la Neuburg
Cuisot de Chevreuil Nemrod
Dindonneau du Poitou farci
Salade d'Endives
Mousserons à la Toulousaine
Pêches Melba
Petits Fours et Fruits glacés
Corbeilles de Mandarines et Bananes
Graves et St-Julien en carafes
Montrachet 1912 - Château Pommarède 1898
Volnay 1915 - Vicomte de Castellane
Café - Liqueurs



On a toujours aimé les banquets chez les journalistes : le menu du réveillon 1924.

34 1939 et 1940, l'arrivée de la tourmente

1939 et 1940, des années cruciales. Le monde va basculer et être bousculé. Des millions et des millions d'hommes et de femmes, à peu près toutes les nations des cinq continents vont être pris dans la tourmente. La France n'y échappera pas. **L'Ouest-Eclair** non plus.

L'histoire de **L'Ouest-Eclair** racontée dans **Le Relais** est justement arrivée à ces temps troublés. Afin de faire le point, d'avoir une idée plus claire de la situation du journal, voici un résumé synoptique de ces deux années de turbulence qui auront pour conséquence en 1944 la disparition de **L'Ouest-Eclair**.

1939

JANVIER

Moyenne annuelle du tirage de **L'Ouest-Eclair** : 351 383 ex./jour.
Très forte trésorerie se montant à 3 millions de francs de disponibilités.

MARS

Record absolu de la recette mensuelle publicitaire : 1 272 000 F.

AVRIL

Après investissement d'un million de francs dans le capital de la S.A.P., les disponibilités bancaires atteignent 4 millions de francs.

MAI

Par décision de l'assemblée générale des actionnaires, le capital social passe de 2 à 6 millions de francs, sur simple incorporation des réserves.

Jean des Cognets, président du conseil de surveillance depuis 1922, mais aussi directeur général, pendant trente ans, de la Société des Editions Montsouris, editrice du **Petit Echo de la Mode**, abandonne ces dernières fonctions. Il est nommé directeur de la Rédaction de **L'Ouest-Eclair**.



Fin 1938, on s'amusait sur un volcan.

SEPTEMBRE

Déclaration de la guerre, le dimanche 3.
Dernier numéro de **L'Ouest-Eclair** Dimanche.
Suppression de **La Bretagne à Paris**, le 30.

OCTOBRE

Réorganisation de la rédaction suite aux départs à la retraite et des mobilisés :

— M. Moreux, rédacteur en chef, est remplacé par M. Henri Jan, secondé par MM. Le Dantec et Cochet.

— M. Louis-Armand Pagès, directeur de la rédaction parisienne, est remplacé par M. Jules Haag.

Quatorze lignes automobiles sont mises en place pour assurer la distribution du journal, en l'absence de trains.

Etablissement d'une politique sociale exceptionnelle en raison des événements : part de salaire versée aux familles des mobilisés, versement des allocations familiales.

Début des restrictions sur les livraisons de papier.

DÉCEMBRE

Le **Journal de Rouen** rompt les accords qui le liait à **L'Ouest-Eclair** en lançant à Caen (Calvados) **Le Journal de Normandie** (créé en 1937), édition locale du journal rouennais.

La P.R.O. rachète à la S.A.P. 2 655 actions de **L'Ouest-Eclair**.

Consommation totale de papier journal pour l'année : 7 853,635 tonnes.

Les résultats de l'exercice 39 permettent de dégager des bénéfices, assurant ainsi la distribution d'un dividende.

1940

Moyenne annuelle du tirage de **L'Ouest-Eclair** : 411 560 ex./jour.

En réponse aux menaces que fait peser en Basse-Normandie **Le Journal de Rouen** sur **L'Ouest-Eclair**, ce dernier prend : le contrôle de la « Société d'impression de Basse-Normandie », une participation dans **Le Bonhomme Normand**, et envisage l'achat de l'imprimerie Caron à Caen.

Ne partez pas en voyage sans avoir consulté

L'OFFICE DES VOYAGES DE L'OUEST-ECLAIR

38, Rue du Pré-Botté, RENNES

Organisation de l'Agence F. LE BOURGEOIS, de PARIS

Qui vous indiquera gratuitement le meilleur itinéraire, et vous documentera sur les hôtels.

Billets de chemin de fer aux mêmes prix qu'aux guichets des gares.

Dès avant-guerre, **L'Ouest-Eclair** avait sa propre agence de voyages.

« La guerre des journaux » : profitant de la faiblesse des régionaux, en particulier de leur service de messagerie, les départementaux tentent de s'implanter sur les zones mal desservies.

Déménagement définitif de la rédaction parisiennne qui rejoint le service de publicité au 114, avenue des Champs-Élysées.

Grandes difficultés pour le réemploi des disponibilités de trésorerie.

MAI

La pagination a été réduite par décret du gouvernement.

L'Ouest-Eclair verse des dons au Secours National et vient en aide aux premiers réfugiés de l'exode.

JUIN

Suppression du dépôt de Bordeaux. Réunie le 15, l'assemblée générale des actionnaires vote l'augmentation

du capital social, qui passe de 6 à 10 millions de francs, sur intégration de 4 millions provenant des réserves.

Le stock de sécurité n'est plus que de 4 500 tonnes.

Bombardements allemands et italiens de Rennes, le 17. Un train de munitions explose en gare faisant de nombreux blessés et entraînant le blocage des voies.

Les Allemands entrent dans Rennes et occupent la ville le 18.

Le dernier numéro de L'Ouest-Eclair paraissant durant ce mois est daté de ce jour.

A cette date la P.R.O. emploie 675 personnes, dont une centaine à l'extérieur du siège, et 1 200 correspondants à travers 13 départements.

6 000 dépositaires diffusent L'Ouest-Eclair.

JUILLET

L'Ouest-Eclair imprime et participe au Bulletin d'Information d'Ille-et-Vilaine, unique journal vendu à Rennes auxquels contribuent tous les titres de la ville. Il paraît du 28 juin au 3 juillet.

Le premier numéro de L'Ouest-Eclair paraissant sous l'occupation est daté

du 4 juillet. Il est exclusivement vendu à Rennes et dans sa banlieue. C'est seulement le lendemain qu'il sera de nouveau diffusé en Ille-et-Vilaine puis progressivement dans les douze autres départements.

En désaccord total avec cette repartition, la politique rédactionnelle du journal et ses dirigeants, M. Paul Hutin démissionne de ses fonctions et quitte L'Ouest-Eclair.

OCTOBRE

Tirage moyen mensuel : 390 000 ex./jour en semaine et 490 000 ex./jour le dimanche.

Baisse de la consommation de papier en raison de la diminution de la pagination : 350 tonnes durant ce mois.

DÉCEMBRE

Suppression de La République de la Mayenne.

Les résultats de l'exercice 1940 permettent d'observer un bénéfice brut s'élevant à 2 766 177 F.

Joseph FONTAINE.

L'Ouest-Eclair

114, AVENUE DES CHAMPS-ÉLYSÉES
PARIS (8^e)

JOURNAL RÉPUBLICAIN DU MATIN

4^e Année - N° 3327

ABONNEMENTS 1 an... 120 F 6 mois... 65 F 3 mois... 35 F 15 jours... 10 F	LEÇON 4 SEPTEMBRE 1939	ABONNEMENTS De 10... 120 F De 15... 180 F De 20... 240 F De 30... 300 F De 45... 420 F De 60... 540 F De 75... 660 F De 90... 780 F De 105... 900 F De 120... 1020 F
--	---------------------------------	--

50 CENTIMES
Imprimerie GUYAUX-BAZIER
114, AVENUE DES CHAMPS-ÉLYSÉES
PARIS (8^e)

FIDÈLES A LEURS ENGAGEMENTS

France et Angleterre en état de guerre avec l'Allemagne

LE REICH AVAIT REJETÉ BRUTALEMENT, HIER, LES ULTIMATUMS DE LONDRES ET DE PARIS, EXPIRANT L'UN A 11 HEURES ET L'AUTRE À 17 HEURES

La France et la Grande-Bretagne ont signé dans un état de guerre avec l'Allemagne. Voilà le verdict qui nous a été rendu le soir de dimanche dernier, qui en fait ouvre le commencement de la guerre. Les faits sont les suivants : le Reich a refusé de répondre à nos ultimatifs émis en son nom le 26 septembre dernier.



AL VANDERBILT, ambassadeur américain à Berlin, qui apporte l'information au British.

une démarche analogue à celle de son collègue britannique en date du 26 septembre dernier.

« Vers le 26 de ce mois, un cabinet d'urgence ministériel s'est réuni à Londres avec M. Eden aux côtés de M. Chamberlain et d'Anthony Eden, qui a dirigé pendant la soirée de jeudi un conseil de guerre qui a décidé de la réponse à faire à la demande de cessation des hostilités.

« Hier, au 10 heures, par radio, M. Chamberlain a fait connaître à la presse les conditions de la paix que nous avons acceptées, mais que l'Allemagne a refusé.

« La Pologne, le 10 septembre, a refusé de céder à la demande de l'Allemagne de se retirer de son territoire. Le 10 septembre, le Reich a refusé de céder à la demande de l'Allemagne de se retirer de son territoire.

« Le monde s'est divisé par deux camps. Les uns ont soutenu l'Allemagne, les autres ont soutenu la France, l'Angleterre et les États-Unis.

Les chefs de l'armée



Le général Vallentin, l'amiral Darlan, le général Gamelin, commandant en chef de nos armées de terre, de gauche à droite.

LES RAIDS AÉRIENS ALLEMANDS N'ÉBRANLENT PAS LE MORAL POLONAIS

Une descente d'infanterie de l'air germanique échoue



(SUIVRE NOS INFORMATIONS EN DEUXIÈME PAGE.)

Tout laisse supposer que l'Amérique ne se bornera pas à aider économiquement les deux grandes démocraties d'Europe

LA VOIX DE LA CONSCIENCE HUMAINE

Energiques messages de M. Daladier et du roi George VI

« En nous dressant contre la plus effroyable des tyrannies, nous luttons pour défendre notre terre, nos foyers et nos libertés. »

Paris, 3 septembre. — Ce soir, à 20 h 30, M. Édouard Daladier a fait la déclaration radiodiffusée suivante :
« Français et Français, depuis le 1^{er} septembre, au lever du jour, la France subit la plus brutale et la plus cruelle des agressions. Les troupes ont été tuées, les villes ont été bombardées, nos camps de réfugiés ont été livrés à l'envahisseur.

Hitler responsable
La responsabilité de sang répandu retombe entièrement sur le gouvernement hitlérien. Le sort de l'Europe dans les mains de Hitler, il a voulu la guerre.

« La France et l'Angleterre ont multiplié leurs efforts pour sauver la paix. Elles ont fait, en matière militaire, une puissante impression à Berlin, qui a adressé au gouvernement allemand un dernier avertissement et lui a demandé l'arrêt des hostilités et l'ouverture de négociations pacifiques.

Le refus allemand
L'Allemagne n'a pas répondu à nos appels. Elle a refusé de céder à nos propositions. Elle a refusé de céder à nos propositions. Elle a refusé de céder à nos propositions.

« Français et Français, nous faisons la guerre pour vous, pour la justice, pour la liberté et pour la dignité humaine. Nous ne sommes pas des hommes de guerre, nous sommes des hommes de paix. Nous sommes des hommes de paix. Nous sommes des hommes de paix.



GEORGE VI s'est adressé à l'Empire britannique en un émouvant message radiodiffusé.

UNE DÉCLARATION DU COLONEL BECK

L'Ouest-Eclair annonce la déclaration de guerre : c'était le 4 septembre 1939.

35 Comment « L'Ouest-Eclair » est devenu « Ouest-France »

Après un long et remarquable travail, Joseph Fontaine a décidé de poser là sa plume. Sa contribution si importante à l'histoire de **L'Ouest-Eclair** a mis en lumière de nombreux événements qui, sans lui, seraient tombés dans l'oubli ou se seraient perdus dans les brumes des souvenirs. Qu'il soit remercié de ce travail vivifiant la mémoire et éclairant ceux qui marchent aujourd'hui et qui portent le même espoir. Sans doute avait-il entendu l'avertissement du poète : « Les peuples sans mémoire sont condamnés à mourir de froid », et avait-il compris que toute avancée féconde prend racine dans la terre de la mémoire labourée par les heurs et les malheurs de l'Histoire.

Les pages qui suivent relatent les dernières heures de **L'Ouest-Eclair**. Elles sont tirées de l'ouvrage d'Henri Fréville (1905-1987) « La Presse bretonne dans la tourmente 1940-1944 » (Plon 1979, 347 pages). Historien, maire de Rennes, député puis sénateur, Henri Fréville fut chargé pendant la guerre d'organiser la réparation d'une presse libre en Bretagne. Ce qu'il fit dès son retour de captivité en 1943, sous couvert de ses études historiques. Voici ce qu'il raconte :



Notre ami J. Fontaine vous envoie son bon souvenir de Montpellier.

Un message de Paul Hutin

Une équipe de résistants amis, sous l'autorité de Paul Bégulier, rédacteur à **L'Ouest-Eclair**, membre du mouvement Libération Nord et chef de secteur des Forces françaises de l'intérieur, était chargée de veiller à ce que nul, non titulaire d'une mission officielle, ne pût

occuper les locaux des trois imprimeries de presse Rennaises et tout spécialement ceux du journal **L'Ouest-Eclair**.

Le déroulement des événements fut, effectivement, tel qu'il avait été prévu.

Je dois indiquer à ce propos que, dans la journée du jeudi 3 août, un jeune vendeur de **L'Ouest-Eclair** me

remettait un bref billet sur lequel je pus lire ceci :

« Cher monsieur, j'ai appris que vous avez été chargé de mettre en place une presse nouvelle, après la défaite ennemie. Vous savez que secrétaire général de « L'Ouest-Eclair », je me suis refusé à demeurer dans mes fonctions sous la botte de l'occupant. Je crois avoir, dans ces conditions, le droit incontestable de reprendre, dans l'honneur, la direction de ce journal. Je suis persuadé que tel sera votre sentiment. Avec mes amitiés. »
Signé : Paul Hutin.

Je devais apprendre, peu après, que Paul Hutin avait connu mon adresse par Victor Janton, le 2 août au soir, à Betton, commune où eurent lieu les premiers engagements et où il avait rejoint les avant-gardes américaines.

Le message de Paul Hutin ne pouvait me surprendre ou m'étonner. Depuis mai 1943, c'est à lui et à lui seul que nous avons pensé comme étant susceptible d'assumer la direction du journal qui prendrait la succession de **L'Ouest-Eclair**. Au surplus, le Cahier bleu, titre II, paragraphe C, alinéa 2, disposait :

« ... Il sera en particulier désirable, lorsqu'une partie des directeurs ou des rédacteurs d'un journal suspendu



M. Hutin s'adresse au personnel dans la salle des rotatives, rue du Pré-Botté.

s'étaient nettement dissociés de la politique de ce journal, de leur confier de préférence le soin d'assurer la publication d'un organe nouveau, mais destiné aux mêmes catégories de lecteurs.

« Le représentant régional de l'Information aura à se préoccuper, dès maintenant, d'établir un relevé des journalistes que leur attitude permettra d'utiliser et de prévoir la constitution d'une ou de plusieurs équipes susceptibles d'assumer la charge des nouveaux organes. »

Un sujet d'inquiétude

Si la désignation du directeur général du futur quotidien régional destiné à prendre la place de **L'Ouest-Eclair** ne posait pas de problème, par contre l'état dans lequel nous trouverions les locaux de presse et les imprimeries était, pour nous, un grand sujet d'inquiétude. Non seulement, il importait au plus haut point que nous puissions — dans les plus brefs délais après le départ des troupes allemandes — faire sortir de nouveaux journaux et informer le public, mais encore que nous mettions en place un dispositif d'information par radiodiffusion. De ce point de vue, il était essentiel que les studios, situés dans l'Hôtel des P.T.T., fussent en bon état et que l'antenne de Thourie, située à quelque trente kilomètres au sud de Rennes, pût être sauvegardée ou, à tout le moins, en cas de destruction, rétablie.

La Bretagne possédait deux émetteurs : Rennes National d'une puissance de 120 kW et Rennes Alma d'une puissance de 40 kW.

A l'aube du 4 août, le bruit de fortes déflagrations se fit entendre en direction de Rennes. Aux premières heures de la matinée, nous étions informés que l'origine en était le dynamitage des ponts unissant les deux rives de la Vilaine dans la traversée de la ville. J'apprenais, dans le même moment, que notre maison, située à proximité



Image de la Libération de Rennes.

du pont de Châteaudun, avait été tortement endommagée et rendue inhabitable. Par contre, les bureaux et ateliers des différents organes de presse rennais étaient relativement indemnes. Les installations de radiodiffusion avaient, quant à elles, beaucoup souffert.

Au début de l'après-midi, je gagnai Rennes conformément aux décisions prises, emportant avec moi la majeure partie de nos dossiers. Je me rendis à la préfecture après avoir laissé à quelques amis le soin de colmater au mieux les brèches de mon domicile de manière à protéger son contenu contre le pillage toujours possible.

J'y retrouvai plusieurs membres de notre équipe et constatai, avec satisfaction, que le scénario que nous avions élaboré avait été parfaitement exécuté. Dès 8 heures du matin, Victor Janton et Jean Le Verger s'étaient rendus chez Louise Vaudouët où ils avaient pris en charge les papiers, ordres de mission et instructions indispensables.

A 9 h 30, ils avaient représenté notre service à la séance d'installation de la nouvelle administration à la préfecture, de MM. Victor Le Gorgeu, commissaire de la République, et Bernard Cornut-Gentille, préfet d'Ile-et-Vilaine.

Arrivée à « L'Ouest-Eclair »

A midi trente, ils avaient rejoint l'hôtel de **L'Ouest-Eclair** après avoir constaté que les locaux des deux autres imprimeries de presse, ceux du **Nouvelliste de Bretagne** et ceux de **L'Ouest-Journal**, étaient sous bonne garde.

A **L'Ouest-Eclair**, Paul Hutin était arrivé entre 9 et 10 heures du matin en compagnie de Jean Marin (de son nom Yves Morvan), membre de la Mission française de liaison, en tenue d'officier français ; (...) ils se rendirent au bureau du directeur général où M. Pierre Artur, qui avait passé la nuit dans le sous-sol avec sa famille et une grande partie du personnel, les accueillit.

Jean Marin informa celui-ci que, sans préjuger le moins du monde de sa culpabilité du fait qu'il était demeuré à la tête de **L'Ouest-Eclair** pendant la durée de l'occupation, mais en se plaçant uniquement sur le plan de l'application des instructions reçues du gouvernement de la France libre, il se trouvait dans l'obligation de lui demander de vouloir bien remettre aux services de l'Information l'état de ses stocks en matière de papiers et encres et de quitter le bureau directorial où Paul Hutin prit la place.

Vers 13 heures, un grand nombre de membres du personnel se retrouvèrent dans la salle des rotatives où, tour à tour, Paul Hutin, Jean Marin et Alphonse Aubré, administrateur du journal, prirent la parole, le premier pour préciser le sens et la portée de son retour, mais aussi pour affirmer que le grand quotidien breton mènerait désormais le combat pour le redressement national dans la fidélité à ses origines, sans haine et sans sectarisme ; le second pour présenter les grandes lignes de la politique de l'information qui allait être mise en œuvre dans la région comme dans l'ensemble du pays au fur et à mesure de la libération du territoire ; le troisième pour informer ses interlocuteurs des graves périls qui avaient jalonné les quatre années pendant lesquelles **L'Ouest-Eclair** avait paru sous la férule allemande, et énumérer les mesures concrètes prises, à ses risques et périls, par la direction du journal, en vue de secourir les familles des membres du personnel prisonniers ou obligés de prendre le maquis ou encore de ceux qui avaient disparu. Il souhaita que « l'esprit de la maison » subsistât dans l'avenir, rendit, sous les applaudissements, un particulier hommage au dévouement de Pierre Artur et demanda aux assistants, au milieu d'un enthousiasme général, de lever leur verre à la santé de Paul Hutin et du chef du gouvernement provisoire de la République et à la libération totale et proche de la Bretagne.



Henri Fréville avait été chargé de mettre en place la presse de la Libération.

Un titre significatif

Une troisième réunion groupa, dans la soirée, l'ensemble du personnel sous la présidence d'Émile Cochet. Celui-ci se félicita des conditions dans lesquelles la ville de Rennes avait été libérée et du fait que l'instrument de travail était, somme toute, demeuré intact ; il invita ses collègues à faire tous leurs efforts pour qu'il pût être remis en état de marche aussitôt que possible, sous le titre de **Ouest-France** — titre particulièrement significatif après toutes les tentatives faites par l'ennemi et quelques comparses pour séparer la Bretagne du reste du pays. Il donna toutes les explications souhaitables sur l'organisation de la presse nouvelle et annonça que les différentes instances syndicales qui pouvaient, à nouveau, fonctionner ouvertement auraient à désigner, dans des délais relativement brefs, leurs délégués au Comité régional de presse qui devait être incessamment constitué.

De leur côté, Victor Janton et Jean Le Verger se rendirent vers 16 heures aux manifestations au cours desquelles le doyen Milon était entré officiellement à l'Hôtel de Ville entouré de la délégation spéciale qui devait administrer temporairement la ville, puis étaient rentrés à la Préfecture pour y prendre possession des bureaux jusque-là occupés par la délégation à l'Information du gouvernement de Vichy.

DONT ACTE. — Dans le précédent article, consacré à **L'Ouest-Eclair**, nous avons attribué par erreur à notre ami Joseph Fontaine un fragment de thèse de Bernard Lebrun.

Avec ce 35^e chapitre s'achève l'histoire de L'Ouest-Eclair qui aura occupé les colonnes du Relais pendant sept ans.

Un grand merci à tous ceux qui ont contribué à ce travail, particulièrement à Tanguy Jouan pour l'illustration et à Joseph Fontaine pour le texte.